AGENCIA MONETARIA DA AFRICA DO OESTE

WEST AFRICAN MONETARY AGENCY

AGENCE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Version Français

RAPPORT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE AU SEIN DE LA CEDEAO AU TITRE DE L'ANNEE 2022

Freetown, juillet 2023

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ..... **iv**
ABREVIATIONS ET ACRONYMES ..... **vii**
REMERCIEMENTS ..... **viii**
AVANT-PROPOS ..... **ix**
RESUME ANALYTIQUE ..... **xi**
INTRODUCTION **1**
PARTIE I : ANALYSE AU NIVEAU REGIONAL **2**
I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE 3
1.1. Croissance économique 3
1.2. Inflation 4
1.3. Prix des matières premières 5
1.4. Commerce 6
1.5. Conditions monétaires et financières 6
II. SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA CEDEAO 8
2.1. Introduction 8
2.2. Secteur réel 9
2.3. Finances publiques 13
2.4. Secteur monétaire 16
2.5. Secteur extérieur 20
2.6. Perspectives 22
III. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE AU SEIN DE LA CEDEAO 24
3.1. Introduction 24
3.2. Aperçu de la convergence macroéconomique 24
3.3. Analyse de la performance au titre des critères de premier rang 26
3.4. Analyse de la performance au titre des critères de second rang 28
3.5. Perspectives 29
PARTIE II: SITUATION MACROECONOMIQUE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO **30**
1. BENIN 31
1.1. Introduction 31
1.2. Analyse sectorielle 31
1.2.1. Secteur réel 31
1.2.2. Finances publiques 33
1.2.3. Secteur monétaire 35
1.2.4. Secteur extérieur 36
1.3. Situation de la convergence macroéconomique 37
1.4. Perspectives 37
1.5. Conclusion et recommandations 38
2. BURKINA FASO 39
2.1. Introduction 39
2.2. Analyse sectorielle 40
2.2.1. Secteur réel 40
2.2.2. Finances publiques 42
2.2.3. Secteur monétaire 45
2.2.4. Secteur extérieur 47
2.3. Situation de la convergence macroéconomique 49
2.4. Perspectives 49
2.5. Conclusion et recommandations 49
3. CABO VERDE 51
3.1. Introduction 51
3.2. Analyse sectorielle 51
3.2.1. Secteur réel 51
3.2.2. Finances publiques 53
3.2.3. Secteur monétaire 54
3.2.4. Secteur extérieur 55
3.3. Situation de la Convergence macroéconomique 57
3.4. Perspectives 57
3.5. Conclusion et Recommandations 57
4. COTE D'IVOIRE 59
4.1. Introduction 59

4.2. Analyse sectorielle 59
4.2.1. Secteur réel 59
4.2.2. Finances publiques 61
4.2.3. Secteur monétaire 64
4.2.4. Secteur extérieur 65
4.3. Situation de la convergence macroéconomique 66
4.4. Perspectives 67
4.5. Conclusion et recommandations 67
5. GAMBIE 69
5.1. Introduction 69
5.2. Analyse sectorielle 70
5.2.1. Secteur réel 70
5.2.2. Finances publiques 71
5.2.3. Secteur monétaire 73
5.2.4. Secteur extérieur 74
5.3. Situation de la convergence macroéconomique 76
5.4. Perspectives 76
5.5. Conclusion et recommandations 76
6. GHANA 78
6.1. Introduction 78
6.2. Analyse sectorielle 79
6.2.1. Secteur réel 79
6.2.2. Finances publiques 80
6.2.3. Secteur monétaire 82
6.2.4. Secteur extérieur 85
6.3. Situation de la convergence macroéconomique 86
6.4. Perspectives 87
6.5. Conclusion et recommandations 87
7. GUINEE 89
7.1. Introduction 89
7.2. Analyse sectorielle 89
7.2.1. Secteur réel 89
7.2.2. Finances publiques 92
7.2.3. Secteur monétaire 94
7.2.4. Secteur extérieur 96
7.3. Situation de la convergence macroéconomique 97
7.4. Perspectives 98
7.5. Conclusion et recommandations 98
8. GUINEE BISSAU 100
8.1. Introduction 100
8.2. Analyse sectorielle 101
8.2.1. Secteur réel 101
8.2.2. Finances publiques 102
8.2.3. Secteur monétaire 103
8.2.4. Secteur extérieur 104
8.3. Situation de la convergence macroéconomique 106
8.4. Perspectives 106
8.5. Conclusion et recommandations 107
9. LIBERIA 109
9.1. Introduction 109
9.2. Analyse sectorielle 110
9.2.1. Secteur réel 110
9.2.2. Finances publiques 111
9.2.3. Secteur monétaire 113
9.2.4. Secteur extérieur 114
9.3. Situation de la convergence macroéconomique 116
9.4. Perspectives 117
9.5. Conclusion et recommandations 117
10. MALI 119
10.1. Introduction 119
10.2. Analyse sectorielle 119
10.2.1. Secteur réel 119

10.2.2. Finances publiques ... 121
10.2.3. Secteur monétaire ... 123
10.2.4. Secteur extérieur ... 124
10.3. Situation de la convergence macroéconomique ... 126
10.4. Perspectives ... 126
10.5. Conclusion et recommandations ... 126
11. NIGER ... 128
11.1. Introduction ... 128
11.2. Analyse sectorielle ... 129
11.2.1. Secteur réel ... 129
11.2.2. Finances publiques ... 131
11.2.3. Secteur monétaire ... 132
11.2.4. Secteur extérieur ... 134
11.3. Situation de la convergence macroéconomique ... 135
11.4. Perspectives ... 135
12. NIGERIA ... 137
12.1. Introduction ... 137
12.2. Analyse sectorielle ... 137
12.2.1. Secteur réel ... 137
12.2.2. Finances publiques ... 139
12.2.3. Secteur monétaire ... 140
12.2.4. Secteur extérieur ... 142
12.3. Situation de la convergence macroéconomique ... 143
12.4. Perspectives ... 143
12.5. Conclusions et recommandations ... 143
13. SENEGAL ... 145
13.1. Introduction ... 145
13.2. Analyse Sectorielle ... 145
13.2.1. Secteur réel ... 145
13.2.2. Finances publiques ... 147
13.2.3. Secteur monétaire ... 148
13.2.4. Secteur extérieur ... 150
13.3. Situation de la Convergence Macroéconomique ... 151
13.4. Perspectives ... 151
13.5. Conclusion et Recommandations ... 152
14. SIERRA LEONE ... 154
14.1. Introduction ... 154
14.2. Analyse sectorielle ... 155
14.2.1. Secteur réel ... 155
14.2.2. Finances publiques ... 156
14.2.3. Secteurs monétaires ... 158
14.2.4. Secteur extérieur ... 160
14.3. Situation de la convergence macroéconomique ... 162
14.4. Perspectives ... 162
14.5. Conclusions et recommandations ... 163
15. TOGO ... 164
15.1. Introduction ... 164
15.2. Analyse sectorielle ... 165
15.2.1. Secteur réel ... 165
15.2.2. Finances publiques ... 166
15.2.3. Secteur monétaire ... 168
15.2.4. Secteur extérieur ... 169
15.3. État des critères de convergence macroéconomique ... 171
15.4. Perspectives ... 171
15.5. Conclusion et recommandations ... 172
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS ... 173

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. 1:Taux de croissance du PIB réel....4
Tableau 1. 2 : Inflation moyenne....5
Tableau 1. 3: Prix mondiaux des matières premières....6
Tableau 1. 4 : Tendances de la croissance du PIB réel dans la CEDEAO....11
Tableau 1. 5 : Part du secteur au PIB et contribution à la croissance....12
Tableau 1. 6: Inflation (fin de période)....13
Tableau 1. 7: Déficit budgétaire (hors dons) en pourcentage du PIB dans la CEDEAO....15
Tableau 1. 8: Dette publique totale (en pourcentage du PIB)....16
Tableau 1. 9: Principaux taux d'intérêt dans la CEDEAO....17
Tableau 1. 10: Evolution des agrégats monétaires dans la Zone ZMAO et Cabo Verde (Variation en %)....19
Tableau 1. 11: Evolution des agrégats monétaires dans la Zone ZMAO dans la Zone UEMOA (Variation en %)....20
Tableau 1. 12: Balance des comptes courants (en % du PIB)....22
Tableau 1. 13: Balance des paiements globale (% du PIB)....22
Tableau 1. 14: Critères de premier et de second rang....24
Tableau 1. 15: Nombre de critères primaires remplis par les États membres....25
Tableau 1. 16: Nombre total critères de convergence remplis par les Etats membres....25
Tableau 1. 17 : Nombre de pays ayant rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO....25
Tableau 1. 18: Ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB (dons compris)....26
Tableau 1. 19: Taux d'inflation en moyenne dans les Etats membres de la CEDEAO....27
Tableau 1. 20: Financement du déficit budgétaire par la banque centrale....27
Tableau 1. 21: Réserves extérieures brutes en mois d'importations de biens et services....28
Tableau 1. 22: Variation du taux de change nominal (monnaie locale par rapport à l'UCAO)....28
Tableau 1. 23: Ratio dette publique/PIB....29

Tableau 2. 1 : Evolution du PIB et de ses composantes au Bénin....33
Tableau 2. 2: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Bénin....34
Tableau 2. 3: Evolution des principaux agrégats monétaires du Bénin....35
Tableau 2. 4: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Bénin....36
Tableau 2. 5: Situation de la convergence macroéconomique du Bénin....37
Tableau 2. 6: Evolution du PIB et de ses composantes au Burkina Faso....41
Tableau 2. 7 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Burkina Faso....45
Tableau 2. 8: Evolution des principaux agrégats monétaires du Burkina Faso....47
Tableau 2. 9: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Burkina Faso....48
Tableau 2. 10: Situation de la convergence macroéconomique du Burkina Faso....49

Tableau 2. 11: Evolution du PIB et de ses composantes au Cabo Verde 52
Tableau 2. 12: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Cabo Verde 54
Tableau 2. 13: Evolution des principaux agrégats monétaires du Cabo Verde 55
Tableau 2. 14: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Cabo Verde 57
Tableau 2. 15 : Situation de la convergence macroéconomique du Cabo Verde 57
Tableau 2. 16: Evolution du PIB et de ses composantes en Côte d'Ivoire 61
Tableau 2. 17 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Côte d'Ivoire 63
Tableau 2. 18 : Evolution des principaux agrégats monétaires de la Côte d'Ivoire 64
Tableau 2. 19: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire 66
Tableau 2. 20 : Situation de la convergence macroéconomique de la Côte d'Ivoire 67
Tableau 2. 21: Evolution du PIB et de ses composantes en Gambie 71
Tableau 2. 22: Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Gambie 73
Tableau 2. 23: Evolution des principaux agrégats monétaires de la Gambie 74
Tableau 2. 24: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Gambie 75
Tableau 2. 25: Situation de la convergence macroéconomique de la Gambie 76
Tableau 2. 26: Evolution du PIB et de ses composantes au Ghana 80
Tableau 2. 27: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Ghana 81
Tableau 2. 28: Evolution des principaux agrégats monétaires du Ghana 84
Tableau 2. 29: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Ghana 86
Tableau 2. 30: Situation de la convergence macroéconomique du Ghana 87
Tableau 2. 31: Evolution du PIB et de ses composantes en Guinée 91
Tableau 2. 32 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Guinée 93
Tableau 2. 33 : Evolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée 95
Tableau 2. 34 : Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Guinée 97
Tableau 2. 35: Situation de la convergence macroéconomique de la Guinée 98
Tableau 2. 36: Evolution du PIB et de ses composantes en Guinée Bissau 102
Tableau 2. 37: Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Guinée Bissau 103
Tableau 2. 38: Evolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Bissau 104
Tableau 2. 39: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Guinée Bissau 106
Tableau 2. 40: Situation de la convergence macroéconomique de la Guinée Bissau 106
Tableau 2. 41: Evolution du PIB et de ses composantes au Liberia 111
Tableau 2. 42 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Liberia 112
Tableau 2. 43: Evolution des principaux agrégats monétaires du Liberia 114
Tableau 2. 44: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Liberia 116
Tableau 2. 45: Situation de la convergence macroéconomique du Liberia 117

Tableau 2. 46: Evolution du PIB et de ses composantes au Mali 121
Tableau 2. 47 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Mali 122
Tableau 2. 48 : Evolution des principaux agrégats monétaires du Mali 123
Tableau 2. 49: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Mali 125
Tableau 2. 50: Situation de la convergence macroéconomique du Mali 126
Tableau 2. 51: Evolution du PIB et de ses composantes au Niger.....130
Tableau 2. 52: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Niger.....132
Tableau 2. 53: Evolution des principaux agrégats monétaires du Niger.....133
Tableau 2. 54: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Niger.....135
Tableau 2. 55: Situation de la convergence macroéconomique du Niger.....135
Tableau 2. 56 : Évolution du PIB et de ses composantes au Nigeria.....138
Tableau 2. 57 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Nigeria.....140
Tableau 2. 58 : Evolution des principaux agrégats monétaires du Nigeria.....141
Tableau 2. 59: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Nigeria.....143
Tableau 2. 60 : Situation de la convergence macroéconomique du Nigeria.....143
Tableau 2. 61: Evolution du PIB et de ses composantes au Sénégal 146
Tableau 2. 62: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Sénégal 148
Tableau 2. 63: Evolution des principaux agrégats monétaires du Sénégal 149
Tableau 2. 64: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Sénégal 151
Tableau 2. 65: Situation de la convergence macroéconomique du Sénégal 151
Tableau 2. 66: Evolution du PIB et de ses composantes en Sierra Leone 156
Tableau 2. 67: Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Sierra Leone 158
Tableau 2. 68: Evolution des principaux agrégats monétaires de la Sierra Leone.....160
Tableau 2. 69: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Sierra Leone.....161
Tableau 2. 70: Situation de la convergence macroéconomique de la Sierra Leone.....162
Tableau 2. 71: Evolution du PIB et de ses composantes au Togo 166
Tableau 2. 72: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Togo 167
Tableau 2. 73: Evolution des principaux agrégats monétaires du Togo 169
Tableau 2. 74: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Togo 170
Tableau 2. 75: Situation de la convergence macroéconomique du Togo.....171

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACBF	Fondation africaine pour le renforcement des capacités
AMAO	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
ASS	Afrique subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
BIDC	Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
FMI	Fonds Monétaire International
GIABA	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
IMAO	Institut monétaire de l'Afrique de l'ouest
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
PCMC	Programme de coopération monétaire de la CEDEAO
SLE	Schéma de libéralisation des échanges
TEC	Tarif Extérieur Commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union Africaine
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest Africaine
ZMAO	Zone monétaire de l'Afrique de l'ouest
UCAO	Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest

REMERCIEMENTS

Le Rapport de convergence macroéconomique de la CEDEAO au titre de l'année 2022 a été élaboré par une équipe d'Economistes et de Statisticiens du Département de la Surveillance Multilatérale (DSM) avec l'appui du personnel du Département de la Recherche et des Statistiques (DRS) et du Département de l'Intégration Financière (DIF) sous le leadership et la direction de M. Momodu Bamba SAHO, Directeur Général. Le projet a été dirigé par le Dr Mawuli GADDAH, Directeur du DSM. Les rédacteurs associés sont : Dr. Andalla DIA, Economiste en chef, M. Alhassane Mariame DIALLO Economiste en chef, Dr. Dominic Zaan AGBA, Economiste sénior, M. P Mah KRUAH, Economiste, M. Kamaldeen AJALA, Economiste et M. Eleazar Kabra JOEL, Statisticien, et M. Salifou NABELEMA, Economiste, ainsi que Mme. Sylvia CARPENTER, Secrétaire bilingue qui a assuré le secrétariat de l'équipe.

La traduction de l'Anglais au Français et du Français à l'Anglais a été assurée par M. Elhadji Ibrahima Tamba BALDE, Traducteur principal, et M. Edem WETO, Traducteur sénior. Les autres contributeurs techniques sont : Dr Serigne M. SECK, Economiste en chef, M. Médard DJINKPO, Statisticien/Economètre en chef, M. Paul BRUCE, Économiste sénior, Victoria Ololade ADENMOSUN, Spécialiste de la supervision bancaire, M. Sékou PENDESSA (Spécialiste des systèmes de paiement), M. Bolanle Samson FALADE, Statisticien, M. William A. SULONKEMELEE, Jr, Economiste, et Dixon W. DWANYEN, Economiste.

Le Rapport utilise des données et d'autres informations utiles fournies par les Banques Centrales des États membres, les Ministères, Directions et Agences (MDA) ainsi que d'autres institutions régionales, sans lesquelles l'analyse présentée dans le rapport n'aurait pas été possible. Nous saluons l'immense appui technique de la Banque de Cabo Verde (BCV), de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), de la Banque Centrale de Gambie (CBG), de la Banque du Ghana (BOG), de la Banque Centrale du Liberia (CBL), de la Banque Centrale du Nigeria (CBN) et de la Banque de Sierra Leone (BSL). Nous tenons également à remercier le : Ministère de l'économie et des finances du Bénin, le Ministère de l'économie, des finances et du développement du Burkina Faso, le Ministère des finances du Cabo Verde, le Ministère de l'économie et des finances de la Côte d'Ivoire, le Ministère des finances et des affaires économiques de la Gambie, le Ministère des finances du Ghana, le Ministère de l'économie et des finances de la Guinée, le Ministère de l'économie et des finances de la Guinée Bissau, le Ministère des finances et de la planification du développement du Liberia, le Ministère de l'économie et des finances du Mali, le Ministère de l'économie et des finances du Niger, le Ministère fédéral des finances et du budget du Nigeria, le Ministère de l'économie, de la planification et de la coopération du Sénégal, le Ministère des finances de la Sierra Leone et le Ministère de l'économie et des finances du Togo. Les Comités nationaux de coordination (CNC) ont permis d'assurer l'interface avec les autres Directions et Agences de l'État, tandis que les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA) ainsi que l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) ont fourni toute une gamme d'appuis techniques et non techniques. Le Rapport s'est également appuyé sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) et les Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne du FMI.

Nous tenons également à souligner l'immense contribution du Dr. Udoma Johnson AFANGIDEH et du Dr. Gradé Momèle KIPRE, respectivement Directeurs des départements de la recherche et des statistiques, et de l'Intégration financière de l'AMAO, qui ont dirigé certaines missions de surveillance conjointes dans les États membres. Enfin, nous exprimons notre appréciation pour l'appui logistique et administratif fourni par le Dr. Sigismund C. MBBAH-OFFOR (Chef du service des finances) et Mme Olukemi T. LAWAL (Responsable administrative), ainsi qu'à tout autre agent ayant contribué de diverses manières à la réalisation de ce projet.

AVANT-PROPOS

Le Rapport de convergence macroéconomique de la CEDEAO pour l'année 2022 a été élaboré par l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) dans le cadre de son mandat au titre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC). Le rapport passe en revue l'évolution de la situation macroéconomique de la CEDEAO et évalue le niveau de respect, par les États membres, des critères de convergence macroéconomique prescrits tout en formulant des recommandations sur les mesures à prendre. Il s'agit également de la première année d'évaluation du niveau de respect des critères de convergence macroéconomique par les États membres au titre du nouveau PSCM, après que les années 2020 et 2021 ont été déclarées années exceptionnelles.

En 2022, la reprise de de l'économie mondiale a subi un revers important en raison de la guerre russo-ukrainienne, qui a entraîné de nouvelles perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale. La croissance de l'économie mondiale s'est considérablement ralentie, passant de 6,3 % en 2021 à 3,5 %, et devrait s'établir à 3,0 % en 2023 et 2024. De même, l'accentuation des tensions inflationnistes a entraîné une crise mondiale du coût de la vie. Les prix des produits de base essentiels, tels que les denrées alimentaires et l'énergie, ont atteint des niveaux record, portant l'inflation globale à 8,7 % en 2022, contre 4,7 % en 2021. En réponse à la hausse de l'inflation mondiale, de nombreuses banques centrales ont relevé leurs taux d'intérêt de manière synchronisée ; ce qui a entraîné un resserrement des conditions de financement, en particulier pour les pays émergents et les économies en développement.

Les États membres de la CEDEAO continuent de faire face à des défis, notamment une vulnérabilité des finances publiques et de la dette, une faible croissance, une hausse de l'inflation et une dépréciation des monnaies. Les résultats mitigés enregistrés en matière de respect des critères de convergence de la CEDEAO soulignent la nécessité de poursuivre l'ajustement des politiques, d'autant plus qu'aucun État membre n'a respecté l'ensemble des quatre critères de convergence de premier rang en 2022. Il est primordial pour les autorités de prendre des mesures délibérées en vue d'améliorer la performance des États membres et de garantir le respect des critères de convergence macroéconomique, d'autant plus que nous approchons de la phase de convergence du PSCM.

L'Agence a également réalisé des progrès considérables sur d'autres aspects de la feuille de route, notamment les accords obtenus/le consensus qui s'est dégagé sur la clef de répartition des souscriptions au capital et à la mise en commun des réserves extérieures de la future Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCAO), la détermination du montant du capital du Fonds de solidarité et de stabilisation de la CEDEAO (FSSC), et la création d'un cadre pour l'harmonisation des statistiques monétaires et financières à l'échelle CEDEAO, ainsi que le démarrage de la mise en œuvre des systèmes de paiement et de règlement de la CEDEAO (EPSS).

Sur ce, je tiens à féliciter le personnel de l'AMAO, notamment celui du Département de la Surveillance Multilatérale, pour la diligence dont il a fait montre dans l'élaboration de l'édition 2022 du rapport de convergence macroéconomique. Enfin, je tiens à témoigner ma reconnaissance au Comité Technique de l'AMAO et au Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres de la CEDEAO, dont le soutien continu reste inestimable et très apprécié.

Momodou B. SAHO
Directeur Général de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
Freetown, Sierra Leone, octobre 2023

RESUME ANALYTIQUE

Succédant à la crise de la COVID-19, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, débutée en février 2022, a exacerbé les défis économiques mondiaux, notamment la croissance économique, la maitrise de l'inflation, la soutenabilité des finances publiques et de la dette, en particulier dans les pays à faibles revenus dont ceux de s la CEDEAO. Ainsi, la croissance économique mondiale est restée poussive dans une situation de flambée généralisée des prix, en raison principalement des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Dans ce contexte, la plupart des banques centrales ont resserré leurs politiques monétaires pour contenir l'envolée des prix.

La croissance du PIB réel mondial s'est considérablement ralentie, passant de 6,3 % en 2021 à 3,5 % en 2022. En Afrique subsaharienne (ASS), l'activité économique a suivi la même tendance avec une croissance de 3,9 % contre 4,7 % en 2021. Parallèlement, , l'inflation mondiale s'est accentuée en passant du simple au double, se situant à 8,7% après 4,7 % en 2021. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est aussi accélérée, passant de 11,0 % en 2021 à 14,5 % en 2022.

Dans la CEDEAO, la croissance du PIB réel a ralenti, passant de 4,4 % en 2021 à 4,0 % en 2022 concomitamment avec une inflation de fin de période qui a augmenté pour atteindre 21,2 %, contre 12,8 % en 2021. Le déficit budgétaire global dons compris s'est creusé pour atteindre 5,4 % du PIB contre 4,6 % du PIB en 2021, consécutivement à une augmentation de l'encours de la dette publique qui est ressorti à 36,6 % du PIB à fin décembre 2022 contre 35,6 % du PIB à fin décembre 2021. La plupart des banques centrales des États membres ont resserré leurs taux directeurs au cours de l'année sous revue, en réponse aux pressions inflationnistes. S'agissant des échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 1,2% du PIB, en dégradation par rapport à l'excédent de 0,3 % du PIB en 2021, principalement sous l'effet de la balance des biens et services. Concernant la convergence macroéconomique, il ressort qu'aucun État membre n'a pu satisfaire à l'ensemble des quatre (4) critères de premier rang, en particulier l'inflation et le déficit budgétaire qui sont restés hors norme.

Les perspectives de croissance et d'inflation à moyen terme reposent sur la persistance des déséquilibres macroéconomiques qui ont caractérisé l'économie mondiale en 2022. Par conséquent, la croissance mondiale devrait ralentir de nouveau pour se situer à 3,0 % en 2023 et se maintenir en 2024. L'inflation mondiale devrait se situer à 6,8 % en 2023 et ralentir à 5,2% en 2024. Dans la CEDEAO, la croissance devrait encore ralentir à 3,9 %, tandis que l'inflation devrait se modérer à 17,1% en 2023. Parallèlement, le déficit budgétaire, dons compris, devrait se réduire à 5,1 % du PIB. En somme pour la convergence macroéconomique, aucun État membre ne devrait satisfaire aux quatre (4) critères de convergence de premier rang en 2023.

INTRODUCTION

1. Conformément au Protocole portant création de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Décision A/Déc. 4/7/92 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement) en ses Articles 3, 4, et 9 et aux dispositions de l'Acte additionnel A/SA.01/12/15 portant modification de la Décision N° A/DEC.03/06/12 portant Pacte de Convergence et de Stabilité Macroéconomique (PCSM) entre les Etats membres de la CEDEAO, le présent rapport procède à l'évaluation des performances macroéconomiques et du profil de convergence des Etats membres, au titre de l'année 2022 ainsi que les perspectives pour 2023. Il propose à l'intention des Etats membres des recommandations de politiques et mesures socioéconomiques en mettant notamment l'accent sur les actions à entreprendre pour améliorer le profil des indicateurs macroéconomiques.

2. Il convient de rappeler qu'en raison des difficultés exceptionnelles matérialisées par la désorganisation du tissu économique et social causée par la pandémie mondiale de la COVID-19 dans les États membres, une nouvelle Feuille de Route et un nouveau Pacte ont été élaborés et adoptés par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, le 19 juin 2021, afin de guider le processus de mise en œuvre du PCMC et de création de la monnaie unique en 2027.

3. Les années 2021 et 2020 ayant été déclarées exceptionnelles, l'année 2022 constitue celle où les Etats membres doivent se conformer aux critères de convergence prescrits, au regard du nouveau Pacte. Elle est caractérisée par la consolidation de la relance économique entamée en 2021.

4. Le présent rapport a été élaboré sur la base des informations obtenues lors des missions de surveillance conjointes de la Commission de la CEDEAO, de l'AMAO et de l'IMAO dans les Etats membres. En outre, une actualisation, émanant des Etats, de certaines données a été faite, notamment les données statistiques arrêtées au 31 juillet 2023.

5. Le rapport, outre l'introduction, s'articule en deux parties. La première partie passe en revue la performance macroéconomique et l'état de la convergence à fin décembre 2022. Elle comprend trois sections. La section 1 analyse l'évolution de la situation macroéconomique. La section 2 passe en revue la performance économique et financière au sein de la CEDEAO, et la troisième donne un aperçu sur le niveau de respect des critères de convergence macroéconomique par la Communauté La deuxième partie du rapport analyse la situation économique et financière des Etats membres pris individuellement, tout en formulant des recommandations spécifiques à l'intention de chacun desdits Etats. En conclusion, des recommandations d'ordre général visant à améliorer la performance macroéconomique des Etats membres ont été formulées.

PARTIE I : ANALYSE AU NIVEAU REGIONAL

I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE

1.1. Croissance économique

6. Au cours des trois dernières années, l'activité économique mondiale s'est déroulée dans un contexte extrêmement difficile marqué notamment par la COVID-19 et la crise guerrière Russo ukrainienne. Toutefois la croissance s'est redressée (6,3 % en 2021) au lendemain de la pandémie de COVID-19 qui avait principalement contribué à la contraction de 2,8 % de l'activité économique en 2020. Dans la foulée des urgences sanitaires entraînant des pressions financières, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a débuté en février 2022, est venue à exacerber les difficultés économiques en occasionnant des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement conduisant à la flambée du cours du pétrole et à l'envolée du prix des produits alimentaires et énergétiques. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel a baissé à 3,5 % en 2022.

7. La reprise du rythme de croissance de l'économie mondiale entamée avant les nombreux chocs survenus en 2022 se trouve de plus en plus contrariée avec les récentes perturbations dans le secteur financier. Plus d'un an après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreuses économies continuent d'absorber les chocs dans un contexte d'apparition de nouveaux variants plus contagieux de la COVID-19. Le récent resserrement des conditions financières mondiales entrave également la relance économique dans de nombreuses économies et conduirait ainsi à une faiblesse des revenus en 2023, avec une situation d'augmentation du taux de chômage. À moyen terme, les perspectives de croissance semblent moins soutenues que celles observées au cours des dernières décennies. La croissance mondiale est projetée en chute à 3,0 % en 2023 et se maintiendrait à ce niveau en 2024.

8. Dans les économies avancées, la croissance du PIB réel qui s'est située à 2,7 % en 2022, contre 5,4 % en 2021, est projetée à 1,5 % en 2023 et augmenterait légèrement à 1,4% en 2024. Aux Etats Unis, les révisions tablent sur des taux de croissance de 1,8 % et 1,0 % respectivement en 2023 et 2024 contre 2,1 % en 2022 et 5,9 % en 2021. Le ralentissement de l'activité économique américaine est dû à la contraction des dépenses suite à la baisse du revenu réel disponible induite par la hausse des taux d'intérêt. Dans la zone euro, la croissance, qui était de 5,3% et 3,5 % respectivement en 2021 et en 2022,ralentirait avantage pour se fixer à 0,9 % en 2023 et s'accélérait 1,5 % en 2024. Cette situation est largement attribuable à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, avec la fragilité des économies les plus exposées aux interruptions de l'approvisionnement en gaz russe, dans un contexte de durcissement des conditions financières. La Banque Centrale Européenne a en effet mis fin à ses achats nets d'actifs et a rapidement relevé ses taux d'intérêt en 2022.

9. La croissance économique dans les pays émergents et les s pays en développement (PEPD) a chuté de 6,8 % à 4,0 % entre 2021 et 2022. Cette croissance se maintiendrait à 4,0 % en 2023 pour se redresser à 4,1 % en 2024. Ces perspectives de croissance sont principalement liées

au recul des exportations de l'Inde, ainsi qu'au ralentissement de la demande intérieure. En particulier, la croissance en Chine est prévue de remonter à 5,2 % en 2023 contre 3,0 % en 2022, pour ensuite e ralentir à 4,5 % en 2024.

10. En Afrique subsaharienne, la croissance, qui s'est située à 3,9 % en 2022, devrait ralentir à 3,5% en 2023,et se renforcer à 4,1 % en 2024. Cette performance s'explique principalement par la résilience de l'économie du Nigéria au cours de la période.

Tableau 1. 1:Taux de croissance du PIB réel

Pays/Groupe	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*
Production mondiale	**2,8**	**-2,8**	**6,3**	**3,5**	**3,0**	**3,0**
Économies avancées	**1,7**	**-4,2**	**5,4**	**2,7**	**1,5**	**1,4**
Etats-Unis	2,3	-1,9	5,9	2,1	1,8	1,0
Zone Euro	1,6	-6,1	5,3	3,5	0,9	1,5
Japon	0,2	-3,0	2,2	1,0	1,4	1,0
Royaume-Uni	1,8	-11,1	7,6	4,1	0,4	1,0
Marchés émergents et économies en développement	**3,6**	**-1,8**	**6,8**	**4,0**	**4,0**	**4,1**
Chine	6,0	2,2	8,4	3,0	5,2	4,5
Inde	3,9	-5,8	9,1	7,2	6,1	6,3
Russie	2,2	-2,7	5,6	-2,1	1,5	1,3
Brésil	1,2	-3,3	5,0	2,9	2,1	1,2
Afrique subsaharienne	**3,3**	**-1,7**	**4,7**	**3,9**	**3,5**	**4,1**
Nigéria	2,2	-1,8	3,6	3,3	3,2	3,0
Afrique du Sud	0,3	-6,3	4,7	1,9	0,3	1,7

Source **:** Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2023 du FMI, *Prévision

1.2. Inflation

11. Les activités économiques mondiales se sont déroulées dans un contexte de pressions inflationnistes généralisées accrues dues, entre autres, à une demande latente aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Il a été ainsi observé à une flambée des prix des denrées alimentaires, des produits pétroliers et des matières premières. L'inflation mondiale s'est établie à 8,7 % en 2022 contre 4,7 % en 2021. Elle devrait revenir à 6,8 % en 2023, puis à 5,2 % en 2024, sous l'effet attendu de la mise en œuvre des politiques monétaires restrictives par les banques centrales et de la normalisation des chaînes d'approvisionnement.

12. Dans les économies avancées, l'inflation a atteint 7,3 % en 2022, imputable principalement aux envolées des prix de l'énergie et des céréales engendres par le conflit russo-ukrainien'. Elle devrait diminuer en 2023 et en 2024, à la faveur d'interventions politiques économiques appropriées. Aux USA et dans la zone euro, l'inflation a atteint des niveaux records respectifs de 8,0 % et 8,4 % en 2022. . ¨Pour les années 2023 et 2024 ; ces niveaux devraient baisser respectivement à 4,4 % et 5,2 % et 2,8 % aux USA et à 2,8 % en zone euro.

13. La situation ne diverge pas dans les pays émergents et les pays en développement, où l'inflation a également grimpé à 9,8 % en 2022 contre 5,9 % un an plus tôt. L'inflation devrait baisser à 8,3 % en 2023 et 6,8% en 2024, sous l'effet attendu des mesures restrictives de politique monétaire et du retour à la normale des approvisionnements .

14. En Afrique subsaharienne, l'inflation a atteint 14,5 % en 2022 et devrait se modérer à 14% et 10,5 % respectivement en 2023 et 2024. Le Nigéria, la plus grande économie de la région, a

enregistré un taux d'inflation de 18,8 % en 2022 contre 17,0 % en 2021, et devrait connaitre un taux projeté à 20,1 % en 2023 et 5,8 % en 2024. Les projections sont établies sur l'hypothèse de la mise en œuvre de la politique monétaire restrictive et de la baisse attendue des prix des matières premières au niveau mondial. La situation en Afrique du Sud est similaire : l'inflation a augmenté de 4,6 % en 2021 à 6,9 % en 2022 et devrait diminuer à 5,8 % en 2023 et à 4,8 % en 2024, sous l'impulsion attendue d'une politique monétaire restrictive par la Reserve Bank of South Africa, ainsi que de la réduction des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires.

Tableau 1. 2 : Inflation moyenne

Pays/Groupe	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*
Inflation mondiale	3,9	2,9	4,7	8,7	6,8	5,2
Economies avancées	1,4	0,7	3,1	7,3	4,7	2,8
États-Unis	1,8	1,3	4,7	8,0	4,4	2,8
Zone Euro	1,2	0,3	2,6	8,4	5,2	2,8
Japon	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,4	2,7
Royaume-Uni	1,8	0,9	2,6	9,1	6,8	3,0
Marchés émergents et économies en développement	5,1	5,2	5,9	9,8	8,3	6,8
Chine	2,9	2,5	0,9	1,9	2,0	2,2
Inde	4,8	6,2	5,5	6,7	4,9	4,4
Russie	4,5	3,4	6,7	13,8	7,0	4,6
Brésil	3,7	3,2	8,3	9,3	5,0	4,8
ASS	8,1	10,1	11,0	14,5	14,0	10,5
Nigeria	11,4	13,2	17,0	18,8	20,1	15,8
Afrique du Sud	4,1	3,3	4,6	6,9	5,8	4,8

Source : Perspectives de l'économie mondiale Avril 2023 du FMI

1.3. Prix des matières premières

15. Les prix des matières premières et de l'énergie ont atteint des pics historiques ces dernières années, en raison de la pandémie suivie du conflit entre la Russie et l'Ukraine, entraînant de fait d'importantes perturbations dans la chaîne d'approvisionnement.

16. L'indice des prix des combustibles et des carburants a enregistré une hausse de 52,3 % en 2021 avant de retomber à 33,5 % en 2022, mais devrait se contracter en 2023 et 2024. En outre, l'indice des prix des combustibles (énergie) et l'indice du gaz naturel ont connu respectivement une hausse de 99,6 % et 253,7 %en 2021. Ces indices ont ralenti respectivement à 63,6 % et 105,6 %, en 2022 et une contraction est envisagée pour 2023 et 2024. L'indice des prix des denrées alimentaires et des boissons, qui a augmenté de 25,9 % en 2021, est retombé à 14,1 % en 2022 et devrait se contracter en 2023 et 2024. L'indice des prix des céréales qui a augmenté de 40,7 % en 2021, s'est modéré à 24,8 % en 2022 mais devrait se contracter en 2023 et en 2024.

17. Dans le domaine des métaux précieux, l'augmentation en pourcentage par tonne métrique de minerai de fer, qui a enregistré un bond de 46,4 points en 2021, s'est contractée de 23,7 points en 2022 et devrait de nouveau augmenter en 2023. De même, le prix de l'étain, qui a connu une progression record de 89,1 % en 2021, s'est contracté de 3,1 % en 2022 et devrait continuer à fléchir en 2023 et en 2024. La variation du prix du baril de pétrole brut s'est effondrée à 39,2 % en 2022, après 65,8 % en 2021. Les perspectives tablent sur un niveau

élevé des prix de produits de bases en 2023 et 2024, bien qu'en ralentissement respectif de 24,1 % et 5,8 %.

Tableau 1. 3: Prix mondiaux des matières premières

Matières premières	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*	2019	2020	2021	2022	2023*	2024*
	Indices de prix/tonnes métriques						Variation en %					
Combustibles et non-combustibles.	117,0	105,9	161,2	215,2	166,0	162,8	-8,4	-9,5	52,3	33,5	-22,9	-2,0
Indice des prix des non-combustibles	108,5	115,6	146,1	156,9	152,5	151	0,7	6,5	26,4	7,4	-2,8	-1,0
Indice des prix des combustibles (énergie)	129,3	91,7	183,1	299,5	185,6	179,7	-17,4	-29,1	99,6	63,6	-38,0	-3,2
Indice des prix du gaz naturel	91,5	71,7	253,7	521,6	218,8	232,8	-36,7	-21,6	253,7	105,6	-58,1	6,4
Alimentation et boissons	98,0	99,7	125,6	143,2	135,2	131,5	-3,2	1,7	25,9	14,1	-5,6	-2,8
Indice des prix des produits alimentaires	99,4	101,0	127,4	145,4	137,3	133,4	-3,1	1,7	26,1	14,1	-5,6	-2,8
Indice des prix des céréales	109,9	119,1	167,6	209,1	185,4	182,6	-4,4	8,4	40,7	24,8	-11,4	-1,5
Blé, dollar américain par tonne métrique	163,3	185,5	265,8	360,2	321,5	329,3	-12,3	13,6	43,3	35,5	-10,7	2,4
Maïs, dollars américains par tonne métrique	170,2	165,6	259,4	318,4	273,6	249,7	3,4	-2,7	56,7	22,7	-14	-8,8
Riz, dollars américains par tonne métrique	396,5	477,8	442,0	419,1	445,2	431,3	-1,6	20,5	-7,5	-5,2	6,2	-3,1
Aluminium, dollars américains par tonne métrique	1794,5	1704,0	2473,0	2707	2326	2438,1	-14,9	-5,0	45,1	9,5	-14,1	4,8
Minerai de fer, dollars américains par tonne métrique	93,6	108,1	158,2	120,7	126,4	116,4	33,5	15,4	46,4	-23,7	4,8	-8
Étain, dollars américains par tonne métrique	18.661,2	17.126	32.387	31.383	23.364	22.416,8	-7,4	-8,2	89,1	-3,1	-25,6	-4,1
Nickel, dollars américains par tonne métrique	13.913,9	13,790	18,467	25,867	24,184	24,447,3	6,1	-0,9	33,9	40,1	-6,5	1,1
Zinc, dollars américains par tonne métrique	2,550,4	2.267	3.002,8	3.484,9	2.943	2.804,2	-12,7	-11,1	32,5	16,1	-15,6	-4,7
Plomb, dollars américains par tonne métrique	1.996,5	1.825	2.200,4	2.152,7	2,105,0	2.125,5	-10,9	-8,6	20,6	-2,2	-2,2	1,0
Uranium, dollar américain par livre	25,9	29,4	32,9	40,8	48,6	48,6	5,5	13,6	11,6	24,1	19,3	0,0
Pétrole brut (pétrole), en dollars américains par baril	61,43	41,77	69,25	96,36	73,13	68,9	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-24,1	-5,8

FMI Perspectives de l'économie mondiale Avril 2023, * Prévision

1.4. Commerce

18. Les volumes du commerce mondial ont régressé à 5,1 % en 2022, après 10,6 % en 2021, en raison principalement de la guerre en Ukraine et du confinement continu en Chine, suite à l'apparition de nouveaux variants de la COVID-19. L'augmentation des volumes commerciaux devrait encore ralentir à 2,4 % en 2023, pour ensuite s'accélérer à 3,5 % en 2024. Ces évolutions s'expliquent aussi en grande partie, d'une part, par le ralentissement de la demande mondiale, dans un contexte de changement dans la composition des dépenses en faveur des services intérieurs au détriment des biens échangés et, d'autre part, par le durcissement des barrières commerciales ainsi que l'appréciation du dollar américain.

1.5. Conditions monétaires et financières

19. Les conditions monétaires et financières sont restées restrictives en 2022, en réponse aux pressions inflationnistes. En effet, l'année 2022 a été marquée par un une politique monétaire non accommodante au niveau de la plupart des banques centrales. Ainsi, la Réserve Fédérale a relevé son taux directeur de 425 points de base au total entre décembre 2021 et décembre 2022. Les relèvements des taux directeurs, en point de base, ont été aussi observés au niveau des Banques du Canada avec 400 points, d'Angleterre et de l'Afrique du Sud avec 325 points pour chacune. La Banque centrale européenne a également relevé son taux directeur de 250 points de base. En revanche, la Chine a baissé son taux directeur de 1,5 points de base à 3,65 % à fin décembre 2022 contre 3,80 % à fin 2021, afin de relancer l'économie en berne suite au confinement. Quant à la Banque du Japon, elle a maintenu son taux directeur à -0,1 % sur la période.

20. La hausse des taux d'intérêt au niveau mondial, notamment dans les économies avancées, a favorisé un resserrement des conditions de financement pour les pays émergents et les pays en développement. Pour les États membres de la CEDEAO, la hausse des taux d'intérêt a

engendré un renchérissement des emprunts extérieurs ; augmentant ainsi les risques de vulnérabilité de la dette extérieure.

II. SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA CEDEAO

2.1. Introduction

21. L'orientation de la politique macroéconomique de dans la CEDEAO en 2022 a été principalement axée sur la consolidation de la relance économique, entamée en 2021, après les effets dévastateurs de la pandémie de la Covid-19. Les mesures de politique socioéconomique ont porté notamment sur l'assainissement budgétaire, l'accroissement des investissements publics, l'innovation technologique et l'accompagnement des ménages vulnérables. Parallèlement, les pressions inflationnistes accrues notamment au niveau des denrées alimentaires et de l'énergie, résultant essentiellement des distorsions dans les circuits d'approvisionnement suite à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, conjuguées aux effets persistants de la pandémie de la COVID-19, ont eu un impact négatif sur le processus de relance dans la région.

22. En outre, les contraintes de financement, dans un contexte de resserrement de la politique monétaire, ont pesé négativement sur les économies de la CEDEAO en 2022. Parallèlement, l'accentuation des pressions sur le marché des changes a favorisé une appréciation du coût du service de la dette, une érosion du pouvoir d'achat des ménages et un repli de l'activité économique dans la région.

23. La croissance de la région a été estimée à 4,0 % en 2022 contre 4,4 % en 2021, en décélération résultant de la perturbation de l'activité économique due à la conjoncture mondiale défavorable, à la crise sécuritaire dans certains pays de la Région et au resserrement des conditions de financement. Au niveau sous-régional, les croissances dans la ZMAO et l'UEMOA ont tous reflété le profil de l'activité économique mondial Cette croissance a été estimée à 3,3 % en 2022 contre 3,9 % en 2021 dans la ZMAO et 5,9% contre 6,1%, dans l'UEMOA au cours de la même période. Tous les pays de la CEDEAO, à l'exception du Cabo Verde, de la Guinée, du Mali et du Niger, ont enregistré des taux de croissance plus faibles en 2022 par rapport à 2021. La forte relance e observée au Cabo Verde est attribuable en grande partie à l'expansion du tourisme et des activités connexes. En Guinée, elle s'explique principalement par la performance du secteur minier. Les évolutions au Mali et au Niger ont été soutenues par une amélioration de la production agricole favorisée par de bonnes conditions climatiques ainsi que par l'amélioration du climat des affaires.

24. L'activité économique régionale s'est déroutée dans un contexte de pressions inflationniste, notamment au niveau des denrées alimentaires et du carburant. L'inflation en fin de période dans la Communauté a atteint 21,2 % à fin décembre 2022 contre 12,8 % à fin décembre 2021.Quant à l'inflation en moyenne annuelle, elle a augmenté, passant de 13,2 % en 2021 à 17,2 % en 2022. Les pressions inflationnistes dans la région ont été imprimées par les contraintes d'approvisionnement et par les dépréciations des monnaies dans certains pays, malgré les efforts des banques centrales pour contrer l'inflation. Dans la ZMAO, l'inflation

de fin de période s'est accélérée à 25,2 % en décembre 2022 contre 15,1 % en décembre 2021 et l'inflation moyenne est passée à 20,2 % en 2022 après 16,0 % en 2021. Dans l'UEMOA, l'inflation de fin de période s'est établie à 7,1 % décembre 2022 contre 4,8 % en décembre 2021, pour une inflation moyenne qui est passée de 3,6 % en 2021 à 7,0 % en 2022.

25. 'L'exécution des opérations financières des Etats de la Communauté a été caractérisée par des pressions budgétaires dans un contexte d'incertitude sur la soutenabilité de la dette publique. Le déficit budgétaire global, dons compris, est passé de 4,6 % du PIB en 2021 à 5,4 % du PIB en 2022. Hors dons, le déficit est ressorti à 5,8 % du PIB en 2022 contre 5,0 % du PIB en 2021. La détérioration de la situation budgétaire s'est réalisée dans un contexte de hausse du coût du service de la dette, suite à l'augmentation des taux d'intérêt intérieurs et extérieurs, ainsi que de celle des transferts et de soutiens aux secteurs fragiles pour protéger la population contre la hausse du coût de la vie.

26. La plupart des banques centrales des États membres de la CEDEAO (BoG, BSL, BCEAO, CBG et CBN) ont pour la plupart mené une politique monétaire restrictive en 2022 pour contenir les pressions inflationnistes dans la région. En revanche, la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) et la Banque du Cabo Verde (BCV) ont maintenu leurs taux directeurs inchangés afin de soutenir la croissance et d'optimiser la liquidité dans le système bancaire. Quant à la Banque centrale du Liberia (CBL), elle a abaissé son taux directeur pour soutenir la croissance économique.

27. La masse monétaire au sens large de la Région s'est accrue de 17,8 % à fin de décembre 2022 sur un an, après une croissance de 14,2 % à fin 2021, avec principalement en lien avec l'accroissement des créances intérieures, en particulier les créances nettes sur le gouvernement (CNG).

28. Les échanges de la Communauté avec l'extérieur ont été fortement marqués par l'évolution de l'économie mondiale. Le déficit du compte courant de la CEDEAO s'est creusé pour atteindre 1,9 % du PIB en 2022 contre 1,6 % du PIB en 2021, principalement sous l'impulsion de la balance commerciale. Par conséquent, le solde global de la balance des paiements de la région s'est détérioré pour atteindre un déficit de 0,9 % du PIB en 2022 contre un excédent de 0,3 % du PIB en 2021.

2.2. Secteur réel

29. La croissance agrégée du PIB réel de la CEDEAO s'est modérée en 2022 après la relance de 2021. La croissance de la région est restée modérée à 4,0 % contre 4,4 % en 2021. Le ralentissement reflète la contraction du secteur secondaire (industrie) et la faible croissance du secteur tertiaire (services) dans plusieurs États membres. En effet, le secteur secondaire a enregistré une contraction de 1,5 % en 2022 contre une hausse 1,2 % en 2021, imprimée par la baisse de l'exploitation minière, en particulier la production de pétrole au Nigeria et au Ghana. Quant au e secteur primaire, il a augmenté à un taux de 3,1 % en 2022 contre 2,5 % en 2021 tandis que le secteur tertiaire affiché, un rythme de progression plus faible de 6,4 %

contre 6,7 % en 2021. Ces évolutions dans les secteurs primaire et tertiaire ont été favorisées par le renforcement des investissements dans l'agriculture et l'amélioration des services liés au commerce dans la plupart des pays.

30. Dans la ZMAO, la croissance s'est établie à 3,3 % en 2022 contre 3,9 % en 2021, en ralentissement dû principalement au repli du secteur secondaire et à la décélération du secteur primaire. Quant au secteur des services, il a connu une augmentation de 6,5 % contre une croissance de 5,9 % en 2021, principalement attribuable aux sous branches du commerce et des services de santé. S'agissant de la valeur ajoutée du secteur primaire, elle a ralenti à une croissance de 2,3 % après 3,0 % en 2021, en raison notamment de la faible croissance de la production agricole en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Libéria et au Nigéria.

31. Par pays, la croissance s'est ralentie au Ghana (3,1 % contre 5,1 % en 2021), en raison du ralentissement des cultures, de la pêche, de la forêt et exploitation forestière et des services. De même, la décélération a été observée en Gambie (4,9 % contre 5,3 % en 2021), principalement du fait du ralentissement de la croissance des cultures de la pêche et de l'aquaculture ainsi que de la contraction de l'exploitation minière ; au Libéria (4,8 % contre 5,0 % en 2021), compte tenu du ralentissement des cultures et de la production minière ; en Sierra Leone (3,8 % contre 4,1 % en 2021), par suite du ralentissement de la production minière et au Nigeria (3,3 % contre 3,4 % en 2021), en raison de la contraction de la branche de l'industrie. A l'opposée, la croissance s'est accélérée en Guinée (5,5 % contre 4,9 % en 2021), grâce essentiellement aux services liés au commerce et à l'activité extractive.

32. Dans l'UEMOA, l'activité économique, bien qu'en décélération, est restée soutenue à 5,9 % en 2022 après 6,1 % en 2021. Le ralentissement est dû au secteur tertiaire (10,1 % contre 16,7 % en 2021) en 2021. Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils ont enregistré une accélération de leurs croissances qui sont ressorties respectivement à 9,9 % et 2,7 % et 8,7 %, en 2021. Tous les pays de l'UEMOA ont connu, par rapport à 2021, une croissance plus faible du secteur des services, à l'exception du Togo qui a réalisé une croissance plus soutenue dans les trois (3) secteurs.

33. Par pays, le PIB réel s'est accru de 6,7 % contre 7,4 % en 2021 en Côte d'Ivoire, grâce à la bonne tenue des trois secteurs. Le secteur des services a ralenti en 2022 (6,0 % contre 11,5 % en 2021), en raison principalement de la faiblesse de l'activité dans le commerce, les transports et les télécommunications. Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils ont affiché une accélération de leurs croissances. Au Sénégal, la croissance s'est chiffrée à 4,2 % contre 6,5 % en 2021. Le ralentissement de la croissance est imputable aux secteurs secondaire et tertiaire qui ont enregistré des taux respectifs de 1,1 % et 6,7 %, contre respectivement 7,8 % et 7,5 % en 2021, replis expliqués principalement par l'atonie de l'activité de la sous-branche de l'extraction et par le ralentissement dans les branches de santé, de l'éducation et de services scientifiques et techniques.

34. Au Bénin, la croissance économique a été estimée à 6,3 % contre 7,2 % en 2021, reflétant un ralentissement dans les trois secteurs. Le secteur primaire (4,8 % contre 5,2 % en 2021) a été tiré par l'agriculture et l'élevage. Le secteur secondaire (7,9 % contre 9,1 % en 2021) s'est ressenti du ralentissement de la croissance des mines, de l'industrie manufacturière et de la construction. Quant au secteur tertiaire, il a également ralenti, passant de 6,6 % en 2021 à 6,0 %, sous l'effet de la morosité dans le commerce, le transport et les services de santé.

Tableau 1. 4 : Tendances de la croissance du PIB réel dans la CEDEAO

	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**3,1**	**-0,8**	**4,4**	**4,0**	**3,9**
UEMOA	**5,6**	**1,8**	**6,1**	**5,9**	**7,0**
BÉNIN	6,9	3,8	7,2	6,3	6,5
BURKINA FASO	5,7	1,9	6,5	3,0	5,8
CÔTE D'IVOIRE	6,2	2,0	7,4	6,7	7,2
GUINÉE-BISSAU	4,5	1,5	6,4	4,2	4,9
MALI	4,8	-1,2	3,1	3,7	5,1
NIGER	5,9	3,6	1,4	11,9	7,8
SÉNÉGAL	4,6	1,3	6,5	4,2	8,8
TOGO	5,5	2,0	6,0	5,8	6,6
ZMAO	**2,7**	**-1,4**	**3,9**	**3,3**	**3,1**
GAMBIE	6,7	0,6	5,3	4,9	5,8
GHANA	6,5	0,5	5,1	3,1	1,5
GUINÉE	5,6	7,0	4,9	5,5	6,1
LIBERIA	-2,5	-3,0	5,0	4,8	4,3
NIGERIA	2,3	-1,9	3,6	3,3	3,2
SIERRA LEONE	5,5	-2,0	4,1	3,8	3,1
CABO VERDE	5,7	-19,3	6,8	17,7	4,4

Sources : Banques centrales des États membres ; AMAO ; FMI ; * Prévision

35. Au Mali et au Niger, le PIB réel s'est accru respectivement de 3,7 % et 11,9 % en 2022 contre des taux respectifs de 3,1 % et 1,4 % en 2021. L'activité économique dans ces deux pays est principalement soutenue par l'agriculture qui a affiché des croissances respectives de 5,4% et 27,0% contre des taux respectifs de 1,5% et -5,1% en 2021 Aussi, le secteur des services s'est bien comporté dans lesdits pays, mais à un rythme moindre par rapport à 2021

36. Au Burkina Faso, en Guinée-Bissau et au Togo, la croissance du PIB réel est restée soutenue, bien que plus faible que les niveaux de 2021. En Guinée-Bissau, la croissance s'est établie à 4,2 % contre 6,4 % en 2021, soutenue principalement par l'activité agricole (6,1 % contre 5,4 % en 2021). Les croissances dans les secteurs secondaire et des services sont demeurées également à un rythme plus faible. Au Burkina Faso, la croissance a été estimée à 3,0 % contre 6,5 % en 2021,résultant de l'expansion de l'agriculture (8,7 % contre -9,0 % en 2021) et de la faible croissance des services (6,6 % contre 13,5 % en 2021). Le secteur secondaire s'est contracté en 2022. Au Togo, la croissance est restée robuste à 5,8 % contre 6,0 % en 2021, imputable aux trois secteurs, le secteur primaire (5,0 % contre 3,4 % en 2021) bénéficiant de l'investissement dans l'agriculture, le secteur secondaire (7,1 % contre 5,5 % en 2021), tirant profit des s activités extractives, de la construction et des travaux publics, et le secteur tertiaire (6,3 % contre 6,0 % en 2021) tiré par les services liés au commerce.

37. Au Cabo Verde, le PIB réel a augmenté de 17,7 % en 2022 contre 6,8 % en 2021, reflétant principalement les performances impressionnantes de la branche du tourisme et des services connexes.

Structure des économies

38. L'économie de la CEDEAO reste dominée par le secteur tertiaire (services), contribuant à hauteur de 54,8 % dans la formation du PIB en 2022 contre 53,6 % en 2021. Le secteur primaire, composé en grande partie, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, a contribué pour 24,1 % en 2022, demeurant ainsi le deuxième secteur le plus important au cours de la période sous revue. Enfin, le secteur secondaire (industrie), occupant la troisième place et comprenant les branches des mines, de l'industrie manufacturière et de la construction, a contribué pour 21,1 % dans la formation du PIB en 2022. Dans la zone UEMOA, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont affiché des parts contributives respectives de 20,4 %, 20,5 % et 59,1 % en 2022, tandis que dans la ZMAO, ces contributions se sont situées respectivement à 25,2 %, 21,2 % et 53,5 % en 2022.

Tableau 1. 5 : Part du secteur au PIB et contribution à la croissance

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	2023*
	Part du secteur au PIB					Part du secteur au taux de croissance				
CEDEAO						**3,1**	**-0,8**	**4,4**	**4,0**	**3,9**
Primaire	24,3	24,6	24,2	24,1	23,6	0,7	0,7	0,6	0,8	0,9
Secondaire	23,1	22,9	22,1	21,1	21,9	0,8	-0,8	0,2	-0,3	1,0
Tertiaire	52,8	52,5	53,6	54,8	54,5	1,6	-0,8	3,4	3,5	2,0
UEMOA						**5,6**	**1,8**	**6,1**	**5,9**	**6,9**
Primaire	21,2	21,5	20,4	20,4	19,7	0,9	0,9	0,0	1,3	1,0
Secondaire	20,9	20,7	20,5	20,5	21,4	1,5	0,2	1,1	1,2	2,1
Tertiaire	57,8	57,9	59,1	59,1	58,8	3,2	0,8	5,0	3,5	3,8
ZMAO						**2,7**	**-1,4**	**3,9**	**3,3**	**3,1**
Primaire	24,9	25,6	25,5	25,2	24,8	0,6	0,7	0,8	0,6	0,9
Secondaire	23,4	23,5	22,6	21,2	22,0	0,7	-1,0	0,0	-0,7	0,7
Tertiaire	51,7	50,9	51,9	53,5	53,2	1,3	-1,1	3,1	3,4	1,5
CABO VERDE						**5,7**	**-19,3**	**6,8**	**17,7**	**4,4**
Primaire	6,4	5,6	5,8	5,8	5,8	-0,4	0,4	0,2	-0,7	0,2
Secondaire	24,1	21,3	22,2	22,2	22,2	1,4	-1,5	2,5	1,0	1,2
Tertiaire	69,5	73,1	72,0	72,0	72,0	4,7	-14,9	4,2	17,4	3,0

Source: Banques Centrales; AMAO; * Prévision

39. Concernant les contributions à la croissance de 4,0 % en 2022 du PIB de la Communauté, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont contribué respectivement à hauteur de 0,8 point de pourcentage, -0,3 point de pourcentage et 3,5 points de pourcentage contre respectivement 0,6 point de pourcentage, 0,2 point de pourcentage et 3,4 points de pourcentage en 2021.

Inflation

40. Au cours de la période considérée, les tensions inflationnistes se sont accentuées dans la région, reflétant principalement l'envolée des prix du carburant et des denrées alimentaires ainsi que les effets de renchérissement du dollar US. L'inflation en fin de période s'est ainsi accélérée pour atteindre 21,2 % en décembre 2022, contre 12,8 % en décembre 2021. Le taux d'inflation moyen annuelle dans la Communauté est ressorti à 17,2 % contre 13,2 % en 2021.

41. Dans la zone UEMOA, l'inflation de fin de période a atteint 7,1 % en décembre 2022 contre 4,8 % en 2021. Cette accélération, observée dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Bénin, est essentiellement attribuable aux produits alimentaires tant locaux qu'importés et du carburant. Ce renchérissement d'ensemble a été favorisé par un contexte de perturbation des chaînes d'approvisionnement notamment à partir de la Chine, en raison des mesures de tolérance zéro à l'égard du COVID-19, de l'augmentation des coûts de transport et des problèmes sécuritaires dans certains pays membres. Les niveaux d'inflation les plus élevés

(en fin de période) ont été observés au Burkina Faso (9,6 % contre 8,9 %), en Côte d'Ivoire (5,1 % contre 4,2 %), en Guinée-Bissau (7,9 % contre 5,8 %), au Niger (5,2% contre 4,9%) au Mali (8,6 % contre 6,3 %), au Sénégal (13,3 % contre 3,3 %) et au Togo (7,9 % contre 5,8 %). Le taux d'inflation en fin de période dans l'Union devrait revenir à 2,9 % à fin 2023.

Tableau 1. 6: Inflation (fin de période)

	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**9,7**	**13,1**	**12,8**	**21,2**	**17,1**
UEMOA	**-0,2**	**2,7**	**4,8**	**7,1**	**2,9**
BÉNIN	0,5	2,5	3,3	2,8	1,8
BURKINA FASO	-3,2	3,8	8,9	9,6	2,7
CÔTE D'IVOIRE	1,6	2,4	4,2	5,1	4,4
GUINÉE-BISSAU	-0,1	1,4	5,8	7,9	5,0
MALI	-3,3	2,5	6,3	8,6	3,0
NIGER	-2,0	3,1	4,9	5,2	3,0
SÉNÉGAL	0,7	2,5	3,3	13,3	-0,8
TOGO	0,1	2,9	5,8	7,9	3,7
ZMAO	**11,7**	**15,1**	**15,1**	**25,2**	**21,2**
GAMBIE	7,7	5,7	7,6	13,7	10,4
GHANA	7,9	10,4	12,6	54,1	31,3
GUINÉE	9,1	10,6	12,5	8,6	8,4
LIBERIA	20,3	13,1	5,5	9,2	6,5
NIGERIA	12,0	15,8	15,6	21,3	20,0
SIERRA LEONE	13,9	10,5	17,9	37,1	30,0
CABO VERDE	**1,9**	**-0,9**	**5,4**	**7,6**	**4,3**

Sources : Banques centrales, AMAO, FMI, * Prévision

42. Dans la ZMAO, l'inflation de fin de période a augmenté pour atteindre 25,2 % en décembre 2022, contre 15,1 % à fin 2021. L'inflation a grimpé au Nigeria (21,3 % contre 15,6 %), au Ghana (54,1 % contre 12,6 %), en Sierra Leone (37,1 % contre 17,9 %), en Gambie (13,7 % contre 7,6) et au Libéria (9,2 % contre 5,5 %). En particulier au Cabo Verde, l'inflation a atteint 7,6%, contre 5,4% en 2021, principalement en raison de la dépréciation de la monnaie locale et de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant. Par contre, en Guinée, l'inflation de fin de période s'est modérée à 8,6 % en décembre 2022 contre 12,5 % à fin 2021, reflétant l'appréciation du franc guinéen.

43. L'inflation de fin de période de la ZMAO et du Cabo Verde est projetée respectivement à 21,8 % et 4,3 % à fin décembre 2023, avec des modérations attendues dans tous les autres pays de la zon. En particulier, les taux d'inflation de fin de période devraient rester à deux chiffres en Gambie, au Ghana, au Nigeria et en Sierra Leone à fin décembre 2023. .

2.3. Finances publiques

44. La Communauté continue de faire face à des pressions budgétaires importantes, en dépit des efforts d'assainissement en cours. Le déficit budgétaire global hors dons est passé de 5,0 % du PIB en 2021 à 5,8 % du PIB en 2022. L'aggravation du déficit budgétaire en 2022 a été constatée dans huit (8) pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria, Sierra Leone et Togo) contre six (6) en 2021 (Bénin, Burkina Faso, Libéria, Niger, Nigéria et Sierra Leone). Dons compris, le déficit s'est détérioré en se situant à 5,4 % du PIB en 2022 contre 4,6 % du PIB en 2021. Le creusement des déficits budgétaires est dû à l'augmentation des subventions, des intérêts de la dette et des dépenses sociales en faveur des populations vulnérables.

45. Dans la ZMAO, les déficits budgétaires hors dons et dons compris se sont creusés, passant respectivement de 4,5% du PIB et 4,4% du PIB en 2021 à 5,2 % du PIB et 5,1 % du PIB en 2022. Le déficit hors dons s'est aggravé en Gambie (10,3 % du PIB contre 10,0 % du PIB en 2021), résultant de l'augmentation des salaires, des subventions et transferts. Au Ghana, il s'est approfondi à 12,0 % du PIB contre 8,7 % du PIB en 2021, reflétant la hausse des intérêts de la dette, des transferts et des dépenses en capital financées sur ressources internes. Au Libéria, il s'est détérioré à 2,2 % du PIB contre 0,9 % du PIB en 2021, en lien principalement avec l'accentuation des dépenses en capital, des dépenses en biens et services, ainsi qu'avec la hausse des dépenses de transferts. Au Nigéria, le creusement du déficit, hors dons, à 4,2 % du PIB contre 3,9 % du PIB en 2021, s'explique par la hausse des intérêts de la dette, des salaires et des transferts. Quant à la détérioration du déficit du budgétaire de la Sierra Leone (16,7 % du PIB contre 12,0 % du PIB en 2021), elle est attribuable à la hausse des intérêts de la dette, des salaires et des transferts. En revanche, pour la Guinée, le déficit budgétaire est ressorti à 1,2 % du PIB, contre 2,3 % du PIB en 2021 en raison de la baisse des salaires et traitements ainsi que celle des subventions et transferts.

46. Dans l'UEMOA, les déficits hors dons et dons compris se sont situés respectivement à 7,8 % du PIB et à 6,6 % du PIB en 2022, contre des niveaux respectifs de 6,9% du PIB et 5,4% du PIB en 2021, reflétant les soutiens continus des gouvernements aux secteurs cruciaux socioéconomiques. Le déficit hors dons s'est approfondi au Burkina Faso (10,7 % du PIB en 2022 contre 8,4 % du PIB en 2021), en Côte d'Ivoire (7,4 % du PIB contre 5,4 % du PIB en 2021) et au Togo (10,8 % du PIB contre 6,5 % du PIB en 2021). Pour le Burkina Faso, la dégradation du déficit est liée à l'augmentation des dépenses de sécurité et de celle de transferts. Concernant la Côte d'Ivoire, le creusement du déficit s'explique par l'accroissement des dépenses en capital et des paiements des intérêts de la dette. Au Togo, l'aggravation du déficit est principalement due aux subventions et transferts, aux dépenses en capital, ainsi qu'au paiement des intérêts de la dette.

47. Toutefois, le déficit hors dons s'est atténué au Bénin (6,0 % du PIB contre 6,7 % du PIB en 2021), en Guinée-Bissau (10,1 % du PIB contre 10,8 % du PIB en 2021), au Mali (6,1 % du PIB contre 5,5 % du PIB) et au Niger (11,5 % du PIB contre 13,4 % du PIB). Au Bénin, la contraction du déficit est liée à l'amélioration des recettes fiscales, conjuguée à une diminution des paiements des intérêts de la dette. En Guinée Bissau, l'amélioration du déficit budgétaire est attribuable à celle des recettes non fiscales, couplée à un ralentissement des dépenses en biens et services, ainsi que des paiements des intérêts de la dette. La légère atténuation du déficit au Mali est liée à la diminution des dépenses en capital, tandis qu'au Niger, la modération du déficit est due au recul des dépenses en capital et des dépenses en biens et services. Au Sénégal, le déficit s'est réduit à 6,9 % du PIB en 2022 contre 7,2% 2021, traduisant surtout un effet de base du PIB.

48. Au Cabo Verde, la situation budgétaire s'est améliorée, le déficit budgétaire, hors dons, étant tombé à 4,8 % du PIB contre 9,4 % du PIB l'année précédente, grâce aux efforts de maitrise des dépenses budgétaires en cours et à l'augmentation des recettes fiscales.

Tableau 1. 7: Déficit budgétaire (hors dons) en pourcentage du PIB dans la CEDEAO

	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**3,5**	**5,1**	**5,0**	**5,8**	**5,5**
UEMOA	**4,2**	**7,4**	**6,9**	**7,8**	**6,8**
BENIN	1,6	5,1	6,7	6,0	5,0
BURKINA FASO	4,8	8,1	8,4	10,7	8,4
COTE D'IVOIRE	3,1	6,0	5,4	7,4	5,9
GUINEE BISSAU	7,5	13,1	10,8	,10,1	,7,8
MALI	3,6	6,6	5,5	6,1	5,6
NIGER	10,4	12,1	13,4	11,5	10,9
SENEGAL	5,6	8,7	7,2	6,9	6,8
TOGO	1,6	9,5	6,5	10,8	10,5
ZMAO	**3,4**	**4,7**	**4,5**	**5,2**	**5,1**
GAMBIE	8,2	12,1	10,0	10,3	9,2
GHANA	4,4	10,8	8,7	12,0	6,0
GUINEE	1,0	3,1	2,3	1,2	4,4
LIBERIA	0,9	0,8	0,9	2,2	0,0
NIGERIA	3,3	3,8	3,9	4,2	5,0
SIERRA LEONE	6,3	11,5	12,0	16,7	11,0
CABO VERDE	5,0	11,1	9,4	4,8	6,9

Sources: Banque Centrale, AMAO, FMI; * Prévision

Encours de la dette publique

49. L'encours de la dette publique de la région s'est élevé à 36,6 % du PIB à fin décembre 2022 contre 35,6 % du PIB à fin décembre 2021, sous l'effet de la dépréciation de la monnaie de certains États membres.

50. Dans l'UEMOA, l'encours de la dette publique totale est passé de 54,5 % du PIB à fin décembre 2021 à 57,6 % du PIB à fin décembre 2022. Le taux d'endettement a augmenté dans six (6) pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Sénégal et Togo), une diminution et une stabilité ayant été constatées respectivement au Mali et au Niger. La composante intérieure de la dette s'est établie à 22,4 % du PIB contre 20,4 % du PIB à fin décembre 2021, tandis que la composante extérieure est ressortie à 34,9 % du PIB contre 34,2 % du PIB en 2021. En perspective, l'encours de la dette publique de la zone devrait légèrement diminuer à 55,7 % du PIB en 2023, reflétant la modération des pressions budgétaires.

51. Dans la ZMAO, l'encours de la dette publique s'est situé à 30,3 % du PIB à fin décembre 2022 contre 30,0 % du PIB un an plus tôt, principalement en raison de la dépréciation des monnaies locales. En perspective, l'encours de la dette publique devrait ralentir à 29,8 % du PIB à fin décembre 2023, reflétant la baisse du ratio de la dette publique au Nigéria.

52. Le taux d'endettement public est resté relativement faible et quasi-stable au Nigeria (22,9 %, contre 22,5 % à fin 2021). Le ratio a diminué en Guinée (34,8 % contre 42,5 %) en raison de l'allègement de la dette par les partenaires bilatéraux, en particulier la Chine. De même, le ratio s'est inscrit en baisse en Gambie (80,8% contre 84,3%) et (71,2% contre 76,2%) reflétant principalement l'effet de base du PIB. Par contre, il a augmenté au Liberia (50,6% contre 49,4%) et en Sierra Leone (95,1 contre 79,8%), notamment sous l'effet de la dépréciation du taux de change.

53. Le Cabo Verde a enregistré le taux d'endettement le plus élevé de la Communauté, avec 120,9 % du PIB à fin décembre 2022 contre 143,7 % du PIB à fin 2021, essentiellement en liaison avec l'effet de base du PIB. En perspective, ce ratio est attendu à 126,3 % à fin décembre 2023.

Tableau 1. 8: Dette publique totale (en pourcentage du PIB)

	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**24,2**	**30,4**	**35,6**	**36,6**	**36,7**
UEMOA	**43,6**	**49,4**	**54,5**	**57,3**	**55,7**
BÉNIN	41,3	36,9	49,8	54,1	53,8
BURKINA FASO	42,2	46,2	53,3	53,9	60,0
CÔTE D'IVOIRE	37,9	46,3	50,9	56,7	51,4
GUINÉE-BISSAU	61,1	71,6	78,1	78,5	76,7
MALI	40,6	47,3	50,7	52,5	52,7
NIGER	39,1	45,0	50,8	50,8	54,9
SÉNÉGAL	57,1	63,1	67,4	68,2	65,1
TOGO	51,9	60,1	63,0	65,8	65,2
ZMAO	**20,2**	**26,5**	**30,0**	**30,3**	**29,8**
GAMBIE	80,3	84,9	84,3	80,8	75,0
GHANA	62,4	74,4	76,2	71,2	72,5
GUINÉE	36,9	43,6	42,5	34,8	35,3
LIBERIA	42,0	52,6	49,4	50,6	55,3
NIGERIA	15,6	21,3	22,5	22,9	21,9
SIERRA LEONE	61,0	76,0	79,8	95,1	92,2
CABO VERDE	**130,4**	**140,8**	**143,7**	**120,9**	**126,3**

Sources : Ministère de l'Économie et des finances des États membres, AMAO, Commission de l'UEMOA, * Prévision

2.4. Secteur monétaire

54. Les banques centrales de l'espace CEDEAO ont adopté une politique restrictive en 2022 pour contenir les pressions inflationnistes persistantes dans la région. Celles du Ghana (BoG), de Sierra Leone (BSL), des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Gambie (CBG) et du Nigeria (CBN) ont opté pour une politique plus stricte. Quant aux Banques centrales de la République de Guinée (BCRG) et du Cabo Verde (BCV), elles ont maintenu leur politique inchangée, afin d'assurer une liquidité optimale dans le système bancaire et soutenir la croissance, malgré la hausse de l'inflation. Enfin, la Banque centrale du Liberia (CBL) a réduit son taux directeur pour soutenir la croissance.

55. Concernant la CBN, elle a augmenté son taux directeur de manière cumulative pour atteindre 16,5 % à fin décembre 2022, contre 11,5 % à fin 2021. La BoG a augmenté d'emblée son taux directeur de 125,0 points de base, de 14,5 % en décembre 2021 à 27,0 % en novembre 2022. La CBG et la BSL ont réduit leur taux directeur respectivement à 13,0 % et 17,0% à fin décembre 2022, contre respectivement 10,0 % et 14,25% à fin 2021. La BCEAO a augmenté, de manière chronologique, ses taux directeurs. Ainsi, le taux minimum d'injection de liquidité et le taux de prêt marginal se sont appréciés de 75,0 points de base chacun, pour s'établir respectivement à 2,75 % et 4,75 % à fin décembre 2022, contre 2,00 % et 4,00 % à fin décembre 2021. La BCRG et la CBV ont maintenu leurs taux directeurs respectivement à 11,5 % et 0,25 % en 2022.

56. Les taux moyens des bons du Trésor dans les États membres se sont globalement inscrits dans une tendance haussière en 2022. Au Nigeria, le taux a augmenté de 140 points de base pour atteindre une moyenne de 3,56 % contre 2,16 % en 2021. Les taux des bons du trésor ont augmenté de 20 points de base dans l'UEMOA (2,61 à 2,63 %), de 1 080 points de base

au Ghana (23,62 % contre 12,82 %), de 54 points de base en Gambie (3,69 % contre 3,15 %). En revanche, avec le repli de l'émission de ses bons du Trésor au Libéria, le taux a baissé de 26 points de base pour se situer à 6,0 % en 2021.

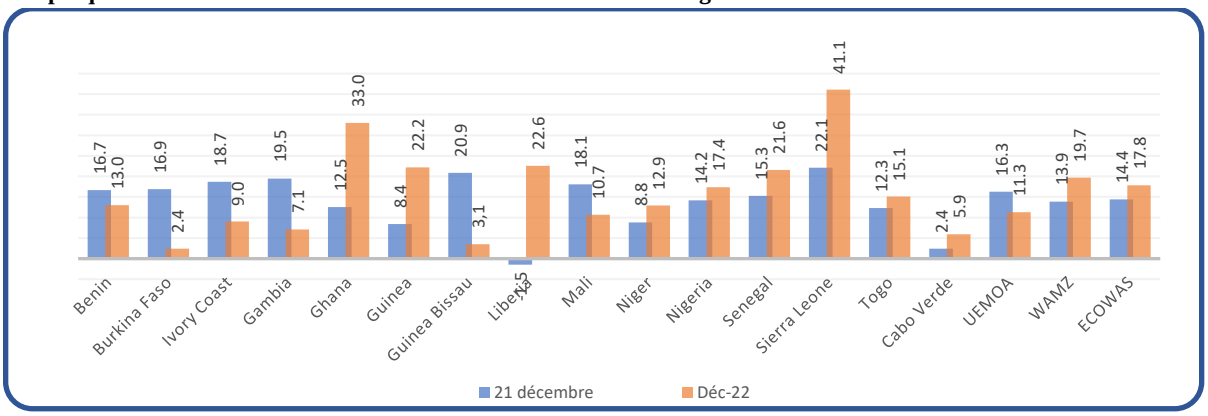
Tableau 1. 9: Principaux taux d'intérêt dans la CEDEAO

ZONES	TAUX D'INTÉRÊT	Déc-18	Déc-19	Déc-20	21 Déc-21	Déc-22
UEMOA	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	5,52	5,30	5,18	5,34	5,16
	Prêts commerciaux (en moyenne)	6,80	6,70	6,59	6,27	6,48
	Taux d'appel d'offres (fin de période) -	2,50	2,50	2,00	2,00	2,75
	Taux de pension (fin de période)	4,50	4,50	4,00	4,00	4,75
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	6,06	4,85	2,94	2,61	2,63
CABO VERDE	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	3,10	3,10	3,10	3,10	-
	Prêts commerciaux (en moyenne)	10,10	9,90	9,83	-	-
	Taux directeur (fin de période)	1,50	1,50	0,25	0,25	0,25
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	1,00	1,00	1,00	-	-
GAMBIE	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	4,30	4,30	4,30	-	-
	Prêts commerciaux (en moyenne)	21,50	20,00	20,00	-	-
	Taux directeur (fin de période)	13,50	12,50	10,00	10,00	13,00
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	5,00	2,30	2,77	3,15	3,69
GHANA	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	7,55	7,55	7,59	7,63	7,63
	Prêts commerciaux (en moyenne)	26,86	23,60	21,96	20,61	26,23
	Taux directeur (fin de période)	17,00	16,00	14,50	14,50	27,00
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	14,56	14,69	14,19	12,82	23,62
GUINEE	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	2,79	2,57	2,76	2,70	-
	Prêts commerciaux (en moyenne)	21,48	22,25	12,18	22,50	-
	Taux directeur (fin de période)	12,50	12,50	11,50	11,50	11,50
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	8,86	6,66	11,50	12,29	-
LIBERIA	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10
	Prêts commerciaux (en moyenne)	12,80	12,40	12,44	12,44	12,44
	Taux directeur (fin de période)	na	30,00	25,00	20,00	15,00
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	3,30	3,80	na	6,00	0,26
NIGERIA	Taux d'intérêt sur l'épargne (moyenne)	4,07	3,89	3,22	1,69	-
	Prêts commerciaux (en moyenne)	30,66	30,23	28,64	28,06	28,37
	Taux directeur (fin de période)	14,00	13,50	11,50	11,50	16,50
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	10,90	7,10	1,64	2,16	3,56
SIERRA LEONE	Économies (moyenne)	3,25	3,25	2,50	2,38	2,25
	Prêts commerciaux (en moyenne)	19,50	20,17	20,68	20,89	19,94
	Taux directeur (fin de période)	16,50	16,50	14,00	14,25	17,00
	Bons du Trésor (90 jours), en moyenne	7,80	8,83	8,00	4,11	3,86

Source: Banque centrale membres

57. L'évolution des agrégats monétaires dans la Communauté est marquée par un accroissement de la masse monétaire au sens large de 17,8 % à fin décembre 2022, contre une croissance de 14,4 % à fin 2021, résultant de la croissance des créances intérieures, en particulier les créances nettes sur l'Administration centrale. Dans la ZMAO, les créances nettes sur l'Administration centrale se sont accrues de 73,3 % contre 18,4 % à fin 2021, de même que les crédits au secteur privé avec une hausse de 20,5 % contre 24,7 % l'année précédente. Dans la zone UEMOA, les créances nettes sur le gouvernement ont progressé de 30,2 % à fin décembre 2022 contre 26,8 % à fin 2021, de même pour les crédits au secteur privé avec une progression de 13,8 % contre 18,6 % à fin 2021. La croissance des créances nettes sur le gouvernement dans les deux zones a été renforcée par la rétrocession des crédits du FMI aux gouvernements par les banques centrales de la Région. L'accroissement des crédits au secteur privé dans les zones a favorisé l'expansion de la masse monétaire de la Communauté. En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire dans la ZMAO s'est établie à 19,7 % à fin décembre 2022 contre 13,9 % à fin 2021 et dans l'UEMOA à 11,3 % contre 16,3 % à fin 2021. L'évolution de la masse monétaire globale de la CEDEAO a été stimulée par les créances intérieures.

Graphique 1.1: Evolution de la croissance de la monnaie au sens large dans la CEDEAO



58. Les avoirs extérieurs (AEN), à fin décembre 2022, sont contractés de 78 % dans la ZMAO, après une baisse de 2,5 % et de 42,5 % dans l'UEMOA contre une hausse de 8,5 % à la même période de l'année précédente, en raison des baisses observées au niveau des banques centrales. La dynamique des AEN a été induite, en partie, par des détournements de portefeuille dans certains pays et des rétrocessions des avoirs en DTS dans d'autres. À l'exception du Cabo Verde, de la Guinée et de la Sierra Leone, qui ont enregistré une consolidation de leurs réserves nettes de change, les autres pays ont connu un amenuisement de leurs réserves de change nettes en 2022.

59. Au Nigeria, la monnaie au sens large (M3) s'est gonflée de 17,4 % à fin de décembre 2022 contre 14,2 % à fin 2021, sous l'impulsion des créances intérieure, notamment celles sur l'Administration centrale (78,2 % contre 20,4 % à fin 2021) et sur secteur privé (19,9 % contre 26,8 % à fin 2021). Quant aux AEN, ils ont connu un reflux de 54,5 % contre une croissance de 4,2 % à fin 2021. Une tendance similaire de la masse monétaire a été observée dans d'autres États membres. Au Ghana, la monnaie au sens large (M2+) a progressé de 33,0 % en 2022 contre 12,5 % à fin 2021, sous l'effet de la croissance des AIN, notamment les créances nettes sur l'Administration et celles sur le secteur privé. En Côte d'Ivoire, la monnaie au sens large (M2) s'est accrue de 9,0 % contre 18,7 % à fin 2021, sous l'impulsion principalement des créances nettes sur l'Administration centrale. Au Sénégal, la masse monétaire a augmenté de 21,6 % à fin décembre 2022 contre 15,3 % à fin 2021, sous l'impulsion des AIN ; les AEN s'étant contractés.

Tableau 1. 10: Evolution des agrégats monétaires dans la Zone ZMAO et Cabo Verde (Variation en %)

		Déc-19	Déc-20	Déc-21	Déc-22
ZMAO	**Monnaie au sens large (M2)**	**8,4**	**13,8**	**13,9**	**19,7**
	Créances nettes sur le gouvernement	94,5	23,2	18,4	73,3
	Créances sur le secteur privé	14,9	-21,4	24,7	20,5
	Actifs étrangers nets	-39,5	47,4	-2,5	-78,0
	Autres postes nets	6,4	-80,4	672,5	87,5
GAMBIE	**Monnaie au sens large (M2)**	**27,1**	**22,0**	**19,5**	**7,1**
	Créances nettes sur le gouvernement	-0,3	12,3	21,5	13,2
	Créances nettes sur le secteur privé	35,7	0,8	20,7	25,0
	Actifs étrangers nets	61,3	45,0	19,0	-9,7
	Autres postes nets	-15,4	22,8	28,5	-11,8
GHANA	**Monnaie au sens large (M2+)**	**21,4**	**29,7**	**12,5**	**33,0**
	Créances nettes sur le gouvernement	24,2	101,6	9,2	62,7
	Créances sur le secteur privé	23,7	-3,6	14,4	23,5
	Actifs étrangers nets	39,4	-9,7	-59,5	-261,1
	Autres postes nets	60,6	16,8	-55,5	-26,1
GUINÉE	**Monnaie au sens large (M2)**	**22,9**	**23,0**	**8,4**	**22,2**
	Créances nettes sur le gouvernement	9,2	37,5	-0,8	-5,6
	Créances sur le secteur privé	22,5	8,0	6,7	24,2
	Actifs étrangers nets	37,3	27,3	13,1	47,6
	Autres postes nets	7,0	35,6	-10,2	-3,1
LIBERIA	**Monnaie au sens large (M2)**	**19,8**	**5,2**	**-1,5**	**22,6**
	Créances nettes sur le gouvernement	53,2	20,6	-21,8	25,1
	Créances sur le secteur privé	11,6	-7,8	-11,4	18,6
	Actifs étrangers nets	1,9	-4,1	104,4	-33,5
	Autres postes	38,7	5,3	-27,2	4,7
NIGERIA	**Monnaie au sens large (M3)**	**6,4**	**11,6**	**14,2**	**17,4**
	Créances nettes sur le gouvernement	105,4	13,8	20,4	78,2
	Créances sur le secteur privé	13,6	-24,4	26,8	19,9
	Actifs étrangers nets	-51,0	54,6	4,2	-54,5
	Autres postes nets	-0,1	-95,3	804,0	110,3
SIERRA LEONE	**Monnaie au sens large (M2)**	**14,3**	**38,2**	**22,1**	**41,1**
	Créances nettes sur le gouvernement	16,2	36,8	19,6	34,3
	Créances sur le secteur privé	28,4	3,1	26,6	18,0
	Actifs étrangers nets	10,5	49,4	8,7	3,2
	Autres postes nets	30,6	9,7	-1,0	-74,8
CABO VERDE	Monnaie au sens large (M2)	**8,1**	**4,1**	**2,4**	**5,9**
	Créances nettes sur le gouvernement	4,2	-25,6	-0,6	16,7
	Créances sur le secteur privé	3,9	10,2	1,7	4,8
	Actifs étrangers nets	24,8	-9,9	5,2	8,3
	Autres postes nets	27,9	-60,5	1,9	42,1

Source : Banques centrales des États membres de la ZMAO, BCV, AMAO

Tableau 1. 11: Evolution des agrégats monétaires dans la Zone ZMAO dans la Zone UEMOA (Variation en %)

		Déc-19	Déc-20	Déc-21	Déc-22
UEMOA	**Monnaie au sens large (M2)**	**10,4**	**16,5**	**16,3**	**11,3**
	Créances nettes sur les administrations publiques	0,1	52,1	26,8	30,2
	Créances sur le secteur privé	8,2	4,6	18,6	13,8
	Actifs étrangers nets (AEN)	35,2	2,9	8,5	-42,5
	Autres postes nets	-11,0	-6,4	-40,1	-3,4
Bénin	**Monnaie au sens large (M2)**	**6,0**	**17,3**	**16,7**	**13,0**
	Créances nettes sur les administrations publiques	-285,8	125,2	236,3	104,8
	Créances sur le secteur privé	-38,0	-6,0	10,7	21,9
	Actifs étrangers nets	3,8	24,9	38,8	0,5
	Autres postes nets	88,9	-43,3	-70,1	-1,4
Burkina Faso	**Monnaie au sens large (M2)**	**9,1**	**17,8**	**16,9**	**2,4**
	Créances nettes sur les administrations publiques	165,5	26,7	-134,6	523,5
	Créances sur le secteur privé	11,1	9,7	10,1	16,3
	Actifs étrangers nets	4,5	31,5	32,9	-25,2
	Autres postes nets	-49,4	-19,1	36,9	-37,7
Côte d' Ivoire	**Monnaie au sens large (M2)**	**10,8**	**21,1**	**18,7**	**9,0**
	Créances nettes sur les administrations publiques	20,4	40,0	18,1	27,7
	Créances sur le secteur privé	7,6	10,6	13,6	10,9
	Actifs étrangers nets	22,9	25,7	34,0	-7,6
	Autres postes nets	-41,0	-16,1	-23,4	-27,1
Guinée-Bissau	**Monnaie au sens large (M2)**	**0,3**	**9,1**	**20,9**	**3,1**
	Créances nettes sur les administrations publiques	13,8	-19,7	55,4	32,7
	Créances sur le secteur privé	4,4	3,4	5,7	25,8
	Actifs étrangers nets (AEN)	-6,6	24,2	22,4	-19,3
	Autres postes nets	10,4	-34,7	-22,4	37,0
Mali	**Monnaie au sens large (M2)**	**9,0**	**22,2**	**18,1**	**10,7**
	Créances nettes sur les administrations publiques	-37,1	72,0	32,8	78,6
	Créances sur le secteur privé	2,2	5,1	16,0	16,5
	Actifs étrangers nets	84,3	78,1	-5,6	-47,6
	Autres postes nets	23,8	-37,7	21,8	-37,9
Niger	**Monnaie au sens large (M2)**	**15,1**	**17,0**	**8,8**	**12,9**
	Créances nettes sur les administrations publiques)	-90,4	636,5	-24,6	54,7
	Créances sur le secteur privé	16,5	8,7	16,5	13,5
	Actifs étrangers nets	98,2	-12,7	25,2	-0,2
	Autres postes nets	-9,9	27,8	-71,0	-3,8
Sénégal	**Monnaie au sens large (M2)**	**8,2**	**12,3**	**15,3**	**21,6**
	Créances nettes sur les administrations publiques)	19,0	157,1	29,6	51,5
	Créances sur le secteur privé	6,7	2,1	13,4	22,4
	Actifs étrangers nets (AEN)	8,0	-4,6	7,6	-3,1
	Autres postes nets	-6,8	-19,1	-13,2	-29,6
Togo	**Monnaie au sens large (M2)**	**4,5**	**11,6**	**12,3**	**15,1**
	Créances nettes sur les administrations publiques	-78,7	-67,2	-50,5	2461,9
	Créances sur le secteur privé	4,1	2,2	10,6	17,0
	Actifs étrangers nets (AEN)	30,0	33,5	12,4	-1,7
	Autres postes nets	22,1	-30,5	8,3	-27,5

Source : Banques centrales des États membres de l'UEMOA, AMAO

2.5. Secteur extérieur

60. Le déficit du compte courant en 2022 est resté à 1,6 % du PIB comme en 2021. Dans la ZMAO, le solde du compte courant a affiché un excédent de 0,2 % du PIB, contre un déficit de 0,5 % du PIB en 2021, reflétant l'amélioration des performances commerciales au Nigeria et au Ghana. Le solde du compte courant du Nigeria s'est amélioré pour atteindre un excédent de 1,0 milliard de dollars US (0,2 % du PIB) en 2022 contre un déficit de 3,3 milliards de dollars US en 2021 (0,8 % du PIB en 2021, reflétant la réduction du déficit commercial et l'excédent soutenu du compte des revenus secondaires. Au Ghana, le déficit du compte courant s'est réduit à 1 516,9 millions USD (2,1 % du PIB) en 2022 contre 2 541,4 millions USD en 2021 (3,2 % du PIB),grâce, en grande partie, à l'amélioration de l'excédent de la balance des biens.

61. Le déficit du compte courant de la Sierra Leone s'est aggravé pour se fixer à 9,1 % du PIB en 2022 contre 8,5 % du PIB en 2021, en raison de la forte dépréciation du leones. Toutefois, en terme absolu, ce déficit s'est amélioré, passant de 360,6 millions de dollars US en 2021 à 353,2 millions de dollars US en 2022. En Guinée, la balance du compte courant a enregistré un excédent de 3 332,6 millions USD en 2022 (15,7 % du PIB) contre un excédent de 5 062,83 millions USD en 2021 (30,7 % du PIB), en raison d'une baisse significative de l'excédent commercial. Au Libéria, le déficit de la balance courante s'est creusé en termes absolus de 5,7 % pour se situer à 629,0 millions de dollars US en 2022 (15,8 % du PIB) contre 595,1 millions de dollars US en 2021 (17,0 % du PIB), sous l'effet d'une dégradation du déficit commercial et d'une baisse de l'excédent du compte des revenus secondaires. En Gambie, le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 112,5 millions USD en 2022 (4,9 % du PIB) contre 91,4 millions USD en 2021 (4,6 % du PIB), sous l'effet de la hausse des factures d'importation qui a plus que compensé la croissance des exportations totales.

62. Dans l'UEMOA, la balance du compte courant a enregistré un déficit (9,5 % du PIB en 2022 contre 5,6 % du PIB) en 2021, dû à l'aggravation du déficit de la balance de biens. Le compte courant de la Côte d'Ivoire a été déficitaire de 3 005,2 milliards de FCFA (6,9 % du PIB en 2022, après un déficit de 1 593,8 milliards de FCFA (4,0 % du PIB) en 2021, attribuable à la baisse de l'excédent de la balance de biens et au creusement des déficits des balances des services et des revenus primaires. Au Bénin, le déficit du compte courant s'est creusé pour ressortir à 607,0 milliards de FCFA (5,6 % du PIB en 2022 contre 407,0 milliards de FCFA (4,2 % du PIB) en 2021, principalement du fait de la détérioration du déficit de la balance des biens reflétant une augmentation de la facture des importations, en particulier celle relative aux produits pétroliers. Au Burkina Faso, le solde du compte courant s'est détérioré, passant d'un excédent de 42,8 milliards de FCFA (0,4 % du PIB) en 2021 à un déficit de 663,7 milliards de FCFA (5,8 % du PIB) en 2022, suite à la baisse de l'excédent du compte des biens et à l'aggravation du déficit du compte des services. En Guinée-Bissau, le déficit du compte courant s'est creusé à 83,1 milliards de FCFA (7,4 % du PIB) au cours de l'année sous revue, contre un déficit de 7,8 milliards de FCFA (0,8 % du PIB) en 2021, en grande partie en raison de l'augmentation des paiements extérieurs pour les biens et services.

63. Au Niger, le déficit du compte courant s'est aggravé pour ressortir à 1 497,0 milliards de FCFA (15,6% du PIB), contre 1164,0 milliards de FCFA (14,1% du PIB) en 2021, en raison de l'augmentation du déficit du compte de biens. Au Mali, le déficit du compte courant s'est creusé en terme nominal pour s'établir à 822,1 milliards de FCFA (7,0% du PIB) contre 819, 7 milliards de FCFA (7,7% du PIB) en 2021, sous l'effet de la dégradation de la balance des biens. De même, au Sénégal, le déficit du compte courant s'est approfondi à 3 654,9 milliards (21,7 % du PIB) contre un déficit de 1 845,0 milliards (12,0 % du PIB) un an plus tôt, reflétant l'augmentation du déficit des biens ainsi que du compte des revenus primaires. Au Togo, le déficit du compte courant s'est accentué à 125,6 milliards de FCFA (2,5 % du PIB)

contre 40,8 milliards de FCFA (0,9 % du PIB) en 2021, principalement en raison de l'aggravation du déficit du compte de biens et de la baisse de l'excédent du compte des services.

64. Au Cabo Verbe, le déficit du compte courant s'est considérablement rétréci, passant de 23 083,36 milliards de CVE (11,8 % du PIB) en 2021 à 8240,18 milliards de CVE (3,4 % du PIB) en 2022, reflétant l'amélioration de la balance des biens, ainsi que du repli des déficits des comptes des revenus primaires et secondaires.

Tableau 1. 12: Balance des comptes courants (en % du PIB)

	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**0,8**	**-3,5**	**-1,6**	**-1,9**	**-2,4**
UEMOA	**-5,1**	**-4,3**	**-5,6**	**-9,5**	**-6,6**
BÉNIN	-4,0	-1,7	-4,2	-5,6	-4,6
BURKINA FASO	-3,3	2,6	0,4	-5,3	3,2
CÔTE D'IVOIRE	-2,3	-3,1	-4,0	-6,9	-6,1
GUINÉE-BISSAU	-8,4	-2,5	-0,8	-7,4	-5,9
MALI	-7,5	-2,2	-7,7	-7,0	-3,4
NIGER	-12,2	-13,2	-14,1	-15,6	-12,9
SÉNÉGAL	-8,1	-10,9	-12,0	-21,2	-16,1
TOGO	-0,8	-0,3	-0,9	-2,5	-1,2
ZMAO	**-3,0**	**-3,3**	**-0,5**	**0,2**	**-1,2**
GAMBIE	-2,0	-4,8	-4,6	-4,9	-5,1
GHANA	-2,7	-3,0	-3,2	-2,1	-2,8
GUINÉE	-2,3	18,5	30,7	15,7	-5,2
LIBERIA	-21,4	-17,9	-17,0	-15,8	-17,0
NIGERIA	-2,9	-3,7	-0,8	0,2	-0,6
SIERRA LEONE	-14,9	-6,8	8,5	9,1	-7,3
CABO VERDE	-1,0	-15,3	-11,8	-3,4	-5,0

Source : Banques centrales des États membres : Banques centrales membres ; * Prévision

65. En somme, le solde global de la balance des paiements régionale est ressorti à un déficit de 0,9 % du PIB en 2022 contre un excédent de 0,3 % du PIB en 2021, imprimé par l'évolution des échanges des biens et des services.

Tableau 1. 13: Balance des paiements globale (% du PIB)

	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**1,7**	**0,2**	**0,3**	**-1,2**	**-0,3**
UEMOA	**1,6**	**2,1**	**0,5**	**-1,3**	**0,0**
BÉNIN	0,5	2,7	6,1	0,1	0,2
BURKINA FASO	0,7	4,6	5,8	-5,3	2,6
CÔTE D'IVOIRE	1,4	1,7	2,8	-0,7	-1,7
GUINÉE-BISSAU	-1,7	5,8	6,1	5,4	0,3
MALI	2,6	4,5	-0,5	-3,9	0,8
NIGER	4,2	-1,0	1,7	0,0	0,8
SÉNÉGAL	1,1	-0,6	0,9	-0,4	0,3
TOGO	4,0	5,7	2,6	-0,4	3,6
ZMAO	**-0,6**	**-0,2**	**0,2**	**-1,2**	**-0,4**
GAMBIE	-0,1	7,3	11,0	1,9	-2,7
GHANA	2,0	0,5	0,6	-4,9	-3,7
GUINÉE	5,3	5,3	0,6	2,4	0,4
LIBERIA	1,0	3,0	10,4	-0,7	0,8
NIGERIA	-0,9	-0,4	0,1	-0,2	0,1
SIERRA LEONE	0,5	0,1	3,5	-7,7	-5,6
CABO VERDE	-6,5	4,5	-0,6	-1,1	-0,3

Source : Banques centrales des États membres : Banques centrales membres ; * Prévision

2.6. Perspectives

66. Les perspectives économiques de la région en 2023 restent favorables mais se situeraient en deçà des résultats enregistrés en 2022. En effet, la croissance régionale devrait ralentir pour se situer à 3,9 % en 2023, dans un contexte de poursuite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, de diverses autres tensions géopolitiques, de pressions inflationnistes, notamment

au niveau des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que de resserrement des conditions financières.

67. En outre, ce contexte devrait être caractérisé par la dépréciation des monnaies et par des pressions budgétaires au niveau de certains États membres. L'inflation en fin de période dans la région devrait s'élever à 17,1 % en 2023.

68. Le déficit budgétaire global devrait tout de même s'améliorer, le déficit budgétaire hors dons devant se réduire à 5,5 % du PIB en 2023, grâce aux efforts continus des mesures de consolidation budgétaire et à l'atténuation des dépenses induites par le COVID-19. La vulnérabilité des Etats vis-à-vis de la dette publique demeurerait r élevée, en raison des pressions exercées sur la valeur des monnaies locales et des contraintes de financement dans certains États membres. En conséquence, le ratio dette publique devrait ressortir à 36,7 % du PIB en 2023.

69. L'orientation de la politique monétaire des banques centrales membres devrait être restrictive en 2023, en raison des tensions inflationnistes, notamment sur les denrées alimentaires et le u carburant dans la région. Au niveau du secteur extérieur, le déficit du compte courant devrait se creuser du fait de la faiblesse des exportations de produits de base conjuguée à la hausse des importations.

III. SITUATION DE LA CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE AU SEIN DE LA CEDEAO

3.1. Introduction

70. Dans le cadre du PCSM, les États membres de la CEDEAO sont tenus de respecter, sur une base soutenable, les critères de convergence de premier rang sur une période de trois ans d'ici à 2026. Ces critères de convergence sont axés sur la stabilité des prix, un faible niveau du déficit budgétaire, un plafonnement du financement du déficit budgétaire par la banque centrale et un maintien de niveaux adéquats de réserves extérieures brutes. En plus, ces critères sont relatifs à la dette publique et à la stabilité du taux de change nominal.

71. Le présent chapitre passe en revue les performances des États membres relatives aux critères de convergence pour l'horizon de de 2022 par rapport aux résultats enregistrés en 2021, ainsi que les perspectives pour 2023.

Tableau 1. 14: Critères de premier et de second rang

Critères de premier rang	***Normes***
Déficit budgétaire (dons compris et base engagement)	≤ 3% du PIB
Inflation en moyenne annuelle (taux)	≤ 5%
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤ 10% des recettes fiscales de l'année précédente
Réserves extérieures brutes	≥ 3 mois d'importations de biens et de services
Critères de second rang	***Normes***
Ratio de la dette publique totale sur PIB	≤ 70%
Variation du taux de change nominal	±10% vis-à-vis de l'UCAO

Source : AMAO

3.2. Aperçu de la convergence macroéconomique

72. L'état de la performance des États membres, relatif aux critères de convergence macroéconomique de premier rang au titre de 2022, indique qu'aucun État membre n'a satisfait à l'ensemble des quatre (4) critères, comme l'année précédente. En outre, le nombre d'États membres ayant respecté au moins trois (3) critères de premier rang a baissé à quatre (4), à savoir le Bénin, le Niger, la Guinée et le Liberia, après onze (11) en 2021, en raison de la contreperformance enregistrée au titre des critères relatifs à l'inflation et au déficit budgétaire. Les prévisions initiales tablent sur un maintien de la situation en 2023. Toutefois, le nombre des Etats membres qui respecterait au moins trois (3) critères primaires devrait ressortir à cinq (5).

Tableau 1. 15: Nombre de critères primaires remplis par les États membres

	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
BENIN	4	4	3	3	3	3
BURKINA FASO	3	3	3	3	2	2
CABO VERDE	4	4	3	3	2	3
COTE D'IVOIRE	4	4	3	3	2	3
GAMBIE	2	3	2	1	1	2
GHANA	2	2	1	2	0	2
GUINEE	3	3	2	3	3	2
GUINEE BISSAU	3	3	3	3	2	2
LIBERIA	1	1	2	3	3	3
MALI	3	4	3	3	2	2
NIGER	4	3	3	3	3	3
NIGERIA	2	1	1	1	1	2
SENEGAL	3	3	3	3	2	2
SIERRA LEONE	1	2	1	1	1	2
TOGO	4	4	3	3	2	2
Respectés les 4 critères de premier rang	**5**	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**
Respectés au moins 3 critères de premier rang	**10**	**11**	**9**	**11**	**4**	**5**

Source: Commission de la CEDEAO; AMAO, FMI; *Prévisions

73. En somme, aucun État membre n'a été en mesure de respecter l'ensemble des six (6) critères de convergence et cette situation se maintiendrait en 2023. Le nombre d'États membres ayant rempli au moins cinq (5) critères est passé à deux (2) en 2022, à savoir le Bénin et le Niger, après huit (8) pays en 2021.

Tableau 1. 16: Nombre total critères de convergence remplis par les Etats membres

	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
BENIN	6	6	5	5	5	5
BURKINA FASO	5	5	5	5	4	4
CABO VERDE	5	5	4	4	3	4
COTE D'IVOIRE	6	6	5	5	4	5
GAMBIA	3	4	3	2	2	3
GHANA	4	4	2	3	0	2
GUINEE	5	5	4	5	4	4
GUINEE BISSAU	5	5	4	4	3	3
LIBERIA	2	2	4	4	4	5
MALI	5	6	5	5	4	4
NIGER	6	5	5	5	5	5
NIGERIA	4	3	3	3	3	4
SENEGAL	5	5	5	5	4	4
SIERRA LEONE	3	4	2	2	1	2
TOGO	6	6	5	5	4	4
Respectés les 6 critères de convergence	**4**	**4**	**0**	**0**	**0**	**0**
Respectés au moins 5 critères de convergence	**10**	**10**	**7**	**8**	**2**	**4**

Sources : AMAO ; *Prévision

74. En termes de nombre de pays ayant satisfait les critères relatifs au déficit budgétaire et au financement monétaire du déficit par la banque centrale, la performance est restée inchangée en 2022. Par contre, concernant les critères sur l'inflation et les réserves de change brute, la performance s'est détériorée. S'agissant des critères de convergence de second rang, la performance relative à la variation du taux de change nominal s'est dégradée en 2022, tandis que celle relative à la dette publique est restée inchangée.

Tableau 1. 17 : Nombre de pays ayant rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO

CRITÈRES	NORME	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang							
Déficit budgétaire (base engagements, dons compris)	≤3%	8	8	2	2	2	2
Taux d'inflation annuel moyen	≤5%	12	9	9	9	2	4
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10%	11	13	12	12	11	14
Réserves extérieures brutes	≥3	12	14	13	15	14	15
Critères de second rang							
Variation du taux de change nominal	±10%	14	14	15	14	11	13
Ratio de la dette publique sur PIB	≤70%	13	13	10	10	10	10

Sources: AMAO; * Prévision

3.3. Analyse de la performance au titre des critères de premier rang

Déficit budgétaire (dons compris) / PIB ≤ 3 %

75. Les résultats concernant le critère du déficit budgétaire sont restés inchangés, seuls la Guinée et le Liberia en atteinte de cet objectif en 2022 comme en 2021, et également au cours des trois dernières années. Cette performance s'explique en partie par les restrictions budgétaires imposées dans le cadre du programme de FEC au Libéria et par la rationalisation des dépenses publiques en Guinée. Treize (13) pays ont constamment manqué la cible relative à ce critère sur les trois dernières années. Le Ghana a enregistré le niveau de déficit le plus élevé, une tendance observée durant les trois dernières années.

Tableau 1. 18: Ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB (dons compris)

Déficit budgétaire global/PIB (≤3%)						
	2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023***
CEDEAO	**2,9**	**3,2**	**4,5**	**4,6**	**5,4**	**5,1**
UEMOA	**3,4**	**2,6**	**5,5**	**5,4**	**6,6**	**5,2**
ZMAO	**2,8**	**3,3**	**4,3**	**4,4**	**5,1**	**5,0**
CABO VERDE	2,7	1,8	8,3	7,4	4,0	5,3
BENIN	2,9	0,5	3,8	5,7	5,5	4,3
BURKINA FASO	4,3	3,4	5,2	6,1	8,5	6,3
COTE D'IVOIRE	2,9	2,3	5,4	4,9	6,8	5,2
GUINEE BISSAU	4,4	3,6	9,3	7,3	6,5	4,2
MALI	4,7	1,7	5,5	4,9	5,3	5,0
NIGER	3,0	3,6	5,3	5,9	6,8	5,7
SENEGAL	3,7	3,9	6,4	6,3	6,1	5,3
TOGO	0,6	1,3	7,0	5,1	8,3	6,6
GAMBIE	6,0	3,0	3,6	5,8	4,8	2,8
GHANA	3,5	4,1	10,5	8,5	11,8	5,7
GUINEE	1,1	0,5	2,0	1,7	0,7	3,8
LIBERIA	0,3	0,9	-2,2	0,8	2,1	0,0
NIGERIA	2,8	3,3	3,8	3,9	4,2	5,0
SIERRA LEONE	5,2	3,1	5,8	6,6	9,8	8,1

Source: Ministry of Finance, Member States; *Projections

Taux d'inflation en moyenne ≤ 5 %

76. Au cours de l'année 2022, les pressions inflationnistes se sont accentuées dans la région, principalement imputable à l'énergie, au carburant et aux denrées alimentaires, dans un contexte de dépréciation des monnaies locales. En conséquence, la performance s'est significativement détériorée, seuls deux (2) pays (Bénin et Niger) en phase avec le critère sur l'inflation en 2022, contre neuf (9) pays en 2021. Aucun pays de la ZMAO n'a pu atteindre cet objectif en 2022. Le Ghana et la Sierra Leone ont enregistré les taux d'inflation moyens les plus élevés, soit respectivement 31,5 % et 27,0 % en 2022. Au niveau des pays qui ont manqué l'objectif, l'inflation moyenne a augmenté dans neuf (9) pays et s'est modérée dans seulement deux (2) pays en 2022.

Tableau 1. 19: Taux d'inflation en moyenne dans les Etats membres de la CEDEAO

TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE (≤5%)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**10,1**	**9,3**	**11,0**	**13,2**	**17,2**	**17,7**
UEMOA	**1,1**	**-0,5**	**2,1**	**3,6**	**7,0**	**5,2**
ZMAO	**11,9**	**11,2**	**12,7**	**16,0**	**20,2**	**21,3**
CABO VERDE	1,3	1,1	0,6	1,9	7,9	4,3
BENIN	0,8	-0,9	3,0	1,7	1,4	2,9
BURKINA FASO	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1	5,5
COTE D'IVOIRE	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,1
GUINEE BISSAU	1,4	0,2	1,5	3,3	7,9	5,6
MALI	1,8	-3,0	0,5	3,9	9,7	5,5
NIGER	2,7	-2,5	2,9	3,8	4,2	2,3
SENEGAL	0,5	1,0	2,5	2,2	9,7	9,9
TOGO	0,9	0,7	1,8	4,5	7,6	6,8
GAMBIE	5,8	7,1	5,6	5,6	11,5	11,3
GHANA	9,8	9,5	9,9	10,0	31,5	44,0
GUINEE	9,8	9,5	10,6	12,6	10,5	9,2
LIBERIA	23,3	27,0	17,4	7,9	7,6	8,7
NIGERIA	12,1	11,4	13,2	17,0	18,8	18,1
SIERRA LEONE	16,0	14,8	13,2	11,9	27,0	37,8

Sources : Banques Centrales des Etats membres, AMAO, *Prévision

Financement du déficit budgétaire par la banque centrale : (≤ 10 %)

77. Au titre du critère relatif au financement du déficit budgétaire par la banque central, onze (11) États membres ont satisfait au critère en 2022, une contreperformance par rapport au nombre de douze (12) pays enregistré en 2021. Les pays de l'UEMOA, la Guinée et le Libéria ont satisfait au critère en 2022, et même au cours des trois dernières années, tandis que le Nigéria et la Sierra Léone ont manqué le critère.

Tableau 1. 20: Financement du déficit budgétaire par la banque centrale

Financement du déficit budgétaire par la banque centrale (≤10% des recettes fiscales de l'année précédente)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**14,9**	**49,9**	**31,7**	**13,5**	**70,99**	**0,0**
UEMOA	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
ZMAO	**17,8**	**59,5**	**37,8**	**17,5**	**91,5**	**0,0**
CABO VERDE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BENIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BURKINA FASO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COTE D'IVOIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GUINEE BISSAU	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SENEGAL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOGO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GAMBIE	6,7	0,0	0,0	11,9	24,0	11,0
GHANA	12,9	0,0	46,7	0,0	75,2	0,0
GUINEA	0,0	3,0	1,8	1,6	0,0	0,0
LIBERIA	33,9	27,9	0,0	0,0	0,0	0,0
NIGERIA	18,7	67,4	38,5	20,5	98,0	0,0
SIERRA LEONE	15,2	0,7	21,9	20,0	55,5	0,0

Sources : Banques Centrales des Etats membres, AMAO ; * Prévision

Réserves extérieures brutes

78. Le critère relatif aux réserves extérieures brutes a été respecté par quatorze (14) États membres en 2022, contre la totalité des Etats en 2021. Seul, le Ghana n'a pas rempli ce critère. Ce critère demeure le plus performant au cours des trois dernières années. Toutefois, à l'exception du Nigeria, les réserves extérieures brutes en mois de couverture des importations se sont modérées entre 2021 et 2022.

Tableau 1. 21: Réserves extérieures brutes en mois d'importations de biens et services

Réserves extérieures brutes en mois d'importations Couverture (≥3 mois)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CEDEAO	**9.3**	**4.7**	**5.9**	**6.8**	**7.5**	**4.7**
Pays UEMOA	**4.6**	**5.2**	**6.5**	**6.6**	**4.2**	**4.4**
ZMAO	**10.2**	**4.6**	**5.8**	**6.8**	**8.5**	**4.8**
CABO VERDE	5.6	6.9	7.9	7.5	6.0	5.5
GAMBIE	2.7	4.2	6.1	8.8	7.1	7.3
GHANA	3.6	3.8	4.2	4.0	2.8	3.0
GUINEE	2.6	3.1	2.9	4.9	4.7	5.1
LIBERIA	2.4	2.2	2.7	4.5	3.6	4.2
NIGERIA	11.2	4.8	6.1	7.3	9.6	5.1
SIERRA LEONE	3.1	3.2	5.1	5.4	3.2	3.9

Sources : Banque Centrale des États membres ; AMAO

3.4. Analyse de la performance au titre des critères de second rang

Variation du taux de change nominal (± 10%)

79. La performance en matière de variation du taux de change nominal a baissé en 2022, onze (11) États membres ayant satisfait au critère, contre quatorze (14) en 2021. Tous les pays de l'UEMOA et le Cabo Verde ont respecté ce critère, en raison de l'existence de régimes de change fixes. Au niveau de la ZMAO, quatre pays ont subi de fortes pressions dépréciatives, notamment le Ghana avec une fuite de capitaux, et la Sierra Leone, sous l'effet d'une forte demande de devises étrangères. La Guinée a manqué ce critère, en raison des rentrées des capitaux due au rapatriement des recettes d'exportations, tandis que le non-respect du critère par le Libéria est dû à l'accroissement des envois de fonds.

Tableau 1. 22: Variation du taux de change nominal (monnaie locale par rapport à l'UCAO)

Taux de change nominal (±10 %)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**-1,7**	**0,4**	**-7,7**	**-5,4**	**-3,4**	**-7,2**
Pays UEMOA	**2,6**	**-2,8**	**1,0**	**-1,5**	**-5,3**	**2,4**
ZMAO	**-2,5**	**1,0**	**-9,3**	**-6,5**	**-2,9**	**10,0**
CABO VERDE	**2,6**	**-2,8**	**1,0**	**-1,5**	-5,3	2,4
GAMBIE	5,4	-1,8	-2,4	-1,3	-1,1	-1,2
GHANA	-7,0	-9,9	-6,8	-8,3	-24,6	-23,6
GUINEE	-3,2	-2,8	-4,8	-4,2	19,5	1,8
LIBERIA	-22,6	-20,9	-3,5	12,5	15,8	-5,1
NIGERIA	-2,0	2,2	-9,7	-6,5	0,01	-8,1
SIERRA LEONE	-8,7	-9,8	-9,2	-4,1	-34,9	-33,0

Sources : Banques Centrales des États membres, AMAO

Dette publique/PIB (≤ 70%)

80. Le nombre d'États membres ayant rempli la norme est resté inchangé à dix (10) à fin décembre 2022 sur un an. Dans la zone UEMOA, seule la Guinée Bissau a manqué la cible tandis que dans la ZMAO quatre (4) pays (Cabo Verde, Gambie, Ghana et Sierra Leone) ont raté la cible, en raison du besoin accru de financement des grands projets de de développement, et de dépréciation des monnaies. La Gambie et le Cabo Verde ont manqué le critère durant plusieurs années. Le Cabo Verde continue d'enregistrer le ratio dette/PIB le plus élevé de la région, tandis que le Nigéria est au plus faible niveau au cours de la période sous revue.

Tableau 1. 23: Ratio dette publique/PIB

Dette publique / PIB (≤70%)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
CEDEAO	**23,2**	**24,3**	**30,4**	**35,6**	**36,6**	**36,7**
UEMOA	**41,4**	**43,6**	**48,8**	**54,5**	**57,3**	**59,8**
ZMAO	**19,4**	**20,3**	**26,6**	**30,0**	**30,3**	**29,8**
CABO VERDE	**131,3**	**130,4**	**140,8**	**143,7**	**120,9**	**126,3**
BENIN	41,1	41,3	36,9	49,8	54,1	53,8
BURKINA FASO	37,3	42,2	46,2	53,3	53,9	60,0
COTE D'IVOIRE	36,0	37,9	46,3	50,9	56,7	51,4
GUINEE BISSAU	44,4	61,1	71,6	78,1	78,5	76,7
MALI	36,9	40,6	47,3	50,7	52,5	52,7
NIGER	38,8	39,1	45,0	50,8	50,8	54,9
SENEGAL	54,8	57,1	63,1	67,4	68,2	62,7
TOGO	55,5	51,9	60,1	63	65,8	65,2
GAMBIE	82,4	80,3	84,9	84,3	80,8	75,0
GHANA	57,6	62,4	74,4	76,2	71,2	72,5
GUINEE	42,5	36,9	43,6	42,5	34,8	40,2
LIBERIA	28,8	42,0	52,6	49,4	50,6	55,3
NIGERIA	15,0	15,6	21,3	22,5	22,9	21,9
SIERRA LEONE	57,4	61	76	79,8	95,1	92,2
Nbre de pays ayant rempli le critère	13	13	10	10	10	10

Sources : Banques Centrales des États membres ; AMAO, * Prévision

3.5. Perspectives

81. Les perspectives de respect des critères de convergence macroéconomique pour l'année 2023 semblent quelque peu défavorables, en raison de la persistance des tensions inflationnistes et des pressions budgétaires dans les États membres. Aucun État membre ne devrait remplir les quatre (4) critères de premier rang à fin décembre 2023. Toutefois, cinq (5) États membres (Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Liberia et Niger) devraient respecter au moins trois (3) critères de premier rang à fin décembre 2023 et quatre (4) États membres (Bénin, Côte d'Ivoire, Liberia et Niger) devraient rempliraient au moins cinq (5) des six (6) critères de convergence en 2023.

82. Concernant le critère du déficit budgétaire, trois Etats membres (la Gambie, la Guinée et le Liberia) devraient le remplir à fin décembre 2023, principalement grâce à la rationalisation des dépenses dans le cadre des programmes FEC du FMI en Gambie et au Libéria. Les performances en matière d'inflation en moyenne annuelle devraient s'améliorer sous l'effet de la baisse attendue des prix des produits de grande consommation au cours du second semestre 2023. Quatre (4) pays (Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire et Niger) devraient atteindre la cible.

83. Les performances en matière de financement du déficit budgétaire par la banque centrale devraient s'améliorer en 2023, avec tous les États membres en phase avec la norme, à l'exception de la Gambie. En ce qui concerne les réserves extérieures brutes, tous les États membres devraient atteindre l'objectif en 2023, grâce aux efforts continus des banques centrales avec le soutien des partenaires.

84. Concernant le critère de la dette publique, les projections pour fin décembre 2023 tablent sur le maintien de la dynamique de 2021. Enfin, le nombre de pays qui devraient satisfaire au critère de variation du taux de change nominal serait de treize (13).

PARTIE II: SITUATION MACROECONOMIQUE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEDEAO

1. BENIN

1.1. Introduction

85. L'orientation de la politique macroéconomique du Bénin pour 2022 est déclinée à travers le deuxième Programme d'Actions du Gouvernement (PAG, 2021-2026), qui vise à renforcer l'administration de la justice, à favoriser la transformation structurelle de l'économie et à améliorer les conditions de vie des populations. Les domaines prioritaires sont les infrastructures, l'agriculture et l'agro-industrie, le tourisme, la santé, l'énergie, les télécommunications et l'éducation. Ce programme, dont le coût est estimé à 20,6 milliards de dollars US, devrait permettre de créer 500 000 nouveaux emplois et d'améliorer le niveau de vie de la population. Le PAG est cohérent avec les orientations stratégiques du Plan national de développement (PND, 2018-2025), qui vise principalement à consolider les acquis du PAG et à élever la chaîne de valeurs pour le développement du sous-secteur de la transformation.

86. Afin d'augmenter les chances de succès du PAG, le Gouvernement a conclu un programme de facilité élargie de crédit (FEC) de 42 mois avec le FMI. L'objectif est d'aider le Bénin à répondre efficacement à ses besoins de financement urgents, notamment pour ce qui concerne les problèmes de sécurité et les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, afin de maintenir la stabilité macroéconomique et de soutenir le plan de développement national.

87. Bien qu'en ralentissement, la croissance économique du Bénin est restée forte à 6,3 % en 2022, contre 7,2 % en 2021, soutenue par les trois (3) secteurs. L'inflation en fin de période s'est située à 2,8 % en décembre 2022 contre 3,3 % à fin 2021, tandis que le taux d'inflation annuel moyen s'est affiché à 1,4 % en 2022 contre 1,7 % en 2021.

88. Le déficit budgétaire global, base engagements hors dons, s'est réduit à 6,0 % du PIB, contre 6,7 % du PIB en 2021, en raison de la hausse des recettes fiscales.

89. La croissance de la masse monétaire (M2), à fin de décembre 2022, a ralenti à 13,0 %, après 16,7% à fin décembre 2021. En ce qui concerne les transactions avec le reste du monde, le déficit du compte courant s'est élevé à 5,6 % du PIB en 2022 contre 4,2 % du PIB en 2021.

1.2. Analyse sectorielle

1.2.1. Secteur réel

90. La croissance du PIB réel est restée à 6,3 % en 2022, bien qu'en baisse par rapport aux 7,2 % enregistré en 2021. La valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 4,8 % en 2022 contre 9,9 % en 2021, en raison d'une performance plus modérée dans tous les sous-secteurs. Les valeurs ajoutées des branches de l'élevage et de l'agriculture ont progressé respectivement de 7,4 % et 4,5 % en 2022 contre respectivement 9,9 % et 4,6 % en 2021. Les activités de pêche sont restées stables, avec une croissance de 3,5 % en 2022.

91. Le secteur secondaire a affiché une croissance de 7,9 % en 2022 contre 9,1 % enregistré en 2021, en repli attribuable à la plupart de toutes les branches. En effet, la croissance dans les branches clés a décéléré, à l'exception des domaines de l'électricité, gaz et eau, de l'industrie alimentaire et de boissons, qui ont enregistré des taux de croissance de 8,0 % et 7,3 %, respectivement, en 2022, contre 7,9 % et 3,3 % en 2021. Les industries extractives et les autres industries manufacturières ont enregistré respectivement des taux de croissance de 5,8 % et 7,3 % en 2022, contre respectivement 7,9 % et 8,1 % en 2021. La croissance de la branche de la construction est restée soutenue à 9,1 %, après 17,4 % en 2021, signe d'un effet de base. La performance robuste de la branche de la construction est soutenue par plusieurs projets de construction d'infrastructures socio-économiques entamés dans le cadre du PAG (2016-2021), qui devraient être achevés et le coup d'envoi du PAG 2021-2026.

92. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 6,5 % en 2022 contre une progression de 7,5 % en 2021, imputable à la plupart des branches clés. La branche des banques et des institutions financières s'est redressée avec une forte croissance de 6,4 % en 2022 contre une contraction de 5,2 % en 2021. La branche des postes et télécommunications a affiché les taux de croissance les plus élevés de 10,0 % en 2022 contre 8,8 % en 2021.

93. En termes de contribution à la croissance du PIB en 2022, le secteur tertiaire a concouru à hauteur de 3,7 points de pourcentage, tandis que les secteurs secondaire et primaire ont contribué à hauteur de 1,3 point de pourcentage chacun. En 2021, les secteurs tertiaire, secondaire et primaire avaient contribué respectivement à hauteur de 4,3 points de pourcentage, 1,5 point de pourcentage et 1,4 point de pourcentage.

94. Du côté de la demande, la consommation finale et l'investissement ont été les principaux soutiens à la croissance économique, contribuant chacun à hauteur de 3,7 points de pourcentage. La consommation finale a été tirée par ses deux composantes privée et publique. S'agissant de l'investissement, il s'est accru de 12,8% en 2022 sur un an. Quant aux exportations nettes, elles ont progressé de 16,6 % en 2022 et ont contribué négativement à la croissance du PIB à hauteur de 1,1 point de pourcentage, les importations ayant augmenté plus que les exportations.

95. En ce qui concerne les prix, l'inflation en fin de période a baissé à 2,7 % en décembre 2022 contre 3,3 % en décembre 2021. De même, l'inflation en moyenne annuelle s'est inscrite en repli, passant de 1,7 % en 2021 à 1,4 % en 2022, grâce aux subventions du Gouvernement sur les produits pétroliers et alimentaires.

Tableau 2. 1 : Evolution du PIB et de ses composantes au Bénin

(en milliards de FCFA)	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
Offre	**En variation du pourcentage**				**Contribution à la croissance**			
PIB réel	**3,8**	**7,2**	**6,3**	**6,5**	**3,8**	**7,2**	**6,3**	**6,5**
Secteur primaire	**1,8**	**5,2**	**4,8**		**0,5**	**1,4**	**1,3**	
Agriculture	2,0	4,6	4,5		0,4	1,0	1,0	
Élevage	-0,5	9,9	7,4		0,0	0,3	0,3	
Pêche	3,1	3,5	3,5		0,1	0,1	0,1	
Secteur secondaire	**5,2**	**9,1**	**7,9**		**0,8**	**1,5**	**1,3**	
Mines et carrières	9,1	7,9	5,8		0,0	0,0	0,0	
Industries alimentaires et des boissons	2,4	3,3	7,3		0,2	0,2	0,4	
Autres industries manufacturières	5,2	8,1	7,3		0,2	0,3	0,3	
Électricité, Gaz et Eau	14,4	7,9	8,0		0,1	0,1	0,1	
Construction	7,1	17,4	9,1		0,3	0,9	0,5	
Secteur tertiaire	**4,5**	**7,5**	**6,5**		**2,5**	**4,3**	**3,7**	
Commerce	0,8	5,8	5,0		0,1	0,7	0,6	
Restaurants et hôtels	-1,2	9,9	4,7		0,0	0,3	0,1	
Transport	2,2	8,3	6,7		0,2	0,7	0,6	
Poste et télécommunication	3,0	8,8	10,0		0,1	0,2	0,2	
Banques et institutions financières	3,0	-5,2	6,4		0,0	-0,1	0,1	
Administration publique et sécurité sociale	14,4	8,5	8,2		0,9	0,6	0,6	
Éducation	14,6	5,1	5,6		0,6	0,2	0,3	
Santé et travail social	15,4	13,5	4,8		0,1	0,1	0,1	
Autres services	3,3	5,3	4,8		0,3	0,4	0,4	
Demande								
1. Consommation finale dépenses	**4,7**	**5,3**	**4,7**		**3,7**	**4,2**	**3,7**	
Dont: privé	3,2	4,8	5,0		2,2	3,3	3,3	
Public	14,4	8,5	3,5		1,5	1,0	0,4	
2. GFCF	2,1	17,8	12,9		0,6	4,7	3,7	
Privé	-7,1	15,3	9,5		-1,7	3,3	2,2	
Public	88,4	29,6	19,0		2,3	1,4	1,1	
3. Variations des stocks	-17,3	21,0	0,2		-0,1	0,1	0,0	
4. Investissements (2 +3)	1,9	17,9	12,8		0,5	4,7	3,7	
5. Exportations nettes	**6,3**	**31,9**	**16,6**		**-0,3**	**-1,8**	**-1,1**	
6. Exportations	-25,0	12,6	19,1		-6,9	2,5	4,0	
Exportations de biens	-25,6	14,1	19,5		-6,0	2,4	3,5	
Exportations de services	-21,1	3,5	16,3		-0,8	0,1	0,5	
7. Importations	-19,8	16,8	18,5		-6,5	4,3	5,1	
Importations de biens	-18,7	18,2	18,0		-5,5	4,2	4,6	
Importations de services	-29,3	3,5	23,8		-1,0	0,1	0,5	
Pour mémoire								
PIB Réel (en milliards de FCFA)	11,257	9,329	9,912					
Variation du taux de change par US $	1.0	1.5	-5.3					
Inflation								
Moyenne	3.0	1.7	1.4	3.0				
Fin de période	2.3	3.3	2.7					

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStaD) Bureau, Cotonou - Bénin; *-projection

1.2.2. Finances publiques

96. Les opérations budgétaires ont abouti à un déficit global, base engagements, y compris les dons, de 596,2 milliards de FCFA (5,5 % du PIB) en 2022 contre un déficit de 561,6 milliards de FCFA (5,7 % du PIB) en 2021. Le déficit budgétaire, hors dons, s'est également réduit à 6,0 % du PIB en 2022 contre 6,7 % du PIB en 2021. L'amélioration de la performance fiscale est attribuée à l'augmentation des recettes fiscales couplée à la modération des dépenses.

97. Les recettes totales et les dons ont augmenté de 15,6 %, pour atteindre 1 499,0 milliards de FCFA (13,8 % du PIB) en 2022, contre 1 296 milliards de FCFA (13,2 % du PIB) en 2021, principalement, sous l'influence des recettes fiscales qui ont augmenté de 22,0 % pour se situer à 1 321,0 milliards de FCFA (12,2 % du PIB) en 2022, contre 1 082,0 milliards de FCFA (11,0 % du PIB), il y a un an. En revanche, les recettes non fiscales ont chuté de 16,7 % pour s'établir à 177,8 milliards de FCFA (1,6 % du PIB), contre 213,4 milliards de FCFA (2,2 % du PIB) en 2021. Les subventions ont également diminué de 40,7 %, passant

de 92,0 milliards de francs CFA (0,9 % du PIB) en 2021 à 54,6 milliards de francs CFA (0,5 % du PIB) en 2022.

98. Les dépenses totales et prêts nets sont élevés à 2 149,0 milliards de FCFA (19,8 % du PIB) en 2022 contre 1 949 milliards de FCFA (19,9 % du PIB) en 2021, soit une accentuation de 10,3 %, induite par les dépenses courantes et les dépenses d'investissement. En effet, les dépenses courantes ont augmenté de 4,6 % pour s'afficher à 1 198 milliards de FCFA (11,0 % du PIB) contre 1 145 milliards de FCFA (11,7 % du PIB) en 2021, sous l'impulsion des dépenses de personnel, des pensions et bourses, ainsi que des transferts courants respectivement de 12,7 %, 2,6 % et 23,7 %, en 2022.

99. Les dépenses d'investissement se sont inscrites en hausse de 19,0 %, pour ressortir à 955 milliards de francs CFA (8,8 % du PIB), contre 803 milliards de francs CFA (8,2 % du PIB) en 2021, témoignant ainsi de la poursuite des investissements dans les infrastructures essentielles, à travers les projets d'énergie, d'électricité et d'assainissement.

100. L'encours de la dette publique s'est établi à 5 867 milliards de FCFA (54,1 % du PIB) à fin décembre 2022 contre 4 886 milliards de FCFA (49,8 % du PIB) à fin décembre 2021. La dette extérieure s'est située à 3 863 milliards de FCFA (35,6 % du PIB), contre 3 345 milliards de FCFA (34,1 % du PIB) à fin décembre 2021, tandis que l'encours de la dette intérieure s'est établi à 2 004 milliards de FCFA (18,5 % du PIB) à fin décembre 2022, contre 1 541 milliards de FCFA (15,7 % du PIB) à fin décembre 2021.

Tableau 2. 2: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Bénin

En milliards de FCFA	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	En variation du pourcentage			En % du PIB		
Recettes totales et dons	9,2	7,2	11,9	11,5	14,1	14,3
Total Revenus	5,0	13,5	15,6	10,1	13,2	13,8
Recettes de l'impôt sur les revenus	15,1	11,1	30,1	5,5	7,0	8,2
Douanes	-7,4	19,9	8,1	2,9	4,1	4,0
Recettes fiscales	6,1	14,2	22,0	8,4	11,0	12,2
Recettes non fiscales	-0,3	9,9	-16,7	1,7	2,2	1,6
Dons/transferts	55,8	-39,6	-40,7	1,4	0,9	0,5
Dons de projet	55,8	-39,6	-40,7	1,4	0,9	0,5
Dépenses totales et prêts nets	40,3	13,3	10,3	15,3	19,9	19,8
Dépenses ordinaires	21,8	4,5	4,6	9,7	11,7	11,0
Dépenses primaires	20,2	0,6	10,2	8,2	9,4	9,4
frais de personnel	7,3	-2,1	12,7	3,5	3,9	4,0
Pensions et bourses	2,6	-2,5	2,6	0,8	0,9	0,9
Transferts courants	28,8	11,2	23,7	2,1	2,6	3,0
Autres dépenses (fonctionnement)	58,5	-4,9	-9,9	1,8	1,9	1,6
Paiements d'intérêts	30,9	24,7	-18,7	1,6	2,2	1,6
Dette intérieure	-1,0	44,8	-41,1	0,9	1,6	0,8
Dette extérieure	153,5	-5,3	32,5	0,6	0,7	0,8
Dépenses en capital/d'investissement	88,4	29,0	19,0	5,5	8,2	8,8
Contribution interne/budgétaire (BESA)	56,1	45,6	14,3	3,2	5,3	5,5
Financement extérieur	160,6	6,6	27,6	2,4	2,9	3,3
Prêts nets (- = remboursement)	-145,8	-5,3	-309,7	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base engagement) y compris dons				-3,8	-5,7	-5,5
Déficit global (base engagement), hors dons				-5,1	-6,7	-6,0
Déficit global base caisse				-4,7	-6,5	-5,2
Total dette (en % du PIB)				36,9	49,8	54,1
Dette intérieure (en % du PIB)				16,1	15,7	18,5
Dette extérieure (en % du PIB)				20,8	34,1	35,6

Source : Ministère de l'Économie et des Finances du Bénin

1.2.3. Secteur monétaire

101. L'évolution des agrégats monétaires au Bénin a été caractérisée par un ralentissement de la croissance de la masse monétaire (M2) à 13,0 % à fin décembre 2022 contre 16,7 % à fin 2021. Le ralentissement est principalement imputable aux avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire qui ont augmenté de 0,5 % à fin décembre 2022 contre une croissance de 38,8 % enregistrée à fin 2021. Les AEN des banques de dépôts ont augmenté de 16,3 % contre 55,8 % à fin décembre 2021. A l'opposé, les AEN de l'autorité monétaire (BCEAO) se sont contractés de 219,0 % à fin 2022 sur un an contre une contraction de 44,6 % à fin 2021.

102. Les avoirs intérieurs nets (AIN) se sont accrus, en glissement annuel, de 38,0 % à fin décembre 2022 contre une contraction de 11,5 % à fin 2021, reflétant les créances intérieures qui ont augmenté de 24,2 % à fin décembre 2022. Les créances sur le secteur privé ont augmenté de 19,1 % contre 6,9 % enregistrée à fin décembre 2021, pour stimuler les activités économiques. Toutefois, les créances nettes sur l'État se sont contractées de 104,5 % à la fin du mois de décembre 2022, bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport à la contraction de 236,2 % enregistrée au cours de la période correspondante de 2021.

Tableau 2. 3: Evolution des principaux agrégats monétaires du Bénin

Milliards de francs CFA	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Avoirs	**Variation en pourcentage**			**Contribution à la masse monétaire**		
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	24,9	38,8	0,5	13,1	21,7	0,3
BCEAO	-17,1	-44,6	-219,0	-2,3	-4,2	-9,8
Banques	39,3	55,8	16,3	15,4	25,9	10,1
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	8,9	-11,5	38,0	4,2	-5,0	12,7
Crédit intérieur net	18,8	-0,5	24,2	11,6	-0,3	12,9
Gouvernement (net)	-125,2	-236,2	-104,8	11,1	-4,5	2,3
Secteur privé	0,7	6,9	19,1	0,5	4,2	10,6
Autres éléments (nets)	52,2	26,0	0,9	7,3	4,7	0,2
PASSIF						
Monnaie au sens large (M2)	17,3	16,7	13,0	17,3	16,7	13,0
Monnaie étroite (M)$_1$	21,1	23,0	16,9	13,1	14,7	11,4
Monnaie en circulation	25,6	7,2	13,7	6,2	1,8	3,2
Dépôts à vue	18,2	33,6	18,7	6,9	12,8	8,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	11,1	5,5	4,9	4,2	2,0	1,6
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques	11,1	5,5	4,9	4,2	2,0	1,6
MÉMORANDUM						
Vitesse (PIB/M2+)	4,1	3,9	3,8			
Crédit au secteur privé/PIB	0,1	0,1	0,2			
Actifs étrangers nets/M2	0,6	0,7	0,6			
Avoirs intérieurs nets/M2	0,4	0,3	0,4			
Monnaie en circulation/M2	0,3	0,2	0,2			

Source: BCEAO

103. Les indicateurs de solidité financière ont indiqué que le système bancaire est resté sûr et résilient, caractérisé par des fonds propres solides, une liquidité suffisante et un taux brut de dégradation du portefeuille, en baisse au cours de la période considérée. La liquidité globale du système bancaire s'est établie à 5 566,8 milliards de FCFA à fin décembre 2022, contre 4 572,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une hausse de 21,75%. L'encours des crédits à la clientèle s'est fixé à 2 627,4 milliards de FCFA à fin décembre

2022 contre 1 974,8 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une augmentation de 33,04 %.

1.2.4. Secteur extérieur

104. Le déficit du compte courant s'est creusé pour s'établir à 607 milliards de FCFA (5,6 % du PIB) en 2022, contre un déficit de 407 milliards de FCFA (4,2 % du PIB) en 2021. Cette évolution est principalement due au creusement du déficit de la balance des biens, imputable à une hausse de la facture des importations, notamment celle des produits pétroliers.

105. Le déficit du compte des bien a atteint 373 milliards de FCFA (3,4 % du PIB) contre 195 milliards de FCFA (2,0 % du PIB) en 2021, en raison principalement de l'augmentation de 7,2 % des importations FOB à 2 375 milliards de FCFA (21,9 % du PIB) en 2022, contre 2 215 milliards de FCFA (22,6 % du PIB) en 2021.

106. Le déficit du compte des services s'est légèrement réduit, passant de 233,0 milliards de FCFA (2,4 % du PIB) en 2021 à 226,0 milliards de FCFA (2,1 % du PIB) en 2022. Le compte des revenus primaires est ressorti également déficitaire à 123,0 milliards de FCFA (1,1 % du PIB) en 2022, en dégradation par rapport au déficit de 105,0 milliards (1,1 % du PIB) en 2021. Cette détérioration fait suite à une hausse des paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure. Le compte des revenus secondaires s'est soldé par un excédent de 115,0 milliards de FCFA (1,1 % du PIB) en 2022 contre 126,0 milliards de FCFA (1,3 % du PIB) en 2021, en amenuisement reflétant la baisse des dons des partenaires au développement.

Tableau 2. 4: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Bénin

En milliards de FCFA	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
					En % du PIB			
A. Compte courant (1 +2 +3 +4)	-337	-157	-407	-607	-3	-1,4	-4,2	-5,6
1. Biens	-260	-90	-195	-373	-2,3	-0,8	-2	-3,4
Exportations	1,791	1,720	2,020	2,002	15,8	15,3	20,6	18,4
Importations	-2,051	-1,810	-2,215	-2,375	-18,1	-16,1	-22,6	-21,9
2. Services	-162	-161	-233	-226	-1,4	-1,4	-2,4	-2,1
3. Revenus primaires	-41	-70	-105	-123	-0,4	-0,6	-1,1	-1,1
4. Performance secondaire	127	163	126	115	1,1	1,4	1,3	1,1
Gouvernement	49	108	49	41	0,4	1	0,5	0,4
Autres secteurs	78	55	77	73	0,7	0,5	0,8	0,7
B. compte de capital (5 +6)	116	101	97	119	1	0,9	1	1,1
5. Autres transferts en capital	-	-	-3	55	0	0	0	0,5
6. Autres secteurs	116	101	147	65	1	0,9	1,5	0,6
A. Compte financier (7 +8 +9 +10)	-263	-362	-858	-497	-2,3	-3,2	-8,7	-4,6
7. **Investissement direct**	-112	-88	-168	-205	-1	-0,8	-1,7	-1,9
8. Investissements de portefeuille	-125	-76	-504	-172	-1,1	-0,7	-5,1	-1,6
9. Dérivés financiers	-	-	-	-	0	0	0	0
10. Autres investissements	-26	-198	-186	-120	-0,2	-1,8	-1,9	-1,1
D. Erreurs nettes et omissions	4	2	3	-	0	0	0	0
E- Balance globale (a+b-d+e)	46	307	550	10	0,4	2,7	5,6	0,1
Pour mémoire								
PIB a prix courants (en milliards de francs CFA)	11 303	11 257	9 810	10 855				
Réserves extérieures brutes en milliards de francs CFA		11 731,2	14 039,9	11 371,5				
Réserves extérieures brutes (en mois d'importations)		6,5	6,6	4,2				
Taux de change moyen (USD/CVE)		801,6	789,9	833,9				
Variation du taux de change moyen (en %)		1,0	1,5	-5,3				

Source : BCEAO

107. Le compte de capital a enregistré un excédent qui a augmenté de 23,5 % pour atteindre 119 milliards de FCFA (1,1 % du PIB) en 2022, après un excédent de 97 milliards de FCFA (1,0 % du PIB) en 2021. Le compte financier s'est soldé par un emprunt net (passif financier net) de 497,0 milliards de FCFA (4,6 % du PIB) en 2022, contre 858,2 milliards de FCFA (8,7 % du PIB) l'année précédente. La croissance des emprunts nets (passif financier net) provient des investissements directs (nets). En effet, les IDE (nets) ont atteint 205,0 milliards de FCFA (1,9 % du PIB) en 2022, après 168,0 milliards de FCFA (1,7 % du PIB) en 2021. Concernant les investissements de portefeuille et les autres investissements (nets), ils sont ressortis respectivement à 172,3 milliards de FCFA (1,6 % du PIB) et 120,0 milliards de FCFA (1,1 % du PIB), contre respectivement 504,0 milliards de FCFA (5,1 % du PIB) et 186,3 milliards de FCFA (1,9 % du PIB) en 2021.

1.3. Situation de la convergence macroéconomique

108. En ce qui concerne la convergence macroéconomique, le pays a rempli cinq (5) des six critères de convergence macroéconomique en 2022, comme en 2021 ; trois (3) critères de premier rang et deux (2) critères e second rang. S'agissant des critères de convergence de premier rang, le pays a satisfait à ceux relatifs au financement du déficit budgétaire par la banque centrale, à l'inflation annuelle moyenne et aux Réserves extérieures brutes, le critère relatif au déficit budgétaire n'ayant pas été respecté. Pour les critères de convergence de second rang, le pays a satisfait à la fois à ceux relatifs à la variation du taux de change nominal et à la dette publique.

Tableau 2. 5: Situation de la convergence macroéconomique du Bénin

Critères	Cible	2019	2020	2021	2022
Critères de premier rang		**4**	**3**	**3**	**3**
Déficit budgétaire (base engagements ; y compris dons)	≤3 %	0,5	-3,8	5,7	5,5
Taux d'inflation moyen annuel	≤5 %	-0,9	3,0	1,7	1,4
financement du déficit budgétaire par la Banque centrale,	≤10 %	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves extérieures brutes	≥ 3 mois	5,2	6,5	6,6	4,2
Critères de second rang		**2**	**2**	**2**	**2**
Variation du taux de change nominal	±10 %	-2,8	1,0	-1,5	-5,3
Ratio dette publique/PIB	≤70 %	41,3	36,9	49,8	54,1
Total des critères de convergence remplis		**6**	**5**	**5**	**5**

Source : Autorités du Bénin

1.4. Perspectives

109. Les perspectives économiques à moyen terme du Bénin sont positives. La croissance devrait atteindre 6,5 % en 2023, grâce à des réformes clés dans les domaines de l'agriculture et de la gouvernance, ainsi qu'à l'amélioration de la gestion des finances publiques et du climat des affaires. L'amélioration atténuée de l'approvisionnement en denrées alimentaires devrait réduire les tensions inflationnistes. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 4,3 % en 2023, tandis que la dette publique devrait diminuer à 53,8 % du PIB en 2023, sous l'hypothèse d'une forte croissance économique et de la mise en œuvre de meilleures stratégies de gestion de la dette au cours de cette période. Le déficit de la balance courante devrait se creuser à 6,1% % du PIB en 2023, reflétant l'évolution de la balance des biens.

110. En ce qui concerne la convergence macroéconomique, le pays devrait maintenir ses performances en 2023, avec un déficit budgétaire qui serait en dessus de la norme communautaire.

1.5. Conclusion et recommandations

111. Les activités économiques sont restées solides et l'inflation a été maîtrisée, malgré les pressions inflationnistes dans la sous-région consécutives à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Pour maintenir les performances actuelles et améliorer l'échelle de convergence, les autorités sont encouragées à prendre en compte les recommandations suivantes :

    i. renforcer les mesures en cours pour promouvoir les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture, le tourisme, l'économie numérique, en mettant fortement l'accent sur l'enseignement technique et la formation professionnelle ;
    ii. promouvoir le développement de l'industrie de transformation, par l'investissement du gouvernement dans les secteurs clés ; et
    iii. poursuivre les réformes fiscales et budgétaires, en hiérarchisant et en rationalisant les dépenses tout en améliorant la mobilisation des recettes, afin de ramener le déficit budgétaire dans la norme communautaire.

2. BURKINA FASO

2.1. Introduction

112. Les grandes orientations de la politique économique du Burkina Faso sont axées sur le Programme national de développement économique et social (PNDES) qui prennent en compte les défis liées au contexte économique et social. Le PNDES met l'axe sur les principales priorités ci-après:

- la consolidation de la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix ;
- l'approfondissement des réformes institutionnelles et la modernisation de l'Administration publique ;
- la consolidation du développement du capital humain durable et la solidarité ; et
- la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.

113. Au niveau de la politique budgétaire, les priorités concernent la mise en œuvre du Plan d'actions de la transition (PAT), la dynamique d'amélioration significative de la mobilisation des ressources propres et l'efficacité dans l'exécution des dépenses publiques.

114. La réalisation des objectifs du Gouvernement a été entravée au niveau international par les effets de contagion de la crise russo-ukrainienne, les tensions géostratégiques et au niveau national par la persistance des attaques terroristes, entrainant un déplacement interne massif de populations.

115. Dans ce contexte, l'activité économique en 2022 a connu un ralentissement, après la relance constatée en 2021. Ainsi, la croissance du PIB réel s'est établie à 3,0% contre 6,5% en 2021, reflétant le recul du secteur secondaire et la décélération de la croissance du secteur tertiaire.

116. Dans le domaine budgétaire, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est déroulée dans un contexte de resserrement des conditions financières extérieures, exacerbé par la faiblesse de la mobilisation des recettes intérieures. En conséquence, les principaux indicateurs budgétaires se sont détériorés avec un déficit budgétaire dons compris qui est passé de 6,1% du PIB en 2021 à 8,5% du PIB en 2022.

117. La situation monétaire est caractérisée par une progression de la masse monétaire de 2,4 % à fin 2022 contre 16,9 % à fin 2021, reflétant la progression des créances intérieures.

118. Les transactions du Burkina Faso avec le reste du monde en 2022 se sont soldées par une détérioration du solde global de la balance des paiements qui s'est affiché à un déficit de 5,3% du PIB contre un excédent de 5,8% du PIB en 2021.

119. Au titre de la convergence macroéconomique, le Burkina Faso a maintenu la même performance qu'en 2021, en respectant quatre (4) sur les six (6) critères de convergence, dont deux de premier rang (le financement du déficit par la Banque Centrale et le réserves de changes) et deux (2) de second rang.

2.2. Analyse sectorielle

2.2.1. Secteur réel

120. L'activité économique en 2022 a connu un ralentissement, après la relance constatée en 2021. En effet, la croissance du PIB réel s'est établie à 3,0%, contre 6,5% en 2021. Ce ralentissement s'explique par le recul du secteur secondaire et la décélération de la croissance du secteur tertiaire.

121. Le secteur primaire a affiché une progression de sa valeur ajoutée de 8,7%, après une contraction de 9,0% en 2021. Cette performance s'explique principalement par l'agriculture vivrière (+14,2%) et de l'« égrenage coton » (+5,7%), qui ont bénéficié de la bonne répartition spatiotemporelle des pluies et de la mise en œuvre des mesures gouvernementales de soutien au monde rural. En revanche, l'agriculture de rente a maintenu sa tendance à la baisse, avec une croissance de -5,5% en 2022, après une baisse de 21,6% l'année précédente. En ce qui concerne la branche « élevage et activités annexes à l'élevage », elle a réalisé une croissance de 1,7%, après 2,8% en 2021, grâce à l'amélioration de la couverture sanitaire des animaux et à la création d'un environnement favorable à une production animale durable.

122. Le secteur secondaire a connu une contraction de 6,1%, après une croissance de 8,3% en 2021, imputable à la contreperformance des branches « Construction » (-13,9%) et « Activités extractives » (-13,6%). Cette contreperformance a été atténuée par la bonne tenue des branches « Electricité-Eau-Assainissement » (+12,3%) et « Activités manufacturières » (+6,2%). La contreperformance des activités extractives est due, entre autres, à l'inondation et à la fermeture de la mine de zinc de Nantou Mining (Perkoa), à l'arrêt des activités de production, suite à des attaques terroristes des mines d'or de Somita (Taparko), BMC (Youga) et nord gold Samtenga (Samtenga) et à la baisse de la production des mines de Somisa (Sanbrado), Wahgnion gold operation(Niankorodougou), Semafo boungou (Boungou), Riverstone karma (Karma) et de Bissa gold sa (Bissa). Quant aux travaux de construction, leur contreperformance s'explique par l'arrêt des grands chantiers de construction et de bitumage, notamment des routes Kongoussi-Djibo (96 km), Kantchari-Diapaga frontière du Bénin (145 km) lot 2, Fada – Bogandé (129 km), Gounghin - Fada N'Gourma -Piéga - Frontière du Niger (218 km) et des travaux d'aménagement de pistes rurales dans certaines régions, dû à la situation sécuritaire et au contexte socio-politique.

123. Le secteur tertiaire a affiché une progression de 6,6%, après une croissance de 13,5% en 2021, bénéficiant de l'amélioration du climat des affaires et du dynamisme du tourisme interne. Cette progression est imputable principalement aux activités des branches « activités financières et d'assurance » (+13,4%), « activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau » (+11,5%), « commerce et réparation » (+7,7%), « transport et entreposage » (+2,6%) et « hôtellerie et restauration » (+1,6%). Cependant, le secteur a été négativement impactée par la non-tenue des manifestations,

telles que la Semaine nationale de la culture (SNC), le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Tour cycliste international du Faso et le Salon international du coton et du textile (SICOT).

Tableau 2. 6: Evolution du PIB et de ses composantes au Burkina Faso

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage					Contribution à la croissance				
PIB à prix constants	5,7	1,9	6,5	3,0	5,8	5,7	1,9	6,5	3,0	5,8
Secteur primaire	1,7	6,5	-9,0	8,7	4,4	0,4	1,3	-2,0	1,8	1,1
Agriculture vivrière	2,0	5,0	-10,5	14,2	4,3	0,3	0,5	-1,3	1,8	0,8
Agriculture de rente	2,1	20,6	-21,6	-5,5	11,6	0,1	0,8	-0,8	-0,2	0,4
Egrenage coton	-2,5	6,3	4,7	5,7	-16,8	-0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Elevage	1,0	2,0	2,8	1,7	0,9	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Secteur secondaire	2,3	6,4	8,3	-6,1	5,4	0,6	1,6	2,4	-1,7	1,3
Extraction d'Or	-1,2	21,0	7,1	-5,5	8,8	-0,1	2,2	1,0	-1,6	1,0
Production et Distribution d'Électricité, de Gaz et d'Eau	16,2	3,3	9,7	12,3	-3,3	0,1	0,0	0,2	0,2	-0,0
Travaux de construction, d'installation et de finition	4,2	-5,7	7,9	-13,9	0,8	0,1	-0,2	0,3	-0,5	0,0
Secteur tertiaire	8,4	-3,1	13,5	6,6	7,3	3,6	-1,4	5,5	2,8	3,1
Commerce	6,4	2,2	21,2	7,7	5,4	0,6	0,2	1,7	0,7	0,5
Transports	0,4	2,6	27,1	2,6	1,6	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
Hôtellerie et de restauration	0,4	-29,8	17,6	1,6	9,1	0,0	-0,6	0,2	0,0	0,1
Activités des postes et des télécommunications	4,0	1,6	10,2	1,3	4,9	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1
Activités financières et d'assurance	20,1	-6,3	6,1	13,4	0,1	0,4	-0,1	0,1	0,3	0,0
Activités de services personnels, de réparation et d'entretien	3,6	-8,4	10,0	11,5	25,6	0,1	-0,2	0,2	0,3	0,5
Activités d'administration générale	13,3	-0,5	12,1	3,5	6,1	1,3	-0,1	1,3	0,4	0,7
Impôts et taxes nets sur les produits	11,8	3,5	6,7	1,2	4,2	1,2	0,3	0,6	0,1	0,4
Consommation finale	7,5	0,2	5,3	7,4	7,9	6,1	0,2	4,2	5,8	6,4
Consommation finale privée (Ménage + ISBL)s	5,8	0,9	3,9	7,9	3,1					
Consommation finale publique	14,0	-2,0	12,8	5,1	10,7	2,4	0,4	2,2	0,9	2,0
Formation Brute de Capital	19,4	-1,3	13,8	-11,4	-13,8	4,4	-0,3	2,8	-2,6	-3,2
Formation brute de capital fixe (FBCF)	17,2	0,1	9,1	7,0	-0,8	3,4	0,0	1,8	1,4	-0,2
Privée	25,0	-3,5	-2,0	3,1	2,8					
Administrations	9,2	4,8	22,2	10,3	-4,7	0,9	0,4	2,0	1,1	-0,5
Variations des stocks	34,7	-12,8	136,8	-186,8	-216,0	1,0	-0,3	1,0	-4,0	-3,0
Exportations de biens et services	-5,5	14,1	3,0	-1,7	15,4	-1,6	3,6	0,9	-0,5	4,2
Importations de biens et services	10,1	5,0	4,7	-1,1	5,2	3,2	1,6	1,4	-0,3	1,6
Pour mémoire										
Inflation										
Moyenne annuelle	-3,2	1,9	3,9	14,1	5,5					
Fin de période	-2,3	3,2	8,0	9,6	6,1					

Source : Ministère de l'Economie et des Finances ; *Prévisions

124. En termes de contribution, le secteur primaire a contribué à la croissance du PIB à 1,8 point de pourcentage, contre -2,0 points de pourcentage en 2021 et sa part dans la formation du PIB est de 25,0% contre 20,5% en 2021. La contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB a chuté à -1,7 point de pourcentage, après e 2,4 points de pourcentage en 2021 et sa part dans le PIB se situe à 23,5% contre 27,6% en 2021. La contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB est passée de 6,1 points de pourcentage en 2021 à 2,9 points de pourcentage en 2022 et sa part à la formation du PIB est de 51,5% contre 51,9% en 2021.

125. Du côté de la demande, la croissance économique est imprimée par la consommation finale et la formation brute de capital fixe (FBCF). La consommation finale s'est accrue de 7,4% contre 5,3% en 2021, soutenue par ses deux composantes publique et privée. La FBCF a enregistré un accroissement de 7,0% contre 9,1% en 2021, résultant de la hausse de la FBCF publique (10,3%) et de la FBCF privée (3,4%) contre respectivement 22,2% et -2,2% en 2021. Les exportations de biens et services ont reculé de 1,7% contre une progression de 3,0% en 2021. Ce recul est, en grande partie, attribuable à la baisse des

exportations d'or non monétaire de 13,2%. De même, pour les importations ont diminué, en termes réel, de 1,1% contre une augmentation de 4,7% en 2021, en rapport avec la baisse des importations de biens d'équipement et de produits alimentaires, respectivement de 5,4% et de 5,3%.

126. Les pressions inflationnistes en 2022 ont été fortes au Burkina Faso, dues à la mauvaise campagne agricole 2021/2022 et aux difficultés d'approvisionnement induites par la crise sécuritaire, ayant réduit l'offre locale de produits alimentaires sur les marchés ainsi qu'à l'envolée des cours des denrées alimentaires importées. La hausse des prix des transports, qui découle du relèvement des prix du carburant, a également contribué à la hausse du taux d'inflation. En somme, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 9,6% en décembre 2022 contre 8,0% en décembre 2021. Quant à l'inflation en moyenne annuelle, elle est ressortie à 14,1% en 2022 contre 3,9% en 2021.

2.2.2. Finances publiques

127. L'exécution des opérations financières de l'Etat a été soutenue par la mise en œuvre des mesures innovatives visant à renforcer la mobilisation des recettes intérieures. Les principales mesures adoptées se déclinent comme suit:

i. la mise en service effective de la Direction des Moyennes Entreprises du Centre N°4 (DME-CIV) qui a permis d'améliorer la contribution des contribuables à régime dit « non déterminé » ;
ii. le renforcement du suivi des sociétés minières par la mise en place d'un service d'assiette et d'une brigade de vérification spécialisés au niveau de la Direction des Grandes Entreprises ;
iii. l'amélioration du taux de couverture du contrôle fiscal ;
iv. la poursuite des actions de maîtrise et d'apurement des arriérés fiscaux, de la généralisation de l'obligation de délivrance de la facture normalisée et de la digitalisation progressive des procédures fiscales.

v. le réajustement à la hausse des prix des hydrocarbures, la réintégration de la perception de la TVA sur les déclarations des sociétés minières, et l'amélioration de la prise en charge des marchandises par le déchargement des cargaisons à plus d'un article ;
vi. le renforcement de la lutte contre la fraude sous toutes ses formes, notamment la lutte contre le trafic du carburant et l'intégration du module « EXO» dans le SYDONIA WORLD ;
vii. l'effort des offices des douanes dans l'évaluation des marchandises importées ; et
viii. le meilleur suivi des marchandises en transit vers les bureaux de destination.

128. Les recettes totales et dons mobilisés en 2022 se sont élevés à 2.551,94 milliards de francs CFA (20,4% du PIB), en accroissement de 14,8% par rapport aux 2.223,83 milliards de francs CFA (19,8% du PIB) mobilisés en 2021. Cette hausse a été portée entièrement par

les recettes fiscales (21,6%); les recettes non fiscales et les dons s'étant inscrits en baisse respectivement de 9,0% et 4,9% sur un an.

129. En effet, les recettes totales ont été mobilisées à hauteur de 2.288,30 milliards de francs CFA (18,3% du PIB) contre 1.946,60 milliards de francs CFA (17,3% du PIB) en 2021, soit un accroissement de 17,6%, imputable exclusivement aux recettes fiscales (+21,6%), les recettes non fiscales s'étant contractées de 9,0% sur la même période. Dans un contexte marqué par le ralentissement de certaines activités économiques en raison de la crise sécuritaire, ce niveau de fiscalisation de l'économie dénote des efforts soutenus par les régies de recettes.

130. S'agissant des recettes fiscales, elles sont ressorties à 2.052,4 milliards de francs CFA (16,4% du PIB) en 2022 contre 1687,5 milliards de francs CFA (15,0% du PIB) en 2021, en hausse de 364,9 milliards de francs sur un an. L'accroissement de la mobilisation des recettes fiscales est imputable principalement aux impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (+150,6 milliards de FCFA), aux impôts sur les biens et services (+128,1 milliards de FCFA) et aux impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (+49,5 milliards de FCFA).

131. Les recettes non fiscales se sont établies à 235,81 milliards de FCFA (1,9% du PIB) en 2022, après 259,07 milliards de francs CFA (2,3% du PIB), en recul de 9,0%. Ce recul s'explique essentiellement par une diminution du recouvrement des loyers en lien avec le recouvrement exceptionnel de la licence 4G de la téléphonie mobile entre 2021 (32,5 milliards de francs CFA) et 2022 (8,0 milliards de francs CFA).

132. En ce qui concerne les dons, ils se sont tassés à 263,7 milliards de francs CFA (2,1% du PIB) en 2022 contre 277,24 milliards de francs CFA (2,5% du PIB) en 2021, en baisse de 4,9%. Cette évolution est é imputable aux dons programmes qui ont connu un repli de 20,6 milliards en 2022 par rapport à 2021, les dons projets ayant enregistré un croissement de 7,1 milliards à l'année précédente.

133. Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils se sont élevés à 3.617,8 milliards de francs CFA (28,9% du PIB) en 2022, après 2.867,2 milliards de francs CFA (25,5% du PIB), en accroissement de 26,2%. Cette évolution est imputable aussi bien aux dépenses courantes (+24,7%) qu'aux dépenses en capital (+31,4%).

134. Les dépenses courantes se sont ressorties à 2.353,6 milliards de francs CFA (18,8% du PIB) en 2022 contre 1.887,5 milliards de francs CFA (16,8% du PIB) en 2021. Cette évolution est attribuable aux salaires et traitements (+6,3%), aux transferts courants (+65,1%), aux dépenses de fonctionnement (+6,5%), ainsi qu'aux paiements au titre des intérêts de la dette (+19,2%).

135. La rémunération des salariés s'est située à 1009,1 milliards de FCFA (8,1% du PIB) contre 949,5 milliards de FCFA (8,4% du PIB) en 2021, soit une hausse de 6,3 %. Les dépenses

en biens et services, en accroissement de 6,5%, sont ressorties à 210,3 milliards de FCFA (1,7% du PIB) en 2022, après 197,5 milliards de FCFA (1,8% du PIB). Les paiements des intérêts sont passés de 192,6 milliards de FCFA (1,7% du PIB) en 2021 à 229,6 (1,8% du PIB) milliards de FCFA en 2022, en hausse de 19,2%. Cette progression s'explique essentiellement par celle des intérêts de la dette intérieure de 32,3 milliards de FCFA, notamment ceux liés aux titres publics (bons et obligations du Trésor).

136. S'agissant des transferts et subventions, ils se sont accrus de 65,1%, pour s'établir à 904,5 milliards de francs CFA (7,2% du PIB), après 547,9 milliards de francs CFA (4,9% du PIB) en 2021. Cet accroissement est en lien principalement avec la prise en compte des titres de la SONABHY (Titrisation moins-values 2021 de la SONABHY) d'un montant de 275,5 milliards de FCFA et le crédit relatif à la subvention aux cotonculteurs d'un montant de 72,8 milliards de FCFA.

137. Les dépenses en capital ont connu une hausse de 31,4%, pour se situer à 1.273,8 milliards de francs CFA (10,2% du PIB) en 2022, après 969,5 milliards de francs CFA (8,6% du PIB) en 2021. Les dépenses d'investissements financées sur ressources propres ont augmenté de 65,9%, tandis que les dépenses financées sur les ressources extérieures se sont contractées de 9,9% en 2022.

138. L'encours de la dette publique est ressorti à 6 737,2 milliards de FCFA (53,9% du PIB) au 31 décembre 2022 contre 5 998,3 milliards de FCFA (53,3% du PIB) à fin décembre 2021, soit une hausse de 12,3%, imputable à ses composantes intérieure et extérieure. La hausse de la dette extérieure est expliquée essentiellement par les tirages sur les prêts à hauteur de 266,5 milliards de FCFA en 2022. Quant à l'augmentation de la dette intérieure, elle est en lien avec la consolidation des engagements de l'Etat envers la SONABHY (204,5 milliards de FCFA) et des producteurs de coton (72,8 milliards de FCFA), ainsi qu'avec l'augmentation du stock des emprunts directs auprès des banques commerciales résidentes.

139. En termes de structure, la dette publique reste dominée par la dette intérieure qui représente 55,0% de la dette totale. Celle-ci se compose essentiellement de titres publics (75,4%). Les obligations du Trésor, dont le taux de rémunération moyen pondéré est de 6,2%, représentent 96,8% des titres publics. La dette extérieure, qui représente 45% de la dette totale, est majoritairement constituée de dette multilatérale concessionnelle (89,0%).

140. S'agissant du service de la dette publique de l'année 2022, il est évalué à 1 039,6 milliards de FCFA (8,3% du PIB), dont 356,5 milliards de FCFA au titre du remboursement des bons du Trésor. Ce service est constitué de 911,0 milliards de FCFA pour la dette intérieure (87,6%).

Tableau 2. 7 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Burkina Faso

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage				En pourcentage du PIB			
Recettes totales et dons	7,8	5,0	12,6	14,8	20,1	19,2	19,8	20,4
Recettes totales	14,2	-5,1	17,3	17,6	18,7	16,1	17,3	18,3
Recettes courantes	14,2	-5,1	17,3	17,6	18,7	16,1	17,3	18,3
Recettes fiscales	5,2	-3,4	22,5	21,6	15,2	13,4	15,0	16,4
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	19,5	1,9	25,3	26,3	4,8	4,4	5,1	5,8
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	6,4	10,5	11,1	na	0,1	0,1	0,1	0,0
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	0,3	-6,1	17,3	15,6	8,0	6,8	7,3	7,6
Droits et Taxes à l' importation (non compris TVA au cordon douanier)	9,3	-6,2	16,7	na	1,9	1,6	1,7	0,0
Droits et Taxes à l'exportation	-7,0	-18,4	-8,6	na	0,0	0,0	0,0	0,0
recettes non fiscales	82,8	-12,6	-8,1	-9,0	3,4	2,7	2,3	1,9
Dons	-37,6	135,3	-12,3	-4,9	1,4	3,1	2,5	2,1
Dons projets	-62,5	240,5	25,6	3,6	0,5	1,5	1,7	1,6
Dons programmes	-4,7	80,7	-49,3	-25,5	0,9	1,5	0,7	0,5
Dépenses totales et prêts nets	2,3	14,8	14,7	26,2	23,2	24,2	25,5	28,9
Dépenses totales	3,0	13,8	14,1	27,0	23,5	24,3	25,4	29,0
Dépenses courantes	18,9	4,9	9,5	24,7	17,6	16,7	16,8	18,8
Dépenses salaires et traitements	19,8	6,3	5,8	6,3	9,0	8,7	8,4	8,1
Dépenses de biens et Services	1,1	-11,2	12,1	6,5	2,1	1,7	1,8	1,7
Dépenses de Transferts et subventions	25,9	5,3	7,4	65,1	5,2	4,9	4,9	7,2
Intérêts dus	20,4	20,1	37,0	19,2	1,2	1,4	1,7	1,8
dont sur la dette extérieure	313,7	-75,4	21,5	16,4	1,0	0,2	0,3	0,3
Dépenses en capital	-26,2	40,1	24,3	31,4	5,9	7,6	8,6	10,2
Sur ressources propres	-20,6	17,7	6,8	65,9	4,5	4,8	4,7	7,0
Sur ressources externes	-39,4	109,1	54,6	-9,9	1,5	2,8	3,9	3,2
Solde global	-22,6	77,6	22,6	65,7	-3,2	-5,1	-5,7	-8,5
Solde global hors dons	-28,0	95,6	9,5	44,4	-4,6	-8,2	-8,2	-10,6
	En millions de FCFA				En pourcentage du PIB			
Encours de la dette publique	3952288	4765455	5998333	6737205,2	42,2	46,2	53,3	53,9
Dont dette extérieure	2031449	2452030	2643676	2848254,5	21,7	23,8	23,5	22,8
Dette intérieure	1920839	2313425	3354657	3888950,7	20,5	22,4	29,8	31,1

Source : Ministères des Finances

2.2.3. Secteur monétaire

141. Le marché monétaire a été actif durant l'année 2022. En effet, les appels d'offres d'injection de liquidités, aux maturités d'une semaine et d'un mois, réalisés par la BCEAO, ont enregistré des demandes d'avances de montants respectifs de 227 376,1 milliards de FCFA et 21 197,0 milliards de FCFA. Ces demandes ont été totalement satisfaites pour ces deux types d'injection de liquidités. Ces adjudications se sont opérées sans plafonnement. S'agissant du taux d'intérêt appliqué à ces injections, il est passé à un niveau fixe de 2,25% le 12 juillet 2022, à 2,50% le 4 octobre 2022, pour ressortir à 2,75% le 20 décembre 2022, aussi bien pour les échéances à une semaine que celles à un mois.

142. Les participants du Burkina Faso à ces opérations d'injection de liquidité ont bénéficié d'un montant global de 32 186,3 milliards de FCFA pour les injections à une semaine et 4 065,1 milliards de FCFA pour les injections à un mois, soit un cumul de 36 251,3 milliards de FCFA en 2022.

143. Le taux moyen mensuel du marché monétaire est passé de 2,0000% depuis le mois de juillet 2020 à 2,0833% en juin 2022, à 2,2500% en juillet 2022, à 2,3750% en septembre 2022, à 2,5000% en octobre 2022 pour ressortir à 2,6290% en décembre 2022.

144. S'agissant des conditions de banque et sur la base des informations issues de l'enquête de la BCEAO, le montant total des nouvelles mises en place de crédits s'est chiffré à 2 449,3 milliards de FCFA en 2022, en accroissement de 84,9 milliards de FCFA (+3,6%) sur un an. Le taux moyen appliqué aux crédits en 2022 s'est établi à 7,53% contre 7,57% en 2021, soit un repli de 0,04 point de pourcentage.

145. Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours de l'année 2022 s'établit à 826,8 milliards de FCFA contre un montant de 979,7 milliards de FCFA collectés l'année précédente, soit une diminution de 149,9 milliards de FCFA (-15,3%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,5342% en 2022 contre 5,7216% en 2021, soit une baisse de 0,1874 point de pourcentage.

146. La situation monétaire est caractérisée par un ralentissement de la progression de la masse monétaire de 2,4 % à fin 2022 contre 16,9 % à fin 2021, reflétant la détérioration des Actifs extérieurs nets (AEN). Les actifs extérieurs nets ont reculé de 25,2%, contre une hausse de 32,9 % une année auparavant, sous l'effet de la contraction des AEN de la BCEAO.

147. Les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont fortement effondrés de 233,5%, après une consolidation de 127,5% à fin décembre 2021, s'expliquant principalement par les opérations d'entretien de la circulation fiduciaire. Par contre, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts se sont renforcés de 19,7%, après avoir affiché une hausse de 22,0% à fin 2021, sous l'impulsion notamment de leurs souscriptions aux titres publics émis par les autres Etats de l'Union (+263,5 milliards) et des crédits octroyés aux entreprises privées des autres pays de l'Union (+227,1 milliards), dans un contexte de relance économique.

148. Les créances intérieures se sont affichées en accroissement de 26,1% contre 3,2% à fin décembre 2021, impulsé par les créances sur l'économie et les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale. Les créances sur l'économie se sont renforcées de 15,8%, après 11,5% à fin 2021. Cette progression est attribuable aux crédits accordés aux sociétés non-financières privées (+12,2%), aux ménages et ISBLSM (+17,0%), aux sociétés non-financières publiques (+29,5%) et au secteur financier non-bancaire (+35,3%). Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré un accroissement de 523,5% à fin décembre 2022, après une baisse de 134,8% à la même période de l'année précédente, imputable aux créances nettes de la BCEAO (+163,5%) et des banques (+665,1%).

149. Au niveau des composantes de la masse monétaire, la circulation fiduciaire a enregistré une décélération de 0,6% à fin 2022, après une hausse de 19,5% une année auparavant. Les dépôts transférables ont ralenti à une progression de 1,1 %, après 21,0% à fin décembre 2021. Les autres dépôts se sont affermis de 5,4%, après 10,5% à fin 2021.

150. L'activité bancaire, au cours de l'année sous-revue, a été marquée par le renforcement des emplois de 20,3% et l'augmentation des ressources de 7,8%. L'augmentation des emplois provient essentiellement des crédits à la clientèle (+22,3%), notamment les crédits à moyen et long termes (+21,5%) et ceux à court terme (+27,9%). Quant aux ressources, elles ont été tirées principalement par les dépôts et emprunts à court terme (+6,2%). Le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est ressorti à 5,81% en 2022, en baisse de 1,64

point de pourcentage sur un an. Le taux de provisionnement des créances en souffrance s'est élevé à 77,8% en 2022 en hausse de 6,6% point de pourcentage par rapport à 2021.

Tableau 2. 8: Evolution des principaux agrégats monétaires du Burkina Faso

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage				Contribution à la croissance de M2			
Actifs extérieurs nets	4,5	31,5	32,9	-25,2	1,7	11,7	13,7	-11,9
Banque centrale	-75,3	167,8	127,5	-233,5	-6,3	3,2	5,5	-19,5
Banques commerciales	26,4	24,2	22,0	19,7	8,0	8,5	8,2	7,6
Créances intérieures	12,7	10,2	3,2	26,1	9,3	7,7	2,3	16,3
Créances nettes sur l'Etat	165,3	25,9	-134,8	-523,5	2,5	1,0	-5,4	6,2
Créances à l'économie	9,4	9,3	11,5	15,8	6,8	6,7	7,6	10,0
Autres postes nets	16,3	12,3	-7,7	20,8	-2,0	-1,6	0,9	-2,0
Masse Monétaire	**9,1**	**17,8**	**16,9**	**2,4**	**9,1**	**17,8**	**16,9**	**2,4**
Circulation fiduciaire	13,5	6,4	19,5	-0,6				
Dépôts transférables	6,9	25,8	21,0	1,1				
Autres dépôts inclus dans M2	10,0	13,3	10,5	5,4				
Pour mémoire								
Vitesse de la monnaie (PIB/M2)	2,3	2,2	2,0	2,2				
AEN/M2	37,2	41,5	47,2	34,5				
AIN/M2	75,6	70,7	62,4	76,9				
CSP/PIB	31,1	30,9	31,6	32,9				
CF/M2	16,2	14,6	14,9	14,5				

Source: BCEAO Agence Burkina Faso

2.2.4. Secteur extérieur

151. L'évolution de secteur extérieur du Burkina Faso est caractérisée par une détérioration du solde global de la balance des paiements qui s'est affiché à un déficit de 664,68 milliards de FCFA (-5,3% du PIB) en 2022, contre un excédent de 648,74 milliards de FCFA (5,8% du PIB) en 2021.

152. Le compte courant est ressorti déficitaire de 663,68 milliards de FCFA (-5,3% du PIB), en détérioration par rapport au déficit de 42,84 milliards de FCFA (0,4% du PIB) en 2021, résultant de la dégradation de la balance des biens et du déficit des revenus primaires.

153. Le compte des biens a enregistré un excédent de 10,47 milliards de FCFA (0,1% du PIB), en baisse par rapport à celui de 698,18 milliards de FCFA (6,2% du PIB) constaté en 2021, reflétant l'augmentation des importations plus importante. Cette hausse est en lien avec l'alourdissement de la facture des produits pétroliers (+76,7%) et des produits alimentaires (+ 25,2%). Les exportations se sont situées à 3 214,0 milliards de FCFA (25,7% du PIB) contre 3 148,8 milliards de FCFA (28,0% du PIB) en 2021, soit une progression de 2,1%, principalement portée par des produits de base (+78,7 milliards de FCFA), dont le coton fibre (+35,5 milliards de F CFA). Quant aux importations, elles ont connu une hausse de 30,7%, passant de 2 450,6 milliards de FCFA (21,8% du PIB) en 2021 à 3 203,5 milliards de FCFA (25,6% du PIB) en 2022.

154. La balance des services a connu un déficit, en aggravation de 5,5% qui s'est affichée à 503,30 milliards de FCFA (-4,0% du PIB) contre 477,04 milliards de FCFA (-4,2% du PIB) en 2021. Cette situation est principalement due à la détérioration du solde des postes « Transport » et « Autres services ».

155. La balance des revenus primaires est ressortie déficitaire de 491,83 milliards de FCFA (-3,9% du PIB), après un déficit de 512,02 milliards de FCFA (-4,6% du PIB) en 2021,

reflétant la baisse des paiements nets des non-résidents au titre des revenus des investissements à hauteur de 23,2 milliards de FCFA.

156. La balance des revenus secondaires a connu un excédent en baisse de 3,8% pour se situer à 320,99 milliards de FCFA (2,6% du PIB) contre 333,72 milliards de FCFA (3,0% du PIB) en 2021. Cette diminution est imprimée principalement par les transferts courants au profit de l'Administration publique (-12,4%). Quant aux décaissements effectués au titre de l'aide budgétaire au profit de l'Administration publique, ils ont régressé de 20,7 milliards de FCFA.

157. Le compte de capital est demeuré excédentaire, passant de 235,72 milliards de FCFA (2,1% du PIB) en 2021 à 260,33 milliards de FCFA (2,1% du PIB) en 2022, en lien avec les transferts en capital au profit du secteur public (+23,5 milliards de FCFA).

158. En termes de contrepartie, le flux net résultant des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est soldé par des sorties nettes de ressources financières de 256,77 milliards de FCFA (-2,1% du PIB) contre des entrées nettes de ressources financières de 374,50 milliards de FCFA (3,3% du PIB) en 2021. Cette évolution résulte des sorties nettes de ressources financières au titre des autres investissements de 734,6 milliards de FCFA et des afflux nets d'entrée de ressources financières au titre des investissements de portefeuilles de 432,0 milliards de FCFA, ainsi que des investissements directs de -45,8 milliards de FCFA.

Tableau 2. 9: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Burkina Faso

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	2023*
Poste	**En milliards de FCFA**					**En pourcentage du PIB**				
Compte des transactions courantes	-306,92	269,29	42,84	-663,68	-435,03	-3,3	2,6	0,4	-5,3	-3,2
Biens et services	-325,46	184,63	221,14	-492,83	-307,54	-3,5	1,8	2,0	-3,9	-2,3
Biens	214,32	618,13	698,18	10,47	218,33	2,3	6,0	6,2	0,1	1,6
Marchandises générales	-1476,08	-1665,83	-1707,11	-2339,00	-2328,18	-15,8	-16,2	-15,2	-18,7	-17,2
Or non monétaire	1685,77	2279,28	2400,55	2344,68	2541,67	18,0	22,1	21,3	18,7	18,8
Services	-539,78	-433,50	-477,04	-503,30	-525,88	-5,8	-4,2	-4,2	-4,0	-3,9
Transport	-357,25	-253,36	-287,86	-305,08	-318,21	-3,8	-2,5	-2,6	-2,4	-2,4
Voyage	1,10	1,08	1,10	1,58	2,12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services	-183,63	-181,22	-190,28	-199,79	-209,78	-2,0	-1,8	-1,7	-1,6	-1,6
Revenus primaires	-299,46	-319,85	-512,02	-491,83	-419,76	-3,2	-3,1	-4,6	-3,9	-3,1
Revenus des salariés	8,20	13,39	13,65	14,75	-10,77	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1
Revenus des investissements	-288,24	-313,58	-503,62	-480,38	-383,20	-3,1	-3,0	-4,5	-3,8	-2,8
Autres revenus primaires	-19,42	-19,66	-22,05	-26,20	-25,79	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Revenus secondaires	318,00	404,50	333,72	320,99	292,28	3,4	3,9	3,0	2,6	2,2
Administrations publiques	169,28	235,02	146,18	127,68	90,89	1,8	2,3	1,3	1,0	0,7
Aides budgétaires	88,46	159,68	80,93	60,27	43,87	0,9	1,5	0,7	0,5	0,3
Autres secteurs	148,72	169,48	187,54	193,31	201,39	1,6	1,6	1,7	1,5	1,5
Dont : Envois de fonds des travailleurs	150,41	172,44	190,62	196,51	204,79	1,6	1,7	1,7	1,6	1,5
Compte de capital	125,93	197,27	235,72	260,33	298,27	1,3	1,9	2,1	2,1	2,2
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,13	0,23	0,23	0,24	0,24	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert en capital	125,80	197,04	235,49	260,09	298,02	1,3	1,9	2,1	2,1	2,2
Administrations publiques	71,77	141,93	179,30	202,80	239,59	0,8	1,4	1,6	1,6	1,8
Compte financier	-252,60	-8,47	-374,50	256,77	-484,88	-2,7	-0,1	-3,3	2,1	-3,6
Investissements directs	-85,86	52,75	20,43	-45,82	-78,24	-0,9	0,5	0,2	-0,4	-0,6
Investissements de portefeuille	-119,99	-105,78	-440,50	-432,01	-418,92	-1,3	-1,0	-3,9	-3,5	-3,1
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-46,75	44,56	45,57	734,60	12,28	-0,5	0,4	0,4	5,9	0,1
Erreurs et omissions nettes	-4,20	-4,28	-4,32	-4,57	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global	67,41	470,75	648,74	-664,68	348,12	0,7	4,6	5,8	-5,3	2,6

Source : BCEAO Burkina Faso, * Prévision

2.3. Situation de la convergence macroéconomique

159. Au titre de la convergence macroéconomique, le Burkina Faso a maintenu la même performance qu'en 2021. Il a respecté deux critères de premier rang (financement monétaire du déficit et réserves de changes) et les deux de second rang.

Tableau 2. 10: Situation de la convergence macroéconomique du Burkina Faso

Critères	Norme	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		**03**	**03**	**03**	**02**	**02**
Déficit budgétaire (base engagement, dons compris)	≤3%	3,2	5,2	6,1	8,5	6,3
Taux d'inflation en moyenne annuelle	<10%	-3,2	1,9	3,9	14,1	5,5
Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale	≤5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves extérieures brutes en mois d'importations	≥ 3	5,2	6,5	6,6	4,2	4,4
Critères de second rang		**02**	**02**	02	**02**	**02**
Variation du taux de change nominal	±10%	-2,8	1,0	-1,5	-5,3	2,4
Ratio dette/PIB	≤70%	42,2	46,2	53,3	53,9	60,0
Total des critères de convergence remplis		**05**	**05**	**05**	**04**	**04**

Source **:** AMOA/Ministères des Finances/ BCEAO, * Prévision

2.4. Perspectives

160. L'activité économique en 2023 resterait résiliente avec une croissance attendue à 4,9% qui serait soutenue par la dynamique de reconquête du territoire et une bonne campagne agro-pastorale, en dépit des tensions géopolitiques, des disfonctionnements dans les chaînes d'approvisionnement et des menaces terroristes. Concernant l'inflation, elle devrait connaître un amoindrissement pour se situer à 5,5%. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire ressortirait largement hors de la norme communautaire, avec un niveau de 6,3% en part du PIB. S'agissant des transactions du Burkina avec le reste du monde, il est attendu une amélioration du secteur extérieur attribuable à l'évolution de la balance des biens.

2.5. Conclusion et recommandations

161. L'activité économique est marquée en 2022 par un ralentissement de la croissance économique, imputable, en bonne partie, à la contraction du secteur secondaire, dans un contexte de fortes tensions inflationniste. Les finances publiques ont été caractérisées par un creusement du déficit budgétaire en 2022, largement imputable à l'augmentation des dépenses publiques. Au plan monétaire, l'évolution des agrégats monétaires est marquée par une forte détérioration des avoirs extérieurs nets, atténuée par un accroissement des créances intérieures. Au niveau des échanges extérieurs, ils se sont traduits par une détérioration du solde des transactions courantes. En matière de convergence, le Burkina Faso a respecté quatre (04) des six (06) critères de convergence dont deux de premier rang et les deux de second rang en 2022.

162. En vue d'améliorer la performance vis-à-vis des critères de convergence, les recommandations ci-après sont formulées à l'intention des autorités :

   i. poursuivre le développement des infrastructures de transports de qualité pour faciliter l'acheminement à moindre coût des produits agricoles des zones de production aux zones de consommation ;

ii. poursuivre le processus d'informatisation des procédures fiscales, notamment les offices des douanes (bureaux, brigades mobiles, postes), et renforcer la capacité des vérificateurs sur le contrôle en entreprises;

iii. poursuivre les réformes de modernisation et d'amélioration de l'efficacité des administrations fiscale et douanière afin d'augmenter de façon soutenue les recettes et promouvoir le civisme fiscal ;

iv. renforcer les systèmes d'escorte et de suivi satellitaire des marchandises en transit en impliquant davantage les agents dans la pose des balises au niveau des bureaux frontières et les brigades mobiles positionnées sur les axes routiers pour le pointage des véhicules en transit ;

v. poursuivre et renforcer l'interconnexion du système informatique douanier du Burkina Faso avec les pays voisins afin d'améliorer la fluidité du commerce transfrontalier et de réduire les risques de fraudes liés au transit communautaire ; et

vi. poursuivre les efforts de lutte contre le terrorisme, en renforçant la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national, en particulier dans les zones à fort potentiel de production et de services.

3. CABO VERDE

3.1. Introduction

163. La situation économique et financière du Cabo Verde en 2022 a été essentiellement marquée par la poursuite de la reprise entamée en 2021, après une récession enregistrée en 2020, sous la Covid-19. En effet, la réouverture de l'économie et la forte reprise du tourisme et des services connexes ont favorisé le dynamisme de l'économie.

164. L'activité économique en 2022 a été marquée par une forte croissance de 17,7% contre 6,8% en 2021, soutenue par les secteurs tertiaire et secondaire. Cette croissance a été réalisée dans un contexte de forte accélération de l'inflation. En effet, l'inflation moyenne annuelle s'est établie à 7,9% en 2022 contre 1,9% en 2021.

165. Au niveau des finances publiques, les opérations financières de l'Etat, au titre de l'année 2022, se sont soldées par une amélioration du déficit global qui s'est situé à 4,0% du PIB contre 7,4% du PIB l'année précédente, en liaison avec les performances des régies de recettes.

166. La situation monétaire s'est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire de 5,9%, sous l'impulsion des avoirs extérieurs nets et des créances intérieures. Les transactions extérieures en 2022 ont été marquées par un excédent de la balance globale des paiements, en lien avec les soldes excédentaires des comptes financier et de capital largement supérieurs au déficit de la balance des transactions courantes.

167. En matière de convergence, le Cabo Verde a respecté deux (2) critères de premier rang et un (01) de second rang en 2022, contre trois (03) critères de premier rang et un (01) de second rang en 2021.

3.2. Analyse sectorielle

3.2.1. Secteur réel

168. L'économie de Cabo Verde a enregistré une croissance réelle de 17,7% en 2022 contre 6,8% au cours de l'année précédente, après une contraction de 19,3% en 2020. Cette progression a été impulsée essentiellement par le dynamisme du secteur tertiaire, appuyé par le secondaire, le primaire ayant affiché un recul.

169. La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une baisse de 13,7% en 2022, après une hausse de 3,9% l'année précédente. Cette évolution s'explique par le repli de la valeur ajoutée des branches de « Agriculture » (-8,3%) et de la « pêche » (-30,2%).

170. Quant au secteur secondaire, sa valeur ajoutée a enregistré une hausse de 6,8% en 2022 contre 19,0% en 2021. La croissance du secteur a été soutenue essentiellement par les branches « Eau, électricité Gaz », de « l'industrie manufacturière », de « l'industrie extractive » et de « construction » qui ont enregistré des croissances respectives de 29,9%, 3,3%, 2,6% et 2,6%.

171. S’agissant de la valeur ajoutée du secteur tertiaire, elle s’est accrue de 20,0% contre 3,7% en 2021. Le secteur a été est particulièrement soutenu par les performances des branches des activités d'hébergement et de restauration (+264,4%), de transport et stockage (+45,8%) et du commerce et réparation (+ 34,2%), sous les effets de la reprise du tourisme. Cependant, la croissance des services non-marchand a été négative (-8,4%).

172. En termes de contribution à la croissance du PIB réel, le secteur primaire a contribué négativement à hauteur de 0,7 point de pourcentage en 2022 contre 0,2 point de pourcentage en 2021. La contribution du secteur secondaire est de 1,0 point de pourcentage contre 2,5 points de pourcentage en 2021 et celle du secteur tertiaire est de 13,2 points de pourcentage contre 2,5 points de pourcentage en 2021.

173. Du côté de la demande, la croissance économique a été soutenue par la consommation finale et la demande extérieure nette. En effet, la consommation finale a augmenté de 18,7% contre 6,3% en 2021, soutenue par la consommation privée qui s’est accrue de 28,3%, contre 6,6% en 2021. En revanche, la consommation publique s’est contractée de 7,0%, après une hausse de 5,4% l’année précédente. L’investissement s’est décéléré de 31,8%, contre une hausse de 12,0% en 2021.

Tableau 2. 11: Evolution du PIB et de ses composantes au Cabo Verde

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
Offre	**Variation en pourcentage**				**Contribution à la croissance**			
PIB réel	**-19,3**	**6,8**	**17,7**	**4,4**	**-19,3**	**6,8**	**17,7**	**4,4**
Secteur primaire	9,9	3,9	-13,7		0,4	0,2	-0,7	
Agriculture	8,9	1,7	-8,3		0,3	0,1	-0,3	
Pêche	13,3	11,6	-30,2		0,1	0,1	-0,4	
Secteur secondaire	-12,3	19,0	6,8		-1,5	2,5	1,0	
Industries extractives	-5,8	32,8	2,6		0,0	0,1	0,0	
Industrie manufacturière	-13,3	10,0	3,3		-0,7	0,5	0,2	
Construction	-5,4	32,8	2,6		-0,2	1,8	0,2	
Électricité et eau	-24,6	5,1	29,9		-0,6	0,1	0,6	
Secteur tertiaire	-21,4	3,7	20,0		-14,9	2,5	13,2	
Commerce et réparation	-34,6	15,7	34,2		-3,8	1,4	3,3	
Transport et entreposage	-46,9	-0,8	45,8		-6,2	-0,1	3,7	
Hébergement et restauration	-61,0	-21,4	264,4		-3,2	-0,5	4,9	
Activités financières et d'assurance	-12,3	-7,7	11,5		-0,9	-0,6	0,8	
Activités immobilières	5,5	8,1	6,8		0,5	1,0	0,8	
Administration publique et sécurité sociale	0,7	5,4	-8,4		0,1	0,7	-1,1	
Taxes nettes Subventions	-22,7	11,5	29,1		-3,3	1,6	4,2	
Demande								
Consommation finale	-17,0	6,3	18,7		-14,3	5,4	16,1	
Privée	-22,7	6,6	28,3		-15,0	4,2	17,8	
Publique	3,0	5,4	-7,0		0,5	1,3	-1,6	
Investissement	46,3	12,0	-31,8		13,3	6,2	-17,3	
Exportations	-58,9	3,1	100,7		-29,5	0,8	24,8	
Exportations de biens	-52,4	36,4	66,8		-7,7	3,1	7,4	
Exportations de services	-60,9	-8,5	117,5		-22,3	-1,5	17,9	
Importations	-17,3	8,6	13,1		-10,9	5,6	8,6	
Importations de biens	-10,1	10,7	12,2		-5,0	5,9	6,9	
Importations de services	-40,7	-0,9	17,4		-5,7	-0,1	1,7	
Pour mémoire								
PIB nominal (en millions d'escudos)	181 809	194 988	244 284					
Taux de change CVE/USD	96,8	93,2	105					
Inflation								
Moyenne	0,6	1,9	7,9	4,3				
Fin de la période	-0,9	5,4	7,6					

Sources : INE/AMAO * Prévision

174. Au titre de l’évolution des prix à la consommation, l’inflation moyenne annuelle s’est établie à 7,9% en 2022 contre 1,9% l’année précédente. Cette hausse est principalement due à l’accroissement des prix des produits locaux et des produits pétroliers sur le marché

international, les effets de la guerre russo-ukrainienne et les difficultés des chaines d'approvisionnement. Le renchérissement des produits locaux a été particulièrement notée au niveau des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolique » (15,7%) « Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques » (11,9%), « Transports » (11,1%), et « santé » (8,0%), « Loisirs, récréation et culture » (5,0%).

3.2.2. Finances publiques

175. L'exécution des opérations financières de l'Etat en 2022 s'est soldée par un déficit de 9 677,00 millions de CVE (4,0% du PIB) contre un déficit de 14371,00 millions de CVE (7,4% du PIB) en 2021. Cette évolution à la baisse du déficit s'explique par la hausse des recettes et dons (+8,138 millions de CVE) plus importante que celle des dépenses et prêts nets (+3,604 millions de CVE).

176. Les recettes totales et dons ont enregistré une hausse de 18,3 % pour s'établir à 52 663 millions de CVE (21,6% du PIB) en 2022 contre 44525 millions de CVE (22,8% du PIB) l'année précédente, en liaison avec la progression des recettes fiscales, ; les recettes non fiscales et dons ayant affiché des baisses. Les recettes fiscales se sont accrues de 31,6%, pour ressortir à 44 146 millions de CVE (18,1% du PIB) en 2022 contre 33 537 millions de CVE (17,2% du PIB) en 2021. Cette évolution fait suite à la hausse des recettes provenant des impôts sur le revenu, des impôts sur les sociétés, de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt spécial sur la consommation. En revanche, les recettes non fiscales ont affiché une baisse de 9,0% pour s'établir à 6 304 millions de CVE (2,6% du PIB) contre 6 924 millions de CVE (3,6% du PIB) en 2021, en lien avec le repli des ressources mobilisées au titre des revenus de propriétés et de la vente des biens et services appartenant à l'État. De même, les dons ont enregistré une baisse de 46,5% pour s'établir à 2131,0 millions CVE (0,9% du PIB) en 2022 contre 3985,0 millions de CVE (2,0%), en 2021, en lien avec la contraction des dons reçus aussi bien des gouvernements étrangers que ceux des organismes internationaux.

177. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont enregistré une hausse de 5,8% pour s'établir à 62340 millions de CVE (25,5% du PIB) en 2022 contre 58896 millions de CVE (30,2% du PIB) en 2021, sous l'impulsion des dépenses courantes ; les dépenses d'investissements ayant connu un repli. En effet, les dépenses courantes ont progressé de 6,6% pour s'établir à 58146 millions de CVE (23,8% du PIB) en 2022 contre 54542 millions de CVE (28,0% du PIB) l'année précédente. Cette évolution s'explique par l'accentuation des dépenses au titre des transferts et subventions (+6,4%), de l'acquisition des biens et services (4,4%) et du service de la dette publique (+26,3%) ; les dépenses relatives aux salaires et traitements ayant accusé une légère baisse de 0,7%. S'agissant des dépenses d'investissement, elles ont affiché un repli de 8,0% en 2022, en s'établissant à 4631 millions CVE (1,9% du PIB) contre 5037 millions de CVE (2,6% du PIB) un an auparavant.

178. En conséquence, le déficit global base engagement s'est fixé à 9,677 millions de CVE (4,0% du PIB) en 2022 contre un déficit de 14,371 millions de CVE (7,4% du PIB) l'année précédente. Hors dons, le déficit global base engagement est ressorti à 11,808 millions de CVE (4,8%du PIB) contre 18,356 millions de CVE (9,4% du PIB) en 2021.

179. Concernant la dette publique du Cabo Verde, son encours s'est établi à 295,2 milliards de CVE (120,9% du PIB) à fin 2022 contre 280,2 milliards de CVE (144,0% du PIB) à fin 202. La baisse du ratio d'endettement s'explique par les effets de rebasage du PIB. La progression de l'encours total est imputable à ses deux composantes extérieure et intérieure.

Tableau 2. 12: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Cabo Verde

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage				En pourcentage du PIB			
Total des recettes et dons	-22,2	-0,2	18,3	4,1	24,5	22,8	21,6	
Recettes intérieures	-24,2	13,1	18,7	2,9	21,3	22,5	21,3	
Recettes fiscales	-21,7	1,9	31,6	12,7	18,1	17,2	18,1	
Impôt sur le revenu	-22,8	-6,4	11,2		5,4	4,7	4,2	
Taxes sur les biens et services	-26,4	4,1	46,2		8,4	8,1	9,5	
Recettes douanières	-17,7	19,7	27,0		3,6	4,0	4,1	
Revenus de la propriété	-50,8	7,4	-72,4		0,6	0,6	0,1	
Vente de biens et de services	-39,4	16,9	24,4		2,0	2,2	2,2	
Amendes et autres pénalités	-51,4	-16,0	59,0		0,1	0,1	0,1	
Recettes non fiscales	-31,2	11,1	-9,0		3,4	3,6	2,6	
Dons	-6,3	-31,8	-46,5		3,2	2,0	0,9	
Dépenses totales et prêts	-1,9	-0,9	5,4		33,1	30,6	25,7	
Dépenses courantes	4,1	-1,8	6,6	2,0	30,5	28,0	23,8	
Salaires et traitements	6,1	1,4	-0,7		12,0	11,4	9,0	
Biens et services	38,9	-10,2	4,4		6,1	5,1	4,3	
Subventions et transferts	-10,1	2,3	12,1		9,8	9,3	8,3	
Paiements d'intérêt	-3,3	-11,8	26,3		2,7	2,2	2,2	
Intérêts nationaux	-5,2	11,9	1,7		1,6	1,7	1,4	
Intérêts étrangers	0,0	-49,5	112,9		1,0	0,5	0,8	
Dépenses en capital	-42,4	9,7	-8,0	-1,8	2,5	2,6	1,9	
Déficit budgétaire (dons compris)					-8,3	-7,4	-4,0	-5,3
Déficit budgétaire (hors dons)					-11,1	-9,4	-4,8	
Solde primaire courant					-8,1	-5,5	-2,3	
Dette totale (en % du PIB)					140,8	143,7	120,9	126,2
Dette intérieure (en % du PIB					101,5	101,9	37,1	40,8
Dette extérieur (en % du PIB					39,3	41,8	83,7	85,4

Source: Ministère des Finances du Cabo Verde ; Prévision

3.2.3. Secteur monétaire

180. Les Autorités monétaires du Cabo Verde ont maintenu inchangé l'orientation accommodante de la politique monétaire du pays, décidée le 1er avril 2020. Ainsi, le taux directeur est maintenu à 0,25%, le taux de facilité permanente de cession de liquidité à 0,5%, le taux de facilité permanente d'absorption de liquidité à 0,05%, le taux d'opération monétaire de financement à long terme à 0,75%, le taux de réescompte à 1,0% et le coefficient de réserves obligatoire à 10%.

181. Dans ce contexte, la masse monétaire a enregistré une hausse de 5,9% en 2022 contre 2,4% en 2021, sous l'impulsion des avoirs extérieurs nets et des créances intérieures. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 8,3% à fin 2022, contre 5,2% à fin décembre 2021. Cette hausse s'explique par le relèvement de 5,6% des avoirs extérieurs de la banque centrale et de 166,4% des avoirs extérieurs des banques primaires contre respectivement 3,0% et -608,1% en 2021. S'agissant des avoirs intérieurs nets (AIN), ils ont enregistré une

hausse de 4,8% contre 1,2%, tirés par l'augmentation des créances intérieures de 7,4% en 2022 contre 4,8% à fin décembre 2021. Cette évolution fait suite aux augmentations de 16,7% des créances nettes sur l'Etat et de 5,3% des crédits à l'économie. Le renforcement des créances sur le secteur public est en lien avec la hausse de 13,9% des concours en faveur du Gouvernement central. Quant à la progression des crédits à l'économie, elle s'explique notamment par le relèvement de 4,8% des crédits sur le secteur privé.

182. La croissance de la masse monétaire s'est reflétée sur l'accroissement de l'ensemble de ses composantes. Ainsi, la circulation fiduciaire, les dépôts transférables et la quasi-monnaie ont enregistré des hausses respectives de 7,2%, 11,9% et 1,6% contre des taux respectifs de 2,7%, 2,8% et 3,1% à fin 2021.

Tableau 2. 13: Evolution des principaux agrégats monétaires du Cabo Verde

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
ACTIF	Variation en %			Contribution à la croissance de M2		
Avoirs extérieurs nets (AEN)	-9,9	5,2	8,3	-3,6	1,6	2,7
Banque centrale (BCV)	-12,2	3,0	5,6	-4,5	1,0	1,8
Banques commerciales	-89,2	-608,1	166,4	1,0	0,7	0,9
Avoirs intérieurs nets (AIN)	12,0	1,2	4,8	7,7	0,8	3,3
Crédit intérieur net	6,7	4,8	7,4	4,8	3,5	5,6
Gouvernement	15,1	-0,6	16,7	1,9	-0,1	2,3
Secteur privé	4,8	6,1	5,3	2,8	3,6	3,3
Autres postes (net)	-38,9	61,6	32,8	2,9	-2,7	-2,3
PASSIF						
Masse monétaire au sens large (M2)	4,1	2,4	5,9	4,1	2,4	5,9
Masse monétaire au sens étroit (M1)	19,4	-8,1	11,3	8,7	-4,2	5,2
Monnaie en circulation	11,4	2,7	7,2	0,6	0,1	0,4
Dépôts transférables	20,4	-9,4	11,9	8,1	-4,3	4,8
Quasi-monnaie	1,0	3,1	1,3	0,6	1,7	0,7
Dépôts d'épargne	11,4	11,3	10,0	0,4	0,4	0,4
Dépôts à terme en monnaie nationale	4,3	4,9	-4,7	0,9	1,0	-1,0
Dépôts en monnaie des résidents	-17,6	3,6	23,9	-0,4	0,1	0,5
Dépôts des émigrés	0,1	1,6	3,0	0,0	0,4	0,8
Pour mémoire						
PIB nominal (en millions de CVE)	181 809	194 988	244 284			
Base monétaire (en millions de CVE)	54 642	66 904	69 922			
Multiplicateur monétaire (M2/RM)	3,7	3,1	3,2			
Vitesse de la monnaie (PIB/M2)	0,9	0,9	1,1			
Crédit au secteur privé/PIB	0,7	0,7	0,6			
Avoirs extérieures nets/M2	0,3	0,3	0,3			
Avoirs intérieurs nets/M2	0,7	0,7	0,7			
Monnaie en circulation/M2	0,1	0,1	0,1			

Sources : BCV/AMAO

3.2.4. Secteur extérieur

183. Les transactions du Cabo Verde avec le reste de monde ont été marquées en 2022 par un excédent de la balance globale des paiements, en lien avec l'amélioration du déficit de la balance des transactions courantes, renforcé par l'excédent des comptes financier et de capital. L'excèdent de la balance des paiements s'est fortement amélioré pour s'établir à 1,1% du PIB en 2022 contre 0,6% du PIB un an auparavant, du fait d'une réduction des besoins de financement (14 480,4 millions de CVE) plus importante que celle des flux nets des capitaux (10 765,4 millions de CVE).

184. Le compte courant a enregistré un déficit de 8 240,20 millions de CVCE (3,4 % du PIB) en 2022 contre un solde déficitaire de 23 083,40 millions CVE (11,8% du PIB) en 2021, lié principalement au renforcement de l'excédent de la balance des services. En effet, l'excédent de la balance des services est ressorti à 34 830,08 millions de CVE (14,4% du

PIB) contre un excédent de 5 633,11 millions de CVE (2,9% du PIB) en 2021, en rapport avec la hausse des exportations de voyages touristiques et de services de transport aérien, dans un contexte marqué par la reprise du tourisme. De même, l'excédent du compte des revenus secondaires s'est consolidé à 41975,88 millions de CVE (17,2% du PIB) en 2022 contre 40295,05 millions de CVE (20,7% du PIB) en 2021, sous les effets de la hausse de 13,1% des envois de fonds des émigrés, nonobstant la baisse de 29,9% des transferts publics.

185. Le déficit du compte des revenus primaires s'est aggravé, se situant à 2 991,9 millions CVE (1,2% du PIB) contre un solde déficitaire de 2 643,44 millions de CVE (1,4% du PIB) un an auparavant. Cette évolution est en lien avec la hausse de 29,0% (906,22 millions de CVE) du rapatriement des revenus des investissements étrangers plus important que la hausse des revenus nets de travail reçus (+558,01 millions de CVE).

186. Toutefois, l'impact de ces tendances a été atténué par le creusement du déficit de la balance des biens, qui a affiché un solde déficitaire de 82 054,18 millions de CVE (33,6% du PIB) en 2022, après un déficit de 66 368,09 millions de CVE (34,0% du PIB) l'année précédente. L'aggravation du déficit du compte des biens s'explique par l'accroissement des importations (+28 712,7 millions de CVE) plus important que celui des exportations (13 026,5 millions de CVE).

187. S'agissant du compte de capital, il a enregistré une réduction de son excédent, passant de 2 671,65 millions de CVE (1,4% du PIB) en 2021 à 2 308,87 millions de CVE (0,9% du PIB) en 2022, en lien notamment avec le repli des transferts de capital par les migrants.

188. En conséquence de ces évolutions, un besoin de financement de 5 931,3 millions de CVE s'est dégagé en 2022 contre un besoin de financement de 20 411,7 millions de CVE l'année précédente. Ce besoin de financement a été couvert par les flux des capitaux au titre de compte financier portant son excédent (entrées nettes) à 8 667,1 millions de CVE (3,5% du PIB) contre 19 432,5 millions de CVE (10,0% du PIB) en 2021. La baisse des flux des capitaux s'explique par la sortie des capitaux au titre de remboursement de la dette privée dans un contexte de réduction de décaissement des ressources au titre de la dette externe publique. Toutefois, il conviendrait de souligner la poursuite de la reprise des flux des investissements directs étrangers, qui ont affiché une hausse de 34,9% contre 570,13 millions de CVE en 2021.

189. En rapport avec ces évolutions, les réserves internationales brutes se sont établies à 68 994,5 millions de CVE en 2022 contre 65 630,0 millions de CVE en 2021, couvrant respectivement 6,8 et 7,5 mois d'importations de biens et services.

Tableau 2. 14: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Cabo Verde

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	En millions de escudos			en % du PIB		
Balance courante	**-27896,43**	**-23083,36**	**-8240,18**	-15,3	-11,8	-3,4
balance des biens	***-63832,20***	***-66368,09***	***-82054,24***	-35,1	-34,0	-33,6
Exportations	12495,59	16624,07	29650,60	6,9	8,5	12,1
Importations	76327,80	82992,16	111704,84	42,0	42,6	45,7
Balance des services	***7749,36***	***5633,11***	***34830,08***	4,3	2,9	14,3
Exportations	28960,88	26981,98	60762,45	15,9	13,8	24,9
Importations	21211,52	21348,87	25932,37	11,7	10,9	10,6
Revenus primaires	***-3718,91***	***-2643,44***	***-2991,90***	-2,0	-1,4	-1,2
Revenus secondaires	***31905,32***	***40295,05***	***41975,88***	17,5	20,7	17,2
transferts officiels	4745,38	4582,38	3212,12	2,6	2,4	1,3
Transferts de fonds des migrants				0,0	0,0	0,0
envois de fonds des émigrés	21348,38	28174,90	31442,04	11,7	14,4	12,9
Compte capital	**2243,10**	**2671,65**	**2308,87**	1,2	1,4	0,9
transferts officiels	1118,86	792,05	944,30	0,6	0,4	0,4
transferts privés	1118,75	1739,13	1342,96	0,6	0,9	0,5
Solde financier (hors Réserves internationales)	**-22688,38**	**-18344,54**	**-6064,06**	-12,5	-9,4	-2,5
investissement étranger direct	***-6158,09***	***-8570,13***	***-11559,16***	-3,4	-4,4	-4,7
IDE au Cap-Vert (participations + bénéfices réinvestis)	*5743,23*	*8889,86*	*13422,30*	3,2	4,6	5,5
Investissement de portefeuille	***-22,72***	***77,61***	***70,55***	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	***-8224,93***	***-10939,96***	***2821,52***	-4,5	-5,6	1,2
Avoirs de réserve	**-8282,64**	**1087,95**	**2603,03**	-4,6	0,6	1,1
PIB a prix courant	***181809,2***	***194988,2***	***244284,4***			
Réserves extérieures en millions de CVE	***63887,3***	***65629,9***	***68994,5***			
Réserves extérieures en mois d'importations de biens et services	**7,9**	**7,5**	**6,8**			

Source : Banque du Cabo Verde/AMAO

3.3. Situation de la Convergence macroéconomique

190. Au niveau de la convergence macroéconomique, le Cabo Verde a respecté trois (3) des six (6) critère ; deux de premier rang (financement monétaire du déficit budgétaire par la banque centrale et réserves extérieures brutes) et un de second rang (variation du taux de change).

Tableau 2. 15 : Situation de la convergence macroéconomique du Cabo Verde

Critère	Normes	2018	2019	2020	2021	2022
Critère de premier rang		***4***	***3***	***3***	***3***	***2***
Déficit budgétaire (base engagement, dons compris)	≤ 3%	2,3	2,5	9,0	7,4	4,0
Taux d'inflation moyen annuel	≤ 5%	1,3	1,1	0,6	1,9	7,9
Financement du déficit par la Banque centrale	≥ 10%	0	0	0	0	0
Réserves extérieures brutes en mois d'importation	≥ 3	5,6	6,9	7,9	7,5	6,8
Critère de second rang		***1***	***1***	***1***	***1***	***1***
Variation du taux de change nominale	± 10%	2,6	-2,8	1,0	1,7	-4,9
Dette publique en % du PIB	≤ 70%	117,1	108,5	141,2	144,0	120,9
Nombre total de critères respecté		**5**	**4**	**4**	**4**	**3**

Sources : Autorités du Cabo Verde et AMAO

3.4. Perspectives

191. La croissance économique du Cabo Verde ressortirait à 4,4% en 2023, portée principalement par le secteur tertiaire, sous l'impulsion des activités liées au tourisme, à l'Hébergement, à la restauration, au commerce et à la réparation et au Transport. L'activité économique se déroulerait dans un contexte de légère baisse des prix par rapport à 2022, avec une inflation dans les limites de 5,0%.

3.5. Conclusion et Recommandations

192. La reprise de l'économie du Cabo-Verde, amorcée en 2021 (6,8%), après une contraction de 19,3% en 2020, s'est renforcée avec une croissance de 17,7% en 2022. Toutefois, contrairement aux années précédentes, la croissance économique s'est réalisée dans un contexte marqué par de fortes pressions inflationnistes, en lien avec la hausse des prix des

produits pétroliers sur le marché international, et la perturbation des chaines d'approvisionnement causée par la guerre russo-ukrainienne. Nonobstant les efforts pour l'assainissement des finances publiques, le déficit budgétaire et le taux d'endettement public resteraient supérieurs aux normes communautaires en la matière. En matière de convergence macroéconomique, le Cabo Verde respecterait trois (03) critères de convergence.

193. Pour maintenir le Cabo Verde dans cette dynamique de croissance et améliorer le profil de convergence, les autorités devraient :

   i. mettre en œuvre des mesures de soutien au secteur agricole, notamment à travers la mécanisation et l'accroissement des intrants pour améliorer l'offre des produits locaux ;
   ii. mettre en œuvre des mesures visant la réduction du déficit budgétaire en vue de le contenir dans la limite de la norme de 3,0% du PIB ;
   iii. renforcer les stratégies de gestion de la dette pour garantir une réduction progressive de la dette publique à des niveaux viables ; et
   iv. renforcer la coordination entre les politiques budgétaires et monétaires afin d'assurer un bon ancrage des attentes inflationnistes.

4. COTE D'IVOIRE

4.1. Introduction

194. Les grandes orientations de la politique économique de la Côte d'Ivoire en 2022 portent sur la bonne tenue des finances publiques, la maîtrise de l'inflation et la soutenabilité de la dette publique. La conduite de la politique économique est marquée par l'accélération des investissements dans les infrastructures et les réformes prévus dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025, à travers notamment le renforcement de la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, la réalisation de la diversification et de la transformation structurelle de l'économie

195. Le Gouvernement ivoirien entend consolider ses actions en faveur de l'amélioration du climat des affaires. En ce qui concerne la transformation structurelle de l'économie, le Gouvernement ivoirien, à travers le projet des chaines de valeurs compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET) évalué à 108,62 milliards de FCFA, entrevoit améliorer la compétitivité des chaines de valeurs agricoles.

196. Face aux tensions inflationnistes occasionnées par la guerre en Ukraine auxquelles s'ajoutent les chocs sur l'offre locale de produits vivriers, les Autorités ont pris le 09 mars 2022 pour une durée de trois mois, un certain nombre de mesures, notamment l'exonération de certaines taxes, le plafonnement des prix des produits de grande consommation et le contrôle des prix pour préserver le pouvoir d'achat des ménages.

197. En matière de politique budgétaire, l'orientation pour l'exercice 2022 est axée sur l'amélioration du recouvrement des recettes intérieures, notamment des recettes fiscales, la gestion efficiente des dépenses courantes, l'accélération des investissements dans les secteurs moteurs de croissance et la soutenabilité de la dette publique. En conséquence, les objectifs macroéconomiques ci-après sont fixés pour l'année 2022 :

- un taux de croissance du PIB réel de 6,8% ;
- un déficit budgétaire à moins de 6,0% du PIB ;
- une inflation moyenne de 4,1% et en fin de période de 4,4% ; et
- un ratio de la dette publique à 60,0% du PIB.

4.2. Analyse sectorielle

4.2.1. Secteur réel

198. L'année 2022 a été marquée par un ralentissement de la croissance à 6,7%, après une accélération de 7,4% en 2021, en lien avec la baisse du rythme d'accroissement du secteur tertiaire.

199. La croissance du secteur primaire s'est établie à 5,1% en 2022 contre 2,7% en 2021, en lien avec la hausse de la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation et de celle vivrière. Bénéficiant de la bonne tenue des cours, de l'entrée en production de nouvelles variétés à haut rendement et de la bonne pluviométrie, l'agriculture d'exportation s'est accrue de

6,5%, contre 4,9% en 2021. L'agriculture vivrière a progressé de 3,5% contre une contraction de 0,4% en 2021, grâce notamment aux rendements améliorés combinés à de bonnes pratiques agricoles, à travers l'appui du programme social du Gouvernement PS-Gouv/volet Agriculture. La pêche a été moins dynamique, avec un accroissement de sa valeur ajoutée de 0,5% contre une hausse de 0,7% en 2021.

200. Le secteur secondaire a connu une accélération en affichant une croissance de 11,1% en 2022, contre 4,7% en 2021, portée principalement par les branches énergie, les BTP, l'extraction minière et les industries agro-alimentaires. La branche Energie s'est accrue de 20,3%, après un recul de 2,5% en 2021, résultant des effets combinés de l'augmentation de la production de l'énergie hydraulique et de l'énergie thermique (production à base de gaz). Tirant profit de l'offre accrue de l'énergie, les industries agro-alimentaires ont enregistré une croissance de 7,2%, contre une baisse de 2,5% en 2021. Les activités des BTP ont connu une hausse de 18,2% contre 8,3% en 2021, liée à l'accélération et au démarrage de chantiers de construction, notamment le 4ème pont d'Abidjan, la « Tour F » de la cité administrative du Plateau, le barrage de Gribo Popoli, ainsi que l'aménagement et le bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké. Les activités d'extraction minière se sont accrues de 10,8% contre 3,2% en 2021, découlant de l'amélioration des productions de pétrole brut (+6,0%), d'or (+13,4%), de gaz (+7,8%), et de nickel (+4,3).

201. Le secteur tertiaire a enregistré un ralentissement à 6,0%, après 11,5% en 2021, reflétant la baisse du rythme des activités de transports, de commerce et des télécommunications. Les activités de transports, bien qu'en ralentissement, sont restées bien orientées avec une croissance de 7,1% contre 15,1% en 2021. Toutefois, le secteur a bénéficié de l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air Côte d'Ivoire et de la construction du terminal roulier, du second terminal à conteneur, d'un terminal céréalier et d'un terminal minéralier. En dépit de la relance effective des activités économiques, la croissance du commerce et celle des télécommunications ont été moins vigoureuses, respectivement à 5,2% et 6,6% en 2022.

202. En termes de contribution à la croissance, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont contribué à la croissance respectivement à hauteur de 0,9 point de pourcentage 2,3 points de pourcentage et de 3,5 points contre respectivement 0,5 point de pourcentage, 1,0 point de pourcentage et 5,9 points de pourcentage en 2021.

203. Du côté de la demande, la croissance économique est principalement tirée par l'affermissement de la consommation finale (en hausse de 4,5% contre 4,6% en 2021) et la consolidation des investissements (+ 19,4% contre 8,6% en 2021). La hausse de la consommation finale est en lien à ses deux composantes publique (+5,7% contre +8,6% en 2021) et privée(+4,3% contre +4,0% en 2021), les ménages ayant bénéficié de l'augmentation des revenus et de la création d'emplois. La hausse des investissements est portée à la fois par les investissements du secteur privé et du secteur public, soutenus par la

poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures, portant ainsi le taux d'investissement global à 26,4% du PIB contre 24,0% en 2021. Les échanges extérieurs ont également favorisé la croissance, grâce à la hausse des exportations de biens et services de 10,2% contre 10,6% en 2021, en raison, notamment de la bonne tenue des produits transformés et des produits de rente. Les importations de biens et services se sont affichées en hausse de 7,2% après 14,2% en 2021, sous l'effet du dynamisme de l'économie.

Tableau 2. 16: Evolution du PIB et de ses composantes en Côte d'Ivoire

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage					Contribution à la croissance économique				
PIB à prix constants	**6,5**	**1,7**	**7,4**	**6,7**	**7,2**	**6,5**	**1,7**	**7,4**	**6,7**	**7,2**
Secteur primaire	2,4	8,9	2,7	5,1	-0,4	0,4	1,5	0,5	0,9	-0,1
Agriculture vivrière, élevage	-5,1	-1,7	-0,4	3,5	2,0	-0,3	-0,1	0,0	0,2	0,1
Agriculture d'exportation	4,9	14,0	4,9	6,5	-1,5	0,6	1,6	0,6	0,8	-0,2
Sylviculture	0,7	49,0	-23,7	-16,4	0,4	0,0	0,2	-0,1	-0,1	0,0
Pêche	32,0	-31,0	0,7	0,5	0,7	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	22,7	-0,6	4,7	11,1	12,2	4,3	-0,1	1,0	2,3	2,7
Extraction minière	2,3	-4,9	3,2	10,8	1,8	0,1	-0,1	0,1	0,2	0,0
Industries agro-alimentaires	10,0	-2,5	-2,5	7,2	7,8	0,6	-0,1	-0,1	0,4	0,4
Produits pétroliers	21,6	-6,1	9,8	10,0	7,0	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,1
Energie (gazeaulec)	32,9	5,4	-2,5	20,3	23,9	0,4	0,1	0,0	0,3	0,4
BTP	31,5	-7,9	8,3	18,2	21,9	1,3	-0,4	0,4	0,9	1,3
Autres industries manuf.	41,0	10,7	10,2	6,1	7,8	1,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Secteur tertiaire	-12,4	-2,3	11,5	6,0	8,3	1,8	0,3	5,9	3,5	4,6
Transports	-1,9	-3,9	15,1	7,1	9,5	-0,2	-0,3	1,3	0,6	0,9
Télécommunication	-10,9	9,7	11,8	6,6	9,0	-0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
Commerce	-1,7	1,2	10,8	5,2	7,8	-0,3	0,2	1,6	0,8	1,2
Autres services	-26,4	-6,3	9,8	6,2	8,1	-5,3	-0,9	1,3	0,8	1,1
FBCF	2,1	14,1	8,6	19,4	12,8					
Investissements privés	0,3	9,0	9,1	13,2	14,6					
Investissements publics	7,1	24,6	7,7	30,7	9,6					
Consommation finale	5,2	4,4	4,6	4,5	5,3					
Consommation des ménages	3,4	4,7	4,0	4,3	5,6					
Consommation publique	17,5	2,5	8,6	5,7	3,3					
Exportations de biens	9,2	-7,2	10,7	10,1	8,2					
Importations de biens	0,7	15,0	14,2	7,2	7,0					
Pour mémoire										
Inflation										
En moyenne annuelle	0,8	2,4	4,2	5,2	4,1					
En fin de période	-0,6	2,4	4,2	5,1	4,4					

Source : Ministère de l'Economie et des Finances, * Prévision

204. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte inflationniste induite par des perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les différentes crises, notamment la crise Russie-Ukraine, les prix mondiaux élevés de l'énergie et le déficit d'offre locale de la production agricole au cours de la campagne 2021/2022. Ainsi, l'inflation en moyenne annuelle est ressortie à 5,2% en 2022 contre 4,2% en 2021, tandis que l''inflation de fin de période s'est établie à 5,1% contre 4,2% une année auparavant.

4.2.2. Finances publiques

205. Le déficit budgétaire, malgré la bonne performance des régies financières de l'Etat caractérisée par une mobilisation accrue des recettes publiques, s'est aggravé, passant de 4,9% du PIB en 2021 à 6,8% du PIB en 2022. Il est imputable à la forte hausse des dépenses publiques tirée par l'exécution des projets d'infrastructures routières et sportives, en prélude à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations, aux subventions, à l'acquisition de matériel de sécurité, ainsi qu'à la revalorisation des salaires des fonctionnaires.

206. Les recettes totales et dons (y compris les recettes affectées) ont été mobilisés à hauteur de 6 385,90 milliards de FCFA (14,6% du PIB) contre 6 140,24 milliards de FCFA (15,4% du PIB) en 2021, soit une hausse de 4,0%. Cette performance est à mettre à l'actif des recettes fiscales qui ont été recouvrées à hauteur de 5 318,24 milliards de FCFA (12,2 % du PIB) contre 5096,01 milliards de FCFA (12,8 % du PIB) en 2021, soit une progression de 4,4%. Cette variation est la résultante d'une relance l'activité économique, après le ralentissement observé depuis 2020, suite à la crise sanitaire et des mesures de politiques et d'administrations fiscales. L'accroissement des recettes fiscales est le fait de sa composante intérieure qui a augmenté de 13,2%, les recettes douanières, ayant subi une baisse de 6,3% pour se situer à 2 097,1 milliards de FCFA contre 2 239,7 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une diminution de 6,3%. Ce repli s'explique principalement par les taxes sur les produits pétroliers qui ont enregistré une baisse de 379,9 milliards de FCFA. Les taxes hors produits pétroliers, quant à elles, ont augmenté de 219,9 milliards pour atteindre le niveau de 1 381,8 milliards de FCFA, en lien avec la forte progression des prix à l'importation (+19,0%) consécutive à la hausse des prix internationaux. Par contre, les recettes non fiscales sont en recul de 3,0% pour se situer r à 834,00 milliards de FCFA (1,9% du PIB), contre 859,63 milliards de FCFA (2,2% du PIB) l'année précédente.

207. Les dons ont été évalués à 233,65 milliards de FCFA (0,5% du PIB) contre 184,60 milliards de FCFA (0,5% du PIB) en 2021, soit une hausse de 26,6%, tirée par les dons programmes (+109,9%). Cependant, les dons-projets ont reculé de 56,8% pour s'établir à 39,85 milliards de FCFA (0,1% du PIB) en 2022.

208. Les dépenses budgétaires se sont accrues en 2022, sous l'effet des mesures prises par le Gouvernement pour faire face aux impacts de ces crises sur l'activité économique, notamment celles visant à soutenir certains secteurs d'activités tels que le secteur agricole et les meuniers. Ainsi, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 9 367,85 milliards de FCFA (21,4% du PIB), après s'être établies à 8 102, 04 milliards de FCFA (20,3% du PIB), soit une hausse de 15,6%.

209. Les dépenses courantes se sont élevées à 4764,71 milliards de FCFA (10,9% du PIB) contre 4654,64 milliards de FCFA (11,7% du PIB) en 2021, en hausse de 2,4%. Cette évolution est attribuable aux dépenses de personnel et aux dépenses de fonctionnement.

210. Les dépenses de salaires et traitements se sont chiffrées à 2 007,20 milliards de FCFA (4,6% du PIB) contre 1 859,57 milliards de FCFA (4,7% du PIB), soit une progression de 7,9%, en liaison avec la revalorisation des salaires des fonctionnaires en août 2022. Les dépenses de biens et services ont progressé à 1593,00 milliards de FCFA (3,6% du PIB) contre 1510,02 milliards de FCFA (3,8% du PIB) en 2021. En revanche, les subventions et transferts ont diminué de 15,3% pour s'établir à 767,74 milliards de FCFA (1,8% du PIB), après 906,80 milliards de FCFA (2,3% du PIB) en 2021.

211. Les dépenses d'investissement ont été réalisées à hauteur de 2 974,20 milliards de FCFA (6,8% du PIB) en 2022 contre 2 171,90 milliards de FCFA (5,5% du PIB) l'année précédente, soit une hausse de 36,9%. Cet accroissement s'explique par une accélération dans l'exécution de projets d'infrastructures routières et sportives en prélude à la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en 2023. Ces dépenses d'investissement ont été financées à hauteur de 1 501,4 milliards de FCFA (3,4% du PIB) par des ressources internes et 1 472,8 milliards de FCFA ((3,4% du PIB) par des ressources extérieures.

212. Les intérêts sur la dette ont été payés à hauteur de 970,31 milliards de FCFA (2,2% du PIB), contre 784,5 milliards de FCFA (2,0% du PIB), un an plus tôt. Ils se décomposent de 447,50 milliards de FCFA (1,0% du PIB) pour l'intérieur et de 522,84 milliards de FCFA (1,2% du PIB) pour l'extérieur.

Tableau 2. 17 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Côte d'Ivoire

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	2023*
En milliards FCFA	**Variation en pourcentage**					**En pourcentage du PIB**				
RECETTES ET DONS	8,3	2,5	16,1	4,0	19,4	14,7	14,6	15,4	14,6	15,9
RECETTES	8,1	4,3	16,9	3,3	18,7	13,9	14,1	15,0	14,1	15,2
Recettes fiscales (y/c recettes affectées et parafiscalité)	8,3	3,6	17,0	4,4	20,8	12,0	12,0	12,8	12,2	13,4
Impôts directs	4,2	4,2	18,3	16,4	12,3	3,2	3,2	3,5	3,7	3,8
Impôts sur biens et services	14,2	2,6	23,6	9,7	14,9	2,8	2,8	3,1	3,1	3,3
Impôts directs	7,5	-17,3	16,6	9,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur biens et services	6,1	30,2	-12,7	-6,1	-12,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits & taxes à l'importation	10,1	11,0	16,7	-9,3	27,7	3,8	4,1	4,3	3,6	4,2
Droits & taxes à l'exportation	7,2	-8,5	2,4	-2,0	24,8	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0
Recettes non fiscales	6,7	9,1	16,2	-3,0	5,2	1,9	2,0	2,2	1,9	1,8
DONS	11,7	-29,7	-4,5	26,6	37,7	0,8	0,5	0,5	0,5	0,7
Dons-projets	22,9	-5,6	-9,0	-56,8	199,4	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
Dons-programme	5,5	-45,1	0,5	109,9	4,4	0,5	0,3	0,2	0,4	0,4
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	4,1	22,1	11,7	15,6	8,2	16,9	20,0	20,3	21,4	21,2
Dépenses courantes	6,0	17,1	9,5	2,4	3,0	10,3	11,7	11,7	10,9	10,2
Personnel	5,0	7,3	1,7	7,9	11,7	4,9	5,0	4,7	4,6	4,7
Prestations sociales	11,8	6,5	5,2	5,0	8,2	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9
Subventions et autres transferts	6,8	54,6	36,1	-15,3	-19,2	1,2	1,8	2,3	1,8	1,3
Dépenses de fonctionnement	5,1	21,1	8,3	5,5	1,5	3,3	3,8	3,8	3,6	3,4
Dépenses en capital	-3,1	27,7	13,4	36,9	9,6	4,3	5,3	5,5	6,8	6,8
Financement intérieur	9,3	27,5	-1,3	23,5	1,2	2,7	3,3	3,0	3,4	3,1
Financement extérieur	-20,4	29,4	38,1	58,0	13,8	1,5	1,9	2,3	3,4	3,5
Intérêt sur la dette publique	20,0	27,4	18,2	23,7	25,6	1,5	1,8	2,0	2,2	2,5
Dette intérieure	7,5	23,4	20,5	35,8	23,2	0,6	0,8	0,8	1,0	1,2
Dette extérieure	31,2	30,4	16,6	14,9	27,6	0,9	1,1	1,1	1,2	1,4
Solde budgétaire (dons compris)	-16,8	150,3	-0,2	52,0	-15,7	-2,2	-5,4	-4,9	-6,8	-5,2
S Solde budgétaire (hors dons)	-10,9	103,6	-0,6	49,8	-11,8	-3,0	-6,0	-5,4	-7,4	-5,9
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
	En milliards de FCFA					**En pourcentage du PIB**				
Dette totale	13300,2	16802,3	2026,80	24774,4	29091,00	37,9	46,3	50,9	56,7	51,4
Intérieure	4432,7	6045,6	7959,2	9705,30	11306,60	12,6	16,7	20,0	22,2	19,9
Extérieure	8867,5	10756,7	12311	15069,10	17784,40	25,3	29,7	30,9	34,5	31,5

Source : Ministère des Finances, * Prévision

213. A fin décembre 2022, l'encours de la dette publique s'est élevé à 24 774,40 milliards de FCFA (56,7 % du PIB) contre 20269,80 milliards de FCFA (50,9% du PIB) en 2021. Cet encours est composé de 15 069,10 milliards de FCFA (34,5% du PIB) de dette extérieure et de 9 705,30 milliards de FCFA (22,2% du PIB) de dette intérieure. Cette hausse de l'encours nominal de la dette publique sur cette période est le reflet du financement du vaste programme d'investissement public inscrit aux différents Plans Nationaux de Développement (PND).

4.2.3. Secteur monétaire

214. L'évolution des agrégats monétaires à fin 2022 par rapport à fin décembre 2021est caractérisée par une hausse de la masse monétaire, un fléchissement des avoirs extérieurs nets, une augmentation du crédit intérieur et une progression des interventions de l'Institut d'émission en faveur des banques et de l'Etat. La masse monétaire (M2) a affiché une croissance de 9,0% à fin décembre 2022, contre 18,7% une année auparavant, en ralentissement traduisant l'accroissement des avoirs intérieurs nets contenu par la baisse des avoirs extérieurs nets.

215. Les avoirs extérieurs nets sont ressortis en décélération à 7,6% à fin décembre 2022, après une progression de 34,0% à fin décembre 2021. Les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont affichés en baisse de 21,8% à fin 2022, alors qu'ils s'étaient renforcés de 23,2% à fin décembre 2021. Par contre, les actifs extérieurs nets des banques de dépôts se sont accrus de 25,4% contre 68,1% un an plutôt.

216. Les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 15,2% à fin 2022 contre 13,9% à fin 2021, sous l'impulsion des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'administration centrale. Les créances sur l'économie se sont consolidées à fin décembre 2022 avec un accroissement de 7,3%, après 12,5% à fin décembre 2021. Les créances nettes sur l'Administration Centrale ont augmenté de 27,7% contre 18,1% à fin décembre 2021.

Tableau 2. 18 : Evolution des principaux agrégats monétaires de la Côte d'Ivoire

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage				Contribution à la croissance de M2			
Actifs								
Avoirs extérieurs nets	23,0	25,6	34,0	-7,6	4,8	5,9	8,2	-2,1
Banque Centrale	23,6	13,5	23,2	-21,8	4,1	2,6	4,3	-4,1
Banques de dépôts	19,8	90,0	68,1	25,4	0,7	3,3	3,9	2,1
Avoirs intérieures nets	**7,5**	**19,7**	**13,9**	**15,2**	**6,0**	**15,2**	**10,6**	**11,1**
Créances nettes sur l'administration centrale	20,4	40,0	18,1	27,7	4,9	10,4	5,4	8,2
Banque Centrale	35,7	37,7	92,0	-3,1	1,5	2,0	5,5	-0,3
Banques de dépôts	17,1	40,6	-0,5	42,5	3,3	8,4	-0,1	8,5
Créances sur l'économie	6,1	9,2	12,5	7,3	4,4	6,4	7,8	4,3
Passif								
Masse monétaire (M2)	10,8	21,1	18,7	9,0	10,8	21,1	18,7	9,0
Disponibilité monétaire (M1)	9,4	25,0	19,5	11,5	6,5	17,0	13,7	8,1
Base monétaire (BM)	22,0	22,1	23,4	4,6	7,4	8,2	8,8	1,8
Circulation fiduciaire	10,3	22,2	13,1	6,8	2,6	5,5	3,3	1,6
Dépôts à vue	8,9	26,7	23,1	14,0	3,9	11,4	10,3	6,5
Dépôts à terme	13,7	12,8	17,0	3,0	4,3	4,1	5,1	0,9
Pour mémoire								
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	2,7	2,7	2,6	2,7				
Vitesse de la monnaie (PIB/M2)	3,3	2,8	2,6	2,6				
CSP/PIB	21,2	22,4	23,0	22,5				
AEN/M2	23,2	24,1	27,2	23,0				

Source : BCEAO

217. Au niveau du passif, l'augmentation de la masse monétaire s'est traduite par la consolidation des dépôts transférables et la hausse de la circulation fiduciaire. La base monétaire a progressé de 4,6% contre une hausse de 23,4% à fin 2021. La circulation fiduciaire est ressortie en hausse de 6,8% contre 13,1% à fin 2021, tandis que les dépôts transférables ont réalisé un accroissement de 14,0%, après 23,1% à fin décembre 2021. En ce qui concerne les autres dépôts inclus dans la masse monétaire, leur augmentation a été de 3,0%, moins importante que celle de 17,0% enregistrée en 2021.

4.2.4. Secteur extérieur

218. Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 3 005,21 milliards de FCFA (6,9% du PIB) en 2022 contre un déficit de 1 593,82 milliards de FCFA (4,0% du PIB) enregistré un an plus tôt, reflétant la forte contraction de 58,4% de l'excédent de la balance des biens et la détérioration des soldes des comptes de des services, des revenus primaires et des revenus secondaires.

219. Le solde de la balance des biens a affiché un excédent de 704,57 milliards de FCFA (1,6% du PIB) en 2022 contre un excédent 1 693,21 milliards de FCFA (4,3% du PIB) en 2021. Cette évolution est due à une progression de la valeur des importations de biens plus importante que celle des exportations, en liaison avec le renchérissement des produits alimentaires, biens intermédiaires et d'équipements, ainsi que des produits pétroliers.

220. Les exportations de marchandises ont augmenté de 19,3% pour s'établir à 10 138,61 milliards de FCFA (23,2% du PIB) en 2022, après 8 495,61 milliards de FCFA (21,3% du PIB) en 2021. Cette progression s'expliquerait par celle e des ventes en valeur de l'huile de palme (+60,8%), du cacao transformé (+16,9%), du café (+190,2%), des produits transformés des produits pétroliers (+123,2%), du caoutchouc (+35,9%), de la noix de cajou (+6,7%) et du pétrole brut (+63,4%).

221. Les importations de biens FOB ont augmenté à 9 434,04 milliards de FCFA (21,6% du PIB) contre 6 802,40 milliards de FCFA (17,1% du PIB) en 2021, soit une hausse de 38,7%. Cette hausse des importations a été entraînée par l'accroissement en valeur des importations des produits pétroliers de 126,2%, des produits alimentaires de 21,0%, des autres biens de consommation de 12,4%, des biens intermédiaires de 29,9% et des biens d'équipement de 29,1%.

222. Le déficit de la balance des services s'est creusé à 2105,70 milliards de FCFA (4,8% du PIB) contre 1671,20 milliards de FCFA (4,2% du PIB) en 2021, en augmentation de 26,0%. Cette importante hausse s'expliquerait aussi bien par le relèvement du coût mondial du fret des marchandises que par le niveau élevé de la valeur des importations de biens.

223. Le déficit du compte des revenus primaires s'est accentué pour se situer à 1 362,35 milliards de FCFA (3,1% du PIB), après 1240,70 milliards de FCFA (3,1% du PIB) en 2021, principalement sous l'effet de l'accroissement des paiements d'intérêts sur la dette publique (+522,8 milliards).

224. Le déficit du compte des revenus secondaires s'est également aggravé pour s'établir à 241,74 milliards de FCFA (0,6 % du PIB) contre 375,13 milliards de FCFA (0,9 % du PIB) en 2021, traduisant l'accroissement des transferts de fonds des travailleurs à l'extérieur (+300 milliards).

225. Le compte de capital est ressorti excédentaire de 40,65 milliards de FCFA (0, 1% du PIB) contre un excédent de 91,56 milliards de FCFA (0,2% du PIB) en 2021, soit un reflux de 55,6%, en relation avec la réduction des transferts en capital.

226. Le compte financier a enregistré une entrée nette de ressources financières de 2 644,25 milliards de FCFA (6,1% du PIB) dans l'économie ivoirienne en 2022, plus importante que celle de 2021 (2 595,56 milliards de FCFA, soit 6,5% du PIB), sous l'impulsion des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et des tirages sur les prêts projets de l'Administration publique. Toutefois, cette hausse est insuffisante pour contrebalancer l'accentuation du déficit des comptes de transactions courantes et de capital. En conséquence, le solde global est ressorti déficitaire de 320,3 milliards de FCFA (-0,7% du PIB), après un excédent de 1 095,6 milliards de FCFA (2,8% du PIB) en 2021.

Tableau 2. 19: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire

LIBELLE POSTE	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023
	En milliards de FCFA					En pourcentage du PIB				
a- Compte des transactions courantes	-790,315	-1136,38	-1593,82	-3005,21	-2932,06	-2,3	-3,1	-4,0	-6,9	-6,1
1- Biens et services	533,1996	329,0016	22,01157	-1401,13	-1291,96	1,5	0,9	0,1	-3,2	-2,7
Balance des biens	1846,374	1716,49	1693,212	704,5708	750,0161	5,3	4,7	4,3	1,6	1,6
Exportations de biens FOB dont :	7399,174	7194,821	8495,612	10138,61	10153,31	21,1	19,8	21,3	23,2	21,2
CACAO EN FEVES	2094,868	2085,475	2379,508	1994,875	2178,921	6,0	5,8	6,0	4,6	4,5
CACAO TRANSFORME	804,8101	885,9883	934,5947	1092,34	1173,061	2,3	2,4	2,3	2,5	2,4
CAFE (Vert et transformé)	133,2284	90,41227	64,84306	108,3403	86,6855	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2
COTON en masse	211,874	164,8696	235,9305	232,8742	212,5946	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4
PETROLE BRUT	528,3636	256,4218	316,4056	517,0199	441,5798	1,5	0,7	0,8	1,2	0,9
Importations de biens FOB	-5552,8	-5478,33	6802,4	9434,044	-9403,29	-15,8	-15,1	17,1	21,6	-19,6
PRODUITS ALIMENTAIRES	-1230,21	-1251,09	-1596,58	-1932,4	-2023,49	-3,5	-3,5	-4,0	-4,4	-4,2
PRODUITS PETROLIERS	-1315,27	-1184,83	-1335,47	-3020,2	-2621,84	-3,7	-3,3	-3,4	-6,9	-5,5
BIENS INTERMEDIAIRES	-1124,49	-1075,03	-1436,36	-1865,38	-1833,26	-3,2	-3,0	-3,6	-4,3	-3,8
BIENS D'EQUIPEMENT	-1094,15	-1116,23	-1405,6	-1814,63	-1939,28	-3,1	-3,1	-3,5	-4,2	-4,0
Balance des services	-1313,17	-1387,49	-1671,2	-2105,7	-2041,97	-3,7	-3,8	-4,2	-4,8	-4,3
Dont voyage	262,773	95,61607	140,7	175,8473	262,7734	0,7	0,3	0,4	0,4	0,5
Dont fret et assurances	-948,036	-974,669	-1260,09	-1663,98	-1626,12	-2,7	-2,7	-3,2	-3,8	-3,4
2- Revenu primaire	-985,758	-1062,77	-1240,7	-1362,35	-1459,1	-2,8	-2,9	-3,1	-3,1	-3,0
Dont intérêts sur la dette publique	-299	-390,256	-455	-522,841	-596,598	-0,9	-1,1	-1,1	-1,2	-1,2
3- Revenu secondaire	-337,757	-402,619	-375,13	-241,742	-181,003	-1,0	-1,1	-0,9	-0,6	-0,4
- Administrations publiques	94,381	22,56301	10,52	92,54709	109,5291	0,3	0,1	0,0	0,2	0,2
Dont aides budgétaires reçues	167,5	91,86855	92,32	190,2	202,3291	0,5	0,3	0,2	0,4	0,4
- Autres secteurs	-432,138	-425,182	-385,65	-334,29	-290,532	-1,2	-1,2	-1,0	-0,8	-0,6
Dont envois de fonds des travailleurs	-373,46	-384,04	-351,7	-300	-255,9	-1,1	-1,1	-0,9	-0,7	-0,5
b- Compte de capital	105,273	100,3713	91,558	40,653	119,4266	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
Transferts de capital	107,533	101,4	92,458	40,653	119,4266	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
- Administrations publiques	107,4	101,4	92,258	39,853	119,3266	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
- Autres secteurs	0,133	0	0,2	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-685,042	-1036,01	-1502,26	-2964,56	-2812,64	-2,0	-2,9	-3,8	-6,8	-5,9
d- Compte financier	-1164,17	-1641,8	-2595,44	-2644,25	-1981,62	-3,3	-4,5	-6,5	-6,1	-4,1
6- Investissement direct	-433,377	-409,58	-614	-626,54	-644,256	-1,2	-1,1	-1,5	-1,4	-1,3
7- Investissements de portefeuille	-9,57577	-531,747	-751,54	-276,3	-229,287	0,0	-1,5	-1,9	-0,6	-0,5
8- Dérivés financiers	0,146	0	0,81	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	-721,368	-700,469	-1230,71	-1741,41	-1108,08	-2,1	-1,9	-3,1	-4,0	-2,3
e- Erreurs et omissions nettes	-1,496	1,161807	2,44	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
f- Solde global	477,6363	607	1095,616	-320,309	-831,017	1,4	1,7	2,8	-0,7	-1,7

Source : BCEAO

4.3. Situation de la convergence macroéconomique

227. Au titre de la convergence macroéconomique, le pays a respecté quatre (4) des six (6) critères en 2022, dont deux de premier rang (financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et réserves extérieurs brutes) et les deux de second rang (variation du taux de change nominal et dette publique).

Tableau 2. 20 : Situation de la convergence macroéconomique de la Côte d'Ivoire

CRITÈRES	CIBLE	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		**4**	**3**	**3**	**2**	**2**
i. Déficit budgétaire/ PIB	≤3 %	2,3	5,6	4,9	6,8	5,2
ii. inflation annuelle	≤5 %	0,8	2,4	4,2	5,2	4,1
iii. Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≥10 %	0,00	0,00	0,0	0,00	0,0
iv. Réserves extérieures brutes	≥3	5,2	6,5	6,6	4,2	4,4
Critères de second rang		**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
i. Stabilité du taux de change nominal	±10 %	-2,8	1,0	-1,5	-5,3	2,4
ii. Dette publique sur le PIB	≤70 %	38,8	47,6	51,7	54,7	51,4
Nombre total de critères rempli		**6**	**5**	**5**	**4**	**5**

Source: AMAO, BCEAO, * Prévision

4.4. Perspectives

228. La croissance est attendue à 7,2% en 2023, et en moyenne à 7,0% sur la période 2024-2027, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PND (2021-2025). Cette croissance serait soutenue par le secteur secondaire, notamment les BTP, l'énergie, les industries et le secteur tertiaire, particulièrement le transport et télécommunication et le commerce. Dans ce contexte, il est attendu une décélération de l'inflation en 2023 et à moyen terme. En matière de convergence macroéconomique, le pays améliorerait sa performance en 2023, avec cinq (5) des six (6) des critères remplis, dont trois de premier rang et les deux (2) de second rang.

4.5. Conclusion et recommandations

229. L'activité économique est restée résiliente en 2022. La croissance est restée soutenue dans un contexte d'inflation contrôlé, grâce aux mesures de politique économique déployée par le Gouvernement pour contrôler la volatilité des prix des produits de base. Le taux d'inflation est ressorti à 5,2%, associé à une croissance économique de 6,7% à la faveur de la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire ainsi que du primaire, dans une moindre mesure.

230. Les indicateurs budgétaires se sont détériorés avec un déficit budgétaire de 6,8% du PIB contre 4,9% du PIB en 2021, en raison d'une forte hausse des dépenses. La Côte d'Ivoire continue sa politique rationnelle d'endettement caractérisée par la mobilisation des ressources à des taux concessionnels et à maturité longue. La situation d'endettement du pays est viable à fin décembre 2022, avec un profil de risque modéré et la conclusion d'un programme économique et financier avec le FMI. Toutefois, il est observé une progression continue du ratio de la dette en pourcentage du PIB. Cela nécessite une surveillance et prudence accrues afin de contenir le ratio en dessous de 70 à l'horizon 2027.

231. Le solde de la balance des paiements s'est creusé ; malgré l'augmentation des entrées nettes de capitaux étrangers dans l'économie ivoirienne en 2022, sous l'effet de l'augmentation des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et des tirages sur les prêts projets, dont l'accroissement serait insuffisant pour compenser l'aggravation du déficit du compte des transactions courantes et de capital.

232. Au regard de l'évolution de l'économie ivoirienne, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des Autorités :

i. poursuivre les réformes fiscales et budgétaires favorables à la maîtrise des dépenses et à l'accroissement des recettes, afin de ramener le déficit budgétaire à un niveau soutenable ;

ii. accélérer les réformes de digitalisation au niveau des régies financières (Douanes et Impôts) ; afin de réduire la fraude fiscale, aussi élargir l'assiette fiscale et accroître la mobilisation des recettes fiscales ;

iii. assurer l'efficacité des dépenses d'investissement, par la mise en œuvre des réformes proposées par le Public Investment Management Assessment (PIMA) ; et

iv. renforcer la transformation locale des matières premières agricoles pour améliorer la chaîne de valeur ajoutée et accroître la résilience macroéconomique.

5. GAMBIE

5.1. Introduction

233. L'orientation de la politique macroéconomique de la Gambie au titre de l'exercice 2022 est axée sur le Plan National de Développement (PND) 2018-2021. La réalisation de la vision et de l'objectif majeur du PND s'opère à travers les priorités stratégiques suivantes :

    i. le retour à la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, l'État de droit, l'autonomisation des citoyens grâce à la décentralisation et à la gouvernance locale ;
    ii. la stabilisation de l'économie, la stimulation de la croissance et la transformation de l'économie ;
    iii. la modernisation de l'agriculture et de la pêche pour une croissance économique durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté ;
    iv. l'investissement dans les ressources humaines qui se traduit par l'amélioration du secteur de l'éducation et des services de santé, et la construction d'une société solidaire ;
    v. la construction d'infrastructures et la remise au point du système énergétique pour stimuler l'économie ;
    vi. la promotion d'un tourisme inclusif et axé sur la culture en vue d'une croissance durable ;
    vii. tirer parti des dividendes démographiques, grâce à une jeunesse dotée de moyens d'action ; et
    viii. faire du secteur privé le moteur de la croissance, de la transformation et de la création d'emplois.

234. À moyen terme, le gouvernement s'est engagé à poursuivre les efforts visant à assainir les finances publiques, à améliorer la mobilisation des ressources nationales et à promouvoir une croissance durable et inclusive. En conséquence, les objectifs macroéconomiques de 2022 se présentent comme suit :
    - une croissance du PIB réel de 6,8 % ;
    - un déficit budgétaire global de 4,6 % du PIB ; et
    - une inflation moyenne de 8,0 %.

235. L'économie gambienne est restée résiliente, affichant une croissance de 4,9% en 2022, contre 5,3 % en 2021, dans un contexte de perturbation de l'économie mondiale, suite à la crise russo-ukrainienne et de séquelles persistantes de la pandémie de COVID-19. La croissance a été principalement stimulée par le secteur des services, en particulier le tourisme, qui a fortement rebondi au cours de la période. L'activité économique s'est déroulée dans un environnement de fortes tensions inflationnistes, avec une inflation de fin de période qui s'est accélérée à 13,76 % en 2022, contre 7,6 % en 2021 et une inflation moyenne qui est ressortie à 11,5 %, contre 5,6 % en 2021.

236. Le déficit budgétaire global base engagements y compris les dons a chuté à 4,8 % du PIB en 2022, contre 5,8 % du PIB en 2021, en raison principalement de l'amélioration des dons au cours de la période sous revue. Hors dons, le déficit budgétaire s'est établi à 10,3 % du PIB en 2022 contre 10,0 % du PIB en 2021. L'encours de la dette publique en part du PIB est resté élevé, se situant à 80,8% du PIB à fin décembre 2022, contre 84,3 % du PIB à la même période de 2021.

237. La politique monétaire a été restrictive pour répondre aux pressions inflationnistes. Par conséquent, le taux directeur de la banque centrale a été relevé de 300 points de base pour atteindre 13,0 % à fin décembre 2022. La masse monétaire (M2) a connu une croissance qui s'est décélérée à 7,1 % à fin décembre 2022, contre 19,5% au cours de la même période en 2021, principalement en raison de la contraction des avoirs extérieurs nets du système bancaire.

238. Les échanges extérieurs se sont traduits par des résultats plus modestes, l'excédent global de la balance des paiements ayant régressé à 43,6 millions de dollars américains en 2022, contre 226,0 millions de dollars américains un an plus tôt. Cette évolution est fortement liée à l'effet de la détérioration de la balance courante. Les réserves extérieures brutes, exprimées en mois de couverture des importations, se sont dégonflées, passant de 8,8 en 2021 à 7,1 en 2022. En revanche, la monnaie nationale est restée relativement stable par rapport aux principales devises étrangères échangeables sur le marché interbancaire de changes.

239. Au titre de la convergence macroéconomique, la Gambie a satisfait à deux (2) des six (6) critères de convergence en 2022 ; un critère de premier rang (réserves extérieures brutes) et un critère de second rang (variation du taux de change nominal).

5.2. Analyse sectorielle

5.2.1. Secteur réel

240. L'économie a affiché une croissance de 4,9 % en 2022, contre 5,3 % l'année précédente. Ce ralentissement est imputable, dans une large mesure, à la contre-performance du secteur agricole, en particulier la branche de la pêche et de l'aquaculture. La valeur ajoutée du secteur primaire a connu un ralentissement de 3,6 % contre 13,7 % enregistré en 2021, imprimé principalement par la contraction de 6,3% de la branche de la pêche et de l'aquaculture. De même, la performance de la branche de l'agriculture a connu un ralentissement, passant de 8,7 % en 2021 à 7,8% en 2022, principalement en raison de la hausse des coûts des intrants (les herbicides, les pesticides et les engrais).

241. Le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance de 3,1 % contre 2,9 % en 2021. La branche de l'approvisionnement en électricité, gaz, vapeur et air conditionné a affiché une croissance de 17,4% contre 7,0 % l'année précédente. Le sous-secteur manufacturier a réalisé une croissance de 1,1 % contre une contraction de 28,2 % en 2021.

242. Dans le secteur des services, la croissance a été portée à 6,0 % en 2022, contre 2,7 % en 2021. Cette performance est largement attribuable au commerce de gros et de détail et aux activités d'information et de communication qui ont connu respectivement des taux de croissance de 5,8% et 18,2% contre 4,3% et 2,% en 2021. Dans une moindre mesure, les activités immobilières ont aussi connu un regain de dynamisme, affichant une croissance qui est passée de 1,0 % en 2021 à 3,5 % en 2022, reflétant ainsi le rebond de l'économie.

243. En termes de contribution à la croissance du PIB, celle du secteur primaire a baissé à 0,8 point de pourcentage, contre 2,8 points de pourcentage l'année précédente. La contribution du secteur secondaire s'est légèrement améliorée, passant de 0,5 point de pourcentage en 2021 à 0,6 point de pourcentage en 2022. Enfin, le secteur des services a contribué à hauteur de 3,0 points de pourcentage, en amélioration par rapport à 1,4 point de pourcentage en 2021. Il en ressort que le secteur des services est le plus important contributeur à la croissance du PIB, suivi du secteur primaire, puis du secteur des services.

244. Les activités économiques se sont déroulées dans un contexte de fortes pressions inflationnistes résultant principalement de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers au cours de la période. L'inflation moyenne a atteint 11,5 % contre 5,6 % en 2021, tandis que l'inflation en fin de période est ressortie à 13,7 % contre 7,6 % en 2021. Cette flambée des prix a été favorisée, en grande partie, par des perturbations des circuits d'approvisionnement, liées aux tensions géopolitiques et de la congestion des ports maritimes.

Tableau 2. 21: Evolution du PIB et de ses composantes en Gambie

Postes	2020	2021	2022*	2023*	2020	2021	2022*
	Taux de croissance du PIB				Contribution au PIB		
Produit Intérieur Brut (PIB) prix du marché	**0,6**	**5,3**	**4,9**	**5,8**	**0,6**	**5,3**	**4,9**
Agriculture, sylviculture et pêche	10,6	13,7	3,6		2,0	2,8	0,8
Industrie	8,2	2,9	3,1		1,4	0,5	0,6
Services	-5,0	2,7	6,0		-2,8	1,5	3,2
Impôts moins subventions sur les produits (+)					0,0	0,5	0.3
Pour mémoire							
PIB (prix constant) en milliard de dalasi	62,1	65,4	68,6				
PIB (prix courants) en milliard de dalasi	93,3	105,4	122,5				
Inflation							
Moyenne de la période	5,6	5,6	11,5				
Fin de p**ériode**	5,7	7,6	13,7				

Source: Bureau des Statistiques de la Gambie, AMAO

5.2.2. Finances publiques

245. Bien qu'en amélioration globale, les opérations budgétaires ont continué à se heurter aux difficultés de mobilisation des recettes intérieures. Le total des recettes et des dons a atteint 21,29 milliards de dalasi (soit 17,4 % du PIB) en 2022 contre 19,76 milliards de dalasi (18,7 % du PIB) au cours de la période précédente, en lien notamment avec les dons perçus.

246. Les recettes intérieures ont régressé à 14,50 milliards de dalasi (soit 11,8 % du PIB) en 2022, après 15,33 milliards de dalasi (14,5 % du PIB) en 2021, en raison d'une baisse de 25,8 % des recettes non fiscales. Les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 3,0 %,

passant à 11,16 milliards de dalasi (9,1 % du PIB), en raison de l'augmentation de l'impôt sur le revenu et la fortune. Les impôts indirects se sont établis à 7,26 milliards de dalasi (soit 5,9 % du PIB) en 2022 contre 7,58 milliards de dalasi (7,2 % du PIB) en 2021, sous l'effet de la baisse des taxes sur le commerce international (-8,2 %). Cela est dû à la contraction des droits d'accise et de la TVA sur les importations.

247. Les dons ont atteint 6,79 milliards de dalasi (soit 5,5 % du PIB) en 2022, contre 4,43 milliards de dalasi (4,2 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 53,3%, portée principalement par les dons programmes.

248. Les dépenses totales et les prêts nets sont ressortis à 27,17 milliards de dalasi (22,2 % du PIB) contre 25,86 milliards de dalasi (24,5 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 5,1 %, tirée par les dépenses en capital et les dépenses courantes

249. Les dépenses courantes se sont élevées à 17,03 milliards de dalasi (13,9% du PIB) en 2022 contre 16,18 milliards de dalasi (15,3% du PIB) en 2021, soutenues principalement les traitements et salaires et les subventions et transferts. Les traitements et salaires et des transferts et subventions se sont élevés respectivement à 5,63 milliards de dalasi (4,6% du PIB) et 4,73 milliards de dalasi (3,9% du PIB) contre des niveaux respectifs de 4,59 milliards de dalasi (4,4% du PIB) et 4,35 milliards de dalasi (4,2% du PIB) en 2021. Par contre, les paiements d'intérêts ont diminué à 2,62 milliards de dalasi (soit 2,1 % du PIB), contre 3,22 milliards de dalasi (3,1% du PIB) en 2021, soit une baisse de 18,7%.

250. Les dépenses en capital sont ressorties à 10,14 milliards de dalasi (8,3 % du PIB) en 2022 contre 9,68 milliards de dalasi (9,2 % du PIB) en 2021. Les dépenses en capital financées par des ressources externes se sont chiffrées à 7,52 milliards de dalasi (6,1 % du PIB) contre 6,51 milliards de dalasi (6,2 % du PIB). Quant aux dépenses en capital financées sur ressources internes, elles ont connu une baisse, se fixant à 2,62 milliards de dalasi (2,1 % du PIB) contre 3,17 milliards (3,0 % du PIB) en 2021.

251. Par conséquent, le déficit budgétaire global y compris les dons s'est rétréci à 5,89 milliards de dalasi (4,8 % du PIB) en 2022 contre 6,09 milliards de dalasi (5,8 % du PIB) en 2021. Hors dons, le déficit s’est affiché à 12,68 milliards de dalasi (10,3 % du PIB) contre 10,53 milliards de dalasi (10,0 % du PIB) en 2021.

252. L'encours de la dette publique s'est établi à 99,08 milliards de dalasi (80,8 % du PIB) à fin décembre 2022, contre 88,93 milliards de dalasi (84,3 % du PIB) à fin décembre 2021. La dette intérieure s’est située à 38,11 milliards de dalasi (31,1% du PIB) en 2022 contre 37,19 milliards de dalasi (35,5% du PIB) à fin décembre 2021. Quant à la dette extérieure, elle s’est établie à 60,96 milliards de dalasi (49,7% du PIB) à fin décembre 2022 contre 51,74 milliards de dalasi (49,1% du PIB) à la même période de l’année précédente.

Tableau 2. 22: Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Gambie

	Variation en pourcentage			En pourcentage du PIB		
POSTES	**2020**	**2021**	**2022**	**2020**	**2021**	**2022**
Recettes totales et dons	**21,5**	**-2,5**	**7,7**	**21,7**	**18,7**	**17,4**
Recettes Budgétaires	**4,3**	**24,0**	**-5,4**	**13,2**	**14,5**	**11,8**
Recettes fiscales	3,7	4,9	3,0	11,1	10,3	9,1
Impôts sur le revenu et sur la fortune	6,8	16,1	19,7	3,0	3,1	3,2
Personnes physiques	-2,0	16,0	24,5	1,0	1,0	1,1
Personnes morales	13,7	12,2	22,7	1,8	1,8	1,9
Impôt indirect	2,5	0,8	-4,2	8,1	7,2	5,9
Taxe intérieure sur les biens et services	-5,4	-3,0	4,7	2,6	2,3	2,0
Droits de douane	-15,6	3,9	-21,0	1,0	0,9	0,6
Taxe sur la valeur ajoutée	4,1	-6,9	19,7	1,5	1,3	1,3
Taxe sur le commerce international	6,8	2,6	-8,2	5,4	4,9	3,9
Droit de douane	3,6	8,3	-7,4	2,8	2,7	2,1
TVA sur les importations	10,4	-3,4	-9,2	2,7	2,3	1,8
Recettes non fiscales	7,7	121,2	-25,8	2,2	4,3	2,7
Gouvernement	111,2	148,9	-49,9	1,6	3,5	1,5
GRA	-38,6	45,7	49,8	0,6	0,8	1,0
Dons	**63,6**	**-44,0**	**53,3**	**8,5**	**4,2**	**5,5**
Programmes	89,4	-90,4	355,7	5,7	0,5	1,9
Projets	28,4	49,7	14,4	2,8	3,7	3,7
Dépenses totales et prêts nets	**22,3**	**9,4**	**5,1**	**25,3**	**24,5**	**22,2**
Dépenses courantes	**32,7**	**-5,0**	**5,3**	**18,3**	**15,3**	**13,9**
Émoluments des travailleurs	2,5	13,3	22,5	4,3	4,4	4,6
Biens et services	48,6	-20,5	1,8	5,4	3,8	3,3
Subventions et transferts	87,4	-12,4	8,0	5,4	4,2	3,9
Intérêts	4,4	8,5	-18,7	3,2	3,1	2,1
Extérieurs	47,9	29,4	-22,1	0,6	0,7	0,5
Intérieur	-2,2	3,7	-17,7	2,6	2,4	1,7
Dépenses en capital	**1,9**	**46,7**	**4,8**	**7,1**	**9,2**	**8,3**
Financé par l'extérieur	-12,1	34,5	15,6	5,2	6,2	6,1
Capital GLF	79,9	80,1	-17,5	1,9	3,0	2,1
(Solde global) Hors dons	**50,9**	**-6,7**	**20,5**	**-12,1**	**-10,0**	**-10,3**
(Solde global) Y compris les dons	**27,8**	**80,9**	**-3,4**	**-3,6**	**-5,8**	**-4,8**
Solde de base	226,8	-37,6	28,3	-6,9	-3,8	-4,2
Dette publique				84,9	84,3	80,8
Intérieure				37,0	35,3,	31,1
Extérieure				47,9	49,1	49,7

Source : MOFEA

5.2.3. Secteur monétaire

253. La Banque Centrale de Gambie a resserré sa politique monétaire en 2022, en réponse aux pressions inflationnistes, fortement ressenties au niveau des denrées alimentaires et des produits pétrolier, dans un contexte de pressions exercées sur le taux de change. Le taux directeur de la banque centrale a été relevé cumulativement de 3,0 points de base pour se situer à 13,0 % à fin décembre 2022.

254. La croissance de la masse monétaire au sens large (M2) a ralenti à 7,1 % à fin décembre 2022 2, contre une hausse de 19,5 % à fin 2021,en raison de la contraction des avoirs extérieurs nets du secteur bancaire de 9,7 % contre une croissance de 19,0 % à fin 2021. En effet, les Avoirs Extérieurs Nets de la Banque Centrale se sont contractés de 19,2%, après un accroissement de 24,1 % à fin 2021. S'agissant des avoirs extérieurs nets des banques, ils ont connu un ralentissement de croissance à 4,1 % à fin décembre 2022 contre 12,3% à la même période en 2021, sous l'effet de la contraction de 1,8 % des actifs extérieurs bruts.

255. Les avoirs intérieurs nets (AIN) ont augmenté de 21,6 % à fin 2022 contre une croissance de 20,0 % à fin 2021. Cette évolution est largement imputable aux créances nettes sur l'État qui ont augmenté de 13,2 %, après une progression de 21,5 % à fin 2021.

256. La base monétaire a enregistré une croissance négative de 0,9 % à fin décembre 2022, contre une hausse de 13,6 % à fin décembre 2021. Cette évolution s'explique par la baisse de 20,0 % des réserves des banques de dépôts, la monnaie fiduciaire en circulation s'étant accrue de 12,3 % contre 13,3 % à fin décembre 2021.

257. Le système bancaire est resté en bonne capitalisation, fortement liquide et rentable. Le secteur bancaire est demeuré sûre et solide. Le total des actifs a affiché une augmentation de 7,6 % pour s'établir à 78,6 milliards de dalasi, principalement en raison des souscriptions aux obligations du Trésor. Le ratio d'adéquation des fonds propres pondérés en fonction des risques s'est élevé à 24,8 % à fin décembre 2022, supérieur au seuil minimum réglementaire de 10,0%. De même, le ratio de liquidité s'est fixé à 63,7%, supérieur à l'exigence prudentielle de 30,0%, tandis que le taux brut de dégradation du portefeuille des banques s'est amélioré, passant de 5,2 % en décembre 2021 à 4,6 % en décembre 2022.

Tableau 2. 23: Evolution des principaux agrégats monétaires de la Gambie

Postes	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	Taux de croissance			Contributions		
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	**45,0**	**19,0**	**-9,7**	**17,6**	**8,8**	**-4,5**
Autorités monétaires	62,6	24,1	-19,2	12,4	6,4	-5,3
Avoirs Extérieurs	53,0	52,1	-0,2	15,5	19,1	-0,1
Passifs Extérieurs	32,8	124,5	27,1	-3,1	-12,7	-5,2
Banques commerciales	26,9	12,3	4,1	5,2	2,5	0,8
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	**7,2**	**20,0**	**21,6**	**4,4**	**10,7**	**11,6**
Crédit intérieur	5,0	21,9	22,2	3,7	13,9	14,4
Créances du gouvernement, nettes	6,5	21,5	13,2	3,6	10,4	6,5
Créances publiques	-25,4	313,7	922,4	-0,1	0,4	4,1
Créances du secteur privé	0,8	20,7	25,0	0,1	3,1	3,8
Autres postes, nets	-5,1	32,1	25,5	0,7	-3,3	-2,9
Dont: Compte de réévaluation	-29,2	22,1	17,6	-0,6	0,3	0,2
MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	**22,0**	**19,5**	**7,1**	**22,0**	**19,5**	**7,1**
Monnaie au sens étroit	20,4	20,4	9,3	11,5	11,3	5,2
Quasi monnaie	23,9	18,5	4,3	10,4	8,2	1,9

Source: CBG

5.2.4. Secteur extérieur

258. Les transactions extérieures de la Gambie se sont soldées par un creusement du déficit du compte courant qui s'est situé à 112,5 millions de dollars US (4,9 % du PIB) en 2022 contre 94,8 millions de dollars US (4,6 % du PIB) en 2021. Le déficit du compte des biens s'est aggravé, passant de 575,7 millions de dollars US (28,5 % du PIB) en 2021 à 591,6 millions de dollars US (27,2 % du PIB), suite à une augmentation de la valeur des importations, notamment des denrées alimentaires et des produits pétroliers.

259. La valeur des importations totales (FOB) a augmenté de 6,2 % pour se chiffrer à 645,3 millions de dollars américains (27,2 % du PIB) en 2022 contre 607,4 millions de dollars américains (28,1 % du PIB) en 2021, principalement sous l'effet du renchérissement des produits de première nécessité au niveau mondial, en particulier les denrées alimentaires (riz et autres céréales,) et les produits pétroliers (carburant et pétrole). Les exportations de marchandises ont connu une expansion mais sont restées inférieures au niveau d'avant la pandémie. Elles ont atteint 53,7 millions de dollars US (2,3 % du PIB) en 2022 contre 31,7 millions de dollars US (1,5 % du PIB) en 2021.

260. Le solde du compte des services s'est amélioré avec un excédent de 25,6 millions de dollars US (1,1 % du PIB), contre un déficit de 15,1 millions de dollars US (0,7 % du PIB) en

2021. L'activité touristique reprend progressivement avec un nombre de visiteurs estimée à 185 728 en 2022, plus élevée que celui de 102 460 enregistré l'année précédente, mais ce chiffre reste bien inférieur à celui d'avant la pandémie, qui était de 235 711 en 2019.

261. De même, le déficit du compte des revenus primaires s'est contracté à 33,9 millions de dollars US (t 1,5 % du PIB) en 2022 contre 50,5 millions de dollars US (2,5 % du PIB) en 2021. Quant au compte des revenus secondaires, il s'est soldé par un excédent de 487,4 millions de dollars US (21,2 % du PIB) en 2022, en baisse par rapport à 547,2 millions de dollars US (26,7 % du PIB) en 2021, sous l'effet de la réduction des envois de fonds des migrés au cours de l'année sous revue.

262. L'excédent du compte de capital s'est renforcé pour se situer à 41,6 millions de dollars US (1,8 % du PIB) en 2022 contre 22,2 millions de dollars US (1,1 % du PIB) en 2021, sous l'effet de l'augmentation des flux de capitaux entrants. Enfin, le compte financier s'est soldé par des entrées nettes de ressources, en baisse sur un an, qui se sont affichées à 280,7 millions de dollars US (12,2 % du PIB) après avoir atteint 299,4 millions de dollars US (14,6 % du PIB) l'année précédente Cette situation est due principalement à l'amélioration des entrées provenant des investissements directs étrangers et des autres investissements (crédits commerciaux, prêts, composantes des devises et des dépôts).

263. Le solde global de la balance des paiements s'est chiffré à un excédent de 43,6 millions de dollars US (1,9% du PIB) au cours de la période sous revue, contre un excédent de 226,0 millions de dollars US (11,0% du PIB) l'année précédente.

264. Le stock de réserves officielles brutes à fin décembre 2022 se situait à 454,7 millions de dollars américains (7,1 mois de couverture des importations brutes) contre 530,4 millions de dollars américains (8,8 mois de couverture des importations brutes) à fin 2021.

Tableau 2.24: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Gambie

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	En millions de dollars US				EN pourcentage du PIB			
Solde du compte courant	**-86,6**	**-94,1**	**-112,5**	**-117,8**	**-4,8**	**-4,6**	**-4,9**	**-5,1**
Balance bien (nette)	**-511,8**	**-575,7**	**-591,6**	**-605,2**	**-28,2**	**-28,1**	**-25,7**	**-25,9**
Exportations de marchandises (FOB)	70,1	31,7	53,7	54,9	3,9	1,5	2,3	2,4
Importations de marchandises (FOB)	581,8	607,4	645,3	660,1	32,1	29,6	28,0	28,3
Balance des services (nette)	-3,5	-15,1	25,6	27,7	-0,2	-0,7	1,1	1,2
Solde des revenus primaires (net)	-26,2	-50,5	-33,9	-36,9	-1,4	-2,5	-1,5	-1,6
Solde des revenus secondaires (net)	455,0	547,2	487,4	496,5	25,1	26,7	21,2	21,3
Compte de capital (net)	**95,2**	**22,2**	**41,6**	**53,0**	**5,3**	**1,1**	**1,8**	**2,3**
Prêts/emprunts nets (+/-)	-121,3	-277,3	-239,1	-64,9	-6,7	-13,5	-10,4	-2,8
Compte financier (net)	**-216,5**	**-299,4**	**-280,7**	**-265,5**	**-11,9**	**-14,6**	**-12,2**	**-11,4**
Compte financier - NAFA (Net)	22,5	28,1	-38,9	3,9	1,2	1,4	-1,7	0,2
Compte financier - NIL (Net)	239,0	327,5	241,7	269,4	13,2	16,0	10,5	11,5
Investissements directs (nets)	-186,1	-248,4	-213,4	-218,3	-10,3	-12,1	-9,3	-9,4
Investissements directs - passif	189,6	251,8	213,4	218,3	10,5	12,3	9,3	9,4
Autres investissements (net)	-30,4	-51,0	-67,3	-49,6	-1,7	-2,5	-2,9	-2,1
Erreurs et omissions	34,8	183,2	126,7	0,0	1,9	8,9	5,5	0,0
Solde global	131,9	226,0	43,6	-63,9	7,3	11,0	1,9	-2,7
FINANCEMENT	128,0	184,7	1,1	84,4	7,1	9,0	0,0	3,6
Droits de tirage spéciaux (DTS - allocation)	2,1	83,0	-14,0	23,7	0,1	4,1	-0,6	1,0
Monnaie et dépôts (variation du GIR ; -=augmentation)	-102,5	-58,5	-15,1	-58,7	-5,7	-2,9	-0,7	-2,5
Financement exceptionnel	23,3	43,2	0,0	2,0	1,3	2,1	0,0	0,1
Transferts	23,3	43,2	0,0	2,0	1,3	2,1	0,0	0,1
Réserves extérieures brutes (en millions de dollars américains)	352,0	530,4	454,7	482,7	19,4	25,9	19,7	20,7
Pour mémoire								
Réserves extérieures brutes en mois d'importations	6,1	8,8	7,1	7,3				
PIB (Dalasi)	93.329	105.487	122.564					
Taux de change	51,5	51,48	53,19					
PIB (en millions de dollars américains)	1812,21	2049,09	2304,27	2333				

Source: CBG

265. Le dalasi gambien est resté quasi-stable en 2022, avec une dépréciation de 1,1% par rapport à l'UCAO, contre une dépréciation de 1,27% en 2021. Le dalasi s'est déprécié de 7,6% par rapport au dollar américain en 2022, contre une dépréciation de 0,46% en 2021.

5.3. Situation de la convergence macroéconomique

266. La Gambie a satisfait à deux (2) des six (6) critères de convergence, dont un (1) de premier rang (réserves extérieures brutes) et un (1) de second rang (variation du taux de change nominal).

Tableau 2.25: Situation de la convergence macroéconomique de la Gambie

Critères	Cible	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		**3**	**2**	**1**	**2**
Déficit budgétaire (base d'engagement, y compris les dons)	**≤3%**	2,9	5,8	4,8	2,8
Taux d'inflation annuel moyen	**≤ 5%**	5,6	5,6	11,5	8,9
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	**≤10%**	0,0	11,9	24,0	11,0
Réserves extérieures brutes (en mois de couverture des importations)	**≥3**	6,1	8,8	7,1	7,3
Critères de second rang		**1**	**1**	**1**	**1**
Variation du taux de change nominal	**±10%**	-2,4	-1,3	-1,1	-1,2
Ratio de la dette publique au PIB	**≤70%**	80,1	84,3	80,8	84,0
Nombre total de critères de convergence satisfaits		**4**	**3**	**2**	**3**

Source : CBG, MOFEA et AMAO, * prévisions

5.4. Perspectives

267. L'économie gambienne a fait preuve de résilience avec une croissance de 4,9% en 2022, en dépit de la crise russo-ukrainienne. Pour 2023, la croissance devrait ressortir à 5,8 %, en raison du redressement progressif des activités économiques avec un rebond attendu dans les secteurs du tourisme et de la construction. L'inflation moyenne devrait se modérer légèrement en 2023. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 2,8% en 2023, en raison d'une amélioration prévue des recettes couplée à une rationalisation des dépenses.

268. En matière de convergence macroéconomique, en 2023, la Gambie devrait remplir deux (2) des quatre critères premiers rangs (déficit budgétaire et réserves extérieures brutes) et un critère de second rang (variation du taux de change nominal).

5.5. Conclusion et recommandations

269. Il ressort de l'analyse que les secteurs primaire et tertiaire ont enregistré des contre-performances, soit respectivement un repli et un ralentissement en 2022. S'agissant de la morosité des activités du secteur primaire, elle s'explique, en grande partie, par la faible performance du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture. Ainsi, le gouvernement doit donner la priorité à la pêche et à l'aquaculture pour améliorer leurs performances. La politique monétaire restrictive adoptée par les autorités monétaires pour contenir les pressions inflationnistes doit être mise en œuvre avec prudence afin de ne pas affecter négativement la trajectoire de la croissance. Au regard de la situation macroéconomique ci-dessus décrite, des recommandations sont formulées à l'endroit des autorités et se présente comme suit :

i. adopter des mesures de politiques novatrices pour stimuler les activités de la pêche et de l'aquaculture, afin de booster la production et créer des emplois ;

ii. poursuivre les efforts de consolidation de la gestion budgétaire, en réduisant les pertes de recettes, tout en prenant des mesures innovantes destinées à augmenter les recettes publiques ;

iii. prendre et mettre en œuvre des mesures strictes de rationalisation des dépenses, tout en accordant une priorité aux dépenses d'investissements structurants porteurs de croissance ; et

iv. Mettre en place des stratégies efficientes de gestion de la dette, afin de modérer son évolution.

6. GHANA

6.1. Introduction

270. L'orientation de la politique macroéconomique du Ghana pour 2022 s'est conformée au nouveau cadre de politique de développement national à moyen terme (MTNDPF, 2022-2025,) qui indique le plan directeur pour la relance économique et la transformation de l'économie. Le vaste programme macroéconomique pour 2022 avait pour thème : "Construire une nation entrepreneuriale durable : Consolidation fiscale et création d'emplois". Dans ce contexte, l'orientation de la politique macroéconomique pour 2022 a été conçue pour ramener le pays sur la voie de la viabilité de la dette et d'une croissance accrue.

271. Conformément à cette orientation de politique macroéconomique, et sur la base de l'évolution des six premiers mois, les objectifs macroéconomiques sont révisés comme suit pour 2022 :
    - une croissance du PIB réel de 3,7 % ;
    - un taux de croissance du PIB non pétrolier de 4,3 % ;
    - une inflation de 28,5 % en fin de période ;
    - un déficit budgétaire global à 6,6 % du PIB ;
    - un excédent primaire de 0,4 % du PIB ; et
    - des réserves extérieures brutes ne devant pas être inférieures à 3,5 mois des importations.

272. La situation macroéconomique du Ghana a été très difficile en 2022. Néanmoins, l'économie est restée résiliente au cours de l'année. Le PIB réel s'est accru de 3,1 % contre 5,1 % en 2021, reflétant le ralentissement dans les secteurs des services et de l'agriculture. Les pressions inflationnistes ont atteint un niveau record, avec 54,1 % à fin de décembre 2022.

273. Les opérations budgétaires ont été marquées par des fortes pressions financières pour répondre aux besoins croissants en matière de développement et d'infrastructures, ainsi qu'aux engagements en matière de service de la dette. Le déficit budgétaire a dépassé son objectif révisé de 6,6 % du PIB pour atteindre 11,8 % du PIB au cours de l'année.

274. Le taux directeur de la banque centrale a été relevé à 27,0 % à fin décembre 2022, contre 14,5 % à fin décembre 2021, pour contenir les pressions inflationnistes galopantes. La masse monétaire au sens large (M2+) s'est accrue de 33,0% contre 12,5 % à fin 2021, en lien avec l'expansion des avoirs intérieurs nets.

275. Les échanges extérieurs en 2022 se sont ressentis de l'évolution problématique de l'économie mondiale. La balance des paiements globale a enregistré un déficit de 4,9 % du PIB contre un excédent de 0,6 % du PIB en 2021, reflétant principalement d'importantes sorties nettes des comptes de capital et financier.

276. En matière de convergence, le Ghana n'a respecté aucun des six (6) critères de convergence macroéconomique en 2022, comparé à l'année 2021, reflétant globalement la faiblesse des fondamentaux macroéconomiques et les vents contraires de l'économie mondiale.

6.2. Analyse sectorielle

6.2.1. Secteur réel

277. La croissance globale du PIB réel en 2022 s'est élevée à 3,1 %, soit 2,0 points de pourcentage en moins par rapport au taux de croissance de 5,1 % enregistré en 2021. Le PIB non pétrolier a augmenté de 3,8 % contre 6,6 % en 2021. Cette modération de la croissance est due à un ralentissement de croissance des secteurs des services et de l'agriculture. Le secteur des services continue de dominer dans la formation du PIB, avec une part contributive de 44,9 %, suivi par le secondaire (34,2 %) et le primaire avec une part de 20,9 %.

278. Le secteur primaire (agriculture) a enregistré une croissance de 4,2 % en 2022 contre 8,5 % en 2021. Ce ralentissement de croissance est attribuable principalement à la décélération des branches s des cultures (en particulier le cacao), de la pêche et de la sylviculture et de l'exploitation forestière. La production agricole a augmenté de 3,8 % contre 8,9 % enregistré l'année précédente, principalement en raison du ralentissement de la production de cacao (0,9 % contre 10,4 %). De même, les branches de la sylviculture et de l'exploitation forestière et de la pêche ont également enregistré une décélération de croissance, affichant respectivement 1,7 % et 8,8 % contre des taux respectifs de 4,4 % et 14,2 % en 2021. La branche de l'élevage est restée stable à 5,5 % en 2022.

279. La valeur ajoutée totale du secteur secondaire (industrie) s'est accrue de 0,9 % en 2022 contre une contraction de 0,5 % en 2021, principalement soutenue par une augmentation significative de la production d'or de 32,3 %, après une contraction de 31,2 %. La branche du pétrole et du gaz s'est contractée de 6,7 %, après une baisse de 12,6% en 2021, sous le poids du vieillissement des puits et de la faiblesse des investissements dans le forage de nouveaux puits. Les activités économiques de l'industrie manufacturière et de la construction ont également diminué respectivement de 2,5 % et de 4,0 %, contre des hausses respectives de 8,1 % et 6,0 %) en 2021. De même, les valeurs ajoutées des branches de production d'électricité et approvisionnement en eau et de gestion des déchets ont reculé respectivement de 3,3 % et de 4,9 % contre des croissances respectives de 7,9 % et de 26,0 %, en 2021.

280. Le secteur tertiaire (services) a enregistré une progression de 5,5 %, inférieure à celle de 9,4 % de 2021, reflétant un ralentissement des branches de communication et information (19,7 % contre 31,7 % en 2021), du commerce (1,3 % contre 6,3 % en 2021), du transport et entreposage (4,7 % contre 7,2 % en 2021) et de l'Administration publique et la défense (6,1 % contre 25,5 % en 2021). Parallèlement, les branches de l'hôtellerie et la restauration

ainsi que de l'immobilier ont connu des régressions respectives de 1,0% et 7,6%, contre des hausses respectives de 4,7% et 8,9% en 2021. De même, la valeur ajoutée de la branche des "activités professionnelles, administratives et de soutien" s'est contractée de 10,9 %, après une progression de 10,8% en 2021. En revanche, les activités ont été bien orientées dans les branches des activités financières et d'assurance (5,7 % contre 2,4%), de l'éducation (10,2 % contre -3,9 %) et de la santé et de l'action sociale (9,2 % contre 7,6 %), constituant ainsi les principaux moteurs de la croissance du secteur tertiaire en 2022.

281. Les pressions inflationnistes se sont accrues au cours de la période de référence. L'inflation de fin de période s'est élevée à 54,1 % à fin décembre 2022 contre 12,6 % au cours de la période correspondante de 2021. De même, l'inflation moyenne a augmenté pour atteindre 31,5 % contre 10,0 % en 2021, endossée principalement par les denrées alimentaires et le carburant, dans une situation de pressions sur le taux de change.

Tableau 2. 26: Evolution du PIB et de ses composantes au Ghana

Poste	**2020**	**2021**	**2022**	**2023***	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Offre	**En variation du pourcentage**				**Contribution au taux de croissance**			
PIB réel (pétrolier & non pétrolier)	**0,5**	**5,1**	**3,1**	**1,5**				
PIB réel (non pétrolier)	***1,0***	***6,6***	***3,8***	***1,5***				
Secteur primaire	7,3	8,5	4,2	1,8	1,4	1,7	0,9	-
Secteur secondaire	-2,5	-0,5	0,9	1,4	-0,9	-0,2	0,3	-
Secteur tertiaire	0,7	9,4	5,5	1,4	0,3	3,7	2,2	-
Impôt net et subventions	-4,0	-2,3	-7,8		-0,2	-0,1	-0,3	-
Demande								
Consommation	0,03	8,8	s. o.	na				
Privé	-1,0	0,8	s. o.	na				
Public	10,1	82,1	s. o.	na				
Investissements	1,9	15,3	s. o.	na				
Formation brute de capital fixe	1,8	5,8	s. o.	s. o.				
Demande extérieure nette	1,5	-203,0	n					
Exportations de biens et services	-50,7	69,1	s. o.	na				
Importation de biens et services	-54,5	113,8	s. o.	na.				
Croissance du PIB réel	0,5	5,1	s. o.	na				
Pour mémoire								
PIB (pétrolier & non-pétrolier, prix courant) en Millions GH ¢	395 043,4	461 694,9	610 222,3	854834,08,0				
PIB (pétrolier & non-pétrolier, prix constant) en Millions GH ¢	166 157,2	174 592,1	179 965,6	182 699,0				
Inflation								
Moyenne	9,9	10,0	31,5	44,0				
Fin de période	10,4	12,6	54,1	31,3				

Source : GSS , *Prévision

6.2.2. Finances publiques

282. Les opérations budgétaires en 2022 ont été contraignantes dans leur exécution, marquées par des pressions financières pour répondre aux besoins croissants en matière de développement d'infrastructures, ainsi qu'aux engagements en matière de service de la dette. Cette situation a été exacerbée par la dégradation de la notation de la dette souveraine et la perte d'accès au marché international des capitaux.

283. Le total des recettes et dons s'est élevé à 96 651,2 millions GH ¢ (15,8 % du PIB) contre 70 096,5 millions GH ¢ (15,2 % du PIB) en 2021, soit un accroissement de 37,9 %. L'accroissement des recettes est observé tant au niveau des recettes fiscales qu'à celui des recettes non fiscales. Les recettes fiscales se sont élevées à 75 548,2 millions GH ¢ (12,4 % du PIB) contre 56 533,10 millions GH ¢ (12,1% du PIB) en 2021, reflétant la hausse de

toutes ses composantes, à savoir les impôts sur le revenu et la propriété, sur les biens et services et sur le commerce international.

284. Les recettes non fiscales ont progressé de 84,1 % pour atteindre 14 561 millions GH ¢ (2,4 % du PIB) en 2022 contre 7 908,9 millions GH ¢ (1,7 % du PIB) en 2021, traduisant essentiellement l'accroissement de 234,8 % des "dividendes, intérêts et bénéfices" provenant du pétrole (6 082,4 millions GH ¢ contre 1 816,6 millions GH ¢ en 2021).Bien qu'en importante hausse, les recettes non fiscales ont été inférieures de 8,8 % à l'objectif fixé (15 960,7 millions de GH ¢).

285. Le montant des dons, en repli de 5,4% sur un s'est établi à 1 118,6 millions GH ¢ (0,2 % du PIB) en 2022 contre 1 182,2 millions GH ¢ (0,3 % du PIB) en 2021, entièrement constitué de dons projets.

286. Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à GH ¢ 165 057 millions GH ¢ (27,0 % du PIB) en 2022 contre 109 535,00 millions GH ¢ (23,9 % du PIB) en 2021, soit une accentuation de 50,7 % sur un an. Cette évolution est principalement imputable aux dépenses courantes (rémunération des employés, paiements d'intérêts sur la dette publique et transferts et subventions).

Tableau 2. 27: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Ghana

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	En variation du pourcentage				En % du PIB			
Recettes totales et dons	**3,3**	**27,1**	**37,9**	**51,7**	**14,0**	**15,2**	**15,8**	**15,8**
RECETTES INTÉRIEURES	2,9	27,8	38,6	51,4	13,6	14,9	15,6	15,5
Recettes fiscales	**3,9**	**27,2**	**33,6**	**61,5**	**11,3**	**12,2**	**12,4**	**12,7**
Impôts sur les revenus et la propriété	4,6	17,9	37,4	45,9	6,0	6,1	6,3	6,2
taxes sur les biens & services nationaux	3,7	39,0	26,9	58,6	4,5	5,4	5,1	5,6
Taxes sur le commerce international	1,9	26,0	41,8	63,9	1,4	1,5	1,6	1,7
Remboursements d'impôt	4,7	20,5	32,1	-	-0,7	-0,7	-0,7	-
Recettes non fiscales	**-11,9**	**18,6**	**84,1**	**50,9**	**1,7**	**1,7**	**2,4**	**2,1**
Autres revenus	44,8	46,4	26,1	-	0,7	0,9	0,8	-
Contribution sociale	-70,2	880,7	-21,9	94,6	0,0	0,1	0,1	0,6
Dons	**24,6**	**-3,8**	**-5,4**	**72,0**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**0,3**
Dons projets	24,6	-3,8	-5,4	72,0	0,3	0,3	0,2	0,2
Dépenses totales et prêts nets	**42,1**	**13,3**	**33,9**	**44,9**	**24,4**	**23,7**	**27,0**	**22,2**
Dépenses totales	42,1	13,3	33,3	26,1	24,4	23,7	23,9	21,5
Dépenses ordinaires	36,6	9,5	35,9	-100,0	21,3	20,0	20,6	19,1
Salaires et traitements	28,6	17,0	20,8	44,8	6,3	6,3	5,8	5,3
Prestations sociales	17,6	-27,0	71,7	-85,9	0,8	0,5	0,7	0,1
Utilisation de biens et services	19,8	-3,1	-21,1	87,1	1,9	1,6	0,9	1,0
Paiements d'intérêts	24,4	36,3	36,3	33,1	6,2	7,3	7,5	5,3
Intérieur	20,7	44,0	28,2	21,5	4,6	5,7	5,6	3,3
Extérieur	37,0	13,7	66,3	66,5	1,6	1,5	1,9	2,0
Transferts, Subventions et autres	77,6	-17,0	73,5	74,4	6,1	4,3	5,7	6,8
Dépenses en capital	96,4	40,4	19,2	40,3	3,1	3,7	3,3	2,4
Financement interne	90,3	10,8	63,1	229,8	1,2	1,2	1,4	1,2
Financement externe	100,7	60,0	-0,8	-50,6	1,8	2,5	1,9	1,2
Prêts nets					0,0	0,0	0,0	0,0
Solde budgétaire (base engagement, hors dons)					-10,8	-8,7	-12,0	-6,0
Solde budgétaire (base engagement, y compris dons)					-10,4	-8,4	-11,8	-5,7
Solde primaire					-4,5	-1,5	-3,2	-0,5
Dette publique					74,4	76,2	71,3	72,5
Extérieur					36,2	36,8	39,5	
Intérieur					38,2	39,4	31,8	

Source : Ministère des Finances du Ghana ; *Prévision

287. Les dépenses en capital se sont fixées à 24 135,00 millions GH ¢ (4,0 % du PIB) en 2022, niveau supérieur à l'objectif de 13 700 millions GH ¢ (2,2 % du PIB), contre 16 967,00

millions GH ¢ (3,7% du PIB) en 2021. En accroissement de 42,2 % d'une année à l'autre, les dépenses en capital ont été impulsées par les projets de l'Agenda-111 et la réalisation d'infrastructures de base. Les dépenses en capital financées sur ressources internes se sont établies à 11 780,00 millions GH ¢ (1,9% du PIB), représentant 43,0 % du total des dépenses en capital.

288. En somme, le déficit budgétaire global, base engagements y compris les dons s'est creusé à 72 197,00 millions GH ¢ (11,8 % du PIB) contre 38 617,00 millions GH ¢ (8,4 % du PIB) en 2021. Hors dons, le déficit s'est également aggravé à 473 315,00 millions GH ¢ (12,0% du PIB) contre 39 799,0 millions GH ¢ (8,7 % du PIB) en 2021.

289. L'encours de la dette publique est resté élevé en 2022, caractérisé par un accroissement de 23,5 %, reflétant principalement la dynamique du taux de change. Cet encours a atteint 434 306,45millions de GH ¢ à fin 2022 contre 351787,00 millions de GH ¢ à fin décembre 2021. En part du PIB, l'encours de la dette publique totale s'est situé à 71,3% contre 76,2 % à fin décembre 2021, reflétant l'effet de base du PIB.

6.2.3. Secteur monétaire

290. La Banque du Ghana a rehaussé son taux directeur (TD) à 27,0 % à fin de 2022, contre 14,5 % à fin décembre 2021, afin de resserrer les conditions de la liquidité dans le système bancaire pour contenir les pressions inflationnistes.

291. Les taux d'intérêt se sont appréciés dans les différents segments du marché, influencés par l'orientation stricte de la politique monétaire. Les bons du Trésor à 91 et 182 jours se sont renchéris aves des taux d'intérêt qui ont atteint respectivement 35,48 % et 36,23 % en décembre 2022, contre des taux respectifs de 12,49 % et 13,19 % en décembre 2021. De même, le taux de l'instrument à 364 jours a augmenté à 36,06 % en décembre 2022 contre 16,46 % en décembre 2021. Les taux sur les obligations à 2 ans, 3 ans, 5 ans et 6 ans sont ressortis respectivement à 21,50 %, 29,85 %, 22,30 % et 21,75 %, contre des taux respectifs de 19,75 %, 19,00 %, 21,00 % et 18,80 % en 2021. En revanche, les taux sur les obligations à long terme (7 ans, 10 ans, 15 ans et 20 ans) sont restés globalement inchangés au cours de la période considérée.

292. Le taux moyen pondéré interbancaire est fixé à 25,51 % en décembre 2022 contre 12,68 % en décembre 2021, suivant l'évolution du taux directeur et du ratio de réserve de trésorerie. De même, les taux de prêt moyens des banques ont grimpé à 35,58 % en décembre 2022 contre 20,04 % dans la même période de 2021. Le taux de référence du Ghana, qui sert de taux de base pour les banques commerciales, a également augmenté régulièrement pour atteindre 32,83 % en décembre 2022 contre 13,89 % un an plus tôt.

293. L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par une hausse de la masse monétaire au sens large, (M2+) de 33,0 % à fin décembre 2022, après 12,5 % à la même période de 2021, reflétant le renforcement des avoirs intérieurs nets (AIN).

294. Les AIN ont augmenté de 50,3 % à fin décembre 2022 contre une croissance de 25,6 % au cours de la période correspondante de 2021, reflétant une hausse significative des créances nettes sur l'État (62,7 % contre 9,2 %) et des créances sur le secteur privé (23,5 % contre 14,4 %). L'accélération de la croissance du crédit au secteur privé s'explique, en partie, par la poursuite du rééquilibrage du portefeuille par les banques et par les effets de réévaluation des crédits libellés en devises étrangères. En termes nominaux, le crédit au secteur privé a progressé de 31,8 % à fin décembre 2022, contre 11,2 % à fin décembre 2021. Cependant, en termes réels, les crédits au secteur privé se sont fortement contractés de 14,5 %, contre une baisse de 1,3 % au cours de la période considérée en 2021, en lien avec les pressions soutenues sur les prix.

295. Les AEN du système bancaire se sont dégonflés de 261,1 %, principalement en raison de la baisse des actifs de la BOG détenus à l'étranger conjuguée à l'augmentation de ses passifs étrangers. Par contre, les actifs extérieurs des banques de dépôts ont connu un afflux de 42,6 % à fin décembre 2022.

296. La dynamique de M2+ est retracée dans la masse monétaire au sens étroit (M1) (+27,5%), à travers ses composantes les (dépôts à vue (+19,8 % contre 19,2 %) et la monnaie en circulation (+44,3 % contre 4,2 %). De même, les dépôts à terme et en devises ont augmenté respectivement de 28,4 % et 51,3 % contre des hausses respectives de 8,0 % et 14,6 % à fin décembre 2021.

297. L'évolution du secteur bancaire a largement reflété les perturbations macroéconomiques d'ensemble et a été caractérisée par l'augmentation du coût du crédit, en raison des pressions inflationnistes, ainsi que par la performance du bilan due à la réévaluation et la mise en œuvre du programme de restructuration de la dette intérieure (Domestic Debt Exchange Programme) auquel les 23 banques universelles ont participé. L'évaluation préliminaire par la BoG de l'impact du PEDI sur le secteur bancaire indique des pertes significatives, en raison de la dépréciation des avoirs des banques en obligations du gouvernement. En conséquence, la performance du secteur s'est modérée en 2022 par rapport à 2021, certains indicateurs clés de solidité financière enregistrant des baisses significatives.

298. Le total des actifs de l'industrie a augmenté pour atteindre 221,0 milliards GH ¢, soit une croissance annuelle de 22,9 % en décembre 2022, contre une hausse de 20,4 % un an plus tôt. Cette évolution, reflète une progression soutenue des dépôts et des variations du taux de change sur les bilans des banques. Le total des investissements a diminué de manière significative pour se situer à 64,8 milliards GH ¢ en décembre 2022 contre 83,1 milliards GH ¢ en décembre 2021, soit une contraction de 22,1 % contre 29,0 % à la même période de 2021. Le crédit total, d'autre part, a augmenté de 28,5 % pour atteindre 69,1 milliards de GH ¢ en décembre 2022, contre 53,8 milliards de GH ¢ en décembre 2021. Sur le total des passifs du système bancaire, le total des dépôts s'est chiffré à 157,9 milliards de GH ¢,en

augmentation de 30,4 % en glissement annuel, contre 16,6 % au cours de la même période en 2021.

299. Les indicateurs de solidité financière du secteur sont assortis de résultats mitigés indiquant des risques accrus auxquels le secteur est confronté. Le ratio d'adéquation des fonds propres est tombé à 16,6 % en 2022, contre 19,6 % en décembre 2021. Cette baisse est liée aux pertes de valeur de marché des investissements, à l'accroissement des actifs pondérés par le risque des banques en raison notamment de la forte croissance du crédit réel, ainsi qu'à la réévaluation du bilan, résultant de la dépréciation du taux de change, des prêts libellés en devises étrangères. Toutefois, le secteur est resté solvable, avec un ratio de solvabilité bien supérieur au seuil statutaire de 13,0 %. Les niveaux de rentabilité du secteur bancaire ont baissé, sous l'effet des pertes de valeur de marché des investissements, des dépréciations continues des prêts et de l'augmentation des coûts d'exploitation. Le bénéfice après impôt s'est contracté de 18,9 % pour s'établir à 3,9 milliards de GH ¢ à fin décembre 2022, contre une consolidation de 12,3 % en 2021. De même, le bénéfice avant impôt a diminué de 13,5 % pour se situer à 6,4 milliards GH ¢ en décembre 2022, contre un renforcement de 22,1 % un an plus tôt.

Tableau 2. 28: Evolution des principaux agrégats monétaires du Ghana

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	Variation de %			Contribution à la croissance du M2+		
AVOIRS						
Avoirs étrangers nets , AEN	-9,7	-59,5	-261,1	-2,1	-9,2	-14,5
Avoirs intérieurs nets , AIN	40,9	25,6	50,3	31,8	21,7	47,5
Créances nettes sur l'État	101,6	9,2	62,7	37,4	5,3	34,8
Créances sur le secteur privé	10,2	14,4	23,5	5,4	6,5	10,8
Autres postes nets	-91,1	55,5	173,9	-11,0	9,9	12,3
PASSIFS						
Monnaie au sens large (M2+)	29,7	12,5	33,0			
Monnaie au sens large (M2)	35,1	11,9	27,8			
Monnaie au sens étroit (M1)	39,9	14,1	27,5			
Circulation fiduciaire hors banques	45,7	4,2	44,3			
Dépôts à vue	37,1	19,2	19,8			
Dépôt d'épargne à terme	27,1	8,0	28,4			
Dépôts en devises	13,2	14,6	51,3			
Pour mémoire						
Croissance de la monnaie centrale	25,0	19,7	57,5			
multiplicateur monétaire (M2+/RM)	3,3	3,1	2,6			
Vitesse (PIB/M2+)	3,3	3,4	3,4			
Crédit au secteur privé/PIB	13,9	13,5	12,6			
AEN/M2+	15,4	5,6	-6,7			
AEN/M2+	84,6	94,4	106,7			
Circulation fiduciaire/M2	17,3	16,1	17,4			

Source : Banque du Ghana Banque du Ghana

300. D'autres indicateurs de rentabilité, à savoir le rendement des capitaux propres et le rendement des actifs, ont également baissé au cours de la période parallèlement à la baisse du bénéfice après impôt et du bénéfice avant impôt. Le rendement des capitaux propres et le rendement des actifs ont chuté de 20,6 % et 4,5 % en 2021 à 14,6 % et 3,1 %, respectivement, en 2022. La qualité des actifs s'est toutefois améliorée, le taux brut de dégradation du portefeuille étant passé de 15,2 % en décembre 2021 à 14,8 % en décembre 2022, ce qui reflète une forte croissance du crédit par rapport à l'augmentation de PNP (prêts non performants) entre les deux périodes. Bien qu'en amélioration, ce ratio est resté en dessus de la norme prudentielle de 10,0%.

6.2.4. Secteur extérieur

301. Les échanges extérieurs se sont soldés par des résultats mitigés en 2022, sous l'effet de l'évolution défavorable de l'économie mondiale. La balance globale des paiements a enregistré un déficit de 3 639,5 millions de dollars (4,9 % du PIB), contre un excédent de 510,1 millions de dollars (0,6 % du PIB) en 2021, reflétant principalement d'importantes sorties nettes au niveau du compte de capital et du compte financier, ayant absorbé l'amélioration du compte courant

302. Le compte courant s'est quelque peu amélioré, avec une réduction de son solde déficitaire à 1 516,9 millions de dollars US (2,1 % du PIB) en 2022 contre 2 541,4 millions de dollars US (3,2 % du PIB) en 2021, en grande partie grâce à l'amélioration de l'excédent de la balance des biens. En effet, la balance des biens s'est améliorée pour atteindre un excédent de 2 873,1 millions de dollars US (3,9 % du PIB), contre un excédent de 1 098,8 millions de dollars US (1,4 % du PIB) en 2021, en raison d'une croissance des exportations plus importante que celle des importations. Les exportations ont augmenté de 18,8 % pour atteindre 17 494,36 millions USD (23,7 % du PIB) contre 14 727,46 millions USD (18,5 % du PIB) en 2021, soutenues par les ventes de pétrole brut, de l'or et d'autres exportations (y compris non traditionnelles) qui ont progressé respectivement de 37,5 %, 30,0 % et 11,1 %. Quant aux importations, elles se sont élevées à 14 621,23 millions de dollars US (19,8 % du PIB) contre 13 628,65 millions de dollars US (17,1 % du PIB) l'année précédente.

303. Le compte des services s'est soldé par un creusement de son déficit qui s'est chiffré à 3 457,9 millions de dollars US (4,7 % du PIB) contre 3 164,5 millions de dollars US (4,0 % du PIB) en 2021, en raison de la baisse des recettes de service. En ce qui concerne le compte des revenus primaires, il s'est soldé par une aggravation de son déficit à 4 505,1 millions de dollars US (6,1 % du PIB) en 2022, contre 3 830,6 millions de dollars US (4,8 % du PIB) en 2021. Cette évolution est principalement due à l'augmentation du service de la dette publique ainsi qu'à la hausse des sorties au titre des bénéfices et de dividendes. En revanche, le compte des revenus secondaires est ressorti excédentaire et en amélioration, passant de 3 354,9 millions dollars US (4,2 % du PIB) à 3 572,9 millions dollars US (4,8 % du PIB), en raison du renforcement des entrées de transferts privés.

304. Le compte de capital a affiché un excédent qui a diminué pour s'établir à 142,1 millions de dollars US (0,2 % du PIB) en 2022, contre 204,0 millions de dollars US (0,3 % du PIB) en 2021, reflétant principalement le ralentissement des flux des capitaux publics. Le compte financier a enregistré un emprunt net de 511,5 millions dollars US, contre un prêt net de 3 100,0 millions dollars US (3,9 % du PIB), en raison des entrées nettes au titre des investissements de portefeuilles.

Tableau 2. 29: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Ghana

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	US $ (million)				En % du PIB			
COMPTE COURANT	-1864,0	-2134,0	-2541,4	-1516,9	-2,7	-3,0	-3,2	-2,1
Biens	2256,8	2043,0	1098,8	2873,1	3,3	2,9	1,4	3,9
Exportations (fob)	15 667,5	14 471,5	14 727,5	17 494,4	22,9	20,7	18,5	23,7
Pétrole et gaz	4493,1	2910,6	3947,7	5428,6	6,6	4,2	5,0	7,4
non pétrolier	11 174,5	11 560,9	10 779,7	12 065,7	16,4	16,5	13,6	16,4
Importations (fob)	-13 410,7	-12 428,6	-13 628,7	-14 621,2	-19,6	-17,7	-17,1	-19,8
Pétrole et gaz	-2420,3	-1890,5	-2719,2	-4626,6	-3,5	-2,7	-3,4	-6,3
non pétrolier	-10 990,4	-10 538,0	-10 909,5	-9994,6	-16,1	-15,0	-13,7	-13,5
Services (net)	-3572,7	-4511,3	-3164,5	-3457,9	-5,2	-6,4	-4,0	-4,7
flux d'entrée	9924,8	7605,5	9173,7	8249,7	14,5	10,9	11,5	11,2
flux de sortie	-13 497,6	-12 116,8	-12 338,2	-11 707,6	-19,8	-17,3	-15,5	-15,9
Revenus primaires (net)	-3952,1	-3399,5	-3830,6	-4505,1	-5,8	-4,9	-4,8	-6,1
flux d'entrée	482,9	738,5	719,1	849,5	0,7	1,1	0,9	1,2
flux de sortie	-4435,1	-4137,0	-4549,7	-5354,6	-6,5	-5,9	-5,7	-7,3
Revenus secondaires (net)	3404,1	3732,9	3354,9	3572,9	5,0	5,3	4,2	4,8
privés (net)	3386,4	3564,8	3354,9	3572,7	5,0	5,1	4,2	4,8
officiels (net)	17,7	168,1	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0
COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER	3067,6	2887,2	3304,0	-369,4	4,5	4,1	4,2	-0,5
Compte de capital (net)	257,1	250,1	204,0	142,1	0,4	0,4	0,3	0,2
Transferts de capitaux (net)	257,1	250,1	204,0	142,1	0,4	0,4	0,3	0,2
Compte financier	2810,5	2637,1	3100,0	-511,5	4,1	3,8	3,9	-0,7
Investissement direct (net)	3292,1	1333,4	2 413,9	1 472,6	4,8	1,9	3,0	2,0
Investissement de portefeuille (net)	0,0	1561,2	0,0	0,0	0,0	2,2	0,0	0,0
Dérivés financiers (net)	0,0	329,7	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0
Autre investissement (net)	-481,5	-587,2	686,1	-1984,1	-0,7	-0,8	0,9	-2,7
Erreurs nettes et omissions	137,3	-375,8	-252,4	18,7	0,2	-0,5	-0,3	0,0
Solde globale	1341,0	377,5	510,1	-3639,5	2,0	0,5	0,6	-4,9
Pour mémoire								
Variation du taux de change moyen (US $) [1]	-12,1	-6,8	-3,6	-29,8				
Variation du taux de change moyen (UCAO) [2]	-9,9	-7,6	-5,7	-24,6				
Stock de réserves extérieures milliards (US $)	8418,1	8624,4	9695,2	6238,2				
Stock de réserves extérieures (en mois d'importations)	3,8	4,0	4,4	2,8				
PIB (prix courant, en millions d'USD)	68 337,5	70 029	79 524	73 769				

Source : Banque du Ghana

305. Les réserves de change brutes à fin décembre 2022 se sont t chiffrées à 6 238,2 millions de dollars US (2,7 mois de couverture des importations), contre 9 695,2 millions de dollars US (4,4 mois de couverture des importations) au cours de la période correspondante de 2021. La baisse de 35,7 % de ces réserves de change brutes est due aux sorties du compte de capital et du compte financier, ainsi qu'à l'inversion du portefeuille en 2022.

306. Le marché des changes a été très volatile en 2022, la monnaie locale ayant subi des pressions intenses pendant une bonne partie de l'année, reflétant l'inversion du portefeuille et la baisse des investissements directs étrangers, ainsi que les pics saisonniers de la demande. Le cedi s'est déprécié de 30,0 % (depuis le début de l'année) par rapport au dollar américain à fin décembre 2022, contre une dépréciation de 4,1 %, un an plutôt. En moyenne annuelle, le cedi s'est déprécié de 29,8 % par rapport au dollar américain en 2022, contre une baisse moyenne de 3,6 % en 2021. Par rapport à l'UCAO, le cedi ghanéen s'est déprécié en moyenne de 24,6 % en 2022, comparé à une dépréciation de 5,7 % en 2021.

6.3. Situation de la convergence macroéconomique

307. En ce qui concerne la performance par rapport aux critères de convergence, le Ghana n'a respecté aucun des six (6) critères de convergence macroéconomique en 2022, contre trois respectés en 2021, dont deux (2) critères de premier rang et un (1) de second rang. Cette non-conformité en 2022 est due à la situation macro-budgétaire difficile du pays.

Tableau 2. 30: Situation de la convergence macroéconomique du Ghana

Critères	Cible	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		***2***	***2***	***1***	***2***	***0***	***2***
Déficit budgétaire (base engagements ; y compris dons)	≤3 %	3,1	4,1	10,5	8,4	11,8	5,7
Taux d'inflation moyen annuel	≤5 %	9,9	8,7	9,9	10,1	31,5	29,4
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≥ 10 %	12,9	0,0	54,2	0,0	75,2	0,0
Réserves extérieures brutes	≥ 3	3,6	3,8	4,0	4,0	2,7	3,0
Critères de second rang		***2***	***2***	***1***	***1***	***0***	***0***
Variation du taux de change nominal	± 10 %	-7	-9,9	-7,6	-8,3	-24,6	-23,6
Ratio dette publique/PIB	≤ 70 %	56	61,2	74,4	76,2	71,3	72,5
Total des critères de convergence remplis		**4**	**4**	**2**	**3**	**0**	**2**

Source : BOG, MOF, FMI, WAMA ; *Prévision

6.4. Perspectives

308. Le PIB réel devrait encore ralentir, en raison de l'incertitude engendrée par la crise de la dette et la tendance des recettes fiscales prévue, mais il devrait évoluer positivement avec un taux de croissance de 1,5 % en 2023. La croissance devrait atteindre en moyenne 3,5 % sur la période 2024-2026, grâce au Programme de relance économique post-COVID-19 (PC-PEG) du gouvernement, qui sert de plan directeur pour relever les défis économiques.

309. L'inflation devrait rester élevée, avec une moyenne de 40,0 % en 2023 et un taux de fin de période de 29,0 % à fin décembre 2023, en raison des pressions sur le marché des changes et des perturbations dans le circuit d'offre du carburant et des denrées alimentaires. La résolution de la crise de la dette et les réformes, sous le programme du FMI, favoriseraient une relance économique qui devrait réduire les pressions inflationnistes à moyen terme. Cependant, les principaux risques de détérioration sont les dérapages dans l'exécution du programme de la FEC, les retards dans la restructuration de la dette extérieure et les pressions budgétaires potentielles liées aux élections générales de 2024.

310. L'orientation de la politique budgétaire, à travers notamment les mesures de mobilisation des recettes (le projet de loi révisé sur les exonérations, le rétablissement des valeurs de référence des importations en suspendant la remise de 50 % sur certains biens et l'imposition d'une taxe sur les transactions électroniques, entre autres), ainsi que les mesures de rationalisation des dépenses, devrait permettre de réduire le déficit budgétaire global à moyen terme.

311. En ce qui concerne les critères de convergence macroéconomique, le pays devrait satisfaire à deux (2) des six (6) critères en 2023 (financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et les réserves extérieures brutes) ; manquant les critères relatifs au déficit budgétaire et à l'inflation, en raison des pressions budgétaires et du risque d'inflation mentionné précédemment.

6.5. Conclusion et recommandations

312. Les fondamentaux de l'économie ghanéenne restent quelque peu solides, grâce aux mesures de relance mises en œuvre, en dépit des contrastes macroéconomiques. La croissance s'est établie à 3,1 % en 2022 et devrait rester positive en 2023, principalement soutenue par les secteurs primaires et des services et, dans une moindre mesure, par le secondaire. L'inflation est restée à un niveau élevé, mais devrait diminuer, grâce à la

relance en cours et aux mesures d'assainissement budgétaire prévues, qui seront renforcées par les Facilités élargies de crédit du FMI.

313. Le déficit budgétaire reste élevé et la vulnérabilité de la dette publique est pesante, ce qui entraîne une augmentation du coût du service de la dette. Les échanges extérieurs se sont déroulés dans un contexte difficile en 2022. La balance globale des paiements a enregistré un déficit contre un excédent en 2021. Toutefois, la mise en œuvre du Programme appuyé par la FEC du FMI, la confiance des investisseurs devrait être rétablie et les déséquilibres internes et externes corrigés.

314. Compte tenu de l'évolution macroéconomique en 2022 et des perspectives pour 2023, les Autorités sont encouragées à :

i. accorder la priorité à la stabilité macroéconomique à l'effet d'aider à contenir les pressions inflationnistes. Pour ramener l'économie sur la voie de la stabilité et accélérer le processus de désinflation, il est impératif de continuer à resserrer l'orientation de la politique monétaire et de renforcer l'ancrage des anticipations inflationnistes ;
ii. mettre en œuvre des mesures politiques visant à augmenter la productivité dans le secteur agricole et à développer la chaîne de valeurs du secteur agro-alimentaire.
iii. Intensifier les efforts d'industrialisation de l'économie, notamment des mesures d'incitations aux industries locales afin de leur offrir un avantage concurrentiel ;
iv. continuer à renforcer la participation du secteur privé, en promouvant le contenu local et en apportant un soutien ciblé aux PME et autres jeunes entreprises ;
v. adhérer à la mise en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire décrites dans le programme FEC soutenu par le FMI. Le programme de restructuration de la dette et les réformes budgétaires structurelles assureraient une réduction systématique du service de la dette et aideraient à créer un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires ;
vi. adopter des mesures innovantes de mobilisation des recettes, tout en rationalisant les dépenses, pour assurer la viabilité des finances publiques et de la dette à moyen et long terme ; et
vii. améliorer la coordination des politiques budgétaires et monétaires, en renforçant les structures existantes, notamment le Comité de coordination des politiques économiques (EPCC).

7. GUINEE

7.1. Introduction

315. L'activité économique est marquée en 2022 par la prise de mesures pour maintenir la stabilité du cadre macroéconomique, afin de renforcer la résilience du pays et l'amélioration du climat des affaires, à travers la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025) et la poursuite des réformes engagées dans le secteur minier. En outre, l'activité économique a bénéficié de la mise en œuvre du Plan de Relance Economique (PRE, 2022-2024) qui a contribué à consolider la reprise économique, à travers les projets à Haute Intensité de Main d'œuvre identifiés par les Bureaux de stratégie de développement (BSD).

316. Dans ce cadre global, les autorités ont tablé pour l'exercice 2022 sur l'atteinte des objectifs suivants :
    - réaliser un taux de croissance économique de 5,7 % du PIB ;
    - maintenir le déficit budgétaire à moins de 3,0 % du PIB ;
    - contenir le taux d'inflation moyen à 10,1%. ; et
    - avoir des réserves extérieures brutes supérieures à 3 mois des importations.

317. Pour atteindre ces objectifs, la mise en œuvre de la politique budgétaire se repose sur la gestion prudente du budget, à travers l'alignement de l'engagement des dépenses sur le niveau des recettes pour garantir la soutenabilité budgétaire, la qualité des dépenses à travers une réduction du train de vie de l'Etat et le soutien à la relance de l'économie à travers notamment le remboursement d'une part significative de la dette intérieure. En matière de politique d'endettement, la stratégie de gestion de la dette publique consiste à mobiliser les financements dont l'État a besoin, afin de réaliser les projets structurants de développement, à moindre coût, tout en minimisant les risques. Dans cette dynamique, les autorités guinéennes ont entrepris des réformes visant à qualifier et à moderniser la gestion de la dette publique grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers.

318. L'orientation de la politique monétaire a consisté au maintien du taux directeur à 11,5% et à la modification à la baisse du taux de réserves obligatoires à 15,0 % en avril 2022. En conséquence, la masse monétaire s'est accrue de 22,2% contre 8,4% en 2021.

7.2. Analyse sectorielle

7.2.1. Secteur réel

319. Le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 5,5%, en 2022 contre une croissance de 4,9% en 2021, tiré principalement par les secteurs secondaires et des services. Ce dynamisme est favorisé par la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025, et du Programme de Relance Economique (PRE), l'amélioration du climat des affaires et par la performance du secteur minier.

320. Le secteur primaire a maintenu la même performance qu'en 2021, en affichant une croissance de 4,8%. La croissance en 2022 s'explique par la performance réalisée dans les branches de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. La croissance de l'agriculture est restée résiliente à 6,1% contre 6,3% en 2021, en dépit des difficultés d'approvisionnement en intrants et de l'augmentation des coûts de production. L'élevage a été impacté par l'épidémie de grippe aviaire déclenchée dans le Grand Conakry avec l'abatage de milliers de poulets et la fermeture de certaines fermes avicoles. Ainsi, la performance de l'élevage s'est affichée à une croissance de 5,9%, contre 9,7% en 2021. La croissance de la pêche s'est établie à 4,6%, comme en 2021, attribuable aux effets des mesures de lutte contre les pratiques illicites dans cette branche d'activités, ainsi que de la réduction du nombre de permis accordés par type de navires de pêche semi industrielle. En revanche, la sylviculture a continué son redressement progressif en 2020, en réalisant une contraction moins importante (-1,2 %) que celle enregistrée en 2021 (-3,6%), grâce à l'allègement des mesures prises par les autorités pour limiter la coupe abusive du bois.

321. Quant au secteur secondaire, il a enregistré un ralentissement à 6,6 %, contre 8,8 % en 2021 attribuable à la baisse du rythme de croissance enregistrée dans les branches des activités extractive, de la production, de la distribution d'eau et d'électricité. Ainsi, la branche des activités extractives a connu un taux de croissance de 8,6% en 2022, contre 12,4% en 2021, en raison de la baisse de la production d'or artisanale, de la production de l'alumine (FRIGUIA) et de celle du Fer. La branche de production de l'eau, de l'électricité et du gaz a affiché une croissance de 4,2% en 2022 contre 11,3% en 2021, consécutive aux difficultés de paiement des factures cumulées par la clientèle depuis le début de la pandémie de COVID-19 et ce, malgré la subvention de l'Etat. La branche de la construction s'est accrue de 4,8 % en 2022, contre 4,4 % en 2021, en lien avec les travaux de construction des routes nationales Coyah- Mamou-Dabola, la construction de la voirie urbaine de Conakry, et la construction des échangeurs de Kagbélen, du Km 36 et de Bambéto. Les activités de fabrication ont progressé de 3,4%, contre 2,8% en 2021, sous l'effet de l'augmentation de la demande et à la libération progressive du circuit d'approvisionnement.

322. Le secteur tertiaire a progressé de 5,1% contre 2,2% en 2021, reflétant la performance de toutes les branches. Les activités commerciales ont enregistré une croissance de 5,7% contre une contraction de 3,8% en 2021. Quant à la branche de l'Hôtellerie et restauration, sa production est en hausse de 3,2% en 2022, contre 2,5% en 2021, grâce au retour progressif de la clientèle dans les complexes hôteliers et à la réouverture des bars, des salles de jeux et d'autres lieux de rassemblement. Dans la branche des transports, les activités ont augmenté de 3,3% en 2022 contre 2,7% en 2021, reflétant, entre autres, les effets de l'allègement des mesures de restriction de déplacements adoptées par la plupart des pays, à la suppression des barrages érigés à l'intérieur du pays par les nouvelles autorités et à la remise en service du train Conakry Express. S'agissant des activités des

postes et télécommunications, bien qu'en ralentissement, elles sont restées bien orientées avec une croissance de 13,0% en 2022 contre 18,2% en 2021, en lien avec la baisse du nombre d'abonnés chez certains opérateurs et celle du télétravail. De même, la croissance des services de l'administration publique a connu un ralentissement, passant de 8,0% en 2021 à 5,1% en 2022, en lien avec le départ d'une frange importante des fonctionnaires à la retraite.

323. En termes de contribution à la croissance économique, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont contribué respectivement à hauteur de 1,1 point, 2,5 points et 1,9 point de pourcentage contre des contributions respectives 1,1 point, 3,2 points et 0,6 point en 2021.

Tableau 2. 31: Evolution du PIB et de ses composantes en Guinée

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage					Contribution à la croissance				
Croissance du PIB à prix constants	5,6	7,0	4,9	5,5	6,1	5,6	7,0	4,9	5,5	6,1
Secteur primaire	19,8	7,8	4,8	4,8	6,1	4,0	1,8	1,1	1,1	1,4
Agriculture	8,3	5,5	6,3	6,1	6,4	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5
Elevage, Chasse, services annexes	-23,6	7,8	9,7	5,9	6,2	-0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture	1,8	-1,8	-3,6	-1,2	1,6	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Pêche, pisciculture et aquaculture	46,5	11,5	4,6	4,6	6,6	3,6	1,2	0,5	0,5	0,7
Secteur secondaire	1,0	22,1	8,8	6,6	7,5	0,3	7,1	3,2	2,5	2,9
Activités extractives	3,5	38,0	12,4	8,6	9,7	0,6	6,3	2,7	2,0	2,3
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	-0,1	2,9	3,1	4,3	4,4	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Fabrication d'autres produits manufacturiers	0,7	2,2	2,4	2,5	2,6	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2,9	36,3	11,3	4,2	6,3	0,0	0,4	0,2	0,1	0,1
Construction	-7,0	4,3	4,4	4,8	4,9	-0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Secteur tertiaire	3,4	-3,1	2,2	5,1	5,0	1,3	-1,9	0,6	1,9	1,8
Commerce	4,5	-12,6	-3,8	5,7	5,2	0,8	-2,1	-0,5	0,7	0,7
Hôtels et restaurants	1,7	-4,4	2,5	3,2	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transports	-1,4	-1,9	2,7	3,3	3,4	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1
Postes et télécommunications	18,1	16,8	18,2	13,0	13,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres services marchands	0,6	3,5	3,7	3,9	4,3	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Activités d'administration publique	2,7	6,1	8,0	5,1	5,1	0,2	0,5	0,7	0,5	0,5
Demande										
Consommation finale	4,9	-2,5	12,1	-2,6	3,5					
Publique	4,8	-7,4	-2,5	-25,0	-19,6					
Privée	5,0	0,1	19,1	6,2	9,9					
FBCF	5,9	1,5	8,7	15,9	-11,1					
Administration	8,6	19,6	8,2	-22,0	-6,7					
Privée	-2,5	-58,3	8,8	26,1	-11,9					
Mines	-4,6	-64,6	-2,5	124,3	-18,9					
Autres entreprises	21,1	49,2	16,4	15,9	-19,9					
Ménages	2,7	2,1	-0,2	10,2	10,8					
Variation de stocks	3,6	72,5	-35,9	34,9	39,3					
Exportations	-1,9	4,7	-2,1	2,1	5,5					
Importations	-8,9	-0,5	-19,7	-9,8	2,8					
Pour mémoire										
PIB à prix courants	125081	138995,34	160928,08	184180,71	213205,39					
PIB à prix constants	67454,47	72145,742	75694,393	79894,902	84760,114					
Inflation										
En moyenne annuelle	9,5	10,6	12,6	10,5	9,2					
En fin de période	9,1	10,6	12,5	8,6	8,4					

Source : Ministère de l'économie et des finances de la Guinée, * estimation, ** prévision

324. Au niveau de la demande, la consommation finale a baissé de 2,6% en 2022 contre une hausse de 12,1% en 2021. Cette baisse est portée par la composante publique qui a reculé de 25,0%, sous l'effet des mesures prises par les autorités pour lutter contre la corruption et la gabegie financière. En revanche, la consommation finale privée a augmenté de 6,2%, contre 19,2% en 2021. La formation brute de capital fixe (FBCF) a progressé de 15,9%, contre 8,7% en 2021, tirée par la FBCF privée qui s'est accrue de 26,1% en 2022. Par contre, la FBCF publique s'est contractée de 22,0%, contre une augmentation de 8,2% en

2021. Les importations de biens et services ont baissé leur rythme de progression de moitié en 2022, passant de 19,6% en 2021 à 9,8% en 2022. Quant aux exportations de biens et services, elles ont connu une augmentation de 2,1% en 2022, contre une baisse dans les mêmes proportions en 2021.

325. Les pressions inflationnistes se sont atténuées, avec un taux d'inflation en glissement annuel qui s'est situé à 8,6 % en 2022, contre 12,5% en 2021. Cette détente s'explique par les efforts d'amélioration de la desserte en électricité, la finalisation des travaux d'infrastructures, la mise en place d'un plan de relance des produits du secteur de la pêche (approvisionnements des marchés en poissons) et par le renforcement du franc guinéen. Par ailleurs, il a été noté un changement de méthodologie de calcul et d'extension de l'indice aux capitales régionales.

7.2.2. Finances publiques

326. L'orientation de la politique budgétaire a été marquée par la mise en œuvre des contrats de performance avec les autorités et les régies financières, la poursuite du recensement des contribuables, la mise en place d'un portail de paiement en ligne pour la collecte des impôts et taxes (e-tax), ainsi que la rationalisation des dépenses publiques.

327. Le total des recettes et dons mobilisés s'élève à 23 153,96 milliards de GNF (12,6% du PIB) contre 21 344,29 milliards de GNF (13,3% du PIB) en 2021, en augmentation due aux recettes totales. Les recettes totales ont augmenté à 22 322,51 milliards de GNF (12,1% du PIB) en 2022 contre 20 373,63 milliards de GNF (12,7% du PIB) en 2021, tirées à la fois par les recettes fiscales et non fiscales. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont chiffrées à 19101,92 milliards de GNF (10,4% du PIB) contre 18 296,03 milliards de GNF (11,4% du PIB) en 2021, soit une hausse de 4,4%, tirant profit des réformes structurelles engagées au niveau des régies financières (lutte contre la fraude et les détournements, renforcement des capacités, informatisation, etc.). Les recettes non fiscales se sont accrues de 84,9% pour s'établir à 2 519,48 milliards de GNF (1,4% du PIB) contre 1 362,46 milliards de GNF (0,8% du PIB) en 2021.

328. Les dons ont diminué de 14,3% pour se situer 831,44 milliards de GNF (0,5% du PIB) en 2022 contre 970,66 milliards de GNF (0,6% du PIB) l'année précédente, sous l'effet, en grande partie, des dons non affectés (dons programmes) que le pays n'a pu bénéficier en 2022.

329. Les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 24 464,42 milliards de GNF (13,3% du PIB) en 2022 contre 24 055,38 milliards de GNF (14,9% du PIB) en 2021, en hausse de 1,7 %, imputable essentiellement aux dépenses en capital.

330. Les dépenses en capital ont augmenté de 62,2 % pour se situer à 5 829,94 milliards de GNF (3,2% du PIB) contre 3593,62 milliards de GNF (2,2% du PIB) en 2021. Cette augmentation s'explique par la reprise des grands projets d'amélioration des infrastructures

routières dans le pays. Le financement des dépenses en capital financées sur ressources externes et celles sur ressources internes se sont accrues respectivement de 23,5 % et de 125,4 %.

331. Quant aux dépenses courantes, elles ont diminué à 17 996,55 milliards de GNF (9,8% du PIB) en 2022 contre 20 355,03 milliards de GNF (12,6% du PIB) l'année précédente. Cette diminution s'explique principalement par celle des dépenses de salaires et traitements, de dépenses sur les biens et services, des subventions et des transferts. Ainsi, les salaires et traitements ont reculé de 0,7% pour se situer à 6 270,46 milliards de GNF (3,4% du PIB) contre 6314,98 milliards de GNF (3,9% du PIB) en 2021. Les dépenses de biens et services ont régressé de 30% pour atteindre 3 821,50 milliards de GNF (2,1% du PIB), contre 5 460,31 milliards de GNF (2,1% du PIB) en 2021. Les transferts et subventions se sont atténuées 7 123,82 milliards de GNF (3,9% du PIB) contre 7 801,12 milliards de GNF (4,8% du PIB), un an plutôt. Les paiements d'intérêts sur la dette publique ont augmenté de 0,5 % pour atteindre 780,77 milliards de GNF (0,4% du PIB), contre 778,62 milliards de GNF (0,5% du PIB) en 2021. Cette tendance a été sous tendue par la hausse des paiements d'intérêts sur la dette extérieure de 16,4 %, tandis que les paiements d'intérêts sur la dette intérieure ont diminué de 9,4 %.

Tableau 2. 32 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Guinée

	2019	2020	2021	2022	2023*	2019	2020	2021	2022	20238
	Variation en pourcentage					En pourcentage du PIB				
Recettes et dons	6,9	5,1	13,4	8,5	20,5	17,1	13,5	13,3	12,6	13,1
Recettes	8,3	0,1	17,6	9,6	19,3	16,5	12,5	12,7	12,1	12,5
Recettes fiscales	6,9	4,0	13,7	4,4	24,3	14,8	11,6	11,4	10,4	11,1
Secteur minier	-28,3	-3,3	44,3	18,2	na	2,3	1,7	2,1	2,1	0,0
Secteur non minier	17,2	0,6	13,6	7,9	na	14,3	10,8	10,6	10,0	0,0
Contributions directes	227,5	14,6	3,9	33,9	na	2,4	2,1	1,9	2,2	0,0
Biens et services	393,7	8,6	6,6	-3,1	na	7,2	5,9	5,5	4,6	0,0
dont TSPP	na	83,5	-51,3	-19,3	na	0,9	1,2	0,5	0,3	0,0
Commerce international	na	-6,8	23,9	-14,7	na	3,2	2,2	2,4	1,8	0,0
Recettes non fiscales	na	-49,0	85,8	84,9	-36,8	1,4	0,5	0,8	1,4	0,7
Dons	19,3	152,4	-35,2	-14,3	54,6	0,6	1,1	0,6	0,5	0,6
Dons affectés	na	34,1	84,1	na	na	0,4	0,4	0,6	0,5	0,0
Dons non affectés	na	358,6	-95,9	-100,0	na	0,2	0,7	0,0	0,0	0,0
Dépenses Totales	20,5	16,9	11,3	1,7	47,6	17,7	15,6	14,9	13,3	16,9
Dépenses courantes	48,8	30,8	12,5	-11,6	15,7	13,2	13,0	12,6	9,8	9,8
Traitements & salaires	83,2	37,4	3,8	-0,7	17,4	4,2	4,4	3,9	3,4	3,5
Autres biens & services	49,2	18,3	8,5	-30,0	4,1	4,1	3,6	3,4	2,1	1,9
Subventions & transferts	73,0	30,3	31,0	-8,7	15,6	4,4	4,3	4,8	3,9	3,9
Paiements des intérêts de la dette	3,3	75,6	-23,2	0,3	59,5	0,6	0,7	0,5	0,4	0,6
Intérêts dette extérieure	-33,1	21,1	29,2	16,4	66,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Intérêts dette intérieure	24,3	101,7	-38,2	-9,4	54,0	0,4	0,6	0,3	0,2	0,3
Dépenses en capital	-39,3	-23,9	3,9	62,2	140,2	4,3	2,5	2,2	3,2	6,6
Financement externe	-45,3	16,0	8,0	23,5	152,6	1,7	1,5	1,4	1,5	3,3
Fin. interne	-29,9	-49,5	-2,1	125,4	75,7	2,6	1,0	0,8	1,7	2,5
Solde global (hors dons)	85,3	260,8	-14,3	-41,8	342,7	-1,1	-3,1	-2,3	-1,2	-4,4
Solde global (dons compris)	200,8	371,2	-3,2	-51,7	525,4	-0,6	-2,0	-1,7	-0,7	-3,8
	2 019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2 019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
		En millions de dollar US					En pourcentage du PIB			
Dette	5 019,00	6335,0	7007,0	7376,0	na	36,9	43,6	42,5	34,8	40,2
Intérieure	2 622,00	3800,0	3982,0	4070,0	na	19,3	26,2	24,2	19,2	na
Extérieure	2397,00	2535,0	3025,0	3306,0	na	17,6	17,4	18,4	15,6	na

Source : Ministère du Budget/Ministère de l'économie et des finances/AMAO ; *prévision

332. En conséquence, les opérations budgétaires se sont traduites par un déficit dons compris de 1 310,47 milliards de GNF (0,7 % du PIB), contre un déficit de 2 711,09 milliards de GNF (1,7 % du PIB) en 2021. Le déficit budgétaire hors dons a atteint 2 141,92 milliards de

GNF (1,2% du PIB) contre un déficit de 3 681,75 milliards de GNF (2,3% du PIB) au cours de la même période.

333. La dette publique, au cours de la période considérée, a atteint 7 376,00 millions de dollars US (34,8% du PIB) à fin 2022, contre 7007,00 millions de dollars US (42,5% du PIB) pour la période correspondante de 2021, soit un accroissement de 5,3%. Cette évolution s'explique par la gestion prudente , qui privilégie le recours aux emprunts concessionnels. La dette publique reste dominée par la composante extérieure qui s'est chiffrée à 4 070,00 millions de dollars US (19,2 % du PIB), tandis que la composante intérieure s'est élevée à 3306,00 millions de dollars US (15,6 % du PIB).

7.2.3. Secteur monétaire

334. L'orientation de la politique monétaire a été partiellement modifiée marquée par la baisse du taux de réserves obligatoires à 15,0 % en avril 2022 et le maintien du taux directeur de la Banque centrale à son niveau de 11,5 %.

335. Malgré la stabilité du taux directeur, le taux débiteur moyen des banques a poursuivi sa tendance haussière, atteignant 18,5 % en décembre 2022, soit une hausse de 0,19 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2021. De même, le taux créditeur moyen sur les dépôts à terme s'est fixé à 5,87% contre 5,69 % en décembre 2021. Le taux des bons du Trésor, toutes maturités confondues, ont suivi une tendance haussière. Le taux de bons du Trésor (BDT) à 91 jours a atteint 13,26 % à fin décembre 2022 contre 13,25 %, un an plutôt. De même, les taux de bons du Trésor à 182 jours et 364 jours ont également suivi une tendance haussière, passant respectivement de 13,20 % et 13,71 % en décembre 2021 à des taux respectifs de 13,46 % et 14,48 % en décembre 2022.

336. Les ressources des banques, au cours de la période considérée, ont davantage été orientées vers le secteur public, à travers les suscriptions aux bons du Trésor et aux obligations de l'Etat. Ainsi, l'encours des BDT s'est établi 8 225,8 milliards de GNF, en baisse de 5,25 % par rapport à fin décembre 2021. De même, les institutions financières ont mobilisé GNF 2 058,3 en faveur des obligations du trésor, 461,12 milliards de GNF en faveur des emprunts obligataires et 4 242,23 milliards de GNF en faveur des titres d'Etat.

337. En ce qui concerne les agrégats monétaires, la masse monétaire (M2) a augmenté de 22,2 % à fin 2022 contre 8,4% une année auparavant, tirée essentiellement par les Avoirs Extérieurs Nets (AEN).

338. Les AEN se sont accrus de 47,6 % à fin décembre 2022 contre 13,1% à la même période de l'année précédente. La croissance des AEN s'explique principalement par celle des avoirs étrangers de la BCRG, due à l'amélioration des revenus miniers et au rapatriement effectif des recettes issues de l'exportation d'or artisanal. Après un recul de 1,1% à fin 2021, les avoirs extérieurs nets de la BCRG se sont consolidés de 40,8% à fin décembre

2022. Quant aux AEN des banques de dépôts, ils se sont également bien tenus, avec une progression de 59,1%, après un accroissement de 49,4% à fin 2021.

339. Les AIN ont augmenté de 9,1% à fin décembre 2022 contre 6,2% à fin décembre 2021, sous l'effet de l'amélioration des créances auprès du secteur privé qui ont augmenté de 24,2% contre 6,7% à fin 2021, tirées par les nouveaux crédits octroyés aux clients opérant principalement dans les sous-secteurs du commerce, de l'énergie, des hydrocarbures et de la construction. Les créances nettes sur le gouvernement ont diminué de 5,6%, après une baisse de 0,8% à fin décembre 2021, en lien avec la rationalisation des dépenses publiques et la mise en œuvre d'une politique de désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

340. L'augmentation de la masse monétaire s'est traduite par une augmentation des dépôts à vue, des dépôts à terme et des dépôts en devises. Les dépôts à vue se sont renforcés de 24,6% contre 8,7% à fin 2021. Les dépôts à terme ont progressé de 34,9% contre 17,6% à fin 2021. Les dépôts en devises ont augmenté de 51,7%, après avoir affiché un accroissement de 10,0% une année plutôt. En revanche, la monnaie en circulation s'est décélérée de 6,3 %, contre une accélération de 4,6% à fin décembre 2021, résultant de la diminution des créances nettes sur l'Administration centrale et de l'assainissement de la circulation fiduciaire.

341. Le total de l'actif des banques a augmenté de 33,6% pour atteindre GNF 47 941 milliards de GNF contre 35 878 milliards de GNF à la même période de 2021. Cette évolution s'explique par l'augmentation de la souscription par les banques aux bons du Trésor de 7,0% à 8 890 milliards de GNF, les opérations sur le marché monétaire de 42,0% à 8 736 milliards de GNF et le crédit intérieur de 32,6% à 16 730 milliards de GNF. Du côté du passif, l'augmentation résulte de la hausse de 35,5% des dépôts et de 28,9% des ressources à court terme portant respectivement sur 10 123 milliards de GNF et 756 milliards de GNF.

Tableau 2. 33 : Evolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage				Contribution à la croissance M2			
AVOIRS EXTERIEURS NETS	37,3	**27,3**	**13,1**	**47,6**	10,5	**8,6**	**4,3**	**16,2**
Banque Centrale	51,4	12,4	-1,1	40,8	10,7	3,2	-0,3	8,7
Banques de Dépôts	-2,3	92,5	49,4	59,1	-0,2	5,4	4,5	7,5
AVOIRS INTERIEURS NETS	17,3	**21,1**	**6,2**	**9,1**	12,4	**14,4**	**4,2**	**6,0**
Crédit intérieur net	14,8	24,3	2,8	8,2	14,0	21,5	2,5	7,0
Créances sur le Secteur Public	9,2	37,5	0,3	-2,6	5,1	18,4	0,2	-1,3
Créances nettes sur l'Etat*	9,2	37,5	-0,8	-5,6	5,1	18,4	-0,4	-2,8
Banques	27,7	64,7	-2,4	10,4	4,7	11,5	-0,6	2,2
Créances sur le Secteur Privé	22,5	8,0	6,7	24,2	8,9	3,2	2,3	8,3
Autres Postes nets	6,9	35,6	-7,5	4,8	-1,6	-7,1	1,6	-0,9
MASSE MONETAIRE	22,9	23,0	**8,4**	22,2	22,9	23,0	8,4	22,2
Base Monétaire	16,6	19,2	6,1	6,1	7,9	8,7	2,7	2,6
Monnaie en circulation	21,7	30,9	4,6	-6,3	6,4	9,0	1,4	-1,9
Dépôts à vue gnf	22,9	13,6	8,7	24,6	9,8	5,8	3,4	9,7
Dépôts à terme gnf	14,2	38,7	17,6	34,9	1,2	2,9	1,5	3,2
Dépôts en devises	28,3	25,7	10,0	51,7	5,6	5,4	2,1	11,2
Pour mémoire								
Multiplicateur monétaire(M2/BM)	2,2	2,3	2,3	2,7				
Vitesse de la monnaie (PIB/M2)	4,1	3,7	4,0	3,7				
AEN/M2	31,5	32,6	34,0	41,0				
AIN/M2	68,5	67,4	66,0	59,0				
Créances sur le secteur privé /PIB	9,6	9,4	8,6	9,4				
Monnaie en circulation/M2	29,0	30,8	29,7	22,8				

Source: BCRG/AMAO

342. En ce qui concerne la rentabilité de l'industrie bancaire, le bénéfice après impôts a augmenté de 39% à GNF 1 080 milliards, contre GNF 775 milliards à fin 2021. Cette augmentation est due à la performance des activités bancaires. Le rendement de l'actif (ROA) a augmenté pour atteindre 2,0 % en décembre 2022 contre à 1,0 % pour la même période en 2021. De même, le rendement des capitaux propres (RCP) a augmenté de 25,0 %, contre 14,0 %, il y a un an. Le taux de dégradation du portefeuille des banques (NPL) s'est amélioré à 9,7% contre 11,6% en décembre 2021.

7.2.4. Secteur extérieur

343. Les transactions extérieures du pays sont caractérisées par une amélioration du solde global de la balance des paiements, résultant des améliorations du compte de capital et financier.

344. Le solde des transactions courantes est ressorti excédentaire de 3 332,62 millions de dollar US (15,7 %du PIB) en 20222 contre un excédent de 5 062,83 millions de dollar US (30,7% du PIB), un an plutôt, traduisant la baisse de l'excédent commercial, qui s'est détérioré de 35,7% pour s'établir à 3 892,44 millions de dollars US (18,2 % du PIB), après 6 051,49 millions de dollar US (36,7 % du PIB) en 2021.

345. Les exportations se sont élevées à 8 734,95 millions de dollars US (41,2% du PIB) contre 10 238,88 millions de dollars US (62,1 % du PIB) en 2021, tirées par les produits miniers qui représentent près de 94,0 % des exportations totales de marchandises en 2022. En revanche, les importations sont chiffrées à 4 842,51 millions de dollars US (22,8% du PIB) contre 4 187,39 millions de dollar US (25,4% du PIB), ont dominée sous l'effet des produits pétroliers (28,8% du total).

346. La balance des services s'est détériorée pour se situer à un déficit 760,50 millions dollar US (3,6% du PIB) en 2022 contre un déficit de 714,62 millions de dollar US (4,3% du PIB), l'année précédente. Cette détérioration est due, en grande partie, à l'augmentation des paiements au titre du transport maritime, des télécommunications et d'autres services fournis par des entreprises résidentes à des non-résidents.

347. S'agissant du solde du compte des revenus primaires, il s'est amélioré, passant d'un déficit de 663,71 millions de dollar US (4,0% du PIB) en 2021 à un déficit de 336,59 millions de dollars US (1,6% du PIB) en 2022, principalement en raison d'une baisse des revenus de placements versés aux non-résidents.

348. L'excédent du compte des revenus secondaires s'est également amélioré pour atteindre 537,27 millions de dollar US (2,5% du PIB), contre 389,67 millions de dollars US (2,4% du PIB) en 2021, soutenu par l'augmentation des transferts reçus dans le pays.

349. Le solde excédentaire du compte de capital a augmenté de 33,9 % pour atteindre 212,76 millions de dollars US (1,0% du PIB), contre 158,95 millions de dollars US (1,0% du PIB) en 2021, favorisé par l'augmentation des dons projets par les partenaires extérieurs. Les

transactions extérieures de la Guinée ont affiché une capacité de financement de 3 545,4 millions de dollars US (16,7 % du PIB) contre une capacité de financement de 5 221,78 millions de dollar US (31,7 % du PIB) en 2021, soutenue essentiellement par l'excédent du compte des biens.

350. Le compte financier a enregistré une acquisition nette d'actifs financiers de 3029,31 millions de dollar US (14,3% du PIB) en 2022, contre 5 167,5 millions de dollar US (31,1% du PIB) en 2021, lie au sous-compte « autres investissements ».

351. En conséquence, le pays a affiché un excédent de la balance globale de 516,15 millions de dollar US (2,4% du PIB) en 2022 contre celui de 96,10 millions de dollar US (0,6% du PIB) en 2021.

Tableau 2. 34 : Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Guinée

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	En millions de dollars US				En pourcentage du PIB			
A. Compte des transactions courantes	-314,57	2684,75	5 062,83	3 332,62	-2,3	18,5	30,7	15,7
1. Balance commerciale	475,36	5 203,76	6 051,49	3 892,44	3,5	35,8	36,7	18,3
Exportations	3 945,36	8 931,20	10 238,88	8 734,95	29,0	61,5	62,1	41,2
Importations	3 470,00	3 727,44	4 187,39	4 842,51	25,5	25,7	25,4	22,8
2. Balance des services	-754,70	-2521,25	-714,62	-760,50	-5,5	-17,4	-4,3	-3,6
3. Revenus primaires	-114,09	-144,78	-663,71	-336,59	-0,8	-1,0	-4,0	-1,6
4. Revenus secondaires	78,86	147,02	389,67	537,27	0,6	1,0	2,4	2,5
B. Compte de capital n.i.a	40,69	147,12	158,95	212,76	0,3	1,0	1,0	1,0
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-273,88	2831,87	5 221,78	3 545,38	-2,0	19,5	31,7	16,7
D. Compte financier	-997,56	2063,06	5 126,57	3 029,31	-7,3	14,2	31,1	14,3
1. Investissement direct n.i.a	-43,37	-173,99	-200,74	-590,11	-0,3	-1,2	-1,2	-2,8
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-5,54	12,03	19,62	72,19	0,0	0,1	0,1	0,3
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres investissements n.i.a	-948,65	2225,02	5 307,68	3 547,22	-7,0	15,3	32,2	16,7
E. Erreurs et omissions nettes	1,26	-0,03	0,88	0,08	0,0	0,0	0,0	0,0
F. Solde global à financer	724,94	768,78	96,10	516,15	5,3	5,3	0,6	2,4
Pour mémoire								
Taux de change/Dollar US	9184,40	9565,07	9 757,74	8 693,17				
Réserves de changes brute (en millions de dollar US)	1441,99	1503,33	1 909,47	2 337,99				
Réserves de changes en mois d'importations	4,0	2,9	4,9	4,7				
PIB à prix courants en millions de USD	13619,68	14531,55	16483,44	21218,98				

Source: BCRG

352. Les réserves extérieures brutes ont augmenté de 17,2 % pour se situer à 2 238 millions dollar US (4,7 mois de couverture des importations) à fin décembre 2022, contre 1 909,50 millions de dollar US (4,6 mois de couverture des importations) à fin décembre 2021. Cette évolution résulte du processus de rapatriement des recettes minières issues de l'exportation d'or et de bauxite.

353. En ce qui concerne le marché des changes, le franc guinéen sur le marché officiel s'échangeait à GNF 8 553,28 pour un dollar américain, ce qui correspond à une appréciation de 6,6%. Ce résultat s'explique par la mise en place de la salle de marché, le rapatriement des recettes issues de l'exportation d'or et de bauxite, la digitalisation de la fiscalité et des droits de douanes ainsi que la rationalisation des dépenses publiques par les nouvelles autorités du pays.

7.3. Situation de la convergence macroéconomique

354. Au titre de la convergence macroéconomique, la performance du pays s'est détériorée par rapport à l'année 2021. En effet, le pays a respecté quatre (4) des six (6) critères de

convergence dont trois (3) de premier rang (déficit budgétaire, financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale, et réserves extérieurs brutes) et un (1) de second rang (le ratio de la dette publique).

Tableau 2. 35: Situation de la convergence macroéconomique de la Guinée

CRITÈRE	CIBLE	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang						
Solde budgétaire (base engagements, dons inclus)	≤3 %	0,6	-3,0	-1,7	-0,7	-3,8
Taux d'inflation moyenne annuelle	≤5 %	9,5	10,7	9,3	10,5	9,2
Financement du déficit par la Banque centrale	≥10 %	3,0	1,8	1,6	0,0	0,0
Réserves de change brutes en mois d'importations	≥ 3	4,0	2,9	4,9	4,7	5,1
Nombre de critères primaires remplis		**3**	**3**	**3**	**3**	**2**
Critères de second rang						
Variation du taux de change nominal	±10 %	-2,8	-4,8	-4,2	19,5	4,8
Ration de la Dette publique sur le PIB	≤70 %	36,9	43,6	42,5	34,8	40,2
Nombre de critères secondaires remplis		**2**	**2**	**2**	**1**	**2**
Nombre total de critères respectés		**5**	**5**	**5**	**4**	**4**

Source: AMAO; * Prévision

7.4. Perspectives

355. L'activité économique guinéenne pourrait enregistrer une croissance de 6,1% en 2023, à la faveur de la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025 et du Plan de Relance Economique (PRE) 2022-2024. Cette croissance serait tirée par l'ensemble des secteurs d'activités. Le secteur primaire devrait progresser à un rythme de 6,1% en 2023, sous l'hypothèse d'une campagne agricole favorable, d'une bonne pluviosité et de la poursuite des investissements publics en milieu rural. Le secteur secondaire devrait atteindre une croissance de 7,5%, portée par les activités extractives, les industries agroalimentaires, les autres industries manufacturières, l'énergie et la construction. Le secteur tertiaire devrait être tiré par l'ensemble de branches L'inflation devrait être contenue à 9,2% en 2023, à la faveur d'une amélioration de l'offre des produits alimentaires, d'un meilleur approvisionnement des marchés et surtout d'un renforcement des actions de lutte contre la cherté de la vie.

356. En matière de convergence macroéconomique, le pays remplirait quatre (4) critères en 2024, dont deux (2) de premier rang (financement du déficit budgétaire et réserves extérieures brutes) et les deux de second rang (variation du taux de change et dette publique).

7.5. Conclusion et recommandations

357. L'économie guinéenne est restée résiliente en 2022, en dépit du niveau généralisé de l'inflation, du e durcissement des conditions financières dans le monde, de la crise russo-ukrainienne et des s effets persistants de la pandémie de Covid-19. La croissance économique est restée robuste, soutenue par l'ensemble des secteurs économiques. Dans ce contexte, les pressions inflationnistes se sont atténuées grâce à la poursuite des travaux de développement des infrastructures routières qui facilitent l'acheminent des produits agricoles des zones de production aux zones de distribution.

358. En matière de convergence macroéconomique, la performance de la Guinée s'est détériorée avec quatre (4) critères respectés contre cinq (05) en 2021.

359. Pour renforcer la performance macroéconomique, les autorités sont encouragées à :

i. poursuivre la transformation structurelle de l'économie à travers une meilleure diversification des sources de croissance, afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des activités minières ;
ii. accélérer le développement et la modernisation des infrastructures de transports pour réduire le coût d'acheminent des produits agricoles vers les zones de distribution, ainsi que le coût de revient des produits agricoles sur le marché.
iii. élargir l'assiette fiscale, à travers le recensement et la géolocalisation des contribuables, la fiabilisation du répertoire des contribuables par l'attribution d'un Numéro d'Identification Fiscal (NIF) et la formalisation des Moyennes entreprises ;
iv. poursuivre les efforts de rationalisation des dépenses publiques, en particulier limiter les transferts et les subventions ; et
prendre des mesures pour améliorer l'accès du secteur prive aux crédits bancaires.

8. GUINEE BISSAU

8.1. Introduction

360. L'orientation de la politique macroéconomique de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2022 était basée sur le Plan National de Développement (2015-2025), articulé autour de quatre domaines de croissance, à savoir l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche, le tourisme et l'exploitation minière. Le plan vise plus largement à assurer la stabilisation de l'économie, à renforcer la gouvernance et à garantir une mise en œuvre efficace des politiques. À cet effet, la politique économique adoptée en 2022 était axée sur des programmes d'assainissement budgétaire et de réformes, visant à assurer la viabilité des finances publiques et de la dette, à créer un espace budgétaire pour répondre aux besoins de développement, soutenus par le Programme du FMI.

361. Les objectifs macroéconomiques ci-dessous ont été fixés pour l'année 2022 :
    - taux de croissance du PIB réel de 5,0% ;
    - atteindre un taux d'inflation maximum de 3% ; et
    - avoir un ratio dette publique/PIB inférieur à 70,0 %.

362. Conformément aux orientations politiques et aux actions définies dans le PND, le gouvernement a lancé un programme ambitieux portant sur des réformes de l'administration fiscale et la gestion des finances publiques. Ledit programme vise tout particulièrement à assurer la gestion efficace et transparente des ressources publiques sous l'égide du FMI.

363. Malgré une situation économique mondiale moins favorable conjuguée au non acheminement vers le marché extérieur des noix de cajou au plan nationale, l'économie est restée relativement résiliente. La croissance du PIB réel a été de 4,7 %, contre 6,4 % en 2021, sous l'effet d'un ralentissement dans les secteurs secondaire et tertiaire. Les pressions inflationnistes se sont intensifiées au cours de l'année, et ressenties particulièrement au niveau des denrées alimentaires et des produits pétroliers importés. Cette flambée des prix s'est répercutée sur d'autres produits de base nationaux, notamment les denrées alimentaires et les boissons non alcoolisées.

364. Les opérations budgétaires se sont soldées par un déficit global, base engagements y compris les dons de 6,6 % du PIB en 2022, en baisse par rapport au déficit de 7,7 % du PIB en 2021.

365. La masse monétaire au sens large a augmenté, traduisant une hausse significative des avoirs intérieurs nets. En revanche, les avoirs extérieurs nets ont reculé, imputables aux avoirs extérieurs nets de la BCEAO.

366. Au niveau du secteur extérieur, la balance globale des paiements a enregistré un déficit de 5,4 % du PIB en 2022 contre un excédent de 6,1 % en 2021, traduisant un creusement du déficit du compte courant (7,4 % du PIB contre 0,8 % du PIB en 2021).

367. En matière de convergence macroéconomique, la Guinée-Bissau a respecté trois (3) des six (6) critères, dont deux (2) de premier rang et un (1) de second rang.

8.2. Analyse sectorielle

8.2.1. Secteur réel

368. La croissance du PIB réel a été de 4,7 % au cours de l'année sous revue contre 6,4% en 2021, sous l'effet d'un ralentissement dans les secteurs secondaire et tertiaire.

369. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 6,1 % contre 5,4 % en 2021, principalement à la faveur de l'expansion de la production agricole. La croissance de la branche de l'agriculture est passée de 4,1 % en 2021 à 6,9 %, tirée par la production de noix de cajou et de céréales. En revanche, la croissance de la branche de l'élevage s'est considérablement ralentie, passant de 19,4 % en 2021 à 2,1 % en 2022. En somme, le secteur primaire a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 2,2 points de pourcentage et sa part dans le PIB est de 36,3 %.

370. Le secteur secondaire a connu une croissance de 4,8 % contre 5,6 % en 2021, et ce, principalement imputable aux branches de la fabrication et de la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau, qui ont affiché des croissances respectives de 5,5 % et de 10,0 %, S'agissant de la branche de la construction, sa valeur ajoutée s'est inscrite dans un profile de redressement, avec une hausse de 0,7 % en 2022, après une contraction de 4,3 %en 2021. Au total, le secteur secondaire a contribué à hauteur de 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB et de 13,2 % à la formation du PIB en 2022.

371. La croissance dans le secteur tertiaire s'est ralentie à 3,7 % en 2022 contre 7,3 % en 2021, principalement en raison de la forte perte de croissance de la branche du commerce, dont la valeur ajoutée a progressé de 2,1 % contre 14,2 % en 2021. Les autres branches ont également connu, dans une moindre mesure, des décélérations de croissance en 2022. Le secteur tertiaire est demeuré dominant de l'économie, avec une part de 45,7 % dans le PIB et une contribution de 1,7 point de pourcentage à la croissance en 2022.

372. Les pressions inflationnistes en Guinée Bissau se sont accentuées au cours de la période sous revue. L'inflation moyenne est passée de 3,6 % en 2021 à 7,9 % en 2022, soit une accélération de 3,7 points de pourcentage sur un an dans tous les principaux groupes du panier d'inflation, à l'exception des fournitures, du transport et de l'éducation. L'envolée des prix s'explique par les denrées alimentaires et des produits pétroliers. De même, l'inflation de fin de période s'est établie à 5,9% en décembre 2022, contre 5,8% en décembre 2021.

Tableau 2. 36: Evolution du PIB et de ses composantes en Guinée Bissau

Postes	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage				*Contribution du secteur à la croissance*			
PIB réel	1,5	6,4	4,7	5,7	1,5	6,4	4,7	5,7
Secteur primaire	3,2	5,4	6,1	5,1	1,1	1,9	2,2	1,9
Agriculture	5,0	4,1	6,9	5,6	1,4	1,2	2,0	1,7
Élevage	2,2	19,4	2,1	2,2	0,1	0,6	0,1	0,1
Secteur secondaire	1,1	5,6	4,8	6,6	0,1	0,7	0,6	0,9
Industrie manufacturière	-1,5	8,3	5,5	4,9	-0,1	0,7	0,5	0,4
Constructions	5,6	-4,3	0,7	11,2	0,2	-0,1	0,0	0,3
Approvisionnement en électricité, gaz et eau	10,7	12,7	10,0	8,4	0,1	0,2	0,1	0,1
Secteur tertiaire	1,4	7,3	3,7	5,3	0,6	3,4	1,7	2,4
Commerce	-4,3	14,2	2,1	12,0	-0,7	2,1	0,3	1,8
Hôtels et restaurants	2,0	5,0	2,4	5,3	0,2	0,6	0,3	0,6
Transports et communications	72,1	4,4	4,3	3,8	3,8	0,4	0,4	0,3
Taxes indirects (nettes)	-7,9	7,8	4,0	11,7	-0,4	0,4	0,2	0,6
Pour mémoire (en milliards de francs CFA)								
PIB (prix courants)	915,67	997,02	1.115,34	1.182,35				
PIB (Prix constants, 2018=100)	824,29	877,16	918,43	970,94				
PIB (Prix de base)	784,26	834,02	873,47	920,82				
Inflation (en pourcentage)								
Moyenne	1,5	3,6	7,9	5,6				
Fin de période	1,5	5,8	5,9	5,0				

Source : BCEAO, Ministère des finances ; *Prévision

8.2.2. Finances publiques

373. Les opérations budgétaires au titre de l'année 2022 ont été caractérisées par une modération du déficit budgétaire global. Le total des recettes et dons a augmenté à 164,0 milliards de FCFA (14,7 % du PIB) contre 143,1 milliards de FCFA (14,4 % du PIB) en 2021, en hausse de 14,6% reflétant l'amélioration des recettes intérieures et des dons.

374. Les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 6,0 % pour atteindre 98,0 milliards de FCFA (8,8 % du PIB) en 2022, contre 92,4 milliards de FCFA (9,3 % du PIB) en 2021. Cette progression provient des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, des taxes intérieures sur les biens et services. De même, les recettes non fiscales se sont affluées de 77,3 % pour se chiffrer à 25,4 milliards de FCFA (2,3 % du PIB) contre 14,3 milliards de FCFA (1,4% du PIB) en 2021, sous l'impulsion des ressources provenant des autres frais administratifs et des contraventions.

375. Les dons se sont établis à 40,6 milliards de FCFA (3,6 % du PIB) en 2022 contre 36,4 milliards de FCFA (3,6 % du PIB) en 2021, en hausse de 11,7 % attribuables aux dons projets.

376. Les dépenses totales et prêts nets se sont accentués de 8,1 % pour se fixer à 237,4 milliards de FCFA (21,3 % du PIB) en 2022, contre 219,6 milliards de FCFA (22,0 % du PIB) en 2021, sous l'effet des dépenses courantes et des dépenses en capital.

377. Les dépenses courantes, qui représentaient 70,3 % des dépenses totales, se sont situées à 166,9 milliards de FCFA (15,0 % du PIB) en 2022, contre 155,0 milliards de FCFA (15,5 % du PIB) au cours de l'année précédente. Les salaires et les traitements se sont établis à 65,1 milliards de FCFA (5,8% du PIB), contre 57,9 milliards de FCFA (5,8% du PIB) en 2021. Quant aux paiements d'intérêts, ils ont augmenté de 3,6% pour ressortir à 14,4 milliards de FCFA (1,3% du PIB) contre 13,9 milliards de FCFA (1,4% du PIB) en 2021.

La composante intérieure, qui a représenté 90,0 % du total, s'est élevée à 12,9 milliards de FCFA (1,2 % du PIB), contre 8,7 milliards de FCFA (0,9 % du PIB) en 2021.

378. Les dépenses en capital se sont élevées à 70,4 milliards de FCFA (6,3 % du PIB) en 2022, contre 64,6 milliards de FCFA (6,5 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 8,9% en terme nominal due en grande partie, à l'expansion des dépenses financées sur ressources internes. Les dépenses en capital financées sur ressources intérieures ont augmenté de 112,5% tandis, que les dépenses en capital financées sur ressources extérieures se sont repliées de 3,9%.

379. Au total, les opérations budgétaires se sont soldées par un déficit budgétaire global, base engagements dons compris de 73,3 milliards de FCFA (6,6 % du PIB) en 2022, contre un déficit de 76,5 milliards de FCFA (7,7 % du PIB) l'année précédente. Hors dons, le déficit budgétaire global, base engagements, s'est chiffré à 113,9 milliards de FCFA (10,2% du PIB) en 2022 contre 112,9 milliards de FCFA (11,3% du PIB) en 2021.

Tableau 2. 37: Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Guinée Bissau

Postes	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage				*Pourcentage du PIB*			
Total des recettes et des dons	3,4	6,4	14,6	12,6	14,7	14,4	14,7	15,6
Total des recettes	-5,5	7,0	15,6	14,1	10,9	10,7	11,1	11,9
Recettes fiscales	-14,4	36,4	6,0	15,1	7,4	9,3	8,8	9,5
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values	-20,4	28,2	65,3	-17,0	2,0	2,3	3,5	2,7
Impôts sur les salaires		46,5	14,2		0,7	1,0	1,0	
Taxes intérieures et taxes sur les biens et services	-18,1	35,0	4,7	-6,5	2,7	3,3	3,1	2,7
Taxes à l'importation (hors TVA à la frontière)	3,3	62,1	-4,7	10,1	1,4	2,2	1,8	1,9
Recettes non fiscales	21,0	-55,3	77,3	10,3	3,5	1,4	2,3	2,4
Dons	41,6	4,9	11,7	8,1	3,8	3,6	3,6	3,7
Dépenses totales et prêts nets	35,8	-0,1	8,1	-0,1	24,0	22,0	21,3	20,0
Dépenses totales	35,8	-0,1	8,1	-0,1	24,0	22,0	21,3	20,0
Dépenses courantes	20,3	4,2	7,7	-10,4	16,2	15,5	15,0	12,7
Émoluments et salaires	16,4	9,3	12,4	-9,3	5,8	5,8	5,8	5,0
Biens et services	15,6	62,2	-10,1	-8,6	2,2	3,2	2,6	2,2
Paiements d'intérêts	51,2	11,4	3,6	45,8	1,4	1,4	1,3	1,8
Intérieur	41,7	28,4	48,6	22,1	0,7	0,9	1,2	1,3
Extérieurs	64,3	-8,9	-72,1	258,4	0,6	0,5	0,1	0,4
Dépenses en capital	86,1	-9,0	8,9	24,2	7,8	6,5	6,3	7,4
Financement intérieur	453,0	-28,0	112,5	58,3	1,1	0,7	1,4	2,0
Financement extérieur	68,0	-5,9	-3,9	14,8	6,7	5,8	5,0	5,4
Prêts nets					na	na	na	na
Solde global (dons y compris) sur la base des engagements					-9,3	-7,7	-6,6	-4,4
Solde global (hors dons) sur la base des engagements					-13,1	-11,3	-10,2	-8,1
Solde primaire					-7,9	-6,3	-5,3	-2,6
	Stock (en milliards de FCFA				**Percent of GDP**			
Dette publique	654,02	761,54	908,10	-	71,6	78,1	78,5	76,7
Intérieure	307,56	367,89	491,40	-	30,9	39,9	42,8	43,6
Extérieure	346,46	393,64	426,70	-	40,7	38,2	36,7	33,1

Source : Ministère des Finances ; * prévision

380. L'encours de la dette publique s'est établi à 908,1 milliards de FCFA (78,5% du PIB) à fin décembre 2022 contre 761,5 milliards de FCFA (78,1% du PIB) à fin 2021, attribuable à la fois à la dette intérieure et extérieure. L'encours de la dette intérieure, représentant 53 % de l'encours total, a augmenté de 30,9 % pour atteindre 42,8 % du PIB à fin 2022, contre 39,9% du PIB à fin 2021.

8.2.3. Secteur monétaire

381. La croissance de la masse monétaire au sens large (M2), en glissement annuel, s'est modérée à 3,1% à fin décembre 2022, après e 20,9% à fin 2021, tirée par une expansion

des avoirs intérieurs nets (AIN), en raison notamment de l'augmentation des créances nettes sur l'Administration centrale. Les avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire ont, en revanche, enregistré une baisse de 18,4% à fin décembre 2022, contre une hausse de 22,4% à fin 2021. Cette baisse est attribuable à la détérioration à la fois des avoirs extérieurs nets de la BCEAO (-23,7%) et des banques de dépôts (-8,1%). Au titre des composantes de M2, la croissance s'est traduite par une augmentation des dépôts transférables des banques et de la quasi-monnaie (dépôts d'épargne et à terme), respectivement de 13,4 % et 12,1 % au cours de l'année sous revue.

382. La masse monétaire au sens étroit (M1) a connu une croissance de 1,6 % à fin décembre 2022, mais en ralentissement par rapport à la croissance de 22,4% enregistré une année auparavant, retracée dans des dépôts transférables en expansion dans les banques commerciales. M1 a représenté 83,8 % de la masse monétaire au sens large à fin décembre 2022, contre 85,0 % à la même période en 2021.

Tableau 2. 38: Evolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Bissau

Poste	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage				*Contribution à la croissance de M2*			
Avoirs								
Avoirs Extérieurs Nets (Nets)	**24,2**	**22,4**	**-18,4**	**1,3**	***14,4***	***15,1***	***-12,6***	***0,7***
BCEAO	-10,7	33,5	-23,7	2,1	-5,3	13,7	-10,7	0,7
Banques commerciales	205,4	5,5	-8,1	0,0	19,7	1,5	-1,9	0,0
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	**-13,1**	**17,8**	**50,0**	**11,2**	**-5,3**	**5,8**	**15,7**	**5,1**
Créances intérieures nettes	-1,7	17,2	25,6	5,8	*-0,9*	*8,4*	*12,1*	*3,3*
Créances nettes sur les administrations publiques	-19,7	55,3	23,9	5,9	-3,2	6,5	3,6	1,1
Prêts et avances au secteur privé	5,9	5,0	26,4	5,7	2,3	1,8	8,5	2,2
Solde des autres comptes (OIN)	32,7	16,0	-23,2	-15,3	*4,4*	*2,6*	*-3,6*	*-1,8*
Passif								
Masse monétaire au sens large (M2)	**9,1**	**20,9**	**3,1**	**5,8**				
Monnaie au sens étroit (M1)	8,3	22,4	1,6	6,3				
Monnaie fiduciaire (CIC)	4,8	23,8	-2,5	7,1				
Dépôts transférables	19,6	18,5	13,4	4,5				
Quasi-monnaie (épargne et dépôts à terme)	13,2	13,0	12,1	3,1				
Mémorandum								
Avoirs extérieurs nets / PIB (%)	*29,5*	*33,2*	*24,2*	*23,1*				
Avoirs intérieurs nets / PIB (%)	*14,1*	*15,2*	*20,4*	*21,4*				
Créances nettes sur les administrations publiques / PIB (%)	5,2	7,4	8,2	8,1				
Crédit au secteur privé / PIB (%)	16,1	15,5	17,5	17,5				
Masse monétaire au sens large / PIB (%)	*43,6*	*48,4*	*44,6*	*44,6*				
Monnaie au sens étroit / PIB (%)	*36,6*	*41,2*	*37,4*	*37,5*				
Monnaie fiduciaire / PIB (%)	26,9	30,6	26,7	27,0				

Source : BCEAO, * prévision

383. La quasi-monnaie, qui comprend l'épargne et les dépôts à terme, a contribué à hauteur de 16,2 % à la masse monétaire au sens large au cours de l'année sous revue. Elle a augmenté de 12,1 % à fin 2022, après une hausse de 13,0% à fin 2021, sous l'impulsion des dépôts des banques commerciales ainsi que des prêts et avances au secteur privé (ou créances au secteur privé).

8.2.4. Secteur extérieur

384. Les transactions avec l'extérieur ont connu une évolution mitigée en 2022. Le solde global de la balance des paiements est ressorti avec un déficit de 60,8 milliards de FCFA (5,4 % du PIB) en 2022, contre un excédent de 60,4 milliards de FCFA (6,1 % du PIB) en 2021, reflétant l'aggravation du déficit du compte courant. Le déficit du compte courant s'est détérioré à 83,08 milliards de francs CFA (7,4% du PIB), après 7,85 milliards de francs

CFA (0,8% du PIB) en 2021, résultant de l'approfondissement du déficit de la balance des biens.

385. Le compte des biens a enregistré un déficit de 87,3 milliards de FCFA (7,8% du PIB) en 2022 contre un déficit de 27,7 milliards de FCFA (2,8% du PIB) enregistré en 2021. Ce creusement du déficit est lié à l'accroissement des importations conjugué à la baisse des exportations. Les importations de marchandises (FAB) ont progressé pour s'établir à 241,4 milliards de FCFA (21,6% du PIB) contre 194,0 milliards de FCFA (19,5% du PIB) en 2021, en raison notamment du renchérissement des produits pétroliers, des denrées alimentaires et des biens d'équipement de base. En revanche, les recettes provenant des exportations de marchandises ont légèrement diminué, passant de 166,3 milliards de FCFA (16,7 % du PIB) en 2021 à 154,0 milliards de FCFA (13,8 % du PIB) en 2022, en raison d'une baisse des recettes provenant du principal produit d'exportation, notamment la noix de cajou dont l'acheminement a été problématique.

386. Le déficit du compte des services est chiffré à 88,9 milliards de FCFA (8,0% du PIB), contre un déficit de 73,9 milliards de FCFA (7,4% du PIB) en 2021, s'expliquant par la hausse de 33,3% des paiements au titre des services de transport et d'assurance. Le compte des revenus primaires a affiché une contraction de son excédent qui s'est situé à 5,2 milliards de FCFA (0,5% du PIB) en 2022, contre 9,4 milliards de FCFA (0,9% du PIB) en 2021, attribuable au paiement des intérêts sur la dette publique qui ont augmenté plus que les revenus d'investissement reçus qui ont été impactés par le rapatriement des revenus par les investisseurs étrangers. Parallèlement, le compte des revenus secondaires a connu un excédent en accroissement qui est ressorti à 88,0 milliards de FCFA (7,9% du PIB), contre 84,4 milliards de FCFA (8,5% du PIB) en 2021, occasionné par une forte augmentation des transferts de fonds et une légère hausse des flux d'aide extérieure accordés au pays.

387. L'excédent du compte de capital a diminué pour s'établir à 11,6 milliards de FCFA (1,0% du PIB) au cours de l'année sous revue, contre 12,6 milliards de FCFA (1,3% du PIB) l'année précédente, sous l'effet principalement du ralentissement des entrées de dons.

388. Le compte financier s'est soldé par un emprunt net de 13,7 milliards de FCFA (1,2 % du PIB) au cours de la période sous revue, contre un emprunt net de 49,7 milliards de FCFA (5,0 % du PIB) en 2021, reflétant l'allocation des DTS du FMI.

Tableau 2. 39: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Guinée Bissau

Postes	2020	2021	2022[r]	2023[p]	2020	2021	2022	2023*
	En milliards de FCFA				*Pourcentage du BIP*			
Compte courant	-22,39	-7,85	-83,08	-69,57	2,4	0,8	7,4	5,9
Biens	-53,78	-27,73	-87,34	-87,91	5,9	2,8	7,8	7,4
Exportations (fab)	123,06	166,30	154,04	162,77	13,4	16,7	13,8	13,8
Noix de cajou	109,21	154,45	147,54	156,77	11,9	15,5	13,2	13,3
Poissons et crevettes	0,80	0,66	1,20	0,80	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres exportations	13,05	11,20	5,30	5,20	1,4	1,1	0,5	0,4
Importations (fab)	-176,84	-194,03	-241,37	-250,68	19,3	19,5	21,6	21,2
Produits pétroliers	-30,95	-36,13	-55,26	-55,82	3,4	3,6	5,0	4,7
Produits non pétroliers	-145,89	-157,90	-186,11	-194,87	15,9	15,8	16,7	16,5
Dont biens intermédiaires	-15,05	-16,26	-22,79	-24,06	1,6	1,6	2,0	2,0
Services (nets)	-65,30	-73,90	-88,90	-86,39	7,1	7,4	8,0	7,3
Crédits	10,70	19,40	24,00	24,30	1,2	1,9	2,2	2,1
Débits	-76,00	-93,30	-112,90	-110,69	8,3	9,4	10,1	9,4
Revenus primaires (net)	14,54	9,40	5,20	15,30	1,6	0,9	0,5	1,3
Crédits								
Débits								
Dont paiements d'intérêts	-5,50	-5,83	-4,80	-4,60	0,6	0,6	0,4	0,4
Revenus secondaires	82,16	84,38	87,95	89,42	9,0	8,5	7,9	7,6
Transfert officiel (net)	27,81	24,90	25,95	28,12	3,0	2,5	2,3	2,4
Transfert privé (net)	54,35	59,48	62,00	61,30	5,9	6,0	5,6	5,2
Compte de capital	9,02	12,61	11,64	32,40	1,0	1,3	1,0	2,7
Acquisition/cession d'actifs non financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert de capitaux	9,02	12,61	11,64	32,40	1,0	1,3	1,0	2,7
Solde des comptes de transactions courantes et de capital [Prêt net (+) / emprunt net (-)]	-13,37	4,76	-71,44	-37,17	1,5	0,5	6,4	3,1
Compte des opérations financières	-71,41	-49,66	-13,67	-40,66	7,8	5,0	1,2	3,4
Investissements directs (net)	-11,90	-9,75	-9,60	-15,60	1,3	1,0	0,9	1,3
Investissements de portefeuille (net)	-52,21	-50,81	-52,30	-52,70	5,7	5,1	4,7	4,5
Autres investissements (net)	-7,30	10,90	48,23	27,64	0,8	1,1	4,3	2,3
Avoirs en réserve	-52,75	-60,44	60,76	-3,48	5,8	6,1	5,4	0,3
Erreurs et omissions	-5,29	6,03	-2,99	0,00	0,6	0,6	0,3	0,0
Solde global	52,75	60,44	-60,76	3,48	5,8	6,1	5,4	0,3
PIB (en milliards de francs CFA)	**915,67**	**997,02**	**1.115,34**	**1.182,35**				
POUR MÉMOIRE								
Variation moyenne du taux de change (FCFA/UCAO)	**1,0**	**1,5**	**-5,3**	**2,4***				
Variation du taux de change moyen (FCFA/dollar américain)	**1,8**	**3,8**	**-11,1**	**2,6**				
Réserves brutes en mois de couverture des importations	**6,5**	**6,6**	**4,2**	**4,4**				

Source : BCEAO, * prévision

8.3. Situation de la convergence macroéconomique

389. Il ressort de l'examen des critères de convergence macroéconomique que la Guinée-Bissau a respecté trois (3) des six (6) critères, dont deux (2) de premier rang (financement du déficit budgétaire par la banque centrale et réserves extérieures brutes) et un (1) de second rang (variation du taux de change nominal).

Tableau 2. 40: Situation de la convergence macroéconomique de la Guinée Bissau

Critères	Cible	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		*3*	*3*	*2*	*2*
Déficit budgétaire (base d'engagement, y compris les dons)	≤ 3%	9,3	7,7	6,6	3,3
Taux d'inflation annuel moyen	≤ 5%	2,1	3,6	7,9	5,6
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≥ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves extérieures brutes	≥ 3	6,5	6,6	4,2	4,4
Critères de second rang		*1*	*1*	*1*	*1*
Variation du taux de change nominal	± 10%	1,0	-1,5	-5,3	2,4
Ratio de la dette publique au PIB	≤ 70%	71,6	78,1	78,5	76,7
Nombre total de critères de convergence satisfaits		4	4	3	3

Source : BCEAO et Ministère des Finances, * prévision

8.4. Perspectives

390. L'économie bissau-guinéenne a affiché de solides signes de reprise, malgré les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La relance économique devrait se poursuivre en 2023, avec une croissance du PIB réel qui passerait de 4,7 % en 2022 à 5,7 % en 2023. Cette évolution devrait être soutenue par l'ensemble des secteurs, et particulièrement le secteur tertiaire. Toutefois, des risques

pesants demeurent et ont trait à la l'instabilité sociopolitique du pays et à la poursuite des tensions entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les difficultés logistiques liées à l'exportation des noix de cajou, qui constituent le principal produit d'exportation du pays. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 7,4 % en 2023 et à 9,4 % en fin de période. Cette évolution serait principalement liée à la hausse des prix des produits importés.

8.5. Conclusion et recommandations

391. L'économie de la Guinée-Bissau a connu croissance appréciable au cours des deux dernières années. La situation économique et financière a été marqué en 2022 par la poursuite de la mise en œuvre satisfaisante du Programme du FMI appuyé par la FEC conclu en juillet 2021. Par ailleurs, le pays a connu des difficultés dans l'exportation des noix de cajou, en raison de problèmes logistiques et de désaccords sur les prix à l'exportation entre les exportateurs et leurs partenaires. Les pressions inflationnistes ont été fortes , en dépit de la politique monétaire restrictive de la BCEAO.

392. Bien que le déficit budgétaire se soit légèrement amélioré en 2022 par rapport à l'année précédente, l'encours de la dette publique reste un défi, puisqu'il est resté élevé à 81,4 % du PIB en 2022.

393. En matière de convergence macroéconomique, le pays a respecté deux (2) critères de premier rang (financement du déficit budgétaire par la banque centrale et réserves extérieures brutes) et un (01) de second rang (variation du taux de change nominal).

394. À la lumière de ce qui précède, les recommandations suivantes sont formulées à l'intention des autorités :

   i. consolider la stabilité sociopolitique et créer les conditions nécessaires à la réussite des réformes économiques, en vue de restaurer la confiance des investisseurs pour soutenir les efforts de redressement économique ;

   ii. poursuivre les réformes fiscales appropriées, afin de rendre le secteur des exportations de noix de cajou plus compétitif ;

   iii. résoudre, à court terme, les problèmes logistiques (tels que le scanner, les points de pesée et le dragage du port) qui entravent le déroulement normal des opérations de commercialisation du principal produit d'exportation du pays (la noix de cajou) ;

   iv. accélérer les efforts pour accroitre l'assiette fiscale, assurer une gestion prudente des finances publiques, aligner le cadre institutionnel à celui de la Communauté et donner la priorité à la migration vers SYDONIA World et SIGMA, permettant l'interconnexion avec d'autres pays et administrations, en vue d'une synergie d'actions entre les différentes régies financières;

   v. prendre des mesures pour renforcer la gestion des salaires, dans le secteur public, en accélérant l'opérationnalisation d'outils de gestion des salaires tels que le

circuit de la paie afin d'assurer une solution durable et fiable à l'identification des fonctionnaires ; et

vi. poursuivre la campagne de promotion de l'inclusion financière, compte tenu des signes croissants de confiance dans le secteur bancaire.

9. LIBERIA

9.1. Introduction

395. L'orientation générale de la politique macroéconomique du Gouvernement du Liberia s'inscrit en droite ligne avec le Programme économique en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement (PAPD) 2018-2023 - tel que consigné dans le cadre budgétaire 2022 et conforme au plan de relance économique du Liberia (LERP) (2021-2023). L'objectif fondamental est d'assurer la stabilité macroéconomique, d'élargir l'assiette fiscale nationale et d'accroître les investissements. Les stratégies en faveur des pauvres se sont concentrées sur les interventions dans les secteurs prioritaires, y compris les investissements dans les soins de santé, l'agriculture, l'énergie et les projets d'infrastructures.

396. Conformément à cette orientation de politique macroéconomique, les principaux objectifs macroéconomiques ont été fixés pour 2022 comme suit :
    - une croissance du PIB réel de 4,7 % ;
    - des réserves extérieures brutes au moins de 3,5 mois de couverture des importations ;
    - une inflation de 13,3 % de fin période ; et
    - un solde budgétaire global de 0,0 % du PIB (c'est-à-dire un budget équilibré).

397. La croissance du PIB réel en 2022 s'est ralentie pour se situer à4,8 %, contre 5 % en 2021, principalement imputable aux secteurs primaire et secondaire. Le taux d'inflation de fin période s'est accélérée pour atteindre 9,2%, contre 5,5% en 2021, tandis que l'inflation moyenne a ralenti pour s'établir à 7,6%, après 7,9% en 2021.

398. Les opérations budgétaires ont été marquées par une augmentation des dépenses publiques, reflétant principalement l'accentuation des investissements et des dépenses de transfert, conjugué à une contre-performance des recettes intérieures. Ces évolutions ont conduit à une aggravation du déficit budgétaire global qui s'est fixé à 2,1 % du PIB en 2022, contre 0,9 % du PIB en 2021.

399. La Banque centrale du Liberia (CBL) a continué à se concentrer sur la mise en œuvre de mesures politiques visant à contenir les pressions inflationnistes et à promouvoir la stabilité financière. Ainsi, la CBL a maintenu une politique monétaire relativement stricte en 2022, avec é la réduction de 500 points de base de son taux directeur (MPR) pour le fixer à 15,0 % en août 2022, visant principalement à améliorer la liquidité en dollar libérien dans le système bancaire. Au niveau du secteur extérieur, le déficit de la balance courante s'est creusé à 5,7 % par rapport à l'année 2021, en grande partie en raison de la dégradation du déficit du compte des biens.

400. Sur le plan de la convergence macroéconomique, le Liberia, comme en 2021, a rempli quatre (4) des six (6) critères, dont trois (3) de premier rang (déficit budgétaire,

financement du déficit par la banque centrale et réserves extérieures brutes) et un (1) de second rang (dette publique en pourcentage du PIB).

9.2. Analyse sectorielle

9.2.1. Secteur réel

401. La croissance du PIB réel s'est établie à 4,8 % en 2022 contre 5,8% en 2021, en décélération attribuable à l'agriculture et à l'exploitation minière. Néanmoins, l'activité économique a été bien orientée dans son ensemble e au cours de l'année, avec un apport appréciable des investissements publics et la mise en œuvre de réformes structurelles, notamment dans des domaines clés les infrastructures routières, l'énergie, le commerce, le transport et les services financiers).

402. Le secteur primaire (agriculture et sylviculture) a enregistré une croissance de 1,3 %, en baisse par rapport à 3,3 % en 2021, imprimée par l'agriculture (1,2 % contre 4,0 %) suite au ralentissement de la production agricole (0,9 % contre 6,2 %). Toutefois, la performance de la sylviculture s'est améliorée à 1,6 % contre 1,0 % en 2021, grâce à l'augmentation de la production de charbon de bois, de grumes et de bois d'œuvre.

403. Le secteur secondaire (industrie) a également ralenti à 10,1% en 2022, après une croissance de 11,6 % en 2021, en raison de la décélération des branches minières et manufacturières, ainsi que d'une contraction de la branche "fourniture d'électricité, de gaz et d'eau". La progression de la valeur ajoutée de la branche minière a ralenti, passant de 17,6 % en 2021 à 14,0 %, en raison de la baisse de la production de diamants. De même, la croissance de la branche de l'industrie manufacturière a ralenti, passant de 4,7 % en 2021 à 2,2 % en 2022, en grande partie en raison de la faible production de boissons non alcoolisées. La valeur ajoutée de la branche de production d'électricité, de gaz et d'approvisionnement s'est contractée de 4,0%, contre une croissance de 3,8 % en 2021, reflétant, en partie, les délestages de la société d'électricité du Libéria (Liberia Electricity Corporation, LEC)1. En revanche, l'activité de construction s'est considérablement consolidée, avec une croissance de 8,0%, contre 2,5% en 2021, à la faveur de la reconstruction des routes et de l'exécution d'autres projets d'infrastructure.

404. La croissance du secteur tertiaire (services) s'est accélérée à 4,5 % en 2022, contre 1,8 % en 2021, reflétant des améliorations dans toutes les branches, à l'exception de celle de l'immobilier qui s'est repliée de 2,3 % contre une progression de 1,4 % en 2021. Les activités du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration se sont améliorées, induisant une croissance de la branche de 9,0 % contre 2,0 % en 2021. La branche de transport, stockage et communication a enregistré une croissance de 5,0 % contre 4,0 % en 2021. De même, la branche des services financiers a connu une accélération de croissance avec un taux de

[1] https://african.business/2022/06/energy-resources/businesses-suffer-as-liberia-struggles-with-power-woes

4,0 % contre 2,0 % en 2021. Enfin, les services gouvernementaux ont progressé de 1,0 % contre 0,0 % en 2021 et les autres services avec 2,5 % contre 1,0 % en 2021.

405. En termes de contribution à la croissance économique de 4,8%, le secteur secondaire a contribué le plus, avec 2,8 points de pourcentage et sa part dans le PIB a été de 29,5%. Le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 1,5 point de pourcentage à la croissance et a représenté 32,2% du PIB. La contribution à la croissance du secteur primaire s'est située à 0,5 point de pourcentage, avec une part dans le PIB de 38,3%.

406. Les pressions inflationnistes se sont accentuées en 2022, avec une inflation de fin de période atteignant 9,2 % en décembre 2022 contre 5,5 % en décembre 2021. Cette flambée des prix est principalement portée par les denrées alimentaires et le carburant, en raison de l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Cependant, l'inflation moyenne a légèrement fléchi en s'établissant à 7,6 %, après 7,9 % en 2021.

Tableau 2. 41: Evolution du PIB et de ses composantes au Liberia

Poste	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation de %				*Contribution à la croissance*			
PIB réel	**-3,0**	**5,0**	**4,8**	**4,3**	**-3,0**	**5,0**	**4,8**	**4,3**
Secteur primaire	**5,9**	**3,3**	**1,3**	**2,9**	**2,2**	**1,3**	**0,5**	**1,1**
Agriculture & Pêche	6,4	4,0	1,2	3,3	1,8	1,2	0,4	1,0
Dont :	7,2	6,2	0,9	4,5	1,5	1,4	0,2	1,0
Foresterie	4,6	1,0	1,6	1,2	0,4	0,1	0,1	0,1
Grumes et bois	4,0	1,0	3,5	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charbon	4,6	1,0	1,5	1,0	0,4	0,1	0,1	0,1
Secteur secondaire*	**-1,1**	**11,6**	**10,1**	**4,5**	**-0,3**	**3,1**	**2,8**	**1,3**
Mine	2,0	17,6	14,0	4,6	0,3	2,6	2,4	0,8
Fabrication	0,0	4,7	2,2	4,9	0,0	0,3	0,1	0,3
Électricité, Gaz & approvisionnement	-9,0	3,8	-4,0	3,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Construction	-10,0	2,5	8,0	4,0	-0,5	0,1	0,4	0,2
Secteur tertiaire	**-13,1**	**1,8**	**4,5**	**5,9**	**-4,9**	**0,6**	**1,5**	**1,9**
Commerce (y compris Hôtels et	-21,0	2,0	9,0	8,0	-3,1	0,2	1,1	1,0
Transport, stockage, communication	-12,0	4,0	5,0	3,0	-0,6	0,2	0,2	0,1
Finance et assurance	-9,0	2,0	4,0	5,0	-0,3	0,1	0,1	0,2
Immobilier, location et activités	1,4	1,4	-2,3	8,0	0,1	0,1	-0,1	0,3
Services gouvernementaux	-9,0	0,0	1,0	3,0	-0,4	0,0	0,0	0,1
Autres services	-10,0	1,0	2,5	4,5	-0,5	0,0	0,1	0,2
Pour mémoire								
PIB (Prix courant)	3 037,2	3 508,9	3 992,1	4 345,4				
PIB (prix constant (2018= 100)	3 087,7	3 242,4	3 398,4	3 546,2				
Déflateur du PIB	98,4	108,2	117,5	122,5				
Inflation								
Moyenne	17,4	7,9	7,6	8,7				
Fin de période	13,1	5,5	9,2	6,5				

Source : CBL ; LISGIS ; FMI *Prévision

9.2.2. Finances publiques

407. Les opérations budgétaires de l'Etat en 2022 se sont soldées par une aggravation du déficit, reflétant l'augmentation des dépenses en capital et des transferts. Le déficit budgétaire global y compris les dons, s'est creusé pour se situer à 2,1 % du PIB en 2022, contre 0,8 % du PIB en 2021. Hors dons, le déficit s'est élevé à 2,2 % du PIB contre 0,9 % du PIB en 2021.

408. Le total des recettes et dons s'est chiffré à 694,3 millions de dollars US (17,4 % du PIB), contre 702,8 millions de dollars US (20,0 % du PIB) en 2021, reflétant la diminution des impôts sur le revenu et sur les bénéfices, et des recettes non fiscales, respectivement de 2,1 % et 4,7 %. Les recettes intérieures ont également baissé de 1,2 %, passant de

698,6 millions de dollars US (17,5 % du PIB) en 2021 à 690,1 millions de dollars US (17,3 % du PIB).

409. Les recettes fiscales se sont légèrement améliorées, en termes absolus pour atteindre 484,9 millions USD (12,1 % du PIB) en 2022, contre 483,3 millions dollars US (13,3 % du PIB) en 2021. Elles ont été inférieures de 7,3 millions USD à l'objectif fixé, sous l'effet des taxes sur le commerce international. S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont élevées à 205,2 millions USD (5,1 % du PIB) en 2022 contre 215,3 millions USD (5,4 % du PIB) en 2022 et ont dépassé l'objectif de 55,8 millions USD, grâce à la mobilisation accrue des recettes. Quant aux dons, ils se sont maintenus à 4,2 millions USD (0,1 % du PIB) en 2022 comme en 2021.

Tableau 2. 42 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Liberia

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	% de variation				% du PIB			
Total des recettes et des subventions	**31,2**	**12,6**	**-1,2**	**12,0**	**20,5**	**17,6**	**17,4**	**17,9**
Recettes intérieures	***22,5***	***20,0***	***-1,2***	***12,7***	***19,2***	***17,5***	***17,3***	***17,9***
Recettes fiscales	***11,3***	***22,4***	***0,3***	***14,0***	***13,0***	***12,1***	***12,1***	***12,7***
Impôts sur le revenu et les bénéfices	26,6	19,5	-2,1	14,8	5,9	5,4	5,3	5,6
Taxes sur le commerce international	4,3	26,0	-70,9	12,5	5,5	5,2	1,5	5,4
taxes sur les biens et services	-3,5	22,2	10,6	12,6	1,5	1,4	1,5	1,6
autres recettes fiscales	-45,1	-3,9	0,0	78,9	0,1	0,1	0,1	0,1
Recettes non fiscales	***55,4***	***14,9***	***-4,7***	***9,8***	***6,2***	***5,4***	***5,1***	***5,2***
Revenu de la propriété	20,2	-2,5	2,1	25,1	2,5	1,9	1,9	2,2
Frais administratifs et amendes	-17,4	24,2	0,5	13,2	0,5	0,4	0,4	0,5
autres recettes et reports	142,3	-33,0	72,0	-1,2	3,2	3,1	2,8	2,5
Subventions	***-***	***-89,9***	***0,0***	***-***	***1,4***	***0,1***	***0,1***	***-***
Total des dépenses et des prêts nets	**19,4**	**31,8**	**5,9**	**-0,1**	**18,4**	**18,4**	**19,5**	**17,9**
Dépenses totales	***19,4***	***31,8***	***5,9***	***-0,1***	***18,4***	***18,4***	***19,5***	***17,9***
Dépenses récurrentes	***8,3***	***45,3***	***3,2***	***-18,0***	***16,5***	***18,2***	***18,8***	***14,2***
Salaires et traitements	8,1	8,2	0,8	-1,0	9,0	7,4	7,5	6,8
Paiements d'intérêts	78,8	107,1	-23,7	15,5	1,7	2,6	2,0	2,1
Domestique	63,5	139,7	-52,0	-1,5	1,0	1,9	0,9	0,8
Externe	110,5	54,5	47,2	29,3	0,6	0,7	1,1	1,3
Dépenses pour biens et services et transferts	-2,4	85,4	14,0	-38,8	5,8	8,2	9,3	5,2
Dépenses en capital	***1048,0***	***-85,8***	***243,2***	***479,4***	***1,9***	***0,2***	***0,7***	***3,7***
Financement national	1048,2	-85,8	243,2	479,4	1,9	0,2	0,7	3,7
Financement externe	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts nets	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde global (base engagements, subventions incluses)					2,2	-0,8	-2,1	0,0
Solde global (base engagements, hors subventions)					0,8	-0,9	-2,2	0,0
Solde primaire					2,5	1,7	-0,2	2,1
Pour mémoire								
Dette publique					**52,6**	**49,4**	**50,6**	**55,3**
Externe					31,4	29,3	28,4	40,3
Domestique					21,2	20,2	22,2	15,0

Source : Ministère des Finances et de la Planification du développement, MFDP ; *Prévision

410. Les dépenses totales ont progressé de 5,9 % pour ressortir à 778,7 millions de dollars US (19,5 % du PIB) en 2021, contre 735,4 millions de dollars US (21,0 % du PIB) en 2021, principalement en raison de l'accroissement des dépenses en capital (243,2 %). Les dépenses totales ont respecté l'objectif de 786,6 millions de dollars US. Les dépenses courantes se sont élevées à 750,6 millions USD (18,8 % du PIB), ce qui représente une croissance de 3,2 % en 2022, contre une augmentation de 45,3 % en 2021. Les salaires et traitements ont ralenti é (e +0,8 % sur an), pour se situer à 298,7 millions de dollars US (7,5 % du PIB), tandis que les paiements d'intérêts sur la dette publique se sont contractés de 23,7 % pour s'établir à 79,3 millions de dollars US (2,0 % du PIB). Parallèlement, les

dépenses de "biens et services et transferts" ont afflué de 14,0 % pour ressortir à 372,6 millions de dollars US (9,3 % du PIB) en 2022.

411. Les dépenses en capital se sont chiffrées à 28,1 millions dollars US (0,7 % du PIB) en 2022, contre 8,2 millions dollars US (0,2% du PIB) en 2021. Le niveau, qui a presque triplé sur un an des dépenses en capital, provient entièrement de ressources intérieures, et est conforme à la priorité du gouvernement de rationaliser les autres dépenses.

412. L'encours de la dette publique a augmenté pour ressortir à 2 018,6 millions de dollars US (50,6 % du PIB) à fin décembre 2022, contre 1 735,1 millions de dollars US (49,4 % du PIB) à fin décembre 2021. La fausse de l'encours de la dette publique émane des augmentations de 24,8 % de la dette intérieure et de 10,5 % de la dette extérieure. À fin décembre 2022, les encours de la dette intérieure et extérieure se sont élevés respectivement à 884,4 millions de dollars US (22,2 % du PIB) et à 1 134,2 millions de dollars US (28,4 % du PIB).

9.2.3. Secteur monétaire

413. La CBL a maintenu une politique monétaire relativement stricte sur une bonne partie de l'année, avec la réduction de 500 points de base de son directeur à 15,0 % en août 2022, visant principalement à améliorer la liquidité en dollars libériens dans le système bancaire.

414. Le secteur bancaire a été globalement vigoureux en 2022, enregistrant des améliorations au niveau des indicateurs clés du bilan, principalement en raison de l'augmentation de l'activité économique. À fin décembre 2022, le total des actifs du secteur a progressé pour ressortir à 206,8 milliards de dollars libérien, contre 168,9 milliards de dollars libérien. Le capital déclaré net de provision a été de 33,7 milliards de dollars libérien, contre 32,8 milliards de dollars libérien en 2021, soit une croissance de 2,8 %. Les dépôts se sont accrus de 18,5 % pour se situer à 135,5 milliards de dollars libérien, contre 114,4 milliards de dollars libérien en 2021.

415. Le ratio d'adéquation des fonds propres du secteur bancaire a été de 25,3 %, au-dessus du seuil réglementaire minimum de 10 %, tandis que le ratio de liquidité a augmenté de 0,9 point de pourcentage pour atteindre 43,5 % en 2022. Le taux de dégradations du portefeuille des banques a été réduit à 17,5 %, contre 22,7 % en 2021, ce qui indique que la CBL s'efforce de renforcer la qualité des actifs, mais il reste supérieur à la limite maximale de 10 %.

416. L'évolution des taux d'intérêt bancaires a été globalement stable au cours de l'année sous revue. Les taux moyens des prêts, des hypothèques et de l'épargne sont restés inchangés respectivement à 12,44 %, 13,38 % et 2,10 % en 2022, par rapport à 2021. De même, les taux moyens sur les prêts aux particuliers, les dépôts à terme et les certificats de dépôt sont demeurés les mêmes sur un an, respectivement à 12,78 %, 3,53 % et 3,25 %.

417. L'encours des crédits des banques commerciales au secteur privé, à fin décembre 2022, s'est élevé à 75 834,5 millions de dollars libérien (12,3 % du PIB) contre 65 438,1 millions de dollars libérien (12,8 % du PIB) à fin 2021, soit une croissance de 15,9 %. Cette évolution est principalement liée aux crédits accordés aux branches d'activités du commerce, de l'industrie manufacturière, des services et du pétrole et du gaz.

418. L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée par une hausse, en glissement annuel, de la masse monétaire (M2) de 22,6 % à fin décembre 2022, contre une diminution de 1,5 % à la même période de 2021. Cette progression s'explique par celle des avoirs intérieurs nets (AIN) de 36,4 %, après une baisse de 12,6% à fin décembre 2021, largement imputable aux créances nettes sur l'Administration centrale, qui ont augmenté de 25,1 % contre une contraction de 24,1 % en 2021. Les créances sur le secteur privé ont connu un accroissement de 21,0 % à fin décembre 2022contre une baisse de 11,4 % à fin 2021. Par contre, les AEN se sont contractés de 33,6 % à fin 2022 contre une croissance de 104,4 % au cours de la même période en 2021.

Tableau 2. 43: Evolution des principaux agrégats monétaires du Liberia

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage (en glissement annuelle)				Contribution à la croissance du M2			
AVOIRS								
Avoirs étrangers nets (AEN)	**1,9**	**-4,1**	**104,4**	-33,6	0,2	-0,4	9,9	-6,6
Avoirs intérieurs nets (AIN)	**22,3**	**6,3**	**-12,6**	36,4	19,6	5,6	-11,4	29,2
Crédit intérieur	28,4	5,9	-18,4	23,1	39,7	8,8	-27,7	29,3
Créances nettes sur l'État	53,2	20,6	-24,1	25,1	30,1	14,8	-20,0	16,5
Créances sur le secteur privé	11,6	-7,8	-11,4	21,0	9,6	-6,0	-7,8	12,8
Autres postes nets	-38,7	-5,3	16,6	0,2	-20,1	-3,2	16,3	-0,1
PASSIFS								
Monnaie au sens large (M2)	**19,8**	**5,2**	**-1,5**	22,6				
Monnaie au sens étroit (M1)	14,0	11,6	-1,3	25,5				
Circulation fiduciaire	13,1	10,0	-1,6	6,4				
Dépôts à vue	14,3	12,1	-1,1	32,2				
Quasi-monnaie (épargne et dépôts à terme)	31,7	-7,0	-0,8	16,5				
Pour mémoire								
monnaie centrale (croissance) (%)	*9,6*	*5,8*	*4,4*	9,3				
multiplicateur monétaire (M2/RM)	*3,0*	*3,0*	*2,8*	3,1				
Vitesse (PIB/M2)	*4,7*	*4,6*	*4,9*	4,5				
Crédit au secteur privé/PIB (%)	*16,4*	*14,8*	*12,4*	13,5				
Avoirs étrangers nets/M2 (%)	*10,4*	*9,5*	*19,7*	10,7				
Avoirs intérieurs nets/M2 (%)	*89,6*	*90,5*	*80,3*	89,3				
Circulation fiduciaire/M2 (%)	*17,0*	*17,7*	*17,7*	15,4				

Source : Banque centrale du Liberia

419. La masse monétaire au sens étroit (M1) a augmenté de 25,5 % contre un recul de 1,3 % en 2021, sous l'effet de la croissance de la circulation fiduciaire (6,4 % contre -1,6 %) et des dépôts à vue (32,2 % contre -1,1 %). La monnaie de réserve s'est affluée de 9,3 % à fin décembre 2022 contre une hausse de 4,4 % à fin décembre 2021. La croissance de la monnaie de réserve a été principalement imputable aux réserves des banques et à la monnaie en circulation en dehors des banques.

9.2.4. Secteur extérieur

420. Les transactions avec l'extérieur en 2022 ont été marquées par une détérioration du déficit du compte courant. Le déficit du compte courant s'est creusé de 5,7 % pour se situer à 629,0 millions de dollars US (15,8 % du PIB) en 2022 contre 595,1 millions de dollars US (17,0 % du PIB) l'année précédente. Cette détérioration est due, en grande partie, à la

réduction de l'excédent du compte de revenu secondaire et à l'aggravation du déficit du compte des biens.

421. Le déficit de la balance de biens s'est creusé à 469,8 millions de dollars US (11,8 % du PIB) en 2022, après 456,6 millions de dollars US (13,0 % du PIB) en 2021, principalement du fait d'une augmentation des importations. Les importations se sont élevées à 1 527,8 millions USD (38,3 % du PIB) contre 1 337,7 millions USD (38,1 % du PIB) en 2021, tiré par les importations de carburant et de lubrifiants. Quant aux exportations de marchandises, elles ont enregistré une hausse de 20,1 % pour ressortir à 1 058,0 millions de dollars US (26,5 % du PIB), principalement impulsée par les exportations d'or et des grumes de bois.

422. Le déficit du compte des services s'est réduit à 274,7 millions USD (6,9 % du PIB), contre 285,6 millions USD (8,1 % du PIB) en 2021, reflétant les baisses de paiements pour l'entretien et les réparations, des autres services aux entreprises et les services liés au gouvernement. Le déficit du compte des revenus primaires s'est creusé pour se fixer à 106,1 millions de dollars US (2,7 % du PIB) en 2022 contre 103,5 millions de dollars (2,9 % du PIB) en 2021, en raison de l'augmentation des paiements liés notamment aux dividendes et autres revenus de placements. L'excédent du revenu secondaire a diminué pour se situer à 221,6 millions de dollars US (5,6 % du PIB) contre 250,5 millions de dollars US (7,1 % du PIB) en 2021, en raison d'une baisse des transferts personnels et des autres transferts courants.

423. Le solde du compte de capital a enregistré un excédent de 474,3 millions USD (11,9 % du PIB) contre 215,6 millions USD (6,1 % du PIB) en 2021, en accroissement dû à l'augmentation des aides à l'investissement accordées par les partenaires au développement.

424. Le compte financier a enregistré un emprunt net de 177,6 millions de dollars US (4,4 % du PIB) en 2022 contre un emprunt net de 383,6 millions de dollars US (10,9 % du PIB) en 2021, principalement en raison de la réduction des engagements nets sur d'autres investissements.

425. Les sorties nettes au titre des investissements directs se sont élevées à 12,7 millions dollars US (0,3 % du PIB) contre des entrées nettes de 31,8 millions dollars US (0,9 % du PIB) en 2021. Parallèlement, les entrées nettes au titre des autres investissements ont chuté à 190,3 millions dollars US (4,8 % du PIB) contre 351,8 millions dollars US (10,0 % du PIB) en 2021, principalement en raison de la baisse des crédits et des avances commerciales.

426. En conséquence, la balance globale des paiements a enregistré un déficit de 0,4 million dollar US (0,01 % du PIB) au cours de l'année sous revue, contre un excédent de 365,8 millions dollars US (10,4 % du PIB) en 2021, principalement en raison du

creusement du déficit du compte courant et de la réduction des entrées nettes du compte financier .

Tableau 2. 44: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Liberia

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	En millions de US $			En % du PIB		
A. Compte courant (1 +2 +3)	-545,1	-595,1	-629,0	-17,9	-17,0	-15,8
1- Biens et services	*-693,3*	*-742,1*	*-744,5*	*-22,8*	*-21,2*	*-18,6*
Biens	-390,3	-456,6	-469,8	-12,9	-13,0	-11,8
Exportations (fob)	607,7	881,2	1 058,0	20,0	25,1	26,5
Importations (fob)	998,0	1 337,7	1 527,8	32,9	38,1	38,3
Services	-303,1	-285,6	-274,7	-10,0	-8,1	-6,9
Crédit	11,7	5,0	13,8	0,4	0,1	0,3
Débit	314,7	290,6	288,5	10,4	8,3	7,2
2- revenus primaires	*-99,5*	*-103,5*	*-106,1*	*-3,3*	*-2,9*	*-2,7*
Crédits	21,0	21,8	20,6	0,7	0,6	0,5
Débit	120,4	125,3	126,7	4,0	3,6	3,2
3- Revenus secondaires	*247,8*	*250,5*	*221,6*	*8,2*	*7,1*	*5,6*
Crédit	367,4	357,6	352,2	12,1	10,2	8,8
Débit	119,6	107,1	130,6	3,9	3,1	3,3
B. Compte de capital (4 +5)	390,5	215,6	474,3	12,9	6,1	11,9
4- Transferts de capitaux (crédits)	343,2	164,6	251,2	11,3	4,7	6,3
5- Transferts de capitaux (Débits)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. capacité de financement (+)/besoin de financement (-) (solde des comptes courants et des comptes de capital) (a+b)	-154,5	-379,5	-1 547,0	-5,1	-10,8	-38,8
d- Compte financier (6 +7 +8 +9)	-100,4	-383,6	-177,6	-3,3	-10,9	-4,4
6- **Investissement direct**	-18,4	-31,8	12,7	-0,6	-0,9	0,3
7- Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8 Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9- **Autre investissement**	-82,0	-351,8	-190,3	-2,7	-10,0	-4,8
e) Erreurs nettes et omissions	-35,9	-369,9	-22,4	-1,2	-10,5	-0,6
f- Balance globale (a+b-d+e)	90,0	365,8	-0,4	3,0	10,4	-0,01
h) variation des avoirs extérieurs nets	-90,0	-365,8	0,4			
Pour mémoire						
Moyenne. Variation du taux de change (L $/UCAO)	*-3,5*	*12,5*	*15,8*			
Moyenne Variation du taux de change (L $/UCAO)	*-2,7*	*15,3*	*8,6*			
Stock de réserves brutes	*294,8*	*666,3*	*600,1*			
Réserves brutes en mois d'importations	*2,5*	*4,5*	*3,6*			

Source : Banque centrale du Liberia

427. La position des réserves internationales brutes a diminué pour s'afficher à 600,1 millions dollars US (3,6 mois de couverture des importations) à fin décembre 2022 contre 661,4 millions dollars US (4,5 mois de couverture des importations) à fin décembre 2021. Ceci est dû au retrait du DTS qui était prêté au gouvernement.

428. L'évolution du taux de change en 2022 est principalement liée à une augmentation des envois de fonds et à l'orientation de la politique monétaire de la CBL. Le dollar libérien s'est apprécié par rapport au dollar américain de 8,0 % en 2022 à 152,93 L $/1$ US, contre 166,16 L $/1$ US en 2021. Il s'est également apprécié de 15,8 % par rapport à l'UCAO.

9.3. Situation de la convergence macroéconomique

429. Le Liberia a rempli quatre (4) des six (6) critères de convergence macroéconomique en 2022, comme en 2021 ; trois (3) critères de premier rang (déficit budgétaire, financement de la banque centrale et réserves extérieures brutes) et un (1) de second rang (encours de la dette publique).

Tableau 2. 45: Situation de la convergence macroéconomique du Liberia

CRITÈRES	CIBLE	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		***1***	***1***	***2***	***3***	***3***	***3***
Déficit budgétaire (base engagements, y compris subventions)	≤ 3 %	0,3	0,9	-2,2	0,8	2,1	0,0
Taux d'inflation annuel moyen	≤ 5 %	23,4	26,9	17,4	7,9	7,6	8,7
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≥ 10 %	33,9	27,9	0	0	0,0	4,1
Réserves extérieures brutes	≥ 3	2,3	2,2	2,5	4,5	3,6	4,2
Critères de second rang secondaires		***1***	***1***	***2***	***1***	***1***	***2***
Variation du taux de change nominal	± 10 %	-22,6	-21,4	-4,1	12,5	15,8	-5,1
Ratio dette publique/PIB	≤ 70 %	28,8	40,3	52,1	49,4	50,6	55,3
Critères de convergence totale remplis		2	2	4	4	4	5

Source : CBL, MFDP, *Prévision

9.4. Perspectives

430. Avec l'incertitude au niveau mondial causée par la guerre en Ukraine et le choc négatif des prix des principaux produits d'exportation du Libéria, principalement le minerai de fer et le caoutchouc en 2022, la croissance du PIB réel devrait ralentir à 4,3 % en 2023, une moyenne de 5,1 % en moyen terme, grâce à l'expansion de tous les secteurs. L'inflation devrait atteindre une moyenne de 8,7 % en 2023 et 6,5 % à fin de période, du fait de l'orientation de la politique monétaire de la CBL. À moyen terme, l'inflation globale devrait s'établir à 6,3 % en moyenne.

431. Les perspectives à moyen terme de l'économie reposent sur les mêmes tendances des résultats obtenus dans le cadre du programme FEC du FMI au cours de la phase restante du programme et sur la consolidation des opérations budgétaires. Cependant, les principaux risques qui pèsent sur ces perspectives sont la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires, qui pourrait se répercuter de manière significative et accentuer les pressions inflationnistes à moyen terme. En outre, les perturbations de l'économie mondiale et l'incertitude liée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine pourraient avoir des répercussions négatives sur les perspectives de croissance de l'économie.

9.5. Conclusion et recommandations

432. La croissance du PIB réel s'est établie à 4,8 % en 2022 contre 5,0 % en 2021. Les pressions inflationnistes se sont accentuées à la fin de l'année, mais devraient rester à un chiffre à moyen terme. . Les opérations budgétaires ont été marquées par une baisse des recettes intérieures et une augmentation des dépenses en capital, des dépenses de transfert et des subventions. L'encours de la dette publique a continué d'augmenter, sous l'impulsion de ses deux composantes extérieure et intérieure, bien qu'il reste dans les limites de l'objectif fixé. L'orientation de la politique monétaire a été largement non accommodante, comme l'indique l'émission continue d'instruments de la CBL, bien que le taux directeur ait été réduit au cours de la période considérée. Au plan des échanges extérieurs, le déficit du compte courant s'est détérioré, conjugué à la baisse des entrées du compte financier, ce qui a entraîné un déficit de la balance globale des paiements, malgré l'augmentation de l'excédent du compte de capital. En matière de convergence, le Liberia a rempli trois des quatre critères de convergence de premier rang et un critère de second rang.

433. Sur la base de l'évolution macroéconomique en 2022 et des perspectives pour 2023, les recommandations suivantes sont formulées à l'examen des autorités libériennes :

i. encourager la CBL, en cas de résurgence des pressions inflationnistes, à prendre des mesures à l'effet de réduire la monnaie en dehors du système bancaire;

ii. faire adopter, par l'autorité budgétaire, une stratégie à moyen terme pour réduire progressivement les subventions et libérer une marge de manœuvre budgétaire pour les projets d'infrastructures et les investissements porteurs de croissance ;

iii. accélérer l'adoption du projet de loi sur la TVA, sensibiliser et éduquer le public afin de faciliter l'acceptation de la loi ;

iv. intensifier les efforts pour développer et approfondir le marché national des capitaux, en émettant davantage d'obligations nationales et d'instruments de trésorerie, afin de lever les fonds nécessaires au financement des infrastructures ;

v. mettre en place une stratégie crédible de gestion de la dette à moyen terme, imposant des limites d'emprunt appropriées pour garantir la viabilité de la dette publique ;

vi. prendre des mesures pour résoudre le problème des prêts en souffrance et des risques de perte liés aux prêts non performants, en mettant en place des infrastructures prudentielles et réglementaires adéquats pour le secteur bancaire, y compris le déploiement d'un système biométrique et la numérisation ;

vii. envisager de soutenir le secteur agricole, à travers des prêts à faible taux d'intérêt, notamment au regards des prix élevés des denrées alimentaires, dans le cadre des priorités d'investissement prévues par l'État, afin de promouvoir la production alimentaire nationale, notamment la production de l'aliment de base du pays, le riz, et de réduire la dépendance excessive à l'égard des produits alimentaires importés, qui ont un effet négatif sur les réserves de devises étrangères déjà insuffisantes.

10. MALI

10.1. Introduction

434. Les grandes orientations de la politique économique du Mali s'inscrivent dans le Cadre de Relance Economique et du Développement Durable (CREDD, 2019-2023). Ce cadre est fondé sur un diagnostic approfondi du pays dont le but est d'identifier les faiblesses structurelles de l'économie, afin d'apporter une réponse appropriée à la problématique de développement du pays.

435. Toutefois, les grandes orientations de politiques économiques pour l'année 2022 ont été fortement influencées par les crises sécuritaire et sanitaire, la conjoncture internationale défavorable et la situation sociopolitique difficile du pays. Par conséquent, la priorité à court terme des Autorités est de maîtriser les répercussions des sanctions économiques et financières imposées sur les plans humanitaire et économique, tout en préservant la stabilité macroéconomique.

436. Les objectifs de la politique macroéconomique sur la période 2019-2023 visent à obtenir :
   - un taux de croissance moyen de 6,5% ;
   - un taux de l'inflation à moins de 3% ; et
   - un déficit budgétaire inférieur à 3% du PIB.

10.2. Analyse sectorielle

10.2.1. Secteur réel

437. La croissance économique est ressortie à 3,7% en 2022 contre 3,1% en 2021, portée par le dynamisme des secteurs primaire et secondaire, en dépit de la fermeture des frontières avec les pays de la CEDEAO, de la suspension des transactions financières internationales et de la crise russo-ukrainienne.

438. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 5,4% en 2022, après 1,5% en 2021, grâce à une pluviométrie relativement abondante et sa meilleure répartition sur le territoire national, ainsi qu'aux efforts de soutien au secteur agricole, notamment, la mise en œuvre des réformes du secteur coton et aux effets bénéfiques de la loi d'orientation agricole. L'agriculture vivrière est ressortie à une croissance de 16,9%, après un recul de 15,0% en 2021, du fait d'un retour progressif de la sécurité dans certaines zones à fort potentiel de production agricole et de l'abondance de la pluviométrie, ainsi que l'intensification des cultures de contre saison, en particulier dans la zone de l'office du Niger. L'agriculture d'exportation a connu une contraction de 32,1%, après avoir enregistré une forte croissance (393,1%) en 2021. Bénéficiant de l'abondance du pâturage au regard de la bonne pluviométrie, l'élevage et chasse a atteint une croissance de 3,2% contre 2,6% en 2021. L'exploitation forestière et cueillette a affiché un accroissement de sa valeur ajoutée de 4,2% contre 3,8% en 2021. La pêche a maintenu sa performance de 2021, avec une progression de 3,8% en 2022.

439. Le secteur secondaire, après avoir affiché une croissance faible en 2021 (0,4%), s'est légèrement redressé avec une croissance de 0,8% en 2022, grâce aux effets induits par la levée des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que de la redynamisation des corridors Conakry-Bamako et Nouakchott-Bamako. La branche de fabrication de textiles a bénéficié de la forte production de coton, en enregistrant une reprise de 28,5%, après une contraction de 8,5% en 2021. De même, la métallurgie fonderie (or) a rebondi à 4,0% contre une contraction de 2,5% en 2021. Cependant, la branche « Eau et électricité » a ralenti à 5,8% contre 10,6% en 2021, en rapport avec la fermeture des frontières.

440. Le secteur tertiaire, après une croissance de 6,0% en 2021, a ralenti à 5,0% en 2022, particulièrement sous les effets de l'embargo accentués par les répercussions de la crise russo-ukrainienne. Le commerce et le transport et télécommunications ont ralenti respectivement à 6,2% et à 6,0%, contre des progressions respectives de 6,5% et 7,5% en 2021 , en raison de la perturbation du circuit d'approvisionnement et de la suspension des transactions financières internationales. Touchées par la suspension des transactions financières internationale, les activités financières ont ralenti à 4,5%, contre 5,5% en 2021. En ce qui concerne la branche « Activités d'administration publique », sa croissance s'est établie à 6,5%, après une croissance de 5,8% en 2021.

441. En termes de contribution à la formation du PIB, le secteur primaire a la plus grande part avec 36,2%, suivi du secteur secondaire avec 35,8% et du secteur secondaire avec 20,0% en 2022. En ce qui concerne la contribution à la croissance économique de 3,7% en 2022, celle du primaire est ressortie à 1,9 point de pourcentage; le secteur secondaire à hauteur de 0,2 point de pourcentage et le secteur tertiaire à 1,6 point de pourcentage.

442. Sous l'angle des emplois du PIB, la croissance de la consommation finale des ménages s'est portée à 4,0% en 2022 contre 3,0% en 2021. De même, la consommation finale de l'administration publique s'est accrue de 6,5%, après 5,8% en 2021. La formation brute de capital fixe publique a connu une contreperformance , en enregistrant une baisse de 6,6% contre une hausse de 4,0% en 2021. Quant à la formation brute de capital fixe privée, la reprise amorcée en 2021 s'est estompée avec un repli de 3,7% en 2022 contre une hausse de 5,2% en 2021.

443. La relance économique s'est accompagnée d'une forte accélération de l'inflation. Le taux d'inflation moyen annuel s'est apprécié à 9,7% en 2022 contre 3,9% en 2021. De même, le taux d'inflation de fin de période s'est établi à 8,6% en décembre 2022, après avoir se situé à 6,3% à la même période de 2021, résultant du renchérissement des produits alimentaires, du fait de l'insécurité qui crée une réduction des zones de production et une rupture dans l'approvisionnement des produits, couplée au conflit russo-ukrainien.

Tableau 2. 46: Evolution du PIB et de ses composantes au Mali

	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage					Contribution à la croissance				
Produit intérieur brut au prix du marché	4,8	-1,2	3,1	3,7	5,1	4,8	-1,2	3,1	3,7	5,1
Secteur Primaire	4,0	-4,3	1,5	5,4	5,6	1,5	-1,6	0,5	1,9	2,0
Agriculture vivrière	2,9	-1,0	-15,0	16,9	5,5	0,5	-0,1	-2,3	2,2	0,8
Agriculture d'exportation	7,2	-77,7	393,1	-32,1	27,6	0,2	-1,9	2,3	-0,9	0,5
Elevage et chasse (taux de croit du cheptel)	4,9	3,0	2,6	3,2	3,5	0,7	0,4	0,4	0,5	0,5
Exploitation forestière et cueillette	3,5	2,5	3,8	4,2	4,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pêche	3,8	2,5	3,8	3,8	4,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Activités extractives	5,5	-3,0	4,0	-4,6	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur Secondaire	4,9	-0,1	0,4	0,8	2,4	1,0	0,0	0,1	0,2	0,5
Industries agroalimentaires	5,5	4,1	6,5	-6,5	4,3	0,2	0,1	0,2	-0,3	0,2
Textiles	-4,6	-5,6	-8,5	28,5	-8,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,3	-0,1
Métallurgie fonderie (Or)	6,5	0,1	-2,5	4,0	2,1	0,6	0,0	-0,2	0,4	0,2
Autres industries	-1,5	-0,8	-1,5	-3,5	2,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Electricité et eau	10,3	8,0	10,6	5,8	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	5,5	-3,0	4,0	-4,6	4,5	0,2	-0,1	0,2	-0,2	0,2
Secteur tertiaire	0,0	1,6	6,0	5,0	6,1	2,3	0,4	2,4	1,6	2,6
Commerce	4,5	-3,6	6,5	6,2	7,0	0,0	-0,4	0,6	0,6	0,7
Hôtellerie et restauration	1,6	-12,0	2,5	-2,5	2,7	0,4	-0,1	0,0	0,0	0,0
Transports et communications	7,6	4,5	7,5	6,0	7,5	0,1	0,2	0,4	0,3	0,4
Activités financières	5,5	0,5	5,5	4,5	4,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1
Activités de services aux entreprises	4,7	2,1	5,2	-2,4	4,8	0,4	0,1	0,2	-0,1	0,2
Activité d'administrions publique	4,1	4,5	5,8	6,5	5,7	0,2	0,4	0,6	0,7	0,6
Demande										
Consommation finale des ménages	3,8	1,9	3,0	4,0	4,1					
Consommation des administrations publiques	4,0	4,5	5,8	6,5	5,7					
Formation brute de capital fixe	6,3	-1,2	4,8	-4,6	3,5					
Privée	6,8	-0,2	5,2	-3,7	2,8					
Publique	5,5	-3,0	4,0	-6,6	5,2					
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
Exportations de biens et services	2,3	0,5	-1,5	8,5	2,5					
Importations de biens et services	5,9	-2,9	12,1	2,5	1,0					
Pour mémoire										
Inflation										
En moyenne annuelle	-3,0	0,5	3,9	9,7	5,5					
En fin de période	-3,3	0,7	6,3	8,6	3,0					

Source : Ministère de l'Economie du Mali, * prévision

10.2.2. Finances publiques

444. Les recettes totales et dons se sont évalués à 2 360,85 milliards de FCFA (20,1% du PIB) contre 2 347,60 milliards de FCFA (21,9% du PIB) en 2021. Les recettes totales se sont élevées à 2 317,75 milliards de FCFA (19,7 % du PIB) contre 2 281,70 milliards de FCFA (21,3% du PIB) en 2021, soit une augmentation de 1,6 %, imputable aux recettes non fiscales. Les recettes non fiscales ont progressé de 1,2% pour se situer à 95,18 milliards de FCFA (0,8% du PIB) contre 94,10 milliards de FCFA (0,9% du PIB) en 2021. En revanche, les recettes fiscales ont diminué à 1 706,62 milliards de FCFA (14,5 % du PIB), contre 1721,20 milliards de FCFA (15,3% du PIB) en 2021, en baisse de 0,8% imputable aux impôts indirects (notamment des taxes sur les importations de produits pétroliers) qui ont reculé de 3,2%.

445. Les dons mobilisés se sont élevés à 43,10 milliards de FCFA (0,4 % du PIB) en 2022 contre 66,40 milliards de FCFA (0,6 % du PIB) en 2021, soit un recul de 35,1%, imputable à la rupture de la coopération financière avec les partenaires du pays, suite aux sanctions de la CEDEAO et de la Commission de l'UEMOA.

446. Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 2,2% pour ressortir à 2 931,54 milliards de FCFA (25,0 % du PIB) en 2022 contre 2 868,40 milliards FCFA (26,8% du PIB) en

2021. Les dépenses courantes, en hausse de 9,4%, se sont affichées à 1 846,20 milliards de FCFA (15,7% du PIB) contre 1 686,80 milliards de FCFA (15,8% du PIB) en 2021, en lien notamment avec la hausse des salaires et traitements, des dépenses de transferts et subventions et des charges de la dette publique. Les salaires et traitements se sont fixées à 878,00 milliards de FCFA (7,5 % du PIB) contre 775,40 milliards de FCFA (7,2 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 13,2%. Les dépenses de transferts et subventions sont passés de 328,40 milliards de FCFA (3,1% du PIB) en 2021 à 365,14 milliards de FCFA (3,1% du PIB) en 2022, soit un accroissement de 11,2%. Les paiements des intérêts de la dette se sont accrus de 20,7% pour s'établir à 177,00 milliards de FCFA (1,5% du PIB) contre 146,70 milliards de FCFA (1,4 % du PIB) en 2021, sous l'effet de la hausse des deux composantes extérieure et intérieure. En revanche, les dépenses de biens et services ont diminué de 2,3% pour se chiffrer à 426,10 milliards de FCFA (3,6% du PIB), après 436,30 milliards de FCFA (4,1% du PIB) en 2021.

447. Les dépenses en capital se sont contractées de 28,4%, en s'établissant à 459,82 milliards de FCFA (3,9% du PIB) en 2022, après 642,20 milliards de FCFA (6,0% du PIB) en 2021, du fait tant des dépenses en capital financées sur ressources internes (-26,2%) que celles financées sur ressources extérieures (-35,6%).

448. En conséquence, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un léger creusement du déficit global, dons compris, qui s'est établi à 570,70 milliards de FCFA (5,3% du PIB), contre 520,80 milliards de FCFA (4,9% du PIB) en 2021. Par contre, le déficit, hors dons, s'est creusé en terme nominal t à 613,80 milliards de FCFA (6,1% du PIB) contre 587,20 milliards de FCFA (5,5% du PIB) en 2021.

Tableau 2. 47 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Mali

	2019	2020	2021	2022	2023	2019	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage					En pourcentage du PIB				
Recettes totales et dons	47,2	-4,6	13,3	0,6	17,5	21,5	20,6	21,9	20,1	21,4
Recettes totales	45,8	-1,2	16,5	1,6	16,1	19,6	19,5	21,3	19,7	20,8
Recettes fiscales	32,8	-3,6	19,3	-0,8	16,9	14,8	14,3	16,1	14,5	15,4
Recettes non fiscales	20,5	-1,3	41,9	1,2	-2,4	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7
Dons	63,4	-40,7	-41,5	-35,1	94,7	1,9	1,1	0,6	0,4	0,6
Dépenses totales et prêts nets	21,7	12,0	9,3	2,2	15,9	23,2	26,1	26,8	25,0	26,2
Dépenses Totales	21,6	12,0	9,2	2,2	-7,8	23,2	26,2	26,8	25,0	20,9
Dépenses courantes	12,3	22,6	7,5	9,4	11,4	12,6	15,6	15,8	15,7	15,9
Salaires et traitements	9,7	20,0	25,1	13,2	11,5	5,1	6,2	7,2	7,5	7,6
Achats de biens et services	7,7	-37,2	136,9	-2,3	12,9	2,9	1,8	4,1	3,6	3,7
Transferts et subventions	17,1	38,0	-35,0	11,2	8,5	3,6	5,0	3,1	3,1	3,1
Intérêts dus	24,0	18,8	18,7	20,6	12,9	1,0	1,2	1,4	1,5	1,5
Intérêts dus sur dette publique intérieure	28,4	27,8	20,5	25,6	21,7	0,7	0,9	1,0	1,2	1,3
Intérêts dus sur dette publique extérieure	15,6	-0,3	13,8	6,5	-16,7	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
Dépenses en capital	7,0	-6,7	4,6	-28,4	41,8	6,5	6,1	6,0	3,9	5,0
Financées sur ressources internes	-0,5	0,6	5,7	-26,2	31,4	4,6	4,7	4,6	3,1	3,7
Financées sur ressources extérieures	31,2	-24,4	1,0	-35,6	82,0	1,9	1,4	1,4	0,8	1,3
Prêts nets	-15,8	21,0	-27,5	-1,0	-1,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Solde global (hors dons)	-36,1	84,0	-11,9	4,5	15,0	-3,6	-6,6	-5,5	-6,1	-5,6
Solde global (y compris dons)	-62,0	223,6	-5,8	9,6	8,9	-1,7	-5,5	-4,9	-5,3	-5,0
	En milliards de FCFA					En pourcentage du PIB				
Dette	4106,01	4756,96	5521,71	5860,32	6915,70	40,6	47,3	50,7	52,5	52,7
Extérieure	2681,61	2993,66	3249,51	3293,10	3340,00	26,5	29,8	29,3	27,6	25,1
Intérieure	1424,40	1763,30	2272,20	2567,22	3575,70	14,1	17,5	21,3	25,0	27,5

Source : Ministère des Finances,* prévisions

449. L'encours de la dette publique s'est situé à 5860,32 milliards de FCFA (52,5% du PIB) à fin 2022 contre 5521,70 milliards de FCFA (50,7% du PIB) à fin 2021, soit une hausse de 6,1%, imputable à ses composantes intérieure et extérieure. L'encours de la dette intérieure, qui représente 43,8% du total de l'encours de la dette, s'est élevé à 2567,20 milliards de FCFA (25,0% du PIB) contre 2272,20 milliards de FCFA (21,3% du PIB) à fin 2021, tandis que l'encours de la dette extérieure s'est établi à 3293,10 milliards de FCFA (27,6% du PIB) contre 3249,50 milliards de FCFA (29,3% du PIB) au cours de la même période.

10.2.3. Secteur monétaire

450. L'évolution des agrégats monétaires est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire de 10,7 % à fin 2022 contre 18,1% à fin 2021, traduisant une augmentation des créances intérieures.

451. Les actifs extérieurs nets ont continué leur tendance à la baisse observée depuis 2019, en reculant de 47,6% à fin 2022, contre une contraction de 5,6% une année auparavant, imputable à la BCEAO. Les avoirs extérieurs se sont détériorés de de 98,4% contre une amélioration de 9,0% à fin 2021, du fait de la faible mobilisation des ressources extérieures et de la diminution des avoirs officiels de réserve. Quant aux avoirs extérieurs nets des banques de dépôts, ils ont affiché une amélioration de 12,1%, après une chute de 18,5% à fin décembre 2021.

452. Les créances intérieures se sont accrues de 27,7%, après avoir connu une hausse de 18,0% à fin 2021, traduisant une augmentation simultanée des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'administration centrale. Les créances sur l'économie ont enregistré une hausse de 16,0%, contre 15,0% une année plutôt. Cette progression reflète la mise à disposition des crédits des banques en faveur des secteurs clés de l'économie.

Tableau 2. 48 : Evolution des principaux agrégats monétaires du Mali

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage				Contribution à la croissance de M2			
Actifs extérieurs nets	84,4	**78,0**	**-5,6**	**-47,6**	9,6	**15,1**	**-1,6**	**-10,7**
BCEAO	169,7	67,2	9,0	-98,4	6,6	6,5	1,2	-12,0
Banques	40,3	88,7	-18,5	12,1	3,0	8,6	-2,8	1,2
Créances intérieures	-2,9	**12,8**	**18,0**	**27,7**	-3,2	**12,8**	**16,6**	**25,6**
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-37,1	72,0	32,8	78,5	-7,1	7,9	5,1	13,6
Créances sur l'économie	4,1	5,5	15,0	16,0	3,9	4,9	11,5	11,9
Autres postes nets	-10,9	29,1	-15,3	28,3	2,6	-5,6	3,1	-4,1
Masse monétaire (M2)	**9,0**	**22,2**	**18,1**	**10,7**	**9,0**	**22,2**	**18,1**	**10,7**
M1	8,7	23,9	18,6	12,1	6,2	16,9	13,3	8,7
Base monétaire (BM)	17,4	43,0	16,3	4,0	5,4	14,3	6,3	1,5
Circulation fiduciaire	24,2	51,1	12,2	12,4	4,5	10,8	3,2	3,1
Billets et monnaies mis en circulation	20,8	42,6	12,8	10,2	4,7	10,7	3,8	2,8
Dépôts transférables	3,2	12,3	22,3	12,0	1,7	6,1	10,1	5,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	9,7	18,2	17,0	7,1	2,8	5,4	4,8	2,0
Pour mémoire								
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	3,0	2,6	2,6	2,8				
Vitesse de la monnaie (PIB/M2)	3,4	2,7	2,5	2,5				
CSP/PIB	26,3	27,9	30,2	31,9				
AEN/M2	19,3	28,1	22,5	10,6				
CF/M2	21,2	26,2	24,8	25,2				

Source: BCEAO

453. Les créances nettes sur l'administration centrale se sont accrues de 78,5% contre 32,8% à fin 2021, du fait notamment de la faible mobilisation des ressources de l'Etat entrainant une hausse de la souscription des banques aux titres publics et de la baisse des dépôts publics à la Banque Centrale.

454. Au niveau de ses composantes, la croissance de la circulation fiduciaire est relativement stable par rapport à l'année 2021, en s'affichant à 12,4%, après 12,2% à fin 2021. Le rythme d'accroissement des dépôts transférables a diminué à 12,0%,contre 22,3% à fin décembre 2021. La progression des dépôts à terme s'est située à 7,1%, après avoir atteint 17,0% à fin 2021.

10.2.4. Secteur extérieur

455. Les échanges extérieurs du Mali en 2022 sont marqués par un creusement du déficit du solde global de la balance des paiements, qui s'est situé à 462,52 milliards de FCFA (3,9% du PIB), après 57,80 milliards de FCFA (0,5% du PIB) en 2021, imputable largement à l'aggravation du déficit du compte courant durant la période.

456. Le déficit du compte courant s'est creusé à 822,05 milliards de FCFA (7,0% du PIB) en 2022 contre 819,70 milliards de FCFA (7,7% du PIB) en 2021, résultant de la dégradation de la balance des biens.

457. Le solde du compte des biens s'est détérioré de 13,5% pour s'établir à 191,96 milliards de FCFA (1,6% du PIB), après un déficit de 169,17 milliards de FCFA (1,6% du PIB) en 2021, en liaison avec l'augmentation des importations plus importante que celle des exportations. Les exportations se sont inscrites en hausse de 17,5% pour se chiffrer à 3164,00 milliards de FCFA (26,9% du PIB), bénéficiant de la hausse des cours du coton et de l'or, ainsi que de l'appréciation du dollar par rapport au FCFA. Les exportations de coton fibre ont augmenté à 363,0 milliards de FCFA, après 156,8 milliards de FCFA. Quant aux exportations d'or, elles se sont accrues de 13,8% pour s'établir à 2 422,7 milliards de FCFA, bénéficiant de la hausse tant du volume que des prix.

458. Les importations ont progressé de 17,2% pour se situer à 3355,98 milliards de FCFA (28,6% du PIB) contre 2 863,00 milliards de FCFA (26,7% du PIB) en 2021, en lien en partie avec à l'appréciation des cours internationaux du baril de pétrole et des prix des produits alimentaires.

459. Le déficit de la balance des services s'est légèrement dégradé à 1 064,98 milliards de FCFA (9,1% du PIB) contre 1059,6 milliards de FCFA (9,9% du PIB) en 2021, sous l'effet de l'augmentation du coût du fret (+105,1 milliards), induit par la hausse des importations de biens.

460. Le déficit du compte de revenu primaire s'est rétréci de 1,9% pour se situer à 458,33 milliards de FCFA (3,9% du PIB) en 2022, après 461,68 milliards de FCFA (4,3% du PIB) un an plus tôt, du fait essentiellement de la réduction du déficit des revenus des

investissements, en liaison avec les revenus des investisseurs directs qui constituent l'essentiel de ce poste.

461. L'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une amélioration de 1,9% pour s'établir à 893,22 milliards de FCFA (7,6% du PIB) contre 870,76 milliards de FCFA (8,1% du PIB) en 2021, reflétant notamment les transferts en faveur des autres secteurs (envois de fonds des travailleurs reçus).

462. Le compte de capital a affiché un excédent de 64,59 milliards de FCFA (0,6% du PIB) contre 76,53 milliards de FCFA (0,7% du PIB) en 2021, soit une baisse de 15,6 %, imputable à celle des transferts de capital (dons projets et appuis budgétaires sectoriels).

Tableau 2. 49: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Mali

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	En milliards de FCFA				En pourcentage du PIB			
1 -COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-755,00	-218,53	-819,70	-822,05	-7,5	-2,2	-7,7	-7,0
1.1. BIENS	-373,57	290,12	-169,17	-191,96	-3,7	2,9	-1,6	-1,6
Exportations	2153,37	2759,39	2693,83	3164,02	21,3	27,4	25,2	26,9
Importations	2526,94	2469,28	2863,00	3355,98	25,0	24,6	26,7	28,6
1.2. SERVICES	-866,52	-948,33	-1059,61	-1064,98	-8,6	-9,4	-9,9	-9,1
1.2.1. Transports	-509,44	-475,16	-655,86	-743,82	-5,0	-4,7	-6,1	-6,3
1.2.2. Voyages	23,37	-25,15	14,67	1,19	0,2	-0,3	0,1	0,0
1.2.3. Autres services	-380,44	-448,02	-418,42	-322,34	-3,8	-4,5	-3,9	-2,7
1.3. REVENU PRIMAIRE	-407,47	-425,23	-461,68	-458,33	-4,0	-4,2	-4,3	-3,9
1.3.1. Rémunération des salariés	15,34	14,66	16,53	16,04	0,2	0,1	0,2	0,1
1.3.2. Revenu des investissements	-426,71	-443,77	-482,10	-478,25	-4,2	-4,4	-4,5	-4,1
1.3.3. Autre revenu primaire	3,90	3,88	3,88	3,88	0,0	0,0	0,0	0,0
1.4. REVENU SECONDAIRE	892,55	864,91	870,76	893,22	8,8	8,6	8,1	7,6
1.4.1. Administrations publiques	441,87	372,84	336,51	330,38	4,4	3,7	3,1	2,8
dont aide budgétaire(dons budget)	104,20	35,60	17,40	6,30	1,0	0,4	0,2	0,1
1.4.2. Autres secteurs	450,68	492,07	534,25	562,84	4,5	4,9	5,0	4,8
1.4.2.1 Transferts personnels	433,11	441,06	480,38	507,57	4,3	4,4	4,5	4,3
1.4.2.2 Autres transferts courants	17,57	51,02	53,87	55,28	0,2	0,5	0,5	0,5
2 - COMPTE DE CAPITAL	113,93	126,48	76,53	64,59	1,1	1,3	0,7	0,6
2.1. Actifs non financiers non produits	-5,37	-2,69	-1,93	0,00	-0,1	0,0	0,0	0,0
2.2. Transferts de capital	119,30	129,17	78,46	64,59	1,2	1,3	0,7	0,6
2.2.1. Administration publique	106,57	97,80	57,10	46,10	1,1	1,0	0,5	0,4
- Remises de dette	17,60	20,00	8,10	9,30	0,2	0,2	0,1	0,1
2.2.2. Autres secteurs	12,73	31,37	21,36	18,49	0,1	0,3	0,2	0,2
Capacité(+) / besoin (-) de financement	-641,18	-92,15	-743,27	-757,56	-6,3	-0,9	-6,9	-6,5
3 - COMPTE FINANCIER	-871,25	-510,31	-658,32	-294,94	-8,6	-5,1	-6,1	-2,5
3.1. Investissements directs	-502,76	-308,34	-323,88	-303,17	-5,0	-3,1	-3,0	-2,6
3.2. Investissement de portefeuille	-152,61	-191,21	-392,94	-118,10	-1,5	-1,9	-3,7	-1,0
3.3. Dérivé financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. Autres Investissements	-215,89	-10,75	58,50	126,33	-2,1	-0,1	0,5	1,1
3.4.1. Administrations publiques	-286,00	-51,20	-10,20	70,90	-2,8	-0,5	-0,1	0,6
5- ERREURS ET OMISSIONS NETTES	33,8173	32,549	27,059	0	0,3	0,3	0,3	0,0
6- SOLDE GLOBAL	263,10	450,80	-57,7865	-462,52	2,6	4,5	-0,5	-3,9
Pour mémoire								
Réserves de changes en mois d'importations	5,2	6,5	6,6	4,2				
PIB à prix courants (en milliards de FCFA)	10124,69	10052,84	10707,69	11743,63				

Source: BCEAO

463. Le solde du compte financier est caractérisé par des flux nets entrants de 294,94 milliards de FCFA (2,5% du PIB), après 658,30 milliards de FCFA (6,1% du PIB) en 2021, imputable à la faible mobilisation des ressources extérieures, conséquence des sanctions, notamment de la suspension des transactions financières entre le Mali et les autres pays de la CEDEAO.

10.3. Situation de la convergence macroéconomique

464. Au titre de la convergence macroéconomique en 2022, le pays a respecté quatre (4) des six (6) critères en 2022, deux relatifs (financement monétaire du déficit par la banque centrale et réserves de changes) et les deux de second rang.

Tableau 2. 50: Situation de la convergence macroéconomique du Mali

CRITÈRE	CIBLE	2019	2020	2021	2022	2023
Critère de premier rang						
i. Déficit budgétaire/ PIB	*≤3 %*	*1,79*	*5,5*	4,9	5,3	5,0
ii. inflation annuelle	*≤5 %*	*-3,0*	*0,5*	3,9	9,7	5,5
iii. Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	*≥10 %*	*0,00*	*0,00*	0,0	0,0	0,0
iv. Réserves extérieures brutes	*≥3*	*5,2*	*6,5*	6,6	4,2	4,4
Nombre de critères primaires remplis		***4***	***3***	***3***	***2***	***2***
Critères de second rang						
i. Stabilité du taux de change nominal	±10 %	-2,8	1,0	-1,5	-5,3	2,4
ii. Dette publique/ PIB	≤70 %	40,6	47,3	50,7	52,5	52,7
Nombre de critères de second rang rempli		**2**	**2**	***2***	***2***	***2***
Nombre total des critères remplis		**6**	**5**	***5***	***4***	***4***

Source : Ministère des finances/BCEAO/AMAO

10.4. Perspectives

465. En termes de perspective, la croissance du PIB réel s'établirait à 5,0% en 2023, en raison de l'amélioration du climat sociopolitique et des effets bénéfiques des réformes en cours. Cette croissance serait portée par les secteurs primaire et tertiaire. Le taux d'inflation est attendu à 5,5% en 2023 et devrait ralentir à moyen terme.

466. En termes de convergence macroéconomique, le pays maintiendrait sa performance à quatre (4) critères dont deux (2) critères de premier rang et deux (2) de second rang.

10.5. Conclusion et recommandations

467. L'économie malienne est restée résiliente, supporté par la bonne orientation des activités aurifère et céréalière. Toutefois, les pressions inflationnistes ont été fortes et ressenties notamment au niveau des denrées alimentaires et du carburant. Le déficit budgétaire s'est légèrement détérioré, en raison des contraintes liées à un arbitrage budgétaire, ayant conduit à un choix en faveur des dépenses de sécurité et d'autres dépenses prioritaires.

468. En matière de convergence macroéconomique, la performance économique du pays s'est détériorée. En effet, le nombre des critères rempli est passé de cinq (5) en 2021 à quatre (4) en 2022.

469. Pour renforcer la résilience et assurer la relance de l'économie nationale et améliorer la performance dans le cadre de la convergence macroéconomique, les Autorités sont encouragées à :

   i. poursuivre les efforts de lutte contre l'insécurité, en particulier dans les zones à fort potentiel de production agricole ;

   ii. accélérer la réalisation des grands chantiers d'infrastructures (routes, transport, télécommunication, aménagements hydroagricoles, de construction de ponts et d'infrastructures socio sanitaires etc.) ;

iii. poursuivre les réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec l'objectif d'une augmentation durable des recettes et de promotion du civisme fiscal ;

iv. prendre des mesures pour élargir l'assiette fiscale en étendant les taxes aux produits non taxés (téléphones GSM et tablettes) tout en minimisant les exonérations fiscales, notamment dans le secteur produits pétroliers ; et

v. assurer une gestion plus rationnelle de la masse salariale et améliorer la qualité de la programmation des dépenses, en instaurant l'élaboration des plans d'engagement sectoriel et central pour une exécution fluide du budget de l'Etat.

11. NIGER

11.1. Introduction

470. L'orientation de la politique économique du Niger au titre de l'année 2022 était ancrée dans le deuxième Plan de Développement Économique et Social (PDES 2022-2026) du pays. Le PDES at pour objet de renforcer la résilience économique et sociale Ce Plan est largement conforme à l'Acte III du Programme de la Renaissance qui est axé sur la consolidation des principaux acquis du gouvernement, la poursuite de la mise en œuvre de l'Initiative 3N et l'achèvement des principaux travaux d'infrastructure. Le nouveau PDES s'articule autour de sept principaux piliers : (i) la sécurité et la paix sociale, (ii) la bonne gouvernance et la consolidation des institutions républicaines, (iii) le développement du capital humain, (iv) la modernisation du milieu rural, (v) le développement des infrastructures économiques, (vi) l'exploitation du potentiel économique et (vii) la solidarité et l'inclusion socio-économique des groupes vulnérables. Sur le plan économique et financier, le PDES vise notamment à consolider la gouvernance économique et financière en assurant :

- la mobilisation des ressources nécessaires au financement des dépenses prioritaires dans les domaines de la sécurité, des infrastructures sociales de base et du développement ;
- l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses ;
- la transformation de l'économie.

471. Les objectifs généraux de la politique budgétaire adoptée en 2022 étaient axés sur la consolidation et le renforcement du cadre macroéconomique et financier. Cette politique budgétaire vise plus particulièrement à élargir l'espace budgétaire en contrôlant et en améliorant la qualité des dépenses publiques et en mobilisant les recettes intérieures. La politique de financement restera axée principalement sur une gestion prudente de la dette en faisant recours à des ressources concessionnelles et en créant des partenariats entre le secteur public et le secteur privé.

472. L'économie nigérienne a rebondi à 11,5% en 2022 contre 1,4% en 2021, portée principalement par les secteurs primaire et tertiaire. Cette performance s'est réalisée, dans un contexte de priorité accordée par le gouvernement au développement du secteur privé, à travers l'amélioration du climat des affaires et le renforcement du capital humain, ainsi que la réduction des coûts des facteurs de production, du transport et de l'énergie en particulier. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 4,2 % contre 3,8 % en 2021. Les pressions inflationnistes résultent du renchérissement des biens importés consécutif à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

473. Le déficit budgétaire global sur la base des engagements hors dons est passé de 13,4 % du PIB en 2021 à 11,5 % du PIB en 2022, en raison de l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales. À fin décembre 2022, la masse monétaire au sens large a enregistré une croissance de 11,9 % contre 9,7 % à fin 2021. En ce qui concerne les transactions avec le

reste du monde, le déficit du compte courant s'est établi à 15,6 % du PIB au cours de l'année sous revue contre 14,1 % du PIB en 2021.

11.2. Analyse sectorielle

11.2.1. Secteur réel

474. Le PIB réel a enregistré une hausse de 11,9 % en 2022 contre 1,4 % en 2021. Cette progression est principalement due à la forte croissance du secteur primaire et à la performance soutenue du secteur tertiaire. Le secteur primaire a connu un redressement avec un fort rebond de la croissance qui est ressortie à 27,0 % en 2022, après une contraction de 5,1 % en 2021, tirant profit de la forte performance de la branche r agricole qui a affiché une croissance de 37,5 %, contre une contraction de 9,0 % en 2021. La branche de l'élevage a connu une croissance de 4,7 %, contre 4,6 % en 2021. De même, la croissance de la branche de la pêche s'est accélérée pour atteindre 6,5 % en 2022 contre 5,2 % en 2021. En revanche, la croissance de la branche de la sylviculture et de la chasse est restée inchangée à 3,7 % pour les années 2021 et 2022.

475. Le secteur secondaire s'est contracté de 0,9 % en 2022 contre une croissance de 4,1 % enregistrée en 2021. Cette contraction est principalement attribuable au ralentissement des activités des branches de l'extraction et de l'industrie manufacturière, notamment les denrées alimentaires et d'autres produits. La branche des activités extractives s'est contractée de 2,4 % contre une croissance de 0,2 % en 2021. En outre, les activités manufacturières, la fabrication de produits alimentaires et la fabrication d'autres produits se sont contractées respectivement de 3,8 %, 6,5 % et 4,6 %en 2022, contre des croissances respectives de 4,7 %, 3,0 % et 7,3 % en 2021.

476. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 5,4 % en 2022 contre une croissance de 5,7 % en 2021, imputable à toutes les branches. Les transports et communications, les autres services commerciaux, les institutions sans but lucratif au service des ménages et les services domestiques ont enregistré une amélioration de leurs taux de croissance en 2022 par rapport à2021.

477. Au titre de la contribution à la croissance de 11,9 % enregistrée en 2022, le secteur primaire a contribué à hauteur de 9,3 points de pourcentage, le secteur tertiaire à hauteur de 2,8 points de pourcentage, tandis que le secteur secondaire a enregistré une contribution négative de 0,2 point de pourcentage. Cette contribution à la performance se compare favorablement à celle de 2021 (-1,9 point de pourcentage, -1,4 point de pourcentage et -0,9 point de pourcentage respectivement). En termes de part dans le PIB, le secteur primaire a été le plus important contributeur avec une part de 44,6 %, suivi du secteur tertiaire avec 36,8 %, puis du secteur secondaire avec 18,6 %.

478. Du côté de la demande, la consommation finale s'est accrue de 7,9 % en 2022 contre 2,6 % en 2021, sous l'impulsion de ses deux composantes privée (7,3 % contre 2,8% en 2021) et publique (13,4 % contre 5,2% en 2021). La contribution de la consommation finale à la

croissance du PIB a été de 9,1 points de pourcentage en 2022 contre 2,9 points de pourcentage en 2021. L'investissement a t augmenté de 5,5 % en 2022 contre une contraction de 0,7 % en 2021, contribuant ainsi à la croissance du PIB à hauteur de 1,5 point de pourcentage en 2022.

479. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation de fin période s'est située à 5,2 % en décembre 2022 contre 4,9 % au cours de la période correspondante de 2021, sous l'effet, d'une part, des conséquences de la guerre russo-ukrainienne ayant engendré un renchérissement des biens importés, principalement les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées qui constituent 46,0 % du panier de consommation et, d'autre part, de la campagne agricole désastreuse de l'année précédente, qui a fait grimper les prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur.

Tableau 2. 51: Evolution du PIB et de ses composantes au Niger

(In millions of CFA francs)	**2020**	**2021**	**2022**	**2020**	**2021**	**2022**
Volet offre	***Variation en pourcentage***			***Contribution du secteur à la croissance***		
PIBR	**3,6**	**1,4**	**11,9**	**3,6**	**1,4**	**11,9**
Secteur primaire	**7,7**	**-5,1**	**27**	**2,7**	**-1,9**	**9,3**
Agriculture	9,5	-9	37,5	2,4	-2,4	8,8
Élevage	4,5	4,6	4,7	0,4	0,4	0,4
Forêts et chasse	3,8	3,7	3,7	0,1	0,1	0,1
Pêche	-3,2	5,2	6,5	0	0	0,1
Secteur secondaire	**1,9**	**4,1**	**-0,9**	**0,4**	**0,9**	**-0,2**
Activités extractives (mines, pétrole, carrières...)	-1,1	0,2	-2,4	-0,1	0	-0,2
Activités manufacturières	3,7	4,7	-3,8	0,3	0,4	-0,3
Production de denrées alimentaires	2	3	-6,5	0,1	0,1	-0,2
Fabrication de textiles, des vêtements et de cuir	0,8	2,3	1,5	0	0	0
Fabrication de produits chimiques	3,3	3,4	3,4	0	0	0
Fabrication d'autres produits	6,8	7,3	-4,6	0,2	0,2	-0,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4,7	7,3	6,9	0,1	0,1	0,1
Construction	3,3	8,7	3,4	0,1	0,4	0,2
Secteur tertiaire	**0,9**	**5,7**	**5,4**	**0,4**	**2,4**	**2,8**
Commerce et réparation de véhicules et d'appareils ménagers	4,4	5,6	4,6	0,5	0,7	0,6
Transports et communications	2,3	7,9	8,6	0,1	0,4	0,4
Activités financières	3,3	3,4	3	0	0	0
Hébergement et restauration	-1,3	6,5	6	0	0,1	0,1
Autres services commerciaux	0,3	1,7	3,2	0	0,1	0,1
Services non commerciaux	0,7	5,5	5	0,1	0,7	0,6
Activités administratives	-0,1	8,3	5,1	0	0,6	0,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	3,5	5,8	0	0	0
Services de location de logements sociaux	3,1	4,5	3,2	0	0	0
Services ménagers	4,8	1,7	4,1	0	0	0
Autres services non commerciaux	0,9	1,1	5,3	0	0	0,2
Impôts sur les produits	-6,8	8,3	8	-0,4	0,4	0,4
Volet demande						
DÉPENSES TOTALES EN TERMES DE CONSOMMATION	3,8	2,6	7,9	4,4	2,9	9,1
Dépenses totales en termes de consommation des ménages	5,3	2,8	7,3	3,7	2	5,2
Dépenses totales en termes de consommation des administrations publiques	5,3	5,2	13,4	0,8	0,8	2,2
CONSTITUTION DU CAPITAL/INVESTISSEMENT	0,6	-0,7	5,5	0,2	-0,2	1,5
Constitution brute de capital fixe	-0,3	0,5	6,2	-0,1	0,1	1,8
Constitution brute de capital fixe privé	-0,2	0,3	10,7	0	0	2
Constitution brute de capital fixe des administrations publiques	-0,4	0,9	-2,7	0	0,1	-0,3
Variation des stocks	93	-61,4	-100	0,3	-0,3	-0,2
IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	2,7	6,4	-11	0,7	1,7	-3,1
Importations de marchandises	4	5	-11,1	1	1,2	-2,8
Importations de services ne relevant pas de la catégorie des facteurs	-8,5	20,7	-10	-0,2	0,5	-0,3
EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	*-3,8*	*4,1*	*-5,5*	-0,4	0,4	-0,6
Exportations de marchandises	-2	2,7	-9,7	-0,2	0,2	-0,9
Exportations de biens et services	-12,8	12,3	15,5	-0,2	0,2	0,3
Postes Pour Mémoire						
PIB nominal (en millions de francs CFA)	7.910.955	8.270.826	9.569.922			
Taux de change au dollar américain	1,0	1,5	-5,3			
Inflation						
Moyenne de la période	2,9	3,8	4,2			
Fin de période	3,1	4,9	5,2			

Source : Institut National de la statistique du Niger, FMI

11.2.2. Finances publiques

480. Les opérations budgétaires de l'Etat se sont soldées par un déficit global, base engagements, dons compris qui se chiffre à 651, 6 milliards de FCFA (6,8% du PIB) en 2022 contre 488, 7 milliards de FCFA (5,9% du PIB) en 2021, du fait de la baisse des dons provenant des Partenaires au Développement et du dépassement des dépenses prévues. Hors dons, le déficit budgétaire global sur la base des engagements s'est établi à 1 103,9 milliards de FCFA (11,5 % du PIB) en 2022 contre 1 109,8 milliards de FCFA (13,4 % du PIB) en 2021. Le solde primaire a affiché un déficit de 532,4 milliards de FCFA (5,6 % du PIB), contre 395, 1 milliards de FCFA (4,8 % du PIB) enregistré en 2021.

481. Les recettes totales et dons se sont contractés de 6,2 % pour s'établir à 1424,1 milliards de FCFA (14,9 % du PIB) contre 1518,1milliards de FCFA (18,4 % du PIB) en 2021. Les recettes totales ont augmenté de 8,3 % pour se situer à 971,8 milliards de FCFA (10,2 % du PIB) contre 897,0 milliards de FCFA (10,8 % du PIB) en 2021, sous l'impulsion des recettes fiscales et non fiscale.

482. Les recettes fiscales se sont améliorées pour atteindre 905,1 milliards de FCFA (9,5 % du PIB) en 2022 contre 831,2 milliards de FCFA (10,0 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 8,9 %, attribuable à toutes les principales composantes des recettes fiscales. Il s'agit précisément des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (1,2 % du PIB contre 1,4 % du PIB), des impôts sur les salaires et autres rémunérations (0,8 % du PIB contre 0,8 % du PIB), des impôts sur la fortune (0,5% du PIB contre 0,4 % du PIB) et des taxes internes sur les biens et services (4,8 % du PIB contre5,1 % du PIB). Les recettes non fiscales ont également enregistré une hausse de 5,5 % pour atteindre 53,6milliards de FCFA (0,6 % du PIB) en 2022 contre 50,8 milliards de FCFA (0,6 % du PIB) en 2021.

483. Le total des dons reçus au cours de l'année a régressé de 27,2 % pour s'établir à 452,3 milliards de FCFA (4,7 % du PIB) en 2022 contre 621,1 milliards de FCFA (7,5 % du PIB) en 2021, en raison des baisses significatives des dons liés aux projets et aux programmes respectivement de 15,2 % et à 57,8 % en 2022.

484. Les dépenses totales se sont accentuées de 1,8 % en 2022 pour atteindre 2 002,2 milliards de FCFA (20,9 % du PIB) contre 1.966, 8milliards de FCFA (23,8 % du PIB), principalement sous l'impulsion des dépenses courantes qui sont passées de 868,9 milliards de FCFA (10,5 % du PIB) en 2021 à 951,3 milliards de FCFA (9,9 % du PIB) en 2022.

485. Les dépenses en capital ont fléchi de 3,7 % pour s'établir à 1039,8 milliards de FCFA (10,9 % du PIB), après 1079,3 milliards de FCFA (13,0 % du PIB) enregistré en 2021. Les dépenses en capital financées sur ressources extérieures ont représenté 56,1 % du total, contre 43,9 % pour les dépenses financées sur ressources internes.

486. L'encours de la dette publique en terme absolus a augmenté de 15,5 % pour ressortir à 4858,4 milliards de FCFA (50,8% du PIB), à fin décembre 2022, contre 4205,7 milliards

de FCFA (50,8% du PIB), à la même période de 2021. Les composantes intérieure et extérieure se sont établies respectivement à 1730,1 milliards de FCFA (18,1% du PIB) et 3128,3 milliards de FCFA (32,7% du PIB) à fin décembre 2022.

Tableau 2. 52: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Niger

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage			En pourcentage du PIB		
Total des recettes et des dons	1,9	9,3	-6,2	17,5	18,4	14,9
Total des recettes	0,5	5,2	8,3	10,8	10,8	10,2
Recettes fiscales	-3,0	9,4	8,9	9,6	10,0	9,5
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values	0,9	8,3	5,2	1,3	1,4	1,2
Impôts sur les salaires et autres rémunérations	0,6	10,9	21,8	0,7	0,8	0,8
Impôts sur la fortune	5,4	6,4	46,1	0,4	0,4	0,5
Taxes internes sur les biens et services	-10,0	15,4	9,1	4,6	5,1	4,8
Droits de douane et taxes à l'importation	5,8	17,7	-8,1	1,0	1,1	0,9
Droits de douane et taxes à l'exportation	-9,6	-34,4	32,9	0,5	0,3	0,4
Autres recettes fiscales	20,4	-0,7	-0,3	1,0	1,0	0,9
Recettes fiscales	-3,0	9,4	8,9	9,6	10,0	9,5
Recettes non fiscales	45,5	-31,5	5,5	0,9	0,6	0,6
Autres recettes	31,1	-17,6	-12,4	0,2	0,2	0,1
Dons/subventions	4,3	15,9	-27,2	6,8	7,5	4,7
Don en faveur d'un programme	-15,2	6,9	-57,8	2,1	2,1	0,8
Don en faveur d'un projet	16,0	19,8	-15,2	4,7	5,4	4,0
Total des dépenses et des prêts	11,0	10,8	3,4	22,9	24,3	21,7
Total des dépenses	8,4	11,2	1,8	22,4	23,8	20,9
Dépenses récurrentes	12,8	11,5	9,5	9,9	10,5	9,9
Dépenses primaires courantes	13,1	11,2	7,3	8,8	9,4	8,7
Salaires, traitements et indemnités	5,4	6,7	8,9	3,8	3,8	3,6
Utilisation de biens et de services	20,1	3,4	-1,7	1,7	1,6	1,4
Transferts et subventions	19,2	20,0	9,5	3,4	3,9	3,7
Paiements d'intérêts	10,7	13,2	27,4	1,0	1,1	1,2
Dette intérieure	3,4	2,6	36,8	0,7	0,7	0,8
Dette extérieure	27,9	33,3	13,7	0,4	0,5	0,4
Dépenses en capital	5,3	12,9	-3,7	12,1	13,0	10,9
Au titre des ressources intérieures	1,5	13,2	1,2	5,0	5,5	4,8
Au titre de ressources extérieures	8,1	12,7	-7,1	7,0	7,6	6,1
Autres dépenses	4,0	-44,7	-39,9	0,4	0,2	0,1
Déficit global (sur la base d'engagement), y compris les dons				-5,3	-5,9	-6,8
Déficit global (sur la base d'engagement) hors dons				-12,1	-13,4	-11,5
Solde primaire				-4,3	-4,8	-5,6
Dette totale/PIB				45,0	50,8	50,8
Dette intérieure/PIB				13,4	17,7	18,1
Dette extérieure/PIB				31,6	33,1	32,7

Source : Ministère de l'Économie et des finances de la République du Niger

11.2.3. Secteur monétaire

487. L'évolution des agrégats monétaires est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire au sens large de 11,9% à fin décembre 2022 contre 9,7 % à la même période de 2021. Cette hausse est due à la consolidation des créances intérieures. Les avoirs intérieurs nets (AIN) ont augmenté de 20,7 % contre une croissance de 0,7 % à fin de décembre 2021 sous l'effet des créances nettes consenties au Gouvernement qui se sont amplifiées de 54,7% contre une contraction de 24,6 % à fin décembre 2021. En ce qui concerne les créances sur le secteur privé, la croissance a ralenti à 12,6 % au cours de la période contre 15,4 % à fin décembre 2021.

488. Les avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire se sont contractés de 0,2% contre une hausse de 25,2% enregistrée à fin décembre 2021, sous l'effet de la baisse des AEN de la BCEAO. En effet, les AEN de la BCEAO se sont dégonflés de 12,2%, contrebalançant ainsi la croissance de 27,7% des AEN des banques commerciales à fin décembre 2022.

489. En termes de contributions à la croissance de la monnaie au sens large, les AIN ont contribué à hauteur de 12,0 points de pourcentage, soit une contribution supérieure à celle de 0,4 point de pourcentage en 2021. La contribution des AIN a été largement influencée par les créances nettes sur l'administration centrale Les AEN du système bancaire ont contribué négativement (-0,1 point de pourcentage) à la croissance de la masse monétaire au sens large à fin décembre 2022 contre 9,3 points de pourcentages à fin décembre 2021. . La croissance de la masse monétaire au sens large est reflétée principalement dans les taux de croissance des dépôts (13,9% contre 19,3% en 2021) et de la monnaie fiduciaire (17,7% contre -3,4% en 2021). L'évolution des composantes de la masse monétaire est révélatrice de la reprise des activités économiques, en lien avec les travaux de construction de l'oléoduc de Kandadji et du barrage de Kandadji. Elle a également été induite par les résultats relativement satisfaisants de la campagne agricole, imprégnant ainsi un dynamisme dans les échanges de produits vivriers sur les marchés où le recours au numéraire est largement privilégié.

490. Le taux d'intérêt débiteur moyen est passé de 8,60 % en 2021 à 8,70 % en 2022, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage.

Tableau 2. 53: Evolution des principaux agrégats monétaires du Niger

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Actifs	**En pourcentage du PIB**			**Contribution à la croissance de M2**		
Avoirs extérieurs nets (AEN)	-12,7	25,2	-0,2	-6,3	9,3	-0,1
BCEAO	-15,0	5,7	-12,2	-5,4	1,5	-3,1
Banques	-6,4	72,5	17,6	-0,9	7,8	3.0
Avoirs intérieurs nets (AIN)	46,1	0,7	20,7	23,3	0,4	12,0
Crédit intérieur net	25,3	9,2	17,1	19,3	7,5	13.9
Gouvernement (net)	635,8	-24,6	54,7	12,9	-3,1	4,8
Secteur privé	8,6	15,4	12,6	6,4	10,6	9,1
Autres postes (net)	-15,5	38,1	8,2	-4,0	7,1	1,9
Passif						
Monnaie au sens large (M2)	17,0	9,7	11,9	17,0	9,7	11,9
Monnaie au sens étroit (M1)	15,3	8,3	15,5	12,1	6,4	12,0
Monnaie en circulation	9,9	-3,4	17,7	4,0	-1,3	5,9
Dépôts transférables	20,9	19,3	13,9	8,1	7,7	6,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	23,7	15,0	-0,2	4,9	3,3	-0,1
Pour mémoire						
PIB nominal (milliards de FCFA)	7911	8271	9570			
Vélocité (PIB/M2)	5,2	5,0	5,1			
Crédit au secteur privé/PIB (%)	13,2	14,6	14,2			
Avoirs extérieurs nets/M2 (%)	37	42	38			
Avoirs intérieurs nets/M2 (%)	63,0	58	62			
Monnaie en circulation/M2 (%)	38,0	33,0	35,0			

Source: BCEAO

491. Les opérations bancaires au Niger ont connu une dynamique positive au cours des dernières années. Les actifs du secteur bancaire sont passés de 1 517,5 milliards de FCFA en 2019 à 2 098,0 milliards de FCFA à fin décembre 2022, soit une augmentation annuelle moyenne de 12,11 %. Cette évolution est soutenue par celles des ressources qui ont

augmenté en moyenne annuelle de 8,83%, passant de 1 334,5 milliards de FCFA en 2019 à 1 832,8 milliards de FCFA à fin décembre 2022.

11.2.4. Secteur extérieur

492. L'analyse du secteur extérieur en 2022 indique une détérioration de la balance globale des paiements qui a affiché un déficit de 1,4 milliard de FCFA (0,02% du PIB) contre un excédent de 140, 2 milliards de FCFA (t 1,7% du PIB) enregistré en 2021, attribuable au déficit du compte courant et à la baisse de l'excédent du compte de capital. Le déficit du compte courant s'est aggravé de 28,6 % pour se situer à 1 497,0milliards de FCFA (15,6 % du PIB), tandis que l'excédent du compte de capital a diminué de 11,1 %. Les flux financiers en entrées nettes ont augmenté de 29,0%.

493. Le déficit du compte des biens s'est creusé à 1160,4 milliards de FCFA (12,1% du PIB) en 2022 contre 893,3 milliards de FCFA (10,8% du PIB) en 2021, en raison principalement de l'augmentation de 15,1% des importations des biens d'équipement et des biens intermédiaires utilisés pour réaliser les grands projets d'infrastructures publiques et les projets d'investissements privés (construction de l'oléoduc de transport de pétrole brut et projets miniers), ainsi que des denrées alimentaires. Les exportations de biens (fob) ont enregistré une baisse de 4,5 % pour s'établir à 641, 8milliards de FCFA (6,7% du PIB) en 2022 contre 671, 9milliards de FCFA (8,1% du PIB) en 2021, en rapport avec la suspension des livraisons de gasoil au cours de l'année 2022 et de la cessation des activités de la société COMINAK.

494. Le déficit du compte des services s'est creusé de 5,8% pour se chiffrer à 545,0 milliards de FCFA (5,7 % du PIB) en 2022 contre 515,1 milliards de FCFA (6,2 % du PIB) en 2021, en raison de la baisse des entrées de services. Cette évolution reflète principalement l'augmentation du coût du fret, en dépit d'une reprise des recettes liées aux voyages et aux télécommunications.

495. Le déficit du compte des revenus primaires s'est détérioré de 4,4% pour se situer à 137, 1 milliards de FCFA (1,4% du PIB) en 2022 contre 131, 3 milliards de FCFA (1,6% du PIB) en 2021, en raison du paiement du service de la dette, des transferts de fonds des travailleurs expatriés et des bénéfices provenant du pétrole, ainsi que des dividendes des sociétés minières, pétrolières et de télécommunications. L'excédent du compte des revenus secondaires est passé de 375,7 milliards de FCFA (4,5 % du PIB) en 2021 à 345, 5 milliards de FCFA (3,6 % du PIB) en 2022, sous l'effet de la baisse des soutiens budgétaires reçus par le gouvernement en raison de la modification de l'allocation des ressources par la Banque Mondiale dans le cadre de l'IDA 20.

496. L'excédent du compte de capital est passé à 435,0 milliards de FCFA (4,5 % du PIB) au cours de l'année sous revue contre 489,3 milliards de FCFA (5,9 % du PIB) en 2021, sous l'effet des transferts de capitaux (inversions de portefeuille). En revanche, l'entrée nette des ressources financières au niveau du compte financier a atteint 1 060,5 milliards de FCFA

(11,1% du PIB) contre 822,4 milliards de FCFA (9,9% du PIB) en 2021, en raison principalement de l'augmentation des entrées au compte des investissements directs étrangers qui se sont établies à 592,5 milliards de FCFA (6,2% du PIB) en 2022 contre 308,1 milliards de FCFA (3,7% du PIB) en 2021.

Tableau 2. 54: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Niger

	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
	En milliards de FCFA				En pourcentage du PIB			
A. Compte courant	-921,3	-1045,1	-1164,0	-1497,0	-12,2	-13,2	-14,1	-15,6
1. Biens	-703,2	-777,5	-893,3	-1160,4	-9,3	-9,8	-10,8	-12,1
Exportations	659,7	642,3	671,9	641,8	8,7	8,1	8,1	6,7
Importations	-1362,9	-1419,9	-1565,2	-1802,2	-18,0	-17,9	-18,9	-18,8
2. Services	-473,6	-491.2	-515.1	-545.0	-6,3	-6,2	-6,2	-5,7
3, Revenu primaire	-113,0	-119,7	-131,3	-137,1	-1,5	-1,5	-1,6	-1,4
4. Revenu secondaire	368.4	343.4	375.7	345.5	4.9	4.3	4.5	3.6
Gouvernement	219.2	191.5	196.3	125.2	2.9	2.4	2.4	1.3
Autres secteurs	149.3	151.8	179.4	220.2	2.0	1.9	2.2	2.3
B. Compte de capital	369,8	406,0	489,3	435,0	4,9	5,1	5,9	4,5
5- Acquisition/cession d'actifs non financiers	-0,7	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6- Transferts de capitaux	370,5	404,6	489,2	435,0	4,9	5,1	5,9	4,5
C. Compte financier	-873,9	-563,6	-822,4	-1060,5	-11,5	-7,1	-9,9	-11,1
7. Investissements directs	-401,4	-199,0	-308,1	-592,5	-5,3	-2,5	-3,7	-6,2
8.Investissements de portefeuille	-155,7	-9,8	-382,4	-157,9	-2,1	-0,1	-4,6	-1,7
9. Produits financiers dérivés	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10. Autres investissements	-316,8	-354,9	-131,9	-310,1	-4,2	-4,5	-1,6	-3,2
D. Erreurs et omissions nettes	-4,5	-4,5	-7,5	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
E- Solde global	317,9	-80,0	140,2	-1,4	4,2	-1,0	1,7	-0,02
Pour mémoire								
PIB à prix courants (En millions de francs CFA)	7567,9	7911,0	8270,8	9569,9				

Source: BCEAO

11.3. Situation de la convergence macroéconomique

497. Au titre de la convergence macroéconomique, le pays a satisfait cinq (5) des six (6) critères en 2022 (les mêmes qu'en 2021) ; trois (3) de premier rang (inflation annuelle moyenne, financement du déficit budgétaire par la banque centrale et réserves extérieures brutes en mois de couverture des importations) et les deux (2) de second rang (variation du taux de change nominal et la dette publique).

Tableau 2. 55: Situation de la convergence macroéconomique du Niger

Critères	Cible	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		***3***	***3***	***3***	***3***
Déficit budgétaire (base d'engagement, y compris les dons)	≤ 3%	5,3	5,9	6,8	5,3
Taux d'inflation annuel moyen	≤ 5%	2,9	3,8	4,2	2,3
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≥ 10%	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves extérieures brutes	≥ 3	6,5	6,6	4,2	4,4
Critères de second rang		***2***	***2***	***2***	***2***
Variation du taux de change nominal	± 10%	1,0	-1,5	-5,3	2,4
Ratio de la dette publique au PIB	≤ 70%	45,0	50,8	50,8	54,0
Nombre total de critères satisfaits		**5**	**5**	**5**	**5**

Source : BCEAO, Ministère des Finances du Niger/AMAO, * Prévision

11.4. Perspectives

498. Les perspectives économiques à moyen terme du Niger seraient largement marquées par la mise en œuvre du PDES 2022-2026, qui vise, entre autres ; à favoriser une transformation structurelle de l'économie à travers le renforcement de la gouvernance, de l'éducation et de la situation sanitaire et à accélérer la transformation structurelle. Le PIB réel est projeté devrait augmenter de 7,0 % en 2023 et de 11,8 % en 2024, avec une croissance d'au moins 5,0 % dans tous les secteurs. L'inflation devrait se modérer pour se situer à maximum 3,0 %. Selon les projections des finances publiques, les recettes fiscales proviendraient

principalement de la mobilisation des recettes des droits de douane et des taxes à l'importation (à l'exclusion de la TVA appliquée au cordon douanier) et des recettes à percevoir au titre de l'impôt sur les bénéfices et les plus-values. La dette publique est projetée de rester viable, avec la plupart des emprunts extérieurs contractés à des conditions concessionnelles. Conclusion et Recommandations

499. L'économie du Niger est restée vigoureuse en 2022, en affichant un taux de croissance de 11,5 %, grâce à une bonne saison agricole et aux mesures prises par le Gouvernement en matière de production agricole. L'inflation est restée relativement maîtrisée, en dépit des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Pour soutenir la croissance économique et faire baisser les pressions inflationnistes, il reste nécessaire de coordonner efficacement les politiques dans un contexte de défis mondiaux, ainsi que des conditions internes d'ordre sécuritaire, et économique.

500. A cet égard, les autorités sont encouragées à :

    i. accroitre les investissements dans le secteur agricole pour améliorer la sécurité alimentaire et assurer une croissance économique soutenue ;
    ii. poursuivre les efforts engagés pour achever les projets d'oléoducs, en particulier le barrage de Kandadji et l'oléoduc de transport de pétrole dans les délais convenus, afin de stimuler l'activité économique ;
    iii. poursuivre et renforcer les efforts visant à améliorer la mobilisation des recettes intérieures, en élargissant l'assiette fiscale et en hiérarchisant les dépenses, afin d'assurer la viabilité des finances publiques ; et
    iv. diversifier les exportations, afin de réduire de manière significative le déficit de la balance courante et d'améliorer la balance globale des paiements.

12. NIGERIA

12.1. Introduction

501. L'orientation de la politique macroéconomique du Nigeria pour 2022 consistait à soutenir la relance économique et la résilience en conformité avec le plan de développement national (PDN) à moyen terme 2021-2025, qui s'appuie sur les acquis du plan national de viabilité économique (NESP). Le PDN se concentre sur la croissance inclusive, la stabilité macroéconomique, l'amélioration de l'allocation des ressources et la diversification économique, en particulier dans le secteur non pétrolier, afin d'atténuer les effets de la volatilité du marché pétrolier.

502. Dans ce contexte, les objectifs macroéconomiques pour 2022 se présentent comme suit :
    - une croissance du PIB réel de 3,6% ;
    - un taux d'inflation moyen de 16,1 % ;
    - un déficit budgétaire de 3,4% du PIB ; et
    - des réserves extérieures brutes d'au moins 5,0 mois d'importations.

503. L'analyse de la période sous-revue indique montre que :
    - la croissance du PIB réel a été de 3,3 %, contre 3,7 % en 2021 et l'inflation globale (en glissement annuel) a bondi à 21,3 % contre 15,6 % en 2021 ;
    - les opérations budgétaires du gouvernement fédéral se sont soldées par un déficit de 4,2 % du PIB et l'encours de la dette publique consolidé s'est élevé à 22,9 % du PIB à fin décembre 2022 ;
    - l'orientation de la politique monétaire a été resserrée, le taux directeur de la banque centrale ayant été relevé de manière cumulative à 16,50 % à fin décembre 2022,contre 11,50 % à fin décembre 2021, en réponse à l'intensification des pressions inflationnistes ;
    - les échanges extérieurs en 2022 se sont soldés par des résultats mitigés, le solde global ayant enregistré un déficit de 0,7 % du PIB, contre un excédent de 0,1 % du PIB en 2021, tandis que le compte courant a affiché un excédent de 0,2 % du PIB. Le naira nigérian s'est déprécié de 5,4 % par rapport au dollar américain à fine décembre 2022. Cependant, il s'est légèrement renforcé, en moyenne, par rapport à l'UCAO ; et
    - En matière de convergence macroéconomique, le Nigeria a satisfait à un (1) des quatre (4) critères de premier rang et les deux (2) critères de second rang en 2022.

12.2. Analyse sectorielle

12.2.1. Secteur réel

504. La croissance du PIB réel s'est ralentie, passant de 3,6 % en 2021 à 3,3 % en 2022, en décélération liée à la contreperformance de l'industrie, qui s'est contractée de 4,6%, en liaison notamment avec le recul du secteur pétrolier de 19,2%. La dynamique de la

croissance a été soutenue par la bonne tenue de la branche « non pétrolier », notamment le service.

505. Le secteur secondaire s'est contracté de 4,6 %, après une contraction de 0,5 % en 2021, en raison des contraintes techniques dans le secteur pétrolier et des perturbations intermittentes dans l'approvisionnement en électricité. La sous-branche du pétrole a connu une baisse de sa valeur ajoutée de 19,3 % en 2022, contre un repli de 8,3 % enregistre en 2021, en raison des pillage des stocks de pétrole et du vandalisme dans les oléoducs. Parallèlement, la sous-branche de la fabrication a enregistré une croissance plus faible de 2,5 %, après 11,2 % en 2021, en raison de l'augmentation du coût des matières premières et de l'électricité. Quant à la branche construction, sa croissance est ressortie à 4,5 % en 2022 contre 3,1 % en 2021, attribuable largement à la réalisation des projets d'infrastructures.

506. La croissance du secteur tertiaire est ressortie à 6,7 % contre 5,6 % en 2021, en lien principalement avec les améliorations dans les domaines de l'information et des communications, du commerce, de la finance et de l'assurance, ainsi qu'avec les services de l'immobilier. Ce secteur a bénéficié de l'amélioration soutenue de la demande depuis la suppression des restrictions induites par la COVID-19 ; dans un contexte d'investissements dans les secteurs public et privé pour améliorer l'environnement des affaires.

507. Le secteur primaire a enregistré une croissance en baisse à 1,9 % en 2022 contre 2,1 % en 2021, reflétant la performance plus faible de la pêche, qui a ralenti à 0,5 % contre 1,2 % en 2021, en raison des inondations.

508. En termes de part par secteur, le secteur tertiaire est resté dominant, représentant 55,4 % du PIB, suivi du secteur secondaire (25,6% du PIB) puis du secteur primaire (19,0%) en 2022. En ce qui concerne la contribution à la croissance économique de 3,3%, les secteurs primaire et tertiaire ont contribué respectivement à hauteur de 0,5 et 3,6 points de pourcentage, tandis que le secteur secondaire a contribué négativement (-1,0 point de pourcentage).

Tableau 2. 56 : Évolution du PIB et de ses composantes au Nigeria

Activité économique	**2020**	**2021**	**2022**	**2023***	**2020**	**2021**	**2022**	**2023***
	Pourcentage de variation				**Contribution au taux de croissance**			
Taux de croissance du PIB réel	**-1,9**	**3,6**	**3,3**	**3,2**	**-1,9**	**3,6**	**3,3**	**3,2**
Offre								
Secteur primaire	**2,2**	**2,1**	**1,9**	**1,8**	**0,5**	**0,6**	**0,5**	**0,5**
Secteur secondaire	**-5,8**	-0,5	-4,6	**-4,8**	**-1,3**	**-0,1**	**-1,0**	**-0,9**
Dont mines et carrières	-8,5	-7,8	-18,2	**-8,5**	-0,8	-0,6	-1,3	0,2
dont pétrole brut	-8,9	-8,3	-19,2	**-8,3**	-0,8	-0,7	-1,4	0,2
Fabrication	-2,8	11,2	2,5	**11,2**	-0,2	1,0	0,2	0,3
Construction	-7,7	3,1	4,5	**3,2**	-0,3	0,1	0,2	0,1
Secteur tertiaire	**-2,2**	**5,6**	**6,7**	**6,6**	**-1,2**	**2,9**	**3,6**	**3,7**
dont commerce	-8,5	8,6	5,1	**8,6**	-1,4	1,3	0,8	0,5
Impôt indirect net		25,8	14,2	**24,5**	0,1	0,2	0,1	0,0
PIB aux prix constants du marché 2010 (milliards de nairas)	70,800.54	73,382.77	75,768.95	78193,55				
PIB aux prix courants du marché (milliards de nairas)	154,252.3	176,075.5	202,365.0	231100,86				
Taux d'inflation								
Moyenne	13,2	17,0	18,8	18,1				
Fin de période	15,8	15,6	21,34	20,1				

Source : Bureau national des statistiques (NBS) : Bureau national des statistiques (NBS), Nigeria : (*) Prévision

509. En matière d'inflation, le Nigeria a connu un niveau général de prix plus élevé en 2022 par rapport à 2021, l'inflation de fin de période s'étant accélérée pour se situer à 21,3 % en décembre 2022 contre 15,6 % au cours de la période correspondante de 2021. L'inflation moyenne annuelle a augmenté à 18,8 %, contre 17,0 % en 2021. Cette situation est principalement liée aux prix des denrées alimentaires et de l'énergie au cours de la période. Les difficultés continuent en matière de sécurité, les inondations et les coûts plus élevés des engrais, en raison des perturbations de l'approvisionnement consécutives à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ont été une source de pénurie de produits agricoles, ce qui a entraîné la forte hausse constante de l'inflation, notamment au niveau des denrées alimentaire (+23,8 % en décembre 2022).

12.2.2. Finances publiques

510. La gestion des finances publiques en 2022 a été largement influencée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a entraîné une hausse des prix du pétrole brut, laquelle a stimulé les recettes de la Fédération, à travers les exportations. Les recettes totales en 2022 ont atteint 11 700 milliards de naira (5,8 % du PIB), contre 11 000 milliards de naira (6,2 % du PIB) en 2021, soutenues par les recettes fiscales lesquelles ont augmenté de 23,3 % pour ressortir à 10380 milliards de naira (5,1 % du PIB) en 2022, contre 8420 milliards de naira (4,8 % du PIB) en 2021. Les recettes non fiscales, quant à elles, ont diminué, passant de 2570 milliards de naira (1,5 % du PIB) en 2021 à ₦1330 milliards de naira (0,7 % du PIB) en 2022. De même, les revenus non distribués du Gouvernement fédéral ont augmenté au cours de la période, pour se chiffrer à 4980 milliards d'euros (2,5 % du PIB), contre 4790 milliards de naira (2,7 % du PIB), soit une augmentation de 3,9 % sur un an.

511. Les dépenses totales ont progressé de 14,5 % pour se situer à 13400 milliards (6,6 % du PIB) en 2022, contre 11700 milliards de naira (6,6 % du PIB) en 2021, imputable principalement aux dépenses courantes. Les dépenses courantes se sont accrues pour atteindre 11 500 milliards de naira (5,7 % du PIB), sous l'impulsion tant des paiements non liés à la dette notamment les salaires et traitements et les frais généraux que des paiements d'intérêts. Les paiements d'intérêts se sont évalués à 5700 milliards de naira (2,8% du PIB) contre 4200 milliards de naira (2,4% du PIB) en 2021. Quant aux paiements non liés à la dette, ils ont été évalués à 5800 milliards de naira (2,9% du PIB) en 2022. Les paiements d'intérêts et les paiements non liés à la dette ont représenté, chacun, près de 50,0 % du total des dépenses courantes. S'agissant des s dépenses en capital, elles ont chuté de 24,9 % pour se situer à 1900 milliard de naira (0,9 % du PIB) en 2022, contre 2500 milliards de naira (1,4% du PIB) en 2021.

512. Les dépenses ont reflété l'orientation budgétaire expansionniste du gouvernement, occasionnant des dépenses supplémentaires et de nouveaux emprunts pour combler le besoin de de financement. Ainsi, les opérations budgétaires se sont soldées par un déficit

budgétaire global base engagements de 8420 milliards de naira (4,2 % du PIB) en 2022, contre 6900 milliards de naira (3,9 %du PIB) en 2021.

513. L'encours total de la dette publique (consolidée) du Nigeria à fin décembre 2022 s'est élevé à 46300 milliards de naira (22,9 %du PIB), contre 39,6 milliards de naira (22,5 % du PIB) à fin décembre 2021, en accroissement imprimé par ses deux composantes. L'encours de la dette intérieure a augmenté à 27500 milliards de naira (13,6 %du PIB), contre 23700 milliards de naira (13,5% du PIB) en 2021. De même, la dette extérieure est passée de 15900 milliards de naira (9,0 % du PIB) en 2021 à 18700 milliards de naira (9,2 % du PIB) en 2022.

Tableau 2. 57 : Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Nigeria

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
Opérations fiscales	Pourcentage de variation				Pourcentage du PIB			
Total des recettes et dons	-5,3	18,1	6,6	44,1	6,0	6,2	5,8	5,5
Recettes conservées disponibles pour le gouvernement fédéral	-19,4	26,6	3,9	40,15	2,5	2,7	2,5	5,0
Recettes totales	-5,3	18,1	6,6	44,10	6,0	6,2	5,8	5,5
Recettes fiscales	-5,4	22,8	23,3	12,3	4,4	4,8	5,1	4,3
Recettes non fiscales	-4,9	4,9	-48,2	-10,2	1,6	1,5	0,7	1,2
Dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses totales et prêts nets	2,4	20,8	14,5	49,4	6,3	6,6	6,6	8,8
Dépenses totales	2,4	20,8	14,5	49,4	6,3	6,6	6,6	8,8
Dépenses courantes	17,4	9,0	25,3	24,4	5,5	5,2	5,7	5,4
Non-dette	8,5	-4,0	14,4	59,5	3,0	2,5	2,5	3,6
Salaires et traitements	23,6	7,7	15,2	42,3	1,8	1,7	1,7	2,2
Pension	17,0	-1,0	8,8	62,3	0,2	0,2	0,2	0,3
Frais généraux	-13,6	-27,6	14,0	108,0	0,9	0,6	0,6	1,1
Paiement des intérêts	36,2	26,3	34,0	-12,7	2,2	2,4	2,8	1,9
Intérieur	39,1	17,4	36,3	3,6	1,8	1,9	2,2	1,7
Extérieur	23,3	71,1	25,9	-69,1	0,4	0,5	0,6	0,1
Transferts	-0,1	16,0	50,1	64,7	0,3	0,3	0,4	0,4
Dépenses d'investissement	-44,6	98,8	-24,9	132,4	0,8	1,4	0,9	2,9
Financement intérieur	-44,6	98,8	-24,9	132,4	0,8	1,4	0,9	2,9
Financement extérieur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêt net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde budgétaire (y compris les dons)	23,9	17,1	8,6	8,6	(3,8)	(3,9)	-4,2	-3,8
Solde budgétaire (dons exclus)	23,9	17,1	8,6	8,6	(3,8)	(3,9)	-4,2	-3,8
Solde primaire	10,8	5,0	42,1	42,1	(1,7)	(1,5)	-1,4	-1,9
	Milliards de Naira							
Total de l'encours de la dette publique	32,915.5	39,556.0	46,250.4	41,201.8	21,3	22,5	22,9	20,7
Intérieure	20,209.9	23,700.8	27,548.1	22,776.6	8,2	9,0	9,2	9,3
Extérieur	12,705.6	15,855.2	18,425.2	18,425.2	13,1	13,5	13,6	11,4

Source : ministère fédéral des Finances, Nigeria, * prévision

12.2.3. Secteur monétaire

514. L'orientation de la politique monétaire a été largement axée sur la maîtrise de l'inflation, le taux directeur de la banque centrale ayant été rehaussé de manière cumulative à 16,50 % à fin décembre 2022, contre 11,50 % à fin décembre 2021. Le corridor asymétrique et le ratio de liquidité ont été maintenus respectivement à +100/-700 points de base autour du taux directeur et à 30,0 %,tandis que le ratio de réserve de trésorerie (CRR) a été porté à 32,5 % en 2022.

515. Les évolutions des taux du marché monétaire ont largement reflété la tendance haussière du taux directeur au cours de la période. Le taux des bons du Trésor à 91 jours a plus que doublé pour se situer à 5,78 % au quatrième trimestre 2022, contre 2,50 % au quatrième trimestre 2021. Le taux de prêt préférentiel a augmenté à 28,53 % contre 27,30 % à fin décembre 2021. Cependant, le taux interbancaire a baissé à 7,94 % au quatrième trimestre 2022, contre 8,27 % au cours de la période correspondante de 2021.

516. La masse monétaire au sens large (M3) a augmenté de 17,0 % à fin décembre 2022, contre une croissance de 14,2 % à fin décembre 2021, en lien principalement avec les avoirs intérieurs nets (AIN). La croissance des avoirs intérieurs nets s'est accélérée pour ressortir à 36,5 % à fin décembre 2022, contre 21,9 % à fin 2021, tirée, en grande partie, par l'expansion des créances nettes sur le gouvernement. Cette évolution résulte des interventions de la Banque centrale pour soutenir la politique de croissance inclusive et les dépenses du gouvernement pour les activités liées aux élections.

517. Contrairement aux évolutions ci-dessus, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont contractés de 54,5 % à fin décembre 2022 contre une croissance de 4,2 % au cours de la période correspondante de 2021. Cette contraction est la résultante du resserrement de la position extérieure de la CBN et des banques de dépôts.

518. Les créances nettes sur l'Administration centrale ont augmenté de 78,2 % à fin décembre 2022, contre une croissance de 20,4 % une année auparavant. De même, les créances sur les autres secteurs, y compris l'État et les collectivités locales, les autres sociétés financières et les sociétés publiques non financières, ont augmenté au cours de la période. Cependant, les créances sur le secteur privé ont connu un ralentissement de leur progression, qui s'est située à 19,9 %, contre 26,8 % à fin décembre 2021, imputable aux banques hypothécaires primaires.

519. En ce qui concerne les contributions à la croissance de la M3 de 17,4 % en 2022, les AIN ont contribué à hauteur de 28,8 points de pourcentage, tandis que les AEN des systèmes bancaires ont contribué négativement à hauteur de -11,5 points de pourcentage.

Tableau 2. 58 : Evolution des principaux agrégats monétaires du Nigeria

Agrégats monétaires	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation en pourcentage				Contribution à la croissance de M3			
Avoirs								
Avoirs extérieurs nets (AIN)	51,0	4,2	(54,5)	(16,3)	8,7	1,0	(11,5)	7,9
Avoirs intérieurs nets (AIN)	3,5	17,2	36,5	32,8	2,9	13,3	28,8	29,5
Crédit intérieur	12,7	17,8	36,2	30,0				
Créances nettes sur les administrations publiques (NCG)	13,8	20,4	78,2	57,1				
Créances sur le secteur privé	15,2	26,8	19,9	25,6				
Autres postes nets (OIN)	108,5	39,8	45,1	35,6				
Passifs								
Masse monétaire au sens large (M3)	11,6	14,2	17,4	23,7	11,6	14,2	17,4	23,7
Monnaie en circulation	19,1	14,3	(9,4)	18,8				
Dépôts à vue	54,7	13,3	20,1	28,0				
Quasi-monnaie	20,6	20,0	17,6	25,0				
Pour mémoire								
Croissance de la monnaie de réserve	51,0	1,4	20,6	12,4				
Multiplicateur monétaire (M3/RM)	3,0	3,3	3,3	3,5				
vitesse de la monnaie (PIB/M3)	4,0	4,0	3,9	1,9				
Crédit au secteur privé/PIB (en %)	12,1	13,5	14,1	29,3				
Monnaie en circulation/M3 (en %)	7,5	7,5	5,8	6,7				
Taux de change sur les dépôts (en en %)	8,2	8,0	6,1	7,1				
AEN/M3 (en %)	23,1	21,0	8,2	12,5				
AIN /M3 (en %)	76,9	79,0	91,8	87,5				

Source : Banque centrale du Nigeria (CBN), * prévision

520. La croissance de la monnaie de réserve (RM) s'est accentuée à 20,6 % à fin décembre 2022 contre 1,4 % dans la même période de 2021, reflétant principalement une hausse significative (30,6 %) dans les passifs des autres sociétés de dépôt au cours de la période. En revanche, la monnaie en circulation s'est contractée de 9,4 % à fin décembre 2022, après une hausse de 14,3 % au cours de la même période en 2021.

12.2.4. Secteur extérieur

521. Les conditions économiques mondiales en 2022, principalement marquées par les difficultés liées à la guerre russo-ukrainienne, ont occasionné des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, entraînant une flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Dans ce contexte, le solde global est ressorti déficitaire, contre un excédent en 2021. Par contre, le compte courant a dégagé un important excédent, soutenu par les excédents de la balance des biens et celui du compte des revenus secondaires.

522. La balance des paiements a enregistré un déficit de 0,7 % du PIB en 2022, contre un excédent de 0,1 % du PIB en 2021, en dégradation imputable principalement au déficit de la balance des revenus primaires. La balance courante s'est améliorée de manière significative, passant d'un déficit de 3,25 milliards de dollars US (0,8 % du PIB en 2021) à un excédent de 1,02 milliard de dollars US (0,2 % du PIB) en 2022. Ce résultat est dû à l'amélioration de la balance des biens et au maintien de l'excédent de la balance des revenus secondaires, bien que ce dernier soit inférieur à son niveau de 2021. La balance des biens a dégagé un excédent de 1,3% du PIB en 2022, contre un déficit de 1,1% du PIB en 2021, en rapport avec le niveau élevé des prix du pétrole brute, couplé à l'augmentation des exportations non pétrolières. Cependant, le compte des services a affiché un déficit de 2,9% du PIB en 2022, contre 2,8% en 2021.

523. Le compte des revenus secondaires a enregistré un excédent de 4,6 % du PIB, contre 5,1 % du PIB en 2021, reflétant le renforcement des politiques de la CBN favorisant les réceptions de fonds des migrants au cours de la période considérée. Cependant, le déficit du revenu primaire s'est creusé à 2,7 % du PIB contre 2,0 % du PIB en 2021, principalement en raison du rapatriement accru de dividendes par les investisseurs non-résidents.

524. Le compte financier est caractérisé par des entrées nets des ressources financières de 1,4 % du PIB, contre 1,5 % du PIB en 2021. Cette évolution est attribuable principalement au resserrement des conditions financières mondiales, résultant de la politique monétaire contraignante de la plupart des banques centrales à travers le monde.

525. Les réserves internationales brutes ont diminué à 36,6 milliards de dollars (5,7 mois d'importations) en 2022, contre 40,2 milliards de dollars (7,2 mois d'importations) en 2021. Cette baisse est due, en grande partie, à la demande continue de devises étrangères pour répondre aux besoins commerciaux et à la réduction des recettes d'exportation de pétrole.

526. Le naira nigérian s'est déprécié de 5,4 % par rapport au dollar américain à fin décembre 2022, contre 5,7 % au cours de la même période de 2021. Cependant, par rapport à l'UCAO, en moyenne, le naira s'est apprécié marginalement de 0,01 % en 2022, contre une dépréciation de 17,2 % en 2021.

Tableau 2. 59: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Nigeria

Postes	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	En million US$				En pourcentage du PIB			
Balance des comptes courants	**-15,985.93**	**-3,254.16**	**1,018.60**	**1,848.23**	**(4.0)**	**(0.8)**	**0.2**	**0.6**
Balance des biens et services	**-32,241.26**	**-16,622.24**	**-7,958.11**	**-3,651.77**	**(8.0)**	**(3.9)**	**(1.7)**	**(1.2)**
Balance des biens	**-16,401.76**	**-4,561.50**	**5,998.17**	**12,048.23**	**(4.1)**	**(1.1)**	**1.3**	**3.9**
Exportations (FOB)	**35,944.16**	**46,859.61**	**64,227.13**	**74,506.61**	**8.9**	**10.9**	**13.5**	**23.9**
Importations (FOB)	**52,345.92**	**51,421.12**	**58,228.96**	**62,458.38**	**13.0**	**11.9**	**12.2**	**20.0**
Balance des services	-15,839.50	-12,060.74	-13,956.28	-15,700.00	**(3.9)**	**(2.8)**	**(2.9)**	**(5.0)**
Revenu primaire	-4,766.98	-8,583.08	-12,872.57	-24,096.47	**(1.2)**	**(2.0)**	**(2.7)**	**(7.7)**
Revenus secondaires	21,022.32	21,951.16	21,849.28	29,596.46	**5.2**	**5.1**	**4.6**	**9.5**
Compte de capital	0.00	0.00	0.00	0.00	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
Solde du compte courant et du compte de capital	-15,985.93	-3,254.16	1,018.60	1,848.23	(4.0)	(0.8)	0.2	0.6
Compte financier (net)	975.40	-6,349.98	-6,494.88	-1,248.23	0.2	(1.5)	(1.4)	(0.4)
Erreurs et omissions	16,961.33	-3,095.81	-7,513.48	na	4.2	(0.7)	(1.6)	na
Solde global	-1,664.76	301.22	-3,323.17	600.00	(0.4)	0.1	(0.7)	0.2
Financement	1,664.80	-301.22	3,323.17	-600.00	0.4	(0.1)	0.7	(0.2)
Pour mémoire								
Taux de change moyen (N/US$)	382.2	409.00	425.50	740.00				
Taux de change de fin de période (N/US$)	394.9	435.00	459.50	747.00				
Stock de réserves extérieures (millions de dollars US)	36,476.90	40,230.80	36,608.23	37,500.00				
Stock de réserves extérieures (Mois d'importation)	6.1	7.2	5.7	6.2				
PIB (millions N)	154,252,318.90	176,075,501.87	202,365,026.79	231,100,860.59				
PIB (millions d'USD)	403,590.58	430,502.45	475,588.34	312,298.46				

Source : Banque centrale du Nigeria (CBN) ; * Prévision

12.3. Situation de la convergence macroéconomique

527. Le Nigeria a satisfait à trois (3) sur les six (6) critères de convergence, à savoir celui de premier rang (réserves de change brute) et les deux de second rang (la dette publique et la variation du taux de change nominal).

Tableau 2. 60 : Situation de la convergence macroéconomique du Nigeria

Critères de convergence	Cible	2020	2021	2022	2023*
Critères primaires		**1**	**1**	**1**	**2**
i. Déficit budgétaire / PIB	≤ 3 percent	3.8	3.9	4.2	5.0
ii. Inflation moyenne annuelle	≤ 5 percent	13.2	17.0	18.8	18.1
iii. Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤ 10 percent	38.5	20.5	98.0	0.0
iv. Réserves extérieures brutes	≥ 3 mths Imp	6.1	7.2	5.7	6.2
Critères secondaires		**2**	**2**	**2**	**2**
i. Stabilité du taux de change nominal	± 10 percent	-9.7	-6.5	0.01	-2.8
ii. Dette publique / PIB	≤ 70 percent	21.3	22.5	22.9	21.9
Total des critères rempli		**3**	**3**	**3**	**4**

Sources : Ministère fédéral des Finances, Banque centrale du Nigeria, NBS, FMI & WAMA ; (*) Prévision

12.4. Perspectives

528. Les perspectives de croissance à moyen terme dépendraient de l'ampleur de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et des de l'accentuation des tensions géopolitiques existantes et de la capacité du gouvernement nigérian à juguler l'insécurité. Elles semblent favorables et tablent sur une croissance du PIB réel qui se ressortirait à 3,2 %, tirée par le secteur non pétrolier. L'inflation en glissement annuel devrait s'établir à 20,1 % en décembre 2023 et se situerait en moyenne à 18,1 %, reflétant la capacité de la CBN à assurer une orientation restrictive de sa politique monétaire pour contenir la hausse des prix.

529. Au niveau de la convergence macroéconomique, la performance du Nigeria en 2023 devrait s'améliorer, en respectant deux (2) des quatre (4) critères de premier rang (réserves extérieures brutes et financement du budget par la banque centrale) et les deux (2) de second rang (variation du taux de change nominal et dette publique).

12.5. Conclusions et recommandations

530. Les résultats économiques du Nigeria en 2022 sont mitigés. L'économie a été résiliente avec une croissance qui est tout de même ressorti en deçà des taux d'avant la pandémie de

la COVID-19, soutenue par le secteur non pétrolier, qui reflète le renforcement de la diversification de l'économie. L'inflation reste élevée, malgré les hausses successives du taux directeur en 2022. Le compte courant s'est considérablement amélioré, soutenu par la balance des biens.

531. Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé aux autorités compétentes ce qui suit :

i. soutenir les politiques de diversification économique, grâce au renforcement des investissements dans l'agriculture et l'agro-industrie ;
ii. stimuler l'économie par des dépenses ciblées dans des secteurs clés à effets d'entrainement et créeraient des emplois, tout en adoptant des stratégies pour lutter contre l'insécurité ;
iii. poursuivre les réformes visant à élargir l'assiette des recettes, en améliorant l'automatisation fiscale et en rationalisant le pouvoir discrétionnaire en matière d'exonérations fiscales ;
iv. renforcer les mesures de rationalisation des dépenses et d'assainissement budgétaire, afin de promouvoir l'efficacité de la gestion des finances publiques ;
v. accélérer la déréglementation du secteur pétrolier (la levée du subventionnement), ;
vi. continuer à resserrer la politique monétaire en augmentant le taux directeur et en utilisant d'autres outils de soutien à l'effet de réduire les pressions inflationnistes ;
vii. réexaminer les interventions de la CBN dans l'économie conformément au mandat principal de stabilité des prix ;
viii. harmoniser les guichets de change, afin de garantir un taux de change unifié ; et
ix. soutenir les efforts de diversification des exportations, en vue de réduire la dépendance à l'égard du pétrole et de constituer des réserves tampons.

13. SENEGAL

13.1. Introduction

532. Les principaux objectifs des autorités sénégalaises en 2022 portent sur le maintien de la stabilité macroéconomique, l'amélioration de la prestation des services publics et le renforcement de la croissance inclusive. Les Autorités prévoient consolider la relance amorcée en 2021, malgré les effets perturbateurs de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'activité économique bénéficierait des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale, dans le cadre de la mise en œuvre effective des projets prioritaires inclus dans le PAP2A, notamment dans les secteurs agricole et pharmaceutique. La mise en œuvre des réformes de troisième génération incluses dans le Programme de Réformes de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC III), ainsi que la deuxième phase du MCA-Sénégal «Power to compact» contribueraient également de manière considérable à la relance de l'économie.

533. Les principaux objectifs macroéconomiques de 2022 portent sur :
    - le renforcement des finances publiques ;
    - l'affermissement de la croissance économique ; et
    - le renforcement du secteur privé formel local.

534. L'économie du Sénégal a enregistré un taux de croissance de 4,2% en 2022 contre 6,5% en 2021, principalement soutenue par le secteur tertiaire, dans un contexte de montée des pressions inflationnistes. L'inflation s'est située à 9,7% contre 2,2% en 2021. La situation des finances publiques a été caractérisée par une légère amélioration du déficit due à une progression plus importante des recettes budgétaires que celle des dépenses. En effet, le déficit global dons compris s'est établi à 6,1% du PIB contre 6,3% en 2021. L'évolution des agrégats monétaires est caractérisée par une accélération de la croissance de la masse monétaire à 21,6%, contre 15,2% à fin décembre 2021, liée à l'augmentation des avoirs intérieurs nets. S'agissant des comptes extérieurs, ils enregistrent un solde global déficitaire de 62,2 milliards de FCFA (0,4% du PIB) contre un excédent de 140,0 milliards (0,9% du PIB) en 2021, en lien avec le solde déficitaire du compte courant.

535. En matière de convergence macroéconomique, le Sénégal a respecté quatre (4) critères en 2022, dont deux (2) primaires et les deux de second rang.

13.2. Analyse Sectorielle

13.2.1. Secteur réel

536. L l'activité économique a enregistré une croissance de 4,2% en 2022 contre 6,5% l'année précédente, principalement soutenue par le secteur tertiaire.

537. Au niveau du secteur primaire, la valeur ajoutée a enregistré une baisse de 1,4% en 2022 contre une hausse de 0,6% en 2021, expliquée par la baisse de la production agricole (-3,4%) et de celle des activités de pêche (-4,9%), tant au niveau de la pêche artisanale

qu'industrielle. En revanche, les branches de l'élevage et de la sylviculture ont connu des croissances s respectives de 5,0% et 3,9%, en 2022.

538. Le secteur secondaire aire a connu un ralentissement avec une croissance estimée à 1,1% en 2022 contre 7,8% en 2021. Cette contre-performance s'explique principalement par la baisse au niveau des activités extractives de 4,9% , notamment la production d'or et de phosphate. Pour ce qui est de la branche « construction », elle a fortement ralenti avec une croissance de 2,2% contre 8,1% en 2021. En revanche, la branche « Electricité et gaz » a été plus dynamique, en enregistrant une progression de 9,2%, contre 6,5% en 2021.

539. Le secteur tertiaire a enregistré une hausse de sa valeur ajoutée de 6,7%, après 7,5% en 2021, soutenue par les services d'informations et de communication (+8,1%), du commerce (+6,2%), du transport (+8,0%), de l'hébergement et de la restauration (+26,5%) et des activités financières (+10,4%).

540. Les contributions à la croissance du PIB réel de l'année 2022 sont de -0,2 point pour le secteur primaire, 0,3 point pour le secteur secondaire et 4,1points pour le secteur tertiaire.

Tableau 2. 61: Evolution du PIB et de ses composantes au Sénégal

Poste	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	variation en %				Contribution au PIB			
Taux de croissance	**1,3**	**6,5**	**4,2**	**8,8**	**1,3**	**6,5**	**4,2**	**8,8**
Cote offre								
Secteur Primaire	**12,2**	**0,6**	**-1,4**	**5,5**	**1,8**	**0,1**	**-0,2**	**0,8**
Agriculture et activités annexes	18	0,6	-3,4	6,6	1,7	0,1	- 0,4	0,6
Elevage et chasse	4,3	1,8	5,0	3,9	0,1	0,1	0,2	0,1
Sylviculture, exploitation forestière,	2,3	4,3	3,9	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche et pisciculture	-10,2	-6,4	-4,9	0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,0	0,0
Secteur Secondaire	**-1,5**	**7,8**	**1,1**	**16,4**	**-0,4**	**1,8**	**0,3**	**3,7**
Dont Activités extractives	-4,0	16,6	-4,9	116,1	- 0,1	0,4	- 0,1	2,6
Matériaux de construction	7,8	10,6	-0,7	4,3	0,1	0,1	- 0,0	0,0
Electricité et gaz	8,0	6,5	9,2	7,9	0,1	0,1	0,1	0,1
Construction	-14,4	8,1	2,2	4,3	- 0,4	0,2	0,1	0,1
Secteur Tertiaire	**0,6**	**7,5**	**6,7**	**6,7**	**0,3**	**3,8**	**3,5**	**3,5**
Dont Commerce	-0,6	4,5	6,2	6,2	- 0,1	0,6	0,8	0,8
Transports	-10,2	7,5	8,0	8,4	- 0,4	0,2	0,3	0,3
Services d'hébergement et restauration	-14,9	9,8	26,5	5,2	- 0,2	0,1	0,3	0,1
Information et Communication	-2,3	8,8	8,1	7,7	- 0,1	0,4	0,4	0,4
Services financiers et d'assurance	-1,5	8,9	10,4	5,9	- 0,0	0,2	0,2	0,1
Taxes sur biens et services	-3,4	8,2	6,2	7,5	**-0,4**	**0,8**	**0,6**	**0,8**
Cote demande								
Production de biens et services	0,5	8,0	7,0	10,0				
Importations de biens et services	7,0	15,5	24,5	13,3				
Taxes nettes sur les produits	-3,4	8,2	6,2	7,5				
TOTAL DES RESSOURCES	1,6	9,5	**10,8**	10,7				
Consommations intermédiaires	-1,3	10,0	10,8	11,1				
Consommation finale	2,1	4,8	**5,1**	8,1				
publique	0,8	13,3	9,9	5,3				
privée	2,3	3,1	4,0	8,8				
Formation brute de capital fixe	7,2	16,5	**8,8**	10,2				
publique	13,8	5,4	9,7	11,6				
privée	5,4	19,7	8,5	9,9				
Variation de stocks	91,5	-9,0	106,5	15,9				
Acquisition objets de valeur	16,2	8,8	9,4	9,9				
Exportations de biens et services	-13,2	22,6	**8,1**	15,5				
Mémorandum								
Inflation en moyenne annuelle	2,5	2,2	9,7	9,9				
Inflation en fin de période	1,1	2,5	3,3	9,7				

Sources : BCEAO, AMAO ; * prévisions

541. Sous l'angle de la demande, la croissance économique est portée essentiellement par la consommation finale, qui s'est accrue de 5,1%, tirée par ses deux composantes publique (+9,9%) et privée (+4,0%). En revanche, la formation brute de capital fixe (FBCF) a connu un ralentissement en 2022 (+8,8%) compte tenu de son effet élevé en 2021 (+16,5%). Les exportations de biens et services ont également connu un ralentissement avec 8,1% contre

22,6% en 2021. Quant aux importations, elles ont augmenté de 24,5% contre 15,5% en 2021.

542. Les activités économiques ont évolué dans un contexte marqué par la montée des pressions inflationnistes. Ainsi, l'inflation moyenne annuelle en 2022s'est établie à 9,7% contre 2,2% en 2021. Cette évolution reflète celle des indices de l'ensemble des fonctions, à l'exception de « Communication » qui a affiché une baisse de 1,9%. L'inflation a été portée essentiellement par (i) les denrées alimentaires et boissons non alcoolisées, notamment, les produits céréaliers et les produits dérivés, la viande, le poisson, l'huile et beurre et les légumes et tubercules, (ii) les articles d'habillement et chaussures, (iii) le logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles, (iv) les meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer.

13.2.2. Finances publiques

543. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit de 6,1% du PIB en 2022 contre 6,3% du PIB enregistré en 2021. Cette légère amélioration est imputable à une progression des recettes plus importante que celle des dépenses.

544. Les recettes totales et dons mobilisés en 2022 se sont établis à 3536,30 milliards de FCFA (20,7% du PIB) contre une mobilisation de 2979,4 milliards de FCFA (19,4% du PIB) en 2021, soit une hausse de 18,7%, imputable principalement aux recettes fiscales (+20,9%) et des dons (11,7%). Les recettes fiscales se sont établies à 3135,50 milliards de FCFA (18,2% du PIB), contre 2594,10 milliards de FCFA (16,9% du PIB) en 2021, en progression de 20,9%, portée par les impôts directs, les impôts sur les biens et services et les impôts sur le commerce extérieur. Quant aux recettes non fiscales et autres recettes non classées, elles ont connu une légère hausse de 1,5%. Les dons, pour leur part, se sont renforcés pour se situer à 145,9 milliards de FCFA (0,8% du PIB) en 2022 contre 130,61milliards de FCFA (0,9% du PIB) en 2021, reflétant une progression des dons en capital et une reprise des dons budgétaires.

545. Au niveau des dépenses, les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 4590,40 milliards de FCFA (24,2% du PIB) en 2022 contre 3 943,60 milliards de FCFA (21,0% du PIB) en 2021, soit une hausse de 16,4%, imputable aux salariales et aux intérêts sur la dette. La masse salariale a augmenté de 24,5% pour s'élever à 1102,85 milliards de FCFA (6,4% du PIB) contre 885,78 milliards de FCFA (5,8% du PIB) en 2021. Les dépenses en biens et services se sont chiffrées à 366,16 milliards de FCFA (2,1% du PIB), après s'être établies à 377,00 milliards de FCFA (2,5% du PIB) l'année précédente. Quant aux subventions, elles ont connu une baisse de 48,5% pour s'établir à 46,83 milliards de FCFA (0,3% du PIB) contre 91,03 milliards de FCFA (0,6% du PIB) en 2021. Les autres charges ont diminué de 19,5% pour s'afficher à 148,50 milliards de FCFA (0,9% du PIB) en 2022.

546. Les paiements des intérêts sur la dette se sont situés à 384,14 milliards de FCFA (2,2% du PIB) contre 306,53 milliards de FCFA (2,0% du PIB) en 2021, soit une hausse de 25,3% imputable aux intérêts sur la dette intérieure (+17,1%) et de la dette extérieure (+27,0%).

547. Au total, le déficit global base engagement s'est fixé à 1054,2 milliards de FCFA (6,1% du PIB) en 2022 contre un déficit de 964,3 milliards de FCFA (6,3% du PIB) l'année précédente. Hors dons, le déficit global base engagement est ressorti à 1,200.0 milliards de FCFA (6,9%du PIB) contre 1,094.9 milliards de FCFA (7,2% du PIB) en 2021.

548. Concernant la dette publique son encours s'est établi à 11782,8 milliards francs CFA (68,2 % du PIB) à fin 2022 contre 10297,4 milliards de francs CFA (67,4% du PIB) à fin 2021, soit une hausse de 14,4% en glissement annuel. Cette progression est tirée tant par la dette extérieure qu'intérieure.

Tableau 2. 62: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Sénégal

Postes	2020	2021	2022	2023 *	2020	2021	2022	2023*
	Variation en %				% du PIB			
Recettes	1.9	4.8	18.7	14.2	20.2	19.4	20.5	20.7
pm. Recettes budgétaires hors dons	-1.8	13.1	19.0	10.9	17.9	18.6	19.6	19.2
Recettes fiscales	-1.7	9.5	20.9	15.0	16.8	16.9	18.2	18.4
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	0.9	7.6	31.1	3.0	5.1	5.0	5.9	5.3
Impôts sur les salaires et main d'œuvre	-10.7	313.4	18.8	-1.0	0.1	0.2	0.2	0.2
Impôts sur les biens et services (y compris FSIPP)	-1.5	5.3	16.0	22.9	8.7	8.4	8.7	9.4
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	-7.6	16.5	24.1	11.9	2.4	2.6	2.8	2.8
Autres recettes	-2.9	69.8	0.1	-39.7	1.1	1.7	1.5	0.8
Dons	44.5	-59.8	11.7	91.3	2.3	0.9	0.8	1.4
Budgétaire	1066.2	-91.2	37.0	99.4	1.4	0.1	0.1	0.2
En capital	-37.6	-12.6	7.9	89.7	0.9	0.7	0.7	1.2
Dépenses	12.6	5.3	16.4	8.6	26.6	25.7	26.6	25.5
Dépenses budgétaires								
Charges	16.7	2.6	29.9	-0.7	22.2	21.0	24.2	21.2
Rémunération des salariés (Hors prestation soc.)	9.7	10.2	24.5	12.0	5.7	5.8	6.4	6.3
Utilisations de biens et services	1.6	32.0	-2.9	8.1	2.0	2.5	2.1	2.0
Intérêts	6.8	5.9	25.3	16.1	2.1	2.0	2.2	2.3
Subventions	-17.4	-48.1	-48.5	424.5	1.2	0.6	0.3	1.3
Prestations d'assistance sociales	51.3	-1.7	12.7	47.3	0.2	0.1	0.1	0.2
Autres charges	-14.2	5.3	-19.5	67.3	1.2	1.2	0.9	1.3
Solde brut de gestion	-383.5	-18.8	170.9	-83.2	-2.1	-1.5	-3.7	-0.6
Transactions sur actifs non financiers:								
Acquisition nette actifs non financiers	-4.5	19.0	-43.3	103.3	4.3	4.7	2.4	4.3
Actifs fixes	-4.6	18.4	-8.9	27.4	4.3	4.7	3.8	4.3
Investissement financé/ress. internes et exécuté par l'Etat	27.5	81.3	30.2	41.4	0.4	0.6	0.7	0.9
Capacite/besoin financement (excédent/déficit) dons inclus	**68.0**	**6.8**	**9.3**	**-10.2**	**-6.4**	**-6.3**	**-6.1**	**-5.3**
Capacite/besoin financement (excédent/déficit)	**61.1**	**-10.8**	**9.6**	**2.1**	**-8.7**	**-7.1**	**-6.9**	**-6.3**
Transaction sur actifs financiers et passifs / financement								
Acquisition nette actifs financiers	-13.5	83.9	-22.4	-100.0	1.7	2.8	1.9	0.0
Intérieur	-13.5	83.9	-22.4	-100.0	1.7	2.8	1.9	0.0
Accumulation nette de passifs	41.3	21.8	-0.3	-32.0	8.1	9.1	8.1	4.8
Intérieur	-3635.0	28.8	69.8	-12.3	2.0	2.4	3.6	2.8
Accumulation nette de passifs	41.3	21.8	-0.3	-32.0	8.1	9.1	8.1	4.8
Extérieurs	5.4	19.5	-25.1	-47.7	6.1	6.7	4.5	2.1
P.I.B.	14119.4	15287.9	17268.8	19560.4				

Source : BCEAO, AMAO, * prévision

13.2.3. Secteur monétaire

549. L'évolution de la situation monétaire a été caractérisée par une hausse de la masse monétaire de 21,6% contre 15,3% à fin décembre 2021. Cette évolution a exclusivement été impulsée par la hausse des créances intérieures nettes, dont l'impact a été atténué par le repli des actifs extérieurs nets.

550. Les créances intérieures nettes ont enregistré une hausse de 28,4% à fin 2022 contre 14,2%, un an auparavant, en lien avec la hausse de 20,0% des crédits à l'économie et de 51,5% des créances nettes sur l'administration centrale. L'évolution des crédits à l'économie fait suite à la progression des concours en faveur des ménages et des entreprises, notamment celles dans les domaines des télécommunications et de l'agroalimentaire. Pour ce qui concerne les créances nettes sur l'administration publique, leur relèvement est dû aux émissions des titres publics par le Trésor ainsi qu'aux crédits mis en place par les banques en faveur de l'Etat.

551. S'agissant des actifs extérieurs nets des institutions monétaires, ils ont affiché une baisse de 3,1% après une hausse de 7,6% à fin décembre 2021, reflétant la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. Les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont détériorés de 18,3% contre une hausse de 15,3% une année auparavant, reflétant l'aggravation du solde déficitaire du compte courant de la balance des paiements sur la période, insuffisamment couvert par les entrées nettes de capitaux. Toutefois, l'impact du repli des actifs de la banque centrale a été atténué par la bonne tenue des avoirs extérieurs des banques primaires qui ont progressé de 27,4% contre une baisse de 5,1% à fin 2021. Cette hausse est en lien avec les concours consentis aux autres Etats membres de l'UMOA sous forme de suscription aux titres émis par ces derniers sur le marché des titres publics de l'Union.

Tableau 2. 63: Evolution des principaux agrégats monétaires du Sénégal

Postes	**2020**	**2021**	**2022**	**2023***	**2020**	**2021**	**2022**	**2023***
Actifs	**Variation en %**				**Contribution à la croissance de M2**			
Actifs extérieurs nets	**-4.6**	**7.6**	**-3.1**	**2.7**	**-1.6**	**2.2**	**-0.8**	**0.6**
BCEAO	-20.4	15.3	-18.3	4.8	-5.3	2.8	-3.4	0.6
Banques	41.8	-5.1	27.4	0.0	3.7	-0.6	2.5	0.0
Avoirs intérieurs nets	**21.3**	**18.6**	**30.9**	**16.4**	**13.9**	**13.1**	**22.4**	**12.9**
Passifs à caractère non monétaire (2)	15.6	9.7	19.6	0.0	-3.3	-2.1	-4.0	0.0
Autres postes nets (3)	-14.0	-51.6	30.0	0.0	0.6	1.6	-0.4	0.0
Créances intérieures	18.4	14.2	28.4	12.9	**16.6**	**13.6**	**26.9**	**12.9**
Créances nettes sur l'Administration Centrale	157.1	29.6	51.5	19.8	15.4	6.6	13.0	6.2
BCEAO	-136.7	353.8	127.1	-6.0	4.7	3.9	5.6	-0.5
Banques	81.2	12.7	35.5	29.0	10.7	2.7	7.4	6.7
Créances sur l'économie	1.5	9.5	20.0	9.7	1.2	6.9	13.9	6.6
PASSIFS								
Masse monétaire (M2)	**12.3**	**15.3**	**21.6**	**13.4**				
Circulation fiduciaire	17.5	21.3	15.8	17.1				
Dépôts transférables	11.9	13.6	31.3	7.8				
M1	13.7	16.2	25.9	10.8				

Source : BCEAO, Autorités sénégalaises, AMAO, * Prévision

552. L'évolution de la masse monétaire (M2) s'est reflétée dans ces composantes. La circulation fiduciaire est en hausse de 15,8% contre 21,3% à fin 2021. Les dépôts transférables se sont relevés de 31,3%, après une hausse de 13,6% à fin 2021.) Les autres dépôts inclus dans la masse monétaire ont enregistré une progression de 11,0% pour se fixer à 26,3% de la masse monétaire.

553. Au titre des contributions à la croissance de la masse monétaire en 2022, les avoirs intérieurs nets ont contribué à hauteur de 22,4 points de pourcentage, alors que les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement (-0,8 point de pourcentage).

13.2.4. Secteur extérieur

554. Les échanges du Sénégal avec l'extérieur en 2022 se sont soldés par un déficit global de 62,2 milliards de FCFA (0,4% du PIB) contre un excédent de 140,0 milliards FCFA (0,9% du PIB) en 2021. Cette situation est en lien avec le solde déficitaire du compte courant, insuffisamment couvert par les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier.

555. Le déficit du compte courant s'est établi à 3 654,9 milliards FCFA (21,2% du PIB) en 2022 contre un solde déficitaire de 1845,0 milliards FCFA (12,0% du PIB) un an auparavant. Cette situation est la conséquence des soldes négatifs des balances des biens, ainsi que du compte des revenus primaires plus importants que l'excédent du compte des revenus secondaires (+9,6% du PIB).

556. Le déficit du compte des biens s'est affiché à 2962,30 milliards de FCFA (17,2% du PIB) contre 1662,40 milliards de FCFA (10,9% du PIB), lié à la hausse de 42,1% des importations. La hausse des importations de biens est due principalement portée par les achats à l'étranger des produits alimentaires (+75,8%), de biens intermédiaires (+38,5%) et de biens d'équipement (+26,5%). Hormis l'effet volume, le renchérissement des importations est lié à la flambé des prix sur les marchés internationaux conjuguée à l'appréciation du dollar américain par rapport au franc CFA. S'agissant des exportations de biens, leur progression s'explique notamment par la hausse des ventes à l'extérieur d'acide phosphorique (+77,9%), de produits pétroliers (+44,7%) et de produits halieutiques (16,0%).

557. La balance des services a affiché un déficit en creusement pour ressortir à 1732,90 milliards de FCFA (10,0% du PIB) contre 1386,40 milliards de FCFA (9,1% du PIB) en 2021. Le compte des revenus primaires a connu une détérioration avec un déficit de 624,60 milliards de FCFA (3,6% du PIB) contre un déficit de 367,60 milliards de FCFA (2,4% du PIB) en 2021. En revanche, le compte de revenus secondaires a enregistré une amélioration de son excédent à 1664,90 milliards de FCFA (9,6% du PIB) contre 1571,40 milliards de FCFA (10,3% du PIB) en 2021, attribuable à l'accroissement des transferts des migrants et des appuis budgétaires. Le solde du compte de capital est excédentaire de 136,1 milliards de FCFA (0,8% du PIB) en 2022 contre 122,3 milliards de FCFA (0,8% du PIB) en 2021, en rapport avec la hausse des autres transferts de capital en faveur de l'administration publique.

558. Sur la base des soldes du compte courant et de capital ci-dessus, un besoin de financement de 3 518,8 milliards de FCFA (20,4% du PIB) s'est dégagé en 2022 contre 1722,7 milliards de FCFA (11,2% du PIB) un an auparavant. Ce besoin de financement a été comblé par les flux des capitaux au titre (i) des investissements directs étrangers (1447,6 milliards de FCFA), (ii) des investissements de portefeuille (26,2 milliards) et des autres investissements (1982,7 milliards). En conséquence, le solde du compte financier est

ressorti excédentaire de 3 456,6 milliards de FCFA (20,0% du PIB) en 2022 après 1 856,3 milliards de FCFA (12,1% du PIB) en 2021.

Tableau 2. 64: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Sénégal

Postes	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Valeurs en milliards de FCFA				% du PIB			
Compte des transactions courantes	**-1,532.3**	**-1,845.0**	**-3,654.9**	**-3,051.9**	-10.9	-12.0	-21.2	-15.6
Biens et services	**-2,626.7**	**-3,048.8**	**-4,695.2**	**-4,233.5**	-18.6	-19.9	-27.2	-21.6
Balance des biens	**-1,609.5**	**-1,662.4**	**-2,962.3**	**-2,792.9**	-11.4	-10.9	-17.2	-14.3
Exportations de biens FOB	**2,410.8**	**3,044.7**	**3,724.8**	**4,041.5**	17.1	19.9	21.6	20.7
Importations de biens FOB	**-4,020.3**	**-4,707.1**	**-6,687.1**	**-6,834.4**	-28.5	-30.7	-38.7	-34.9
Importations de biens CAF	**-4,509.6**	**-5,401.2**	**-7,549.2**	**-7,697.2**	-32.0	-35.3	-43.7	-39.4
Balance des services	**-1,017.2**	**-1,386.4**	**-1,732.9**	**-1,440.5**	-7.2	-9.1	-10.0	-7.4
Revenus primaires	**-340.9**	**-367.6**	**-624.6**	**-623.8**	-2.4	-2.4	-3.6	-3.2
Dont intérêts sur la dette publique	-251.8	-254.1	-322.8	-288.3	-1.8	-1.7	-1.9	-1.5
Revenus secondaires	**1,435.4**	**1,571.4**	**1,664.9**	**1,805.3**	10.2	10.3	9.6	9.2
- Administrations publiques	167.9	-11.5	-34.5	-10.0	1.2	-0.1	-0.2	-0.1
Dont aides budgétaires	194.7	17.1	23.4	46.7	1.4	0.1	0.1	0.2
- Autres secteurs	1,267.5	1,582.9	1,699.5	1,815.3	9.0	10.3	9.8	9.3
Dont transferts des migrants	1,408.5	1,622.9	1,731.9	1,841.0	10.0	10.6	10.0	9.4
Compte de capital	**138.9**	**122.3**	**136.1**	**241.5**	1.0	0.8	0.8	1.2
Transferts de capital	142.0	126.3	136.7	242.2	1.0	0.8	0.8	1.2
Solde comptes courant et de capital	**-1,393.4**	**-1,722.7**	**-3,518.8**	**-2,810.4**	-9.9	-11.2	-20.4	-14.4
Compte financier	**-1,295.7**	**-1,856.3**	**-3,456.6**	**-2,863.6**	-9.2	-12.1	-20.0	-14.6
- Investissement direct	-1,005.2	-1,406.5	-1,447.6	-1,155.0	-7.1	-9.2	-8.4	-5.9
- Investissements de portefeuille	-298.9	-562.2	-26.2	-612.8	-2.1	-3.7	-0.2	-3.1
- Solde global	**-91.3**	**140.0**	**-62.2**	**53.2**	-0.6	0.9	-0.4	0.3
h- Variation des avoirs extérieurs nets	92.1	-142.3	62.2	-53.2	0.7	-0.9	0.4	-0.3
Degré d'ouverture : (Export b&s+ Import b&s)/(2*PIB) (%)			39.6	36.1	0.0	0.0	0.2	0.2
Balance courante/PIB % du PIB (base-2014)	**-10.9**	**-12.0**	**-21.2**	**-15.6**	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Balance commerciale/PIB (%)	-11.4	-10.9	-17.2	-14.3	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1

Source : BCEAO, Autorités sénégalaises, AMAO ; * prévisions

13.3. Situation de la Convergence Macroéconomique

559. Le Sénégal a respecté en 2022 deux (2) des quatre (4) critères de premier rang, notamment ceux relatifs au financement du déficit budgétaire par la banque centrale , aux réserves de change brutes. Comparé à l'année 2021, le pays a été moins performant, car il avait rempli trois critères (financement du déficit budgétaire par la banque centrale, inflation en moyenne annuelle et réserves de change brutes). En ce qui concerne les critères de second rang, le Sénégal a satisfait les deux (2) critères, comme en 2021.

Tableau 2. 65: Situation de la convergence macroéconomique du Sénégal

Critères	Norme	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang:		**3**	**3**	**2**	**2**
i) Déficit Budgétaire/PIB (dons inclus)	≤3%	6,4	6,3	6,1	5,3
ii) Taux d'inflation (moyenne)	≤ 5%	2,5	2,2	9,7	9,9
iii) Financement déficit par Banque Centrale	≤10%	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Réserves brutes de change (UEMOA)	≥3	6,5	6,6	4,2	4,4
Critères de second rang		**2,0**	**1,0**	**2,0**	**2,0**
vi) Stabilité du Taux de change nominal	±10%	1,0	-1,5	-5,3	2,4
vii) Encours de la dette totale en % PIB	≤70%	63.2	67,4	68,2	63.2
Nombre de critères respectés		**5**	**4**	**4**	**4**

Source : BCEAO, Autorités sénégalaises, AMAO * prévisions

13.4. Perspectives

560. Pour l'année 2023, la croissance de l'activité économique au Sénégal devrait s'accélérer avec un taux attendu de 8,8%, après avoir ralenti à 4,2% en 2022, portée par l'ensemble des secteurs de l'économie. Le secteur primaire afficherait une croissance de 5,5% contre une baisse de 1,4% en 2022, expliquée par l'augmentation de la production agricole, de l'élevage et de la sylviculture. Au niveau du secteur secondaire, la valeur ajoutée

augmenterait de 16,4%, en lien avec l'accroissement des productions extractives et manufacturières, à la faveur notamment du démarrage de la production pétrolière et gazière. La valeur ajoutée du secteur tertiaire progresserait de 6,7%, imputable aux activités commerciales et de services. L'inflation devrait revenir r à 4,1% en 2023, en lien avec la détente des prix des matières premières et avec l'augmentation de la production locale.

561. Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagement, dons compris se réduirait de 0,6 point de pourcentage (pp) pour se situer à 5,5% du PIB en 2023, en lien avec le renforcement attendu de la mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses.

562. Au plan des transactions extérieures, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 53,2 milliards de FCFA (0,3% du PIB) en 2023, en liaison avec la baisse du déficit du compte des transactions courantes de 603,0 milliards, conjuguée à un renforcement de 105,4 milliards de FCFA du compte capital. L'amélioration du solde du compte courant s'expliquerait par le renforcement des exportations et par la baisse significative du déficit du compte des services. En matière de convergence, la situation du Sénégal demeurerait stable.

13.5. Conclusion et Recommandations

563. L'activité économique a connu un ralentissement de la croissance économique à 4,2% en 2022, après une progression de 6,5% en 2021, en raison d'une campagne agricole moins favorable et d'un ralentissement de la production du secteur secondaire. Ce ralentissement s'est accompagné de la forte progression des pressions inflationnistes durant toute l'année 2022, portée notamment par les produits importés. Au niveau des finances publiques, le niveau du déficit budgétaire reste élevé, du fait d'une hausse des dépenses courantes qui ont dépassé l'objectif fixé, en raison de l'augmentation de la masse salarial. Cette hausse du déficit explique le niveau de la dette qui a connu une augmentation considérable. En matière de convergence macroéconomique, le Sénégal a respecté quatre (04) critères de convergence.

564. Dans le but d'améliorer la situation macroéconomique, les autorités sénégalaises sont invitées à :

   i. poursuivre les efforts pour maintenir la dynamique de croissance en mettant l'accent sur l'amélioration du climat des affaires et la facilitation de l'accès au financement

   ii. évaluer l'impact des mesures prises pour réduire le coût de certains produits et services dans le cadre de la lutte contre l'inflation et les revoir, le cas échéant, en tenant compte de la baisse des prix de certains biens concernés au niveau international ;

iii. encourager l’offre des produits, particulièrement la production locale, en favorisant la modernisation des chaines de production des produits agricoles et non agricoles ; et
iv. poursuivre l'assainissement des finances publiques par une mobilisation innovante des recettes intérieures et une rationalisation des dépenses publiques, en vue d'assurer une réduction soutenable du déficit budgétaire.

14. SIERRA LEONE

14.1. Introduction

565. L'orientation de la politique économique de la Sierra Leone au titre de l'année 2022 consistait à assurer la stabilité économique et la résilience aux chocs négatifs, par la mise en œuvre de politiques efficaces dans les domaines budgétaire, monétaire, de taux de change, de la gestion financière et de la gestion de la dette. Ces politiques sont aussi destinées à encourager l'investissement privé et à renforcer la confiance des entreprises et des partenaires au développement. Conformément à ces orientations de politique macroéconomique, les cibles ci-dessous ont été fixées pour 2022 :
    - un taux de croissance du PIB réel de 3,1 % ;
    - une inflation de 37,8 % en fin de période ;
    - un déficit budgétaire global de 4,4 % du PIB ; et
    - des réserves de changes brutes d'au moins 3 mois d'importations.

566. L'économie a relativement fait preuve de résilience, en dépit des chocs mondiaux survenus au cours de la période. Le taux de croissance du PIB réel a légèrement ralenti pour se situer à 4,0 % en 2022 contre 4,1 % l'année précédente, principalement en raison des effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a exacerbé les difficultés liées à l'offre.

567. Les opérations budgétaires s sont marquées par une augmentation des dépenses courantes, bien que les recettes intérieures aient été en accroissement modeste. Par conséquent, le déficit budgétaire y compris dons s'est aggravé pour se situer à 5,31 milliards de NLe (soit 9,8 % du PIB) contre 2,95 milliards de NLe (soit 6,6 % du PIB) en 2021, ce qui représente une augmentation de 80,0 % en termes nominaux au cours de la période sous revue.

568. L'orientation de la politique monétaire a été restrictive, dans le but de freiner l'augmentation soutenue des pressions inflationnistes au cours de la période sous revue. Le taux directeur a été relevé cumulativement de 275 points de base à partir de décembre 2021 pour s'établir à 17,0 % à fin e décembre 2022. La masse monétaire au sens large (M2) s'est accrue de 41,1 % à fin décembre 2022 contre 22,1 % à fin décembre 2021.

569. Les échanges extérieurs se sont caractérisés par des résultats mitigés en 2022. Le déficit du compte courant s'est établi à 353,3 millions de dollars américains (9,1 % du PIB). La position globale de la balance des paiements a connu un déficit de 298,5 millions de dollars américains (7,7 % du PIB) en 2022, après avoir enregistré un excédent de 148,9 millions de dollars US (3,5 % du PIB) en 2021.

570. Au chapitre de la convergence macroéconomique, les résultats se sont dégradés en 2022 par rapport à ceux de 2021. Concernant les critères de premier rang, le pays a rempli le critère relatif aux réserves extérieures brutes et n'a pas respecté les critères relatifs au déficit budgétaire, à l'inflation annuelle moyenne et au financement du déficit budgétaire par la banque centrale. En ce qui concerne les critères de second rang, le pays n'a pas

satisfait les critères de stabilité du taux de change nominal et du ratio de la dette publique au PIB en 2022.

14.2. Analyse sectorielle

14.2.1. Secteur réel

571. La croissance du PIB réel a légèrement diminué, passant de 4,1 % en 2021 à 4,0 % en 2022, principalement en raison des effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a exacerbé les difficultés liées aux approvisionnements, en particulier l'approvisionnement en intrants notamment les engrais. En dépit de ces contraintes, tous les secteurs ont enregistré des taux de croissance positifs au cours de la période.

572. Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 3,0 % en 2022 contre 2,5 % en 2021, principalement en raison de l'amélioration de la production agricole qui a enregistré un taux de croissance de 3,7 % contre 3,4 % en 2021. La performance de la branche agricole est principalement liée à la mise en œuvre par le Gouvernement de politiques post-COVID-19, visant à soutenir les agriculteurs en leur fournissant des semences et des outils agricoles. En outre, le Ministère de l'Agriculture et des Forêts (MAF) a mis en place des politiques visant à renforcer la participation du secteur privé.

573. La croissance du secteur secondaire a considérablement ralenti, se situant à 8,2 % contre 17,4 % en 2021, en raison principalement de la performance sous-optimale enregistrée dans la branche de l'extraction. La production dans les mines et carrières a augmenté de 11,0 %, contre 30,5 % en 2021, principalement en raison des difficultés opérationnelles rencontrées dans l'extraction de diamants.

574. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 4,7 % au cours de la période sous revue contre 2,9 % l'année précédente, tiré par la plupart des branches. Les résultats obtenus dans les branches du commerce et du tourisme, du transport, de l'entreposage et de la communication et de la finance, de l'assurance et de l'immobilier ont augmenté pour atteindre 4,0 %, 4,6 % et 4,7 %, contre 2,3 %, 4,0 % et 3,6 %, respectivement en 2021. De même, la performance des branches de l'administration et des services publics s'est améliorée, en affichant un taux de croissance de 8,1 %, contre 0,8 % en 2021.

575. La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB a été de 1,5 point de pourcentage contre 1,3 point de pourcentage en 2021, tandis que le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 1,6 point de pourcentage contre 1,0 point de pourcentage en 2021 et le secteur secondaire avec une contribution plus faible de 0,8 point de pourcentage contre 1,5 point de pourcentage l'année précédente. Du point de vue de la structure de l'économie, la part du secteur primaire a baissé à 52,4 % au cours de la période sous revue contre 53,1 % en 2021. Le secteur tertiaire a représenté 36,5 % en 2022 contre 36,2 % en 2021. Enfin, la part du secteur secondaire a augmenté, passant de 10,6 % en 2021 à 11,1 % en 2022.

576. Au niveau de la demande, la croissance de la consommation finale a considérablement chuté en passant de 24,7 % en 2021 à 1,7 % en 2022, imputable principalement à consommation finale privée et publique. La formation de capital a augmenté de 12,9 % contre 1,0 % en 2021.

577. Les pressions inflationnistes sont restées élevées depuis la seconde moitié de 2021. L'inflation de fin de période s'est accélérée pour se situer à 37,1 % en décembre 2022 contre 17,9 % en décembre de 2021, tandis que l'inflation moyenne s'est établie à 27,0 % en 2022 contre 11,9 % en 2021. Les pressions inflationnistes accrues sont principalement liées à la dépréciation du Leones et imputables notamment au carburant et aux denrées alimentaires au cours de la période.

Tableau 2. 66: Evolution du PIB et de ses composantes en Sierra Leone

POSTES	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	TAUX DE CROISSANCE DU PIB				CONTRIBUTIONS AU PIB			
Produit Intérieur Brut	**-2,0**	**4,1**	**4,0**	**4,6**	**-2,0**	**4,1**	**4,0**	**4,6**
OFFRE								
Secteur primaire (Agriculture, sylviculture et pêche)	1,6	2,5	3,0	3,2	0,8	1,3	1,5	1,7
Secteur secondaire (Industrie)	-7,1	17,4	8,2	9,1	-0,7	1,5	0,8	0,9
Secteur tertiaire (Services)	-5,6	2,9	4,7	5,3	-2	1,0	1,6	1,9
Impôts nets des subventions sur les produits	-1,8	6,3	1,3	4,8	-0,1	0,3	0,1	0,2
DEMANDE								
CONSOMMATION FINALE	**4,7**	**24,7**	**1,7**	**22,0**				
Consommation finale du secteur privé	1,1	18,5	6,6	24,3				
Autres institutions privées à but non lucratif au services des ménages	37,5	36,7	7,7	28,1				
Consommation finale des administrations publiques	38,3	74,0	20,7	10				
Individuelle	13,0	45,8	10,1	1,0				
Collective	46,0	80,7	22,7	11,5				
Formation brute de capital	**-9,3**	**1,0**	**12,9**	**32,6**				
Formation brute de capital fixe	-9,6	0,1	13,5	34,1				
Variations des stocks	0,7	20,6	0,0	-1,9				
Dont Gouvernement	-4,0	13,9	-0,5	55				
EXPORTATIONS TOTALES DE BIENS ET SERVICES	**-9,8**	**1,9**	**-0,7**	**124,2**				
Total des biens (BSL_BdP_Exportation fab)	-9,7	-4,7	0,9	139,5				
Exportations de services (BSL_BdP)	-11,6	105,1	-12,3	-4,5				
IMPORTATIONS TOTALES DE BIENS ET SERVICES	**7,5**	**46,6**	**-0,3**	**72,5**				
Biens (BSL_BdP_Importation cif)	9,1	42,3	0,1	79,6				
Importations de services (BSL_BdP)	-12,6	113,2	-4,1	-5,1				
Pour mémoire								
PIB (prix constants) en millions de New Leones	10,008	10,419	10,836	11336				
PIB (prix courants) en millions de New Leones	39.938	44.360	54.300	68.682				
Inflation								
Moyenne	13,5	11,9	27,0	37,8				
Fin de période	10,5	17,9	37,1	30,0				

Source : Services des Statistiques, Sierra Leone

14.2.2. Finances publiques

578. Les opérations budgétaires sont marquées par une augmentation des dépenses courantes et des dépenses en capital, dans un contexte de modeste amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et des dons en 2022. La non-application de certaines politiques visant à améliorer les recettes, l'octroi de concessions dans le cadre des droits d'accise sur le pétrole et l'interdiction d'exporter du bois sont autant des facteurs qui ont entravé le recouvrement des impôts en 2022.

579. Le total des recettes et dons a enregistré une hausse pour s'établir à 10,87 milliards NLe (soit 19,7 % du PIB) en 2022 contre 9,29 milliards NLe (soit 20,9 % du PIB) en 2021, imputable principalement aux dons reçus. Les recettes intérieures ont légèrement augmenté

pour se situer à 7,05 milliards NLe (13,0 % du PIB),contre 6,92 milliards NLe (15,6 % du PIB) au cours de l'année précédente, principalement sous l'effet de la performance soutenue au niveau de la collecte de l'impôt sur le revenu, en particulier de l'impôt sur les sociétés. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu sont passées de 2,44 milliards NLe (5,5 % du PIB) en 2021 à 2,88 milliards NLe (5,3 % du PIB) en 2022. De même, les taxes sur les biens et services sont passées de 1.26 milliard NLe (2.8 % du PIB) à 1.31 milliard NLe (2,4 % du PIB), grâce à l'augmentation des taxes sur les biens et services importés.

580. En revanche, les droits de douane et d'accise et les recettes minières ont chuté à 1,22 milliard NLe (2,3 % du PIB) et 0,41 milliard NLe (0,8 % du PIB), contre respectivement 1,29 milliard NLe (2,9 % du PIB) et 0,52 milliard NLe (1,2 % du PIB), en 2021. Ces contre-performances s'expliquent par la baisse des droits d'accise sur les produits pétroliers et des redevances sur le rutile. De même, les autres recettes ont diminué, passant de 1,20 milliard NLe (2,7 % du PIB) à 1,05 milliard NLe (1,9 % du PIB), du fait de la baisse des recettes provenant du bois.

581. Les dons ont atteint 3,82 milliards NLe (6,7 % du PIB) en 2022 contre 2,37 milliards NLe (5,3 % du PIB) en 2021, du fait des dons au titre des programmes et des projets y compris l'allègement de la dette.

582. Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 32,7 % pour atteindre 16,13 milliards NLe (29,7 % du PIB) contre 12,15 milliards NLe (27,4 % du PIB) en 2021. Cette hausse est due à celle des dépenses courantes et des dépenses en capital.

583. Les dépenses courantes, qui représentent plus des deux tiers des dépenses totales, se sont chiffrées à 11,06 milliards de NLe (20,4 % du PIB) en 2022 contre 8,62 milliards de NLe (19,4 % du PIB) l'année précédente. Cette augmentation a été attribuée à la hausse des paiements d'intérêts et celle des autres composantes des dépenses courantes.

584. Les traitements et salaires sont passés de 3,93 milliards NLe (soit 8,8 % du PIB) à 4,35 milliards NLe (8 % du PIB). Cette hausse est impulsée par les pensions, des indemnités et les autres allocations, ainsi que par les contributions à la sécurité sociale. Les dépenses en biens et services ont augmenté de 43,4 % pour atteindre 2,45 milliards NLe (4,5 % du PIB) contre 1,71 milliard NLe (3,8 % du PIB) en 2021, principalement entrainées par les dépenses consacrées à l'enseignement secondaire gratuit, à la défense et à la sécurité nationales. Les transferts et subventions ont également augmenté, de manière significative, pour s'établir à 2,44 milliards NLe (4,5 % du PIB) contre 1,72 milliard NLe (soit 3,9 % du PIB) en 2021, résultant en grande partie de la hausse des subventions à l'énergie et des dépenses liés aux activités électorales de 2023. De même, les dépenses liées aux paiements d'intérêts sont passées de 1,27 milliard NLe (2,9 % du PIB) à 1,83 milliard NLe (3,4 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 44,3 %, principalement imputable aux paiements des intérêts intérieurs.

585. Les dépenses en capital ont été financées sur ressources intérieures et extérieures et se sont élevées à 5,06 milliards de NLe (9,3 % du PIB) en 2022 contre 3,53 milliards de NLe (8,0 % du PIB) en 2021. Cette hausse est principalement due à celle des dépenses liées aux programmes d'éducation gratuite et de qualité pour tous.

586. En conséquence, le déficit budgétaire dons compris, base des engagements, s'est creusé à 5,31 milliards NLe (9,8 % du PIB) contre 2,95 milliards NLe (6,6 % du PIB) en 2021, ce qui correspond à une augmentation de 80,0 % en terme nominal au cours de la période. Hors dons, le déficit s'est aggravé pour atteindre 9,08 milliards NLe (16,7 % du PIB) contre 5,32 milliards NLe (12,0 % du PIB) en 2021.

Tableau 2. 67: Evolution des principaux indicateurs budgétaires en Sierra Leone

POSTES	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage			En pourcentage du PIB		
Recettes totales et dons	17,2	18,9	17,0	19,6	20,9	19,7
Recettes totales	1,6	25,6	1,9	13,8	15,6	13,0
Impôt sur le revenu	7,8	21,8	18,1	5,0	5,5	5,3
Taxe sur les biens et services	0,8	21,7	4,0	2,6	2,8	2,4
Recettes douanières et droit d'accises	-7,6	5,4	-5,1	3,1	2,9	2,3
Recettes minières	9,6	105,7	-20,6	0,6	1,2	0,8
Autres départements	2,5	36,7	-12,3	2,2	2,7	1,9
Redevances routières et immatriculations de véhicules	-5,1	78,8	-19,8	0,3	0,5	0,3
Dons	84,8	2,8	61,2	5,8	5,3	6,7
Programme	127,6	-17,5	66,0	4,3	3,2	4,0
Projet - Autres projets	20,0	60,9	54,1	1,5	2,2	2,7
Dépenses totales et des prêts moins les remboursements	45,3	27,3	32,7	23,9	27,4	29,7
Dépenses courantes	45,8	32,2	28,3	16,3	19,4	20,4
Traitement et salaires	26,7	20,3	10,7	8,2	8,8	8,0
Dépenses courantes, hors salaires et paiements d'intérêts	124,6	67,4	42,6	5,1	7,7	9,0
Biens et services	-	61,0	43,4	2,7	3,8	4,5
Subventions et transferts	8,4	74,3	41,8	2,5	3,9	4,5
Financement intérieur	-15,9	214,5	130,9	0,3	0,7	1,4
Total des paiements d'intérêts	22,7	4,9	44,3	3,0	2,9	3,4
Dépenses en capital et prêts nets	44,4	16,6	43,5	7,6	8,0	9,3
Dépenses en capital	44,4	16,6	43,5	7,6	8,0	9,3
Prêts et dons étrangers	51,0	7,4	18,7	4,3	4,1	4,0
Prêts	75,3	-21,2	-20,0	2,8	2,0	1,3
Dons	20,0	60,9	54,1	1,5	2,2	2,7
Intérieur	36,6	28,4	70,4	3,3	3,8	5,3
Déficit budgétaire (base engagements, dons compris)	-5.507,8	67,9	80,0	-4,4	-6,6	-9,8
Hors dons	250,9	31,6	70,8	-10,1	-12,0	-16,7
Solde primaire intérieur	-227,0	93,5	131,1	-2,9	-5,0	-9,4
FINANCEMENT TOTAL	-5.507,8	67,9	80,0	4,4	6,6	9,8
Dette publique				78,9	79,8	95,1
Extérieure				50,3	51,3	65,5
Intérieure				28,6	28,5	29,6

Source : Ministère des Finances

587. L'encours de la dette publique a augmenté de 46,0 % pour se chiffrer à 51,67 milliards de NLe (95,1% du PIB) à fin décembre 2022contre 35,4 milliards de NLe (79,8% du PIB) à la même période de 2021. Cette hausse est principalement due à la dépréciation persistante de la monnaie nationale. La composante intérieure a augmenté à 16,1 milliards de NLe (29,6 du PIB), contre 12,6 milliards de NLe (28,5% du PIB) à fin décembre 2021. Quant à la composante extérieure, elle s'est accrue à 35,6 milliards de NLe (65,5% du PIB) contre 22,8 milliards de NLe (51,3% du PIB) en fin 2021.

14.2.3. Secteurs monétaires

588. L'orientation de la politique monétaire a été rigoureuse et visait à freiner la hausse continue de l'inflationniste au cours de la période sous revue. Le taux directeur, qui est resté quasiment inchangé à 14,0 % en 2021, a enregistré une hausse, passant de 14,25% à fin

décembre 2021 à 17,0 % à fin de décembre 2022. Par conséquent, le taux moyen interbancaire et les taux de prêt ont augmenté au cours de la période revue.

589. La base monétaire a affiché un taux de croissance de 25,6 % en 2022, contre 8,7 % en 2021. Cette évolution s'explique principalement par la croissance de la monnaie extra bancaire et des réserves des banques.

590. La croissance de la monnaie au sens large (M2) s'est accélérée pour se situer à 41,1 % à fin décembre 2022 contre 22,1 % à fin décembre 2021. Cette croissance a été principalement soutenue par l'augmentation des avoirs intérieurs nets (AIN). En effet, les AIN ont augmenté de 53,1%, contre 27,0% à fin décembre 2021, en grande partie en lien avec les créances nettes sur l'Administration centrale (+ 34,3%). Les créances sur le secteur privé ont augmenté de 18,0 %, après une hausse de 26,6 % enregistré à fin de décembre 2021, reflétant, notamment l'utilisation réduite de la Facilité Élargie de Crédit Agricole accordée par la BSL pour l'achat d'engrais pendant la pandémie.

591. Les avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire ont augmenté de 3,2 % contre 8,7 % à fin décembre 2021. Ce ralentissement est principalement dû à l'augmentation des engagements étrangers du secteur bancaire, en particulier de la Banque centrale au cours de la période.

592. Les grandes orientations de la politique de la BSL dans le secteur financier consistaient à renforcer la résilience et à maintenir la stabilité financière, grâce à la mise en œuvre de réformes réglementaires et institutionnelles modernes, afin d'améliorer l'efficience des opérations.

593. Le secteur bancaire est resté relativement stable, la plupart des principaux indicateurs de solidité financière (ISF) étant restés supérieurs aux exigences prudentielles minimales durant la période sous revue. Toutes les banques commerciales, à l'exception d'une seule, ont respecté l'exigence de capital minimum souscrit au cours de la période sous revue.

594. Toutes les banques, sauf une, ont respecté le ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) de 15,00 % au cours de la période sous revue. La position du ratio d'adéquation des fonds propres des banques a surpassé le minimum réglementaire, indiquant ainsi que les banques disposent d'un capital adéquat pour absorber les pertes. Néanmoins, le CAR a chuté à 35,2% en 2022, contre 39,9 % en 2021, parce que l'une des banques affichait des fonds propres négatifs et que les avoirs pondérés en fonction des risques de l'industrie bancaire avaient augmenté. En outre, le fonds des actionnaires de deux (2) banques a enregistré une baisse en 2022. Le ratio de liquidité global du secteur (actifs liquides sur le total des actifs) a régressé à 41,5 %, contre 50,0 % en 2021.

595. Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est amélioré de 3,22 points de pourcentage pour s'établir à 11,59 % en 2022. Toutefois, le ratio est resté supérieur au seuil réglementaire de 10,0 %, les secteurs du commerce et de la finance et de la construction

représentant environ trois cinquièmes du total du portefeuille Les bénéfices de l'industrie bancaire sont restés importants au cours de la période, les revenus d'intérêts par rapport aux revenus bruts sont passés de 69,1 % en 2021 à 73,2 % en 2022.

Tableau 2. 68: Evolution des principaux agrégats monétaires de la Sierra Leone

NARRATION	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	Variation en pourcentage			Contribution à la croissance de M2		
Avoirs Extérieurs Nets	**49,4**	**8,7**	**3,2**	**12,4**	**2,4**	**0,8**
Avoirs extérieurs	37,7	46,5	41,4	32,2	39,6	42,3
Passifs étrangers	32,8	64,3	53,3	-19,8	-37,2	-41,5
Actifs intérieurs nets	**34,4**	**27**	**53,1**	**25,8**	**19,7**	**40,3**
Crédit intérieur	28,2	21,1	30,8	28,2	19,5	28,3
Créances sur l'Administration centrale (nettes)	36,8	19,6	34,3	27,4	14,5	24,7
Total des créances sur le gouvernement	36,4	22,1	43	30,1	18	35,1
Bons du Trésor	39	22,5	41,1	18	10,5	19,2
Actions et obligations	7,8	5,6	236,6	0,4	0,2	7,9
Créances sur le secteur privé	3,1	26,6	18	0,8	5	3,5
Autres postes nets (actifs +)	9,7	-1	-74,8	-2,4	0,2	12
Masse monétaire au sens large (M2)	**38,2**	**22,1**	**41,1**	**38,2**	**22,1**	**41,1**
Base monétaire	54,8	8,7	25,6	17,6	3,1	8,2
Monnaie au sens étroit	49,9	25,6	19,4	23,4	13	10,2
Monnaie publiques	37,6	24	29	9	5,7	7
Dépôts à vue	62,6	27	11,1	14,4	7,3	3,1
Quasi-monnaie	27,8	18,4	64,9	14,8	9	30,9
Dépôts à terme et d'épargne (DMB)	29,7	7,4	26,1	8,7	2	6,3
Dépôts en devises (DMB)	24,7	33,2	104,7	5,9	7,1	24,6

Source : Banque de Sierra Léone

14.2.4. Secteur extérieur

596. Les échanges extérieurs en 2022 ont affiché des résultats mitigés. Le compte courant est ressorti en amélioration, tandis que la balance globale des paiements s'est détériorée au cours de la période sous revue. Le déficit du compte courant est passé de 360,50 millions de dollars US (8,5 % du PIB) en 2021 à 353,30 millions de dollars US (9,1 % du PIB) en 2022, du fait de l'amélioration de la balance des biens et de la balance des revenus secondaires.

597. Le déficit du compte des biens s'est établi à 532,6 millions de dollars US (13,8 % du PIB) en 2022 contre 584,7 millions de dollars US (13,8 % du PIB) en 2021, en raison principalement de la hausse des exportations de marchandises à hauteur de (+1 215,1 millions de dollars US (31,4 % du PIB) contre 1 046,60 millions de dollars US (24,6 % du PIB), en raison de l'augmentation des exportations de produits non pétroliers. De même, les importations de marchandises (FAB) ont augmenté pour se chiffrer à 1 747,7 millions de dollars américains (soit 45,2 % du PIB), contre 1 631,3 millions de dollars US (38,4 % du PIB) en 2021, sous l'effet principalement de l'augmentation des importations de pétrole et de gaz.

598. Le solde du compte des services est passé d'un déficit de 170,0 millions de dollars US (soit 4,0 % du PIB) en 2021 à un déficit de 255,0 millions de dollars US (6,6 % du PIB) en 2022, en raison principalement de l'augmentation des redevances au cours de la période. Par contre, le déficit du compte de revenu primaire est passé de 72,3 millions de dollars US (1,7 % du PIB) à 63,1 millions de dollars US (1,6 % du PIB). Le solde du revenu secondaire s'est également amélioré, atteignant un excédent de 497,4 millions de dollars

US (soit 12,9 % du PIB) en 2022, contre un excédent de 466,5 millions de dollars US (11,0 % du PIB) l'année précédente.

599. Le solde du compte de capital s'est consolidé pour s'établir à 107,2 millions de dollars US (2,8 % du PIB), contre 105,7 millions de dollars US (2,5 % du PIB) en 2021, en raison de l'augmentation des opérations de transfert de crédit au cours de la période sous revue.

600. La position nette du compte des opérations financières s'est détériorée en affichant un déficit de 52,4 millions de dollars US (soit 1,4 % du PIB), contre un excédent de 483,3 millions de dollars US (11,4 % du PIB) en 2021, à cause de la baisse de la position nette des investissements directs, ainsi que de retournement des autres investissements au cours de la période. Les investissements directs (nets) ont fléchi à 52,3 millions de dollars US (soit 1,4 % du PIB) contre 212,3 millions de dollars US (5,0 % du PIB) en 2021, tandis que les autres investissements ont enregistré un déficit de 104,7 millions de dollars US (2,7 % du PIB) contre un excédent de 271 millions de dollars US (6,4 % du PIB) au cours de l'année précédente.

601. Au total, la balance globale des paiements a enregistré un déficit de 298,5 millions de dollars US (7,7% du PIB) en 2022 contre un excédent de 148,9 millions de dollars US (3,5% du PIB) en 2021, induit principalement par le compte des opérations financières au cours de la période sous revue.

Tableau 2. 69: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements de la Sierra Leone

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Postes	**Millions USD**			**En pourcentage du PIB**		
Compte courant	**(275,6)**	**(360,5)**	**(353,3)**	(6,8)	(8,5)	(9,1)
Balance commerciale	**(573,0)**	**(584,7)**	**(532,6)**	**(14,1)**	**(13,8)**	**(13,8)**
Exportations de marchandises (FAB)	**648,0**	**1,046,6**	**1,215,1**	**15,9**	**24,6**	**31,4**
Hors pétrole et électricité	648,0	1,046,6	1,215,1	15,9	24,6	31,4
Importations de marchandises (FAB)	**(1,221,0)**	**(1,631,3)**	**(1,747,7)**	**(30,1)**	**(38,4)**	**(45,2)**
Pétrole et gaz	(184,5)	(269,3)	(414,5)	(4,5)	(6,3)	(10,7)
Hors pétrole et électricité	(1,036,5)	(1,362,0)	(1,333,2)	(25,5)	(32,1)	(34,5)
Solde des services (net)	**(143,8)**	**(170,0)**	**(255,0)**	**(3,5)**	**(4,0)**	**(6,6)**
Flux de sortie (débit)	(143,8)	(170,0)	(255,0)	(3,5)	(4,0)	(6,6)
Solde des recettes primaires (net)	**(26,6)**	**(72,3)**	**(63,1)**	(0,7)	(1,7)	(1,6)
Recettes primaires - Débit	(26,6)	(72,3)	(63,1)	(0,7)	(1,7)	(1,6)
Solde des recettes secondaires (net)	**467,8**	**466,5**	**497,4**	**11,5**	**11,0**	**12,9**
Compte de capitaux	**94,1**	**105,7**	**107,2**	**2,3**	**2,5**	**2,8**
Transferts de capitaux (crédit)	94,1	105,7	107,2	2,3	2,5	2,8
Prêts/emprunts nets (+/-)	(181,5)	(254,8)	(246,1)	(4,5)	(6,0)	(6,4)
Compte des finances	**198,6**	**483,3**	**(52,4)**	**4,9**	**11,4**	**(1,4)**
Investissements directs (nets)	135,1	212,3	52,3	3,3	5,0	1,4
Autres investissements (net)	63,5	271,0	(104,7)	1,6	6,4	(2,7)
Erreurs et omissions	(12,6)	(79,6)	0,0	(0,3)	(1,9)	0,0
Solde global	**4,5**	**148,9**	**(298,5)**	**0,1**	**3,5**	**(7,7)**
FINANCEMENT	**(4,5)**	**(148,9)**	**298,5**	(0,1)	(3,5)	7,7
Actifs de réserve	(46,7)	(206,5)	301,2	(1,1)	(4,9)	7,8
Financement exceptionnel	**-**	**57,6**	**(2,7)**	**-**	**1,4**	**(0,1)**
PIB	39.938.072,0	44.359.564,0	54.330.000,0			
Taux de change	9.829,2	10.439,2	14.047,5			
PIB (Dollar Américain)	4.063,2	4.249,3	3.867,6			

Source : Banque Centrale de Sierra Leone

602. Les réserves extérieures brutes ont chuté à 610,42 millions de dollars US (3,2 mois de couverture des importations) contre 931,76 millions de dollars US (5,4 mois de couverture des importations) en 2021, principalement en raison des demandes en devises pour

l'importation de produits de première nécessité, des interventions de la BSL sur le marché des changes et des paiements au titre du service de la dette.

603. En conséquence, le Leone a été soumis à des pressions tout au long de l'année 2022, avec une dépréciation de 20,9 % par rapport à l'UCAO contre une dépréciation de 7,9% en 2021. De même, le Leone s'est déprécié de 26,1 % par rapport au dollar américain durant la période sous revue, contre 5,14 % l'année précédente.

14.3. Situation de la convergence macroéconomique

604. Au titre de la convergence macroéconomique, le pays a vu ses performances se dégrader en 2022 par rapport à celles enregistrées en 2021. Concernant les critères de convergence de premier rang , le pays a satisfait au critère relatif aux réserves extérieures brutes et a manqué à ceux relatifs au déficit budgétaire, à l'inflation annuelle moyenne et au financement du déficit budgétaire par la banque centrale. En ce qui concerne les critères de second rang, la performance s'est dégradée, puisque le pays n'a pas respecté les deux critères (variation du taux de change nominal et ratio de la dette publique au PIB) en 2022 alors qu'il avait satisfait au critère de variation du taux de change nominal en 2021.

Tableau 2. 70: Situation de la convergence macroéconomique de la Sierra Leone

Critères	Cible	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		1	1	1	1
Déficit budgétaire (base d'engagement, y compris les dons)	**≤3%**	4,4	6,6	9,8	8,1
Taux d'inflation annuel moyen	**≤ 5%**	13,5	11,9	27,0	37,8
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	**≤10%**	21,9	20,0	55,5	32,1
Réserves extérieures brutes (3 mois de couverture des importations)	**≥3**	5,1	5,4	3,2	3,5
Critères de second rang		1	1	0	0
Variation du taux de change nominal	**±10%**	9,2	7,9	20,5	33,0
Ratio de la dette publique au PIB	**≤70%**	76,0	79,8	95,1	92,2
Nombre total de critères satisfaits		2	2	1	1

Source : AMAO, BSL, MdF et SSL, * Prévision

14.4. Perspectives

605. La croissance du PIB réel devrait s'établir à 4,6 % en 2023, avant de remonter légèrement à 4,7 % en 2024, sous l'impulsion des activités minières et manufacturières. à la faveur de la reprise anticipée de la demande mondiale d'exportations de produits primaires et de l'augmentation des flux d'investissements directs étrangers (IDE). Toutefois, les incertitudes dans le secteur minier, les perturbations affectant le commerce mondial, en raison des tensions géopolitiques, la mise en œuvre plus lente que prévu des réformes peuvent présenter des risques pesant sur les perspectives. Les pressions inflationnistes devraient se maintenir à un niveau élevé en 2023, avec un taux d'inflation de 37,8%, notamment au niveau des produits pétroliers et des denrées alimentaires.

606. L'augmentation anticipée des recettes intérieures pourrait être compensée par celle des dépenses courantes, en raison de la hausse des prix. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 8,1% du PIB en 2023. De même, la dette publique devrait rester élevée à 92,2% à fin 2023.

14.5. Conclusions et recommandations

607. Avec une certaine résilience affichée en 2022, la croissance est restée fragile et inégale d'un secteur à l'autre. La dynamique de croissance repose sur la relance des activités minières et l'amélioration des secteurs de l'agriculture et des services. Les pressions inflationnistes sont restées élevées, en raison de la dépréciation de la monnaie nationale et des effets néfastes la crise russo-ukrainienne ayant engendré l'envolée des prix du carburant et des denrées alimentaires. La politique monétaire a été principalement axée sur la réduction des pressions inflationniste. Les échanges extérieurs se sont soldés par des résultats mitigés, le déficit de la balance des opérations courantes s'étant t amélioré, tandis que la balance des paiements globale s'est détériorée en 2022.

608. Au titre de la convergence macroéconomique, le pays a satisfait au critère des réserves extérieures brutes, mais n'a pas pu respecter les critères relatifs au déficit budgétaire, à l'inflation, au financement du déficit budgétaire par la banque centrale, au ratio de la dette publique au PIB et à la variation du taux de change.

609. Compte tenu de la situation macroéconomique du pays en 2022, les recommandations, ci-après, sont adressées au Gouvernement :

   i. diversifier et dynamiser progressivement l'économie, en se focalisant sur l'agriculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire et d'augmenter les recettes provenant de l'exportation ;
   ii. promouvoir les investissements dans le secteur minier, en particulier dans le domaine de la valorisation des ressources minérales dans le but d'augmenter la valeur des exportations ;
   iii. déployer des efforts rigoureux pour contrôler et limiter les concessions discrétionnaires et les exonérations fiscales, en particulier dans le secteur minier, dans le but d'améliorer l'offre de devises étrangères dans l'économie nationale ;
   iv. améliorer la mobilisation des recettes intérieures, en élargissant l'assiette fiscale tout en consolidant l'engagement des contribuables et s'accentuant sur la modernisation et la numérisation du paiement, ainsi que la collecte de l'impôt ;
   v. procéder à des interventions modérées sur le marché interbancaire des changes afin d'éviter le puisement excessif dans les réserves de changes pouvant exposer le pays à des vulnérabilités extérieures ;
   vi. La BSL est invitée à envisager la possibilité de constituer des réserves de change en utilisant de l'or monétaire pour renforcer les réserves ; et
   vii. réviser les arrangements au tour des facilités de crédit spéciales pour renforcer le secteur privé.

15. TOGO

15.1. Introduction

610. L'orientation de la politique macroéconomique du e Togo en 2022 s'inscrit dans la feuille de route du Gouvernement, Togo 2025 (FDR). Ce cadre politique met l'accent sur la transformation structurelle de l'économie pour une croissance forte, durable et inclusive et sur la création d'emplois décents pour améliorer le bien-être social de la jeunesse togolaise. Dans ce contexte, le budget 2022 de l'Etat a été formulé en se concentrant sur les projets et réformes prioritaires de la feuille de route.

611. Conformément à la politique macroéconomique à moyen terme du Gouvernement, les principaux objectifs macroéconomiques ont été fixés en 2022 comme suit :
    - une croissance du PIB réel de 6,1 % ;
    - une inflation moyenne de 2,2 % ;
    - un déficit budgétaire global (y compris dons) de 5,1 % du PIB ; et
    - un ratio dette publique/PIB de 60,4 %.

612. L'activité économique a été globalement favorable en 2022, dans une situation de fortes tensions inflationnistes engendrées par la guerre Russo-Ukrainienne. La croissance économique s'est établie à 5,8 % en 2022, après une accélération en 2021 à 6 %, tirée par le dynamisme de tous les secteurs. Le programme de transformation structurelle pour une croissance forte, durable et inclusive et la création d'emplois a eu un impact positif sur cette performance économique en 2022.

613. L'exécution du budget en 2022 a été marquée par des augmentations des recettes totales et des dons et des dépenses totales et prêts nets. L'accroissement des dépenses totales a largement dépassé celui des recettes totales et dons, aggravant ainsi, le déficit budgétaire à 8,3 % du PIB, contre 4,7 % du PIB en 2021.

614. Conformément à l'orientation globale de la politique monétaire de la BCEAO, les agrégats monétaires ont été caractérisés par une expansion de la masse monétaire au sens large de 15,1 % à fin décembre 2022, contre une progression de 12,3 % à fin décembre 2021.

615. La balance des paiements a enregistré un déficit de 19,0 milliards de FCFA en 2022 (0,4 % du PIB) en 2022, suite à un creusement du déficit du compte courant et à des sorties nettes au niveau du compte financier. Cette situation a été atténuée par les comptes de capital et de revenus secondaires.

616. En ce qui concerne la convergence macroéconomique, le Togo a respecté quatre (4) des six (6) critères, à savoir : deux critères de premier rang et les deux critères de second rang (réserves de change brutes en mois d'importations de biens et services, financement du déficit budgétaire par la banque centrale). Pour les critères de premier rang respectés, il s'agit de ceux relatifs à la variation du taux de change nominal et au ratio dette publique

sur le PIB). Le pays n'a pas respecté les critères relatifs au déficit budgétaire et à l'inflation.

15.2. Analyse sectorielle

15.2.1. Secteur réel

617. L'activité économique au Togo en 2022 a été marquée par la résilience face à la hausse des prix liée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Après une accélération à 6,0 % en 2021, la croissance du PIB réel s'est établie à 5,8 % au cours de l'année, tirée par tous les secteurs. La performance en 2022 a été soutenue par le secteur tertiaire qui a contribué à hauteur de 3,3 points de pourcentage à la croissance du PIB, suivi du secteur secondaire avec 1,5 point de pourcentage et du secteur primaire avec 1,0 point de pourcentage. Le secteur tertiaire continue de dominer les activités économiques avec une part de 59,0 % du PIB en 2022, suivi par le secteur primaire (20,6 %) et le secteur secondaire (20,4 %).

618. La valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 5,0 % contre 3,4 % en 2021, principalement sous l'impulsion de l'agriculture (5,1 % en 2022 contre 3,3 % en 2021) et de l'élevage (6,0 % contre 5,0 % en 2021). Les branches de la sylviculture et de la pêche et de l'aquaculture ont enregistré, dans une moindre mesure, des taux de croissance positifs pour soutenir la valeur ajoutée dans le secteur primaire. L'activité du secteur a tiré profit de la fourniture d'intrants agricoles par le Gouvernement et de l'exécution d'autres projets agricoles.

619. Le secteur secondaire a enregistré une valeur ajoutée en hausse de 7,1 % en 2022 contre 5,5 % l'année précédente, grâce à la bonne tenue de toutes les branches s, notamment les "activités extractives" (+9,3 %), la "construction" (+9,2 %), la "fabrication de produits alimentaires" (+8,5 %) et la "fabrication de boissons" (+9,2 %). Les investissements publics, réalisés dans le cadre de la réhabilitation des infrastructures routières et de l'exécution de grands travaux d'infrastructure et de construction de routes rurales, ont favorisé l'expansion de la branche des activités dans les BTP.

620. Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 6,3 % en 2022 contre 6,0 % en 2021, reflétant la bonne performance de toutes les branches. La valeur ajoutée du commerce a progressé de 9,7 % contre 4,1 % en 2021, sous l'effet d'une demande intérieure plus dynamique. La valeur ajoutée de la branche transport et entreposage, avec la poursuite de l'extension du réseau routier et la mise en service du port sec PIA (Plateforme Industrielle d'Adetikope), s'est accrue de 5,7 % contre 11,4 % en 2021. Les branches de l'administration publique et de l'éducation sont restées dynamique avec des croissances respectives de 7,0 % et 7,5 % au cours de la période sous-revue.

621. Du côté de la demande, la croissance du PIB en 2022 a été principalement tirée par l'investissement et la consommation finale. La consommation finale s'est renforcée de 6,0 % en 2022, contre 10,4 % en 2021. En somme, la consommation finale représentait 86,1 % du PIB contre 89,1 % il y a un an.

622. La formation brute du capital fixe (FBCF) a augmenté de 29,8 % en 2022 contre 1,2 % en 2021, principalement sous l'effet de la relance de l'investissement du secteur public qui s'est accru de 60,8 % et a représenté 51,2 % de l'investissement total en 2022. Au total, la demande intérieure a enregistré une croissance de 7,2 % au cours de l'année sous revue.

623. En revanche, la demande extérieure nette (exportations nettes) s'est soldée par un déficit de 487,7 milliards de FCFA. En termes de contribution à la croissance, la consommation finale a contribué à hauteur de 1,8 point de pourcentage, l'investissement à hauteur de 6,0 points de pourcentage et les exportations nettes à hauteur de 2,0 points de pourcentage.

624. Les pressions inflationnistes se sont accentuées au Togo en 2022. L'inflation moyenne a piqué à 7,6 % en 2022 contre 4,5 % en 2021. L'inflation de fin de période a également grimpée à 7,9 % en 2022 contre 5,8 % en 2021. Cette évolution des prix est principalement ressentie au niveau des denrées alimentaires et du carburant.

Tableau 2. 71: Evolution du PIB et de ses composantes au Togo

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation en %				Contribution à la croissance			
Croissance du PIB réel	**2,0**	**6,0**	**5,8**	**6,6**	**2,0**	**6,0**	**5,8**	**6,6**
Offre								
Secteur primaire	**3,3**	**3,4**	**5,0**	**5,6**	**0,7**	**0,7**	**1,0**	**1,2**
o/ w Agriculture	-	3,3	5,1					
Secteur secondaire	**4,0**	**5,5**	**7,1**	**6,9**	**0,8**	**1,1**	**1,5**	**1,4**
Industrie extractive	-	5,2	9,3	7,3				
Construction & travaux publics	-	9,9	9,2	8,4				
Secteur tertiaire	**0,8**	**6,0**	**6,3**	**6,8**	**0,5**	**4,1**	**3,3**	**4,0**
Commerce	-	4,1	9,7	7,8				
Demande								
Consommation finale	-4,6	10,4	6,0	9,1				
Investissements	27,1	1,2	29,8	2,7				
Demande extérieure nette (déficit)	-11,6	12,3	35,2	17,5				
POUR MÉMOIRE								
PIB à prix constant en milliards de FCFA	**4 195,8**	**4 447,2**	**4 705,6**	**5 014,9**				
PIB à prix courant en milliards de FCFA	**4 253,2**	**4 621,5**	**5 068,9**	**5 566,1**				
Inflation								
Moyenne	1,8	4,5	7,6	6,8				
Fin de période	2,9	5,8	7,9	3,7				

Source : MEF, Togo ; BCEAO ; * Prévision.

15.2.2. Finances publiques

625. Les opérations budgétaires en 2022 ont été caractérisées par une augmentation tant des recettes totales et dons que des dépenses totales. Ces évolutions sont cohérentes avec les objectifs du budget 2022, qui visaient à accroître la mobilisation des recettes et à promouvoir les investissements dans les infrastructures. L'accentuation des dépenses totales a largement dépassé l'augmentation des recettes totales et dons. Par conséquent, le déficit budgétaire (y compris les dons) s'est aggravé pour ressortir à 8,3 % du PIB contre 4,7 % du PIB en 2021.

626. Les recettes totales et dons se sont élevés à 894,5 milliards de FCFA (17,6 % du PIB) en 2022 contre 791,2 milliards de FCFA (17,1 % du PIB) en 2021, soit une hausse de 13,1 %. Cette hausse a été tirée par les recettes intérieures et les dons. Les recettes intérieures totales ont augmenté de 8,5 % pour se situer à 767,1 milliards de FCFA (15,1 % du PIB)

contre 707,2 milliards de FCFA (15,3 % du PIB) en 2021, sous l'impulsion des recettes fiscales et non fiscales.

627. Les recettes fiscales se sont élevées à 704,5 milliards de FCFA (13,9 % du PIB) contre 646,9 milliards de FCFA (14,0 % du PIB) en 2021. Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 59,6 milliards de FCFA (1,2 % du PIB) contre 58,0 milliards de FCFA (1,3 % du PIB) en 2021. Les dons se sont fixés à 127,4 milliards de FCFA (2,5 % du PIB) contre 84,0 milliards de FCFA (1,8 % du PIB) enregistrés en 2021.

628. Les dépenses totales et prêts nets en 2022 se sont ressortis à 1 316,9 milliards de FCFA (26,0 % du PIB) contre 1 006,8 milliards de FCFA (21,8 % du PIB) en 2021, soit un accroissement de 30,8%. Cette évolution été imprimée par les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses courantes se sont accrues de 31,3 % pour atteindre 823,3 milliards de FCFA (16,2% du PIB) contre 627,0 milliards de FCFA (13,6% du PIB) en 2021, sous l'effet des dépenses de biens et services (+30,6 %), des transferts, et des subventions (+89,2 %) et des paiements d'intérêts sur la dette publique (+25,1 %).

629. Les dépenses d'investissement de 493,6 milliards de FCFA (9,7 % du PIB) en 2022 ont été supérieures de 30,9% à leur valeur de 379,8 milliards de FCFA (8,2 % du PIB) en 2021. Les dépenses d'investissement sur ressources propres ont représenté 60,3 % du total, tandis que 39,7 % ont été financées à partir de ressources extérieures.

Tableau 2. 72: Evolution des principaux indicateurs budgétaires au Togo

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	Variation de %				En % du PIB			
Recettes totales et dons	-5,8	12,5	13,1	33,2	16,5	17,1	17,6	21,4
RECETTES INTÉRIEURES	-3,3	17,1	8,5	27,3	14,2	15,3	15,1	17,5
Recettes fiscales	-3,6	21,7	8,9	29,5	12,5	14,0	13,9	16,4
Recettes non fiscales	-3,9	-15,2	2,8	-12,1	1,6	1,3	1,2	0,9
Autres recettes	120,5	-46,4	31,1	300,3	0,1	0,0	0,1	0,2
Dons	-19,0	-15,4	51,7	68,8	2,3	1,8	2,5	3,9
Dépenses totales et prêts nets	33,7	-0,1	30,8	18,4	23,7	21,8	26,0	28,0
Dépenses totales	33,7	-0,1	30,8	18,4	23,7	21,8	26,0	28,0
Dépenses courantes	-1,5	2,4	31,3	14,8	14,4	13,6	16,2	17,0
Salaires et traitement	9,4	7,1	1,5	18,3	5,5	5,4	5,0	5,4
Achats de biens et services	-33,5	-0,4	30,6	75,8	3,1	2,8	3,4	5,4
Transferts et subventions	18,8	-2,5	89,2	-26,1	3,4	3,1	5,3	3,6
Intérêts sur la dette publique	16,6	-0,3	25,1	14,5	2,4	2,2	2,5	2,6
Dette intérieure	12,0	-1,6	25,4	18,4	2,0	1,8	2,1	2,3
Dette extérieure	56,9	7,9	23,4	-8,1	0,3	0,3	0,4	0,3
Dépenses en capital	203,8	-3,6	30,0	23,5	9,3	8,2	9,7	11,0
Financées sur ressources intérieures.	2783,0	5,5	34,9	-7,7	4,9	4,8	5,9	4,9
Financées sur ressources extérieures	50,9	-13,9	23,1	70,9	4,3	3,4	3,9	6,0
Autres dépenses	-49,3	132,1	31,1	45,6	0,0	0,0	0,1	0,1
Prêts nets	-0,1	-0,1	-0,1	0,0				
Solde budgétaire (base engagement, hors dons)					-9,5	-6,5	-10,8	-10,5
Solde budgétaire base engagement (y compris dons)					-7,2	-4,7	-8,3	-6,6
Solde primaire					-4,8	-2,5	-5,9	-4,0
Dette publique					60,1	63,0	65,8	60,8
Intérieure					37,0	40,0	40,3	37,3
Extérieure					23,1	23,0	25,5	23,5

Source : BCEAO ; MEF, Togo ; *projections

630. L'encours de la dette publique s'est établi à 3 337,4 milliards de FCFA (65,8% du PIB) à fin décembre 2022 contre 2 912,5 milliards de FCFA (63,0% du PIB à fin décembre 2021. L'encours de la dette a progressé de 14,6 % à fin 2022 contre une hausse de 14,0 % à fin

2021. La composante intérieure s'est chiffrée à 2 041,3 milliards de FCFA (40,3 % du PIB) contre 1 848,5 milliards de FCFA (40,0 % du PIB) à fin 2021. La composante extérieure a atteint 1 296,1 milliards de FCFA (25,5 % du PIB) à fin 2022 contre 1 064,0 milliards de FCFA (23,0 % du PIB) à fin 2021. L'augmentation de la composante extérieure a été en partie influencée par les fluctuations du taux de change, car 18,6 % et 16,5 % de la dette extérieure sont libellés en dollars américains (USD) et en renminbi chinois (CNY), respectivement.

15.2.3. Secteur monétaire

631. L'évolution des agrégats monétaires au Togo est marquée par un accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) de 15,1 % à fin décembre 2022 contre 12,3 % à fin décembre 2021. Cet accroissement a résulté de l'augmentation des avoirs intérieurs nets (AIN) et de la baisse des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire.

632. Les AIN ont enregistré une hausse de 31,0 % à fin décembre 2022 contre 12,2 %, il y a un an, en raison de la consolidation des créances sur l'économie (16,7 % contre 9,2 %) et de l'accélération des créances nettes sur l'Administration centrale (2 473,7 %, contre -50,8 %)2. La forte augmentation des créances nettes sur l'Administration centrale est le résultat d'un relèvement de 277,2 % des créances nettes de la banque centrale sur l'administration centrale qui, à son tour, s'explique par la rétrocession des crédits du FMI au Gouvernement par la banque centrale. Par contre, les engagements (nets) des banques commerciales envers l'Etat central ont augmenté à la fin de la période considérée de 19,7 %.

633. Les AEN du système bancaire se sont contractés de 1,7 %, après avoir connu une croissance de 12,4 % à fin décembre 2021, en raison de la détérioration des avoirs extérieurs de la banque centrale (-5,4 %), couplée à une augmentation de des engagements étrangers (22,4 %) à fin décembre 2022. En revanche, les AEN des banques commerciales ont augmenté de 32,9 %, contre une hausse de 23,7 % à fin décembre 2021. Les créances sur le secteur privé se sont renforcées de 17,0 %, contre une croissance de 8,9 % à fin décembre 2021, en raison de la politique d'investissement du Gouvernement.

634. La croissance de la M2 se retrouve largement dans les dépôts à vue (27,3 % contre 21,5 % en 2021) et, dans une moindre mesure, dans la monnaie en circulation (13,8 % contre -0,5 % en 2021). La croissance des dépôts d'épargne et à terme s'est modérée pour ressortir à 4,5 % en 2022 contre 9,3 % en 2021. En outre, la base monétaire a augmenté de 8,9 %, contre une contraction de 8,6 % à fin décembre 2021, sous l'effet de la croissance de la monnaie en circulation, atténuée par la baisse des dépôts des banques commerciales auprès de la banque centrale.

[2] Les créances nettes sur le gouvernement central en termes absolus étaient de 184,5 milliards de FCFA à la fin de 2022, contre 7,4 milliards de FCFA à la fin de 2021.

Tableau 2. 73: Evolution des principaux agrégats monétaires du Togo

	2020	2021	2022	2020	2021	2022
	Variation en %			Contribution à la croissance de M2		
AVOIRS						
Avoirs extérieurs nets (AEN)	33,4	12,4	-1,7	13,5	6,0	-0,9
Avoirs intérieurs nets (AIN)	-3,3	12,2	31,0	-1,9	6,3	16,0
Créances nettes sur l'État	-67,2	-50,8	2476,3	-1,7	-0,4	7,8
Créances sur l'économie	0,3	9,2	16,7	0,2	5,9	10,6
Créances sur le secteur privé	2,8	8,9	17,0	1,8	5,2	9,6
Créances sur les entreprises publiques	-17,6	11,4	14,3	-1,6	0,7	0,9
Autres postes nets	3,4	-4,9	20,3	-0,5	0,7	-2,4
PASSIFS						
Monnaie au sens large (M2)	11,6	12,3	15,1			
Monnaie au sens étroit (M1)	12,8	14,9	23,8			
Circulation fiduciaire	-3,5	-0,5	13,8			
Dépôts à vue	21,6	21,5	27,3			
Dépôt d'épargne à terme	10,2	9,3	4,5			
POUR MÉMOIRE						
Croissance de la monnaie centrale	14,7	-8,6	8,9			
Multiplicateur monétaire (M2/RM)	3,6	4,5	4,7			
Vitesse (PIB/M2)	2,3	2,2	2,1			
Crédit au secteur privé/PIB	25,4	25,2	26,9			
AEN/M2	48,5	48,5	41,4			
AIN/M2	51,5	51,5	58,6			
Circulation fiduciaire/M2	16,2	14,4	14,2			

Source : BCEAO

635. Le secteur bancaire est resté résilient, enregistrant des améliorations dans les indicateurs clés du bilan. Le total des actifs bancaires s'est élevé à 4 396,1 milliards de FCFA, augmentant de 20,2 % en glissement annuel à la fin décembre 2022, largement soutenu par la croissance des prêts (+43,7 %) et des titres d'investissement (+20,7 %). Le total des dépôts a augmenté de 18,6 % pour se situer à 3 050,0 milliards de FCFA, sous l'influence d'une politique délibérée de mobilisation des dépôts auprès des grands établissements. Le taux brut de dégradation du portefeuille des banques a baissé, de 12,0 % en 2021 à 8,1 % en 2022, reflétant l'amélioration de la qualité des actifs au cours de la période considérée. Toutefois, le ratio de solvabilité totale du secteur s'est maintenu à 4,37 % en dessous du seuil réglementaire de 11,25 %. Hormis les banques ayant des capitaux propres négatifs, le ratio de solvabilité total du secteur a été de 14,26 % à fin décembre 2022.

636. En termes de rentabilité, le secteur bancaire a dégagé un bénéfice net de 33,3 milliards de FCFA en 2022 contre 36,0 milliards de FCFA en 2021. La baisse du résultat net a été entraînée par une diminution de la rentabilité des fonds propres de 4,3 points de pourcentage qui s'est située à 13,6 %. Le rendement des actifs a baissé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 0,8 %.

15.2.4. Secteur extérieur

637. Les transactions avec l'extérieur3 en 2022 sont caractérisés par un déficit de la balance globale des paiements de 19,0 milliards de FCFA (0,4 % du PIB) contre un excédent de 121,1 milliards de FCFA (2,6 % du PIB) en 2021, lié principalement au creusement du déficit du compte courant couplé à l'augmentation des prêts nets (ou des sorties nettes) au niveau du compte de financement.

[3] Les données sur le secteur extérieur sont préliminaires et sujettes à modification. Toutefois, les données préliminaires sont fournies à l'AMAO par la BCEAO.

638. Le déficit du compte courant s'est creusé à 2,5 % du PIB en 2022, après 0,9 % du PIB en 2021, traduisant principalement la détérioration du compte de biens et services. Le déficit du compte des biens s'est creusé à 544,3 milliards de FCFA (10,7 % du PIB) contre 464,0 milliards de FCFA (10,0 % du PIB), en raison de l'augmentation des importations de biens (+241,9 milliards de FCFA) qui a été supérieure à celle des exportations de biens (+161,6 milliards de FCFA). En ce qui concerne le compte des services, l'excédent a diminué à 29,9 milliards de FCFA (0,6 % du PIB) contre 49,9 milliards de FCFA (1,1 % du PIB) en 2021, lié aux paiements de services sur le fret et assurance. L'excédent du compte des revenus primaires est resté globalement inchangé à 24,9 milliards de FCFA (0,5 % du PIB) en 2022 contre 24,8 milliards de FCFA (0,5 % du PIB) en 2021. L'excédent du compte des revenus secondaires a augmenté de 4,5 % pour s'établir à 364,0 milliards de FCFA (7,2 % du PIB) en 2022 contre 348,4 (7,5 % du PIB) en 2021, sous l'influence des appuis budgétaires et des transferts de fonds.

639. L'excédent du compte de capital s'est accru à 360,8 milliards de FCFA (7,1 % du PIB) contre 263,9 milliards de FCFA (5,1 % du PIB) en 2021.

Tableau 2. 74: Evolution des principaux indicateurs de la balance des paiements du Togo

	2020	2021	2022	2023*	2020	2021	2022	2023*
	En milliards de FCFA				En % du PIB			
COMPTE COURANT	**-11,9**	**-40,8**	**-125,6**	**-65,4**	**-0,3**	**-0,9**	**-2,5**	**-1,2**
Compte de ***biens et services***	***-384,3***	***-414,1***	***-514,4***	***-448,4***	***-9,0***	***-9,0***	***-10,1***	***-8,1***
Solde de biens	***-408,2***	***-464,0***	***-544,3***	***-497,5***	***-9,6***	***-10,0***	***-10,7***	***-8,9***
Exportations de biens FOB	695,0	738,7	900,3	939,7	16,3	16,0	17,8	16,9
Importations de biens FOB	-1 103,2	-1 202,7	-1 444,6	-1 437,1	-26	-26	-28,5	-25,8
Compte de ***des services***	***23,9***	***49,9***	***29,9***	***49,1***	***0,6***	***1,1***	***0,6***	***0,9***
Crédit	295,9	316,9	342,9	369,9	7,0	6,9	6,8	6,6
Dont voyage	38,6	59,3	79,3	89,3	0,9	1,3	1,6	1,6
Débit	-272,0	-267,0	-313,0	-320,8	-6,4	-5,8	-6,2	-5,8
Dont fret et assurance	-193,1	-181,6	-218,1	-217,0	-4,5	-3,9	-4,3	-3,9
Compte de ***revenus primaires***	***24,6***	***24,8***	***24,9***	***25,9***	***0,6***	***0,5***	***0,5***	***0,5***
Crédit	163,4	147,9	-	-	3,8	3,2	0,0	0,0
Dont rémunération des salariés	23,6	32,9	-	-	0,6	0,7	0,0	0,0
Débit	138,8	123,1	-	-	3,3	2,7	0,0	0,0
Dont intérêt sur la dette	13,9	15,0	17,5	17,0	0,3	0,3	0,3	0,3
Compte de ***revenus secondaires***	***347,7***	***348,4***	***364,0***	***357,1***	***8,2***	***7,5***	***7,2***	***6,4***
Administrations publiques	54,3	13,5	33,6	26,0	1,3	0,3	0,7	0,5
Dont aide budgétaire	37,2	1,0	30,0	12,0	0,9	0,0	0,6	0,2
Autres secteurs	293,5	334,9	330,4	331,1	6,9	7,2	6,5	5,9
Dont envois de fonds des migrants	341,8	375,0	411,5	448,1	8,0	8,1	8,1	8,1
Compte de capital	**214,5**	**263,9**	**360,8**	**386,7**	**5,0**	**5,7**	**7,1**	**6,9**
Acquisition/vente d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de capitaux	214,5	263,9	360,8	386,7	5,0	5,7	7,1	6,9
Administrations publiques	62,0	83,0	178,3	203,1	1,5	1,8	3,5	3,6
Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital	62,0	83,0	178,3	203,1	1,5	1,8	3,5	3,6
Autres secteurs	152,5	180,9	182,5	183,6	3,6	3,9	3,6	3,3
Capacité de financement (+)/besoin de financement (-) solde des comptes courants et des comptes de capital)	**202,6**	**223,1**	**235,2**	**321,4**	**4,8**	**4,8**	**4,6**	**5,8**
Compte financier	**-36,0**	**102,0**	**254,2**	**120,2**	**-0,8**	**2,2**	**5,0**	**2,2**
Investissement direct	-30,5	-14,5	106,4	113,1	-0,7	-0,3	2,1	2,0
Investissements de portefeuille	48,1	-14,7	-106,0	4,5	1,1	-0,3	-2,1	0,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-53,5	131,1	253,8	2,6	-1,3	2,8	5,0	0,0
Erreurs et omissions	**2,1**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Solde globale	**240,7**	**121,1**	**-19,0**	**201,2**	**5,7**	**2,6**	**-0,4**	**3,6**
variation des avoirs extérieurs nets	-240,7	-121,1	19,0	-201,2				

Source : BCEAO ; AMAO ; * Prévision

640. Le compte financier a enregistré une capacité de financement (sorties nettes) de 254,2 milliards de FCFA (5,0 % du PIB) en 2022 contre 102,0 milliards de FCFA (2,2 %

du PIB) en 2021, reflétant un reflux de capitaux (sorties nettes d'investissements directs et d'autres investissements). Les sorties au titre des investissements directs se sont établies à 106,4 milliards de FCFA (2,1 % du PIB contre des entrées nettes de 14,5 milliards de FCFA (0,3 % du PIB) l'année précédente. Les sorties nettes au titre des autres investissements ont augmenté à 253,8 milliards de FCFA (5,0 % du PIB) contre 131,1 milliards de FCFA (2,8 % du PIB) en 2021. Les investissements de portefeuille ont enregistré des entrées nettes qui se sont élevées à 106,0 milliards de FCFA (2,1 % du PIB) en 2022 contre 14,7 milliards de FCFA (0,3 % du PIB) en 2021, du fait de l'augmentation des émissions de titres d'investissement.

15.3. État des critères de convergence macroéconomique

641. Le Togo a rempli quatre (4) des six (6) critères de convergence macroéconomique dont deux (2) critères de premier rang (Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale et les réserves de change brutes) et les deux critères de second rang (ratio dette publique/PIB et la variation du taux de change par rapport à l'UCAO). Le pays n'a pas atteint les objectifs en matière d'inflation et de déficit budgétaire.

Tableau 2. 75: Situation de la convergence macroéconomique du Togo

Critères	Cible	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Critères de premier rang		***4***	***4***	***3***	***3***	***2***	***2***
Déficit budgétaire (base engagements ; y compris dons)	≤ 3 %	0,6	1,3	7,0	4,7	8,3	6,6
Taux d'inflation moyen annuel	≤ 5 %	0,9	0,7	1,8	4,5	7,6	6,8
financement du déficit budgétaire par la Banque centrale,	≥ 10 %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves extérieures brutes	≥ 3	4,6	5,2	6,5	6,6	4,2	4,4
Critères de second rang		***2***	***2***	***2***	***2***	***2***	***2***
Variation du taux de change nominal	± 10 %	2,6	-2,8	1,0	-1,5	-5,3	2,4
Ratio dette publique/PIB	≤ 70 %	55,5	51,9	58,6	63,0	65,8	60,8
Total des critères de convergence remplis		**6**	**6**	**5**	**5**	**4**	**4**

*Source MEF du Togo ; BCEAO ; * Prévision*

15.4. Perspectives

642. La croissance du PIB réel en 2023 devrait ressortir à 6,6 %, soutenue par les trois secteurs : le primaire (+5,6 %), le secondaire (+6,9 %) et le tertiaire (+6,8 %). Le cadrage macroéconomique à moyen terme (2023 - 2025) indique que la dynamique de croissance du PIB réel devrait progresser et atteindre une moyenne de 6,8 %. Ces perspectives à moyen terme reposent sur l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre les activités contenues dans sa "feuille de route 2025", notamment la création d'emplois et l'investissement dans l'économie réelle. Dans ce contexte, l'inflation annuelle devrait s'établir à 6,8 % en 2023, sous l'effet d'une politique monétaire rigoureuse.

643. Le déficit budgétaire hors dons reste élevé, à 10,8 % du PIB en 2022, mais devrait se réduire légèrement pour s'établir à 10,5 % du PIB en 2023, sous l'effet des paiements d'intérêts élevés attendus. Dons compris, le déficit devrait se réduire à 6,6 % en 2023, contre 8,3 % en 2022.

644. Le compte extérieur devrait enregistrer un excédent de la balance globale des paiements (3,6 % du PIB), principalement du fait de la réduction du déficit de la balance courante et de la baisse de sorties de capitaux.

645. Les perspectives de performance au titre de la convergence macroéconomique en 2023 restent les mêmes qu'en 2022, le déficit budgétaire et l'inflation étant les deux principaux défis auxquels le pays doit faire face.

15.5. Conclusion et recommandations

646. L'économie togolaise est restée résiliente en 2022, avec une croissance de 5,8 %, dans un contexte de fortes tensions inflationnistes engendrées par la guerre russo-ukrainienne et de problèmes de sécurité dans le nord du pays. Les pressions inflationnistes ont toutefois augmenté en 2022 et devraient persister en 2023, notamment au niveau des denrées alimentaires et du carburant.

647. La mise en œuvre de la feuille de route du Gouvernement, Togo 2025, contient plusieurs projets et réformes majeurs qui visent à assurer la transformation structurelle de l'économie togolaise. La réalisation de ces objectifs de développement devrait se traduire par une augmentation des dépenses publiques.

648. Sur la base de la situation macroéconomique en 2022 et des perspectives pour 2023, les recommandations suivantes sont formulées à l'examen des autorités togolaises :

i. poursuivre les investissements dans les infrastructures et la mise en œuvre de la politique de transformation structurelle de l'économie togolaise, en vue de t renforcer la résilience de l'économie aux chocs ;
ii. assurer la coordination entre la politique budgétaire et la politique monétaire de la BCEAO pour contenir les pressions inflationnistes ;
iii. poursuivre vigoureusement les réformes fiscales, afin d'accroître la mobilisation des recettes, rationaliser les dépenses au profit d'investissements stratégiques et de projets auto-amortissables et autonomes ;
iv. prendre des mesures proactives en matière de gestion de la dette, afin de réduire son rythme d'accroissement ; et
v. diversifier les exportations, afin d'accroître les recettes d'exportation et de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

649. La croissance de la région s'est décélérée, passant de 4,4 % en 2021 à 4,0 % en 2022, dans un contexte de hausse de l'inflation, qui est ressortie à 21,2 % en décembre 2022, contre 12,8 % en décembre 2021. Le déficit budgétaire global, dons compris, s'est creusé pour s'établir à 5,4 % du PIB contre 4,6 % du PIB en 2021. Le stock de la dette publique a augmenté mais il demeure faible à 36,6 % du PIB à fin décembre 2022 contre 35,6 % du PIB à fin décembre 2021, notamment sous l'effet du ratio relativement faible enregistré au Nigéria. La plupart des Banques Centrales des États membres ont resserré leurs taux d'intérêt directeurs en 2022 en réponse à la hausse persistante de l'inflation. En ce qui concerne le secteur extérieur, le solde global de la balance des paiements a affiché un déficit de 1,2 % du PIB, contre un excédent de 0,3 % du PIB en 2021, principalement imputable à la dégradation du solde de la balance des biens et des services. En termes de convergence macroéconomique, aucun État membre n'a respecté l'ensemble des quatre (4) critères de premier rang, en raison des contre-performances enregistrées en matière d'inflation et de déficit budgétaire. Les perspectives pour 2023 tablent également sur le non-respect des quatre (4) critères de premier rang par aucun des États membres.

650. Au vu de ce qui précède, des recommandations sont formulées à l'endroit des autorités et se présentent comme suit :

i. Intensifier la transformation structurelle du tissu économique par la diversification de la production, afin de créer une chaîne de d valeurs ajoutées devant permettre de réduire la vulnérabilité des États membres au regard de la dépendance des exportations de produits de base ;

ii. Soutenir les investissements dans les petites et moyennes entreprises (PME) et autres investissements privés, en particulier dans l'agriculture, afin de réduire la dépendance excessive à l'égard des produits essentiels importés ;

iii. Poursuivre l'assainissement des finances publiques, en rationalisant les dépenses, notamment en mettant l'accent sur la qualité des dépenses ;

iv. Continuer à réduire les fuites de recettes, en adoptant des moyens innovants pour stimuler les recettes intérieures, notamment en minimisant l'évasion, la fraude et les exonérations fiscales ;

v. Continuer d'être proactif dans la réponse à la hausse de l'inflation, en procédant à la mise en place ou à la dynamisation du système de contrôle des prix des produits essentiels ;

vi. Continuer à renforcer la coordination entre politiques budgétaires et monétaires, afin de contenir l'inflation sans compromettre la croissance économique; et

vii. Poursuivre les efforts en cours pour enrayer l'insécurité croissante, en particulier dans la région du Sahel.